UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_2.

Point 2 – Approbation du projet de procès-verbal de la séance du 22 novembre 2022

Vu le code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifié ;

► ***Le conseil d'administration approuve le projet de procès-verbal de la séance du 22 novembre 2022.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*23*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*6*	*Pour :*	*23*
Nombre de votants :	*23*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	03 JAN. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_3.

Point 3 – Fermeture administrative anticipée de l'USMB à Noël 2022

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu la circulaire de la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle et la direction générale de la recherche et de l'innovation du 24 septembre 2022 portant sur la déclinaison du plan de sobriété énergétique au sein des opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche,
Vu l'avis du comité technique en date du 12 avril 2022 portant sur le calendrier des fermetures administratives de l'USMB de l'année universitaire 2022-2023,
Vu la délibération du conseil d'administration en date du 26 avril 2022 portant sur le calendrier des fermetures administratives de l'USMB de l'année universitaire 2022-2023,
Vu l'avis du comité technique en date du 29 novembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,
Vu l'avis du comité technique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

La circulaire du 24 septembre 2022 citée ci-dessus invite les opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche à proposer des mesures de réduction sensible de leur consommation d'énergie dès l'année universitaire en cours.

Ainsi, le plan de sobriété de l'USMB, en cours de rédaction, prévoit, au titre des mesures prises pour l'année universitaire 2022/2023, une fermeture anticipée de l'université au 16 décembre 2022, soir. L'ensemble des composantes et services de l'université a été consulté.

► ***Le conseil d'administration approuve la fermeture administrative anticipée de l'USMB pour les vacances de Noël 2022 :***

Dates votées par le CA du 26 avril 2022	DU	AU
Vacances de Noël 2022	Mercredi 21 décembre 2022 au soir	Mardi 03 janvier 2023 au matin

Fermeture administrative anticipée proposée lors du conseil d'administration du 13 décembre 2022	DU	AU
Vacances de Noël 2022	Vendredi 16 décembre 2022 au soir	Mardi 03 janvier 2023 au matin

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*21*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*8*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*2*
Membres représentés :	*6*	*Pour :*	*13*
Nombre de votants :	*23*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	16 DEC. 2022
	Transmise au recteur de région académique le :	16 DEC. 2022

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

CT du 29 novembre 2022 - 7 votants : 7 contre (2 CGT, 1 FSU, 4 SNPTES)
CT extraordinaire du 8 décembre 2022 - 4 votants : 4 contre (1 CGT, 3 SNPTES)
CA du 13 décembre 2022 - 23 votants : 8 contre, 2 abstentions, 13 pour

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Conseil d'administration

- Séance du 13 décembre 2022 -

3. Fermeture administrative anticipée de l'USMB à Noël 2022

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis du comité technique en date du 12 avril 2022 portant sur le calendrier des fermetures administratives de l'USMB de l'année universitaire 2022-2023,
Vu la délibération du conseil d'administration en date du 26 avril 2022 portant sur le calendrier des fermetures administratives de l'USMB de l'année universitaire 2022-2023,

La circulaire du 24 septembre 2022 portant sur la déclinaison du plan de sobriété énergétique au sein des opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche invite ces derniers à proposer des mesures de réduction sensible de leur consommation d'énergie dès l'année universitaire en cours.

Ainsi, le plan de sobriété de l'USMB, en cours de rédaction, prévoit, au titre des mesures prises pour l'année universitaire 2022/2023, une fermeture anticipée de l'Université au 16 décembre 2022, soir. L'ensemble des composantes et services de l'Université a été consulté.

► Il est proposé aux membres du conseil d'administration d'émettre un avis sur la fermeture administrative anticipée de l'USMB pour les vacances de Noël 2022 :

Dates votées par le CA du 26 avril 2022	DU	AU
Vacances de Noël 2022	Mercredi 21 décembre 2022 au soir	Mardi 03 janvier 2023 au matin

Fermeture administrative anticipée	DU	AU
Vacances de Noël 2022	Vendredi 16 décembre 2022 au soir	Mardi 03 janvier 2023 au matin

Composantes ou services	Consultations
IAE Savoie Mont Blanc	Comité de direction du 17/11/2022
POLYTECH Annecy-Chambéry	Comité de direction du 7 novembre 2022
UFR LLSH	Entretiens individuels avec les personnels en octobre et novembre 2022
Faculté de Droit	Réunion de service du 19/10/2022
IUT Annecy	Comité de direction du 6/10/2022
IUT Chambéry	Conseils de direction du 06/10/22 et du 10/11/22 Réunion des personnels BIATSS du 08/11/22.
UFR Sciences et Montagne	Réunion du 14 novembre 2022
SCD BU	Assemblée générale des personnels du 14/10/2022
Service des sports	Entretiens individuels avec les personnels en octobre 2022
Service formation continue	A confirmer
Service de santé étudiant	Entretiens individuels avec les personnels en octobre 2022
Service de médecine préventive du personnel	Réunion de service du 13/10/2022
Service prévention	Réunion de service du 12/10/2022
Agence comptable	Réunion de service du 22/11/2022
DGS	Réunion de service du 15/11/2022
DAF	Réunion de service du 10/10/2022

Composantes ou services	Consultations
DEVE	Réunion de service du 04/10/2022
DRI	Echange avec les services le 4/10/2022
DDRV	Réunion de service du 10/10/2022
DAJI	Réunion de service du 7/11/2022
DAPAC	Réunion de service du 10/10/2022
Direction de la communication	Réunion de service du 11/10/2022
Direction du patrimoine	Réunions de service des 4/10 et 10/11/2022
DRH	Réunion de service du 27/10/2022
Direction du numérique	Réunion de service du 9/11/2022
Pôle Tourisme Montagne Inventive	Réunion d'équipe du 21/11/2022
CNFEDS	Echange du 7/11/2022
APPRENDRE	Réunion d'équipe du 16/10/2022

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_4.1.

Point 4 – Affaires financières

4.1. Budget rectificatif n°2-2022

Vu le code l'éducation, notamment ses articles L711-1 et suivants ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 175, 176 et 177 ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;

► ***Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :***

- 1 103,44 ETPT sous plafond État et 226,56 ETPT sous plafond établissement
- 134 907 232 € d'autorisations d'engagement dont :
  - Personnel : 101 777 171 €
  - Fonctionnement : 22 053 316 €
  - Investissement : 11 076 745 €
- 132 526 976 € de crédits de paiement dont :
  - Personnel : 101 777 171 €
  - Fonctionnement : 21 600 630 €
  - Investissement : 9 149 175 €
- 128 602 742 € de prévisions de recettes
- - 3 924 234 € de solde budgétaire (déficit)

► ***Le conseil d'administration vote les prévisions budgétaires suivantes :***

- - 3 875 341 € de variation de trésorerie
- - 353 783 € de résultat patrimonial
- 1 536 217 € de capacité d'autofinancement
- - 3 455 888 € de variation de fonds de roulement (prélèvement)

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*22*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*4*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le : 03 JAN. 2023 Transmise au recteur de région académique le : 03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

BUDGET RECTIFICATIF N°2

Exercice 2022

Conseil d'Administration du 13 décembre 2022

Table des matières

1 Le budget rectificatif en recettes 3
1.1 Les recettes globalisées 3
1.2 Les recettes fléchées 6
2 Le budget rectificatif en AE/CP 7
2.1 Les dépenses de masse salariale 7
2.2 Les dépenses de fonctionnement 8
2.3 Les dépenses d'investissement 8
3 Le budget rectificatif en droits constatés 9
3.1 Le compte de résultat prévisionnel 9
3.2 La capacité d'autofinancement 10
3.3 La situation patrimoniale 10
4 Les indicateurs 11
4.1 Le fonds de roulement 11
4.2 L'équilibre budgétaire et la trésorerie 11
4.3 Les restes à payer 12
4.4 Les ratios 12

Dans le cadre d'un pilotage budgétaire pluriannuel, le décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) recommande de procéder en fin d'exercice à une déprogrammation des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) non utilisés. Ceux-ci pourront éventuellement être ré-ouverts par des budgets ultérieurs. Le budget rectificatif n°2 (BR2) 2022 s'inscrit dans cette procédure consistant principalement à réduire les crédits ouverts en recettes et en dépenses au budget 2022 sur les opérations pluriannuelles. Il permet également d'ajuster l'ensemble du budget de l'année afin d'approcher au plus près ce que pourra être la situation financière de fin d'exercice de l'établissement. Il est rappelé qu'en dehors des opérations qui sont pluriannuelles par nature, les crédits ne sont pas reportables.

Ce budget rectificatif déprogramme 1 072 036 € de produits et 1 940 314 € de charges. Le résultat après BR2 reste déficitaire. Le fonds de roulement évolue à la hausse de 2 269 348 € par rapport à son niveau après BR1 et sa variation prévisionnelle, qui était fortement négative après le vote du BR1 en juin 2022, s'établit à - 3 455 887 € après BR2, ce qui reste un prélèvement important. Le fonds de roulement prévisionnel au 31 décembre 2022 s'élève à 12 513 472 € soit 37 jours de dépenses décaissables. La trésorerie prévisionnelle de fin d'exercice s'élève à 18 760 868 € soit 55 jours de dépenses décaissables.

1 Le budget rectificatif en recettes

1.1 Les recettes globalisées

Les recettes globalisées de l'établissement (tableau 2) sont réduites de 961 126 €. Les financements publics sont revus à la baisse à l'exception de la subvention pour charges de service public (SCSP) versée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) qui est en hausse de 1 554 674 €. Le détail de la SCSP est l'objet du tableau 1. Les cellules surlignées correspondent à des crédits pour lesquels les notifications sont encore en attente.

Ce BR2 prends ainsi en compte les crédits supplémentaires alloués dans le cadre de la notification intermédiaire reçue en juillet 2022 et ceux notifiés par un message de la Direction générale de l'enseignement supérieur de de l'insertion professionnelle (DGESIP) du MESR le 16 novembre 2022. Il s'agit de recettes inscrites au titre de l'exercice 2022, destinées à financer la hausse du coût de l'énergie dans le cadre du budget 2023. Ce financement a été calculé par le ministère sur la base des dépenses énergétiques 2021 de notre établissement.

Tableau 1 : L'évolution de la SCSP

	Pré Notification 2022	2022 (1ère notification)	2022 (2ème notification)	BI 2022	Inscrit au BR1 2022	Inscrit au BR2
MASSE SALARIALE	**86 163 979 €**	**86 954 005 €**	**88 314 260 €**	**86 354 891 €**	**1 192 026 €**	**828 255 €**
Masse salariale	83 648 498 €	83 728 264 €	85 291 749 €	83 401 298 €	326 966 €	1 563 485 €
CAS pension Sauvadet						
Création 2017 (extension année pleine 2018)						
Mesures nouvelles						
Compensation MCF stagiaires						
GVT						
DGS1 accompagnement trajectoire MS						
DSG2				130 000 €	- 130 000 €	
DSG2 2022			500 000 €		280 000 €	**220 000 €**
DSG 1 STAPS		180 000 €	180 000 €		180 000 €	- €
Hausse du point d'indice					252 000 €	- **252 000 €**
Création postes plan étudiants						- €
Création postes plan étudiants complément						- €
Création postes plan étudiants 2020				247 200 €	- 247 200 €	- €
Création postes plan étudiants 2021						- €
Création postes plan étudiants année pleine 2021	78 000 €	78 000 €	52 000 €	78 000 €		- **26 000 €**
Loi ORE "OUI SI"						- €
Loi ORE "OUI SI" 2020						- €
Loi ORE "OUI SI" 2021						- €
Loi ORE "OUI SI" année pleine 2021	200 000 €	200 000 €	133 333 €	200 000 €		- **66 667 €**
Révision IFSE corps ITRF Bibliothèque	58 228 €	58 228 €		58 228 €		- **58 228 €**
Révision IFSE infirmiers	320 €	320 €		320 €		- **320 €**
Convergence indemnitaire interministérielle ASS et CTSS		7 107 €			7 107 €	- **7 107 €**
Nouveau référentiel rémunérations des médecins du travail		25 911 €			25 911 €	- **25 911 €**
Recrutement psychologues crise COVID		14 667 €			14 667 €	- **14 667 €**
Congés monétisés Plan vélo mobilités actives						- €
Compensation CSG						- €
Compensation CSG complément						- €
Loi ORE examen des dossiers						- €
Loi ORE Reconnaissance investissement pédagogique						- €
Réforme études de santé : effectifs étudiants	60 622 €	60 622 €	17 955 €	60 622 €		- **42 667 €**
Plan de relance : places supplémentaires rentrée 2020						- €
Plan de relance : places supplémentaires rentrée 2021	305 067 €	305 067 €	305 067 €	305 067 €		- €
Plan de relance : places supplémentaires rentrée 2022	168 533 €	168 533 €	505 600 €	168 533 €		**337 067 €**
Mise en œuvre congés pour projet pédagogique	23 333 €	23 333 €		23 333 €		- **23 333 €**
CRCT SHS	20 000 €			20 000 €	- 20 000 €	- €
PPCR Octobre 2017						- €
PPCR année pleine 2018						- €
PPCR année pleine 2018 complément						- €
PPCR 2019						- €
PPCR 2021	79 766 €			79 766 €	- 79 766 €	- €
PPCR 2022	24 582 €	24 582 €	24 582 €	24 582 €		- €
Revalorisation indemnitaire 2022 personnels filière administrative			119 855 €			**119 855 €**
LPR 2022 Repyramidage2021 et 2022 enseignants chercheurs et second degré	40 196 €	45 633 €	45 633 €	40 196 €	5 437 €	- €
LPR 2021 refonte indemnitaire BIATSS	22 700 €	22 700 €		22 700 €		- **22 700 €**
LPR 2021 reclassement enseignants chercheurs et mesures "deux fois SMIC"	50 240 €	50 240 €	9 603 €	50 240 €		- **40 637 €**
LPR 2021 refonte indemnitaire enseignants chercheurs et enseignants sd degré dont RIPE	451 487 €	451 487 €		451 487 €		- **451 487 €**
LPR 2021 repyramidage IRTF	1 490 €	1 490 €		1 490 €		- **1 490 €**
LPR 2021 revalorisation contrats doctoraux	- 5 960 €	- 5 960 €	- 5 960 €	- 5 960 €		- €
LPR 2021 revalorisation contrats doctoraux (année pleine)	21 281 €	21 281 €	10 746 €		21 281 €	- 10 535 €
LPR 2021 soutien à la trajectoire d'emplois rééquilibrage	100 000 €	100 000 €		100 000 €		- **100 000 €**
LPR 2021 soutien à la trajectoire d'emplois création d'emplois		715 000 €			715 000 €	- **715 000 €**
LPR 2022 moyens aux laboratoires	21 435 €			21 435 €	- 21 435 €	- €
LPR 2022 reclasserment enseignants chercheurs et mesure deux SMIC	104 489 €	104 489 €	32 663 €	104 489 €	- €	- 71 826 €
LPR 2022 refonte indemnitaire enseignants chercheurs et enseignants sd degré	443 419 €	443 419 €	443 419 €	443 419 €		- €
LPR 2022 chaire des professeurs juniors			36 667 €			36 667 €
Complément protection sociale santé	199 981 €	236 320 €	236 320 €	199 981 €	36 339 €	- €
Prolongation contrats doctorants				*60 912 €*		
LPR 2022 revalorisation contrats doctoraux (tiers d'année)	15 028 €	15 028 €	13 172 €	36 309 €	- 21 281 €	- 1 856 €
LPR 2022 création contrats doctoraux (tiers d'année)			10 649 €			10 649 €
Plan Tourisme			164 500 €			**164 500 €**
Actions spécifiques : LPR 2021 : trajectoire emplois créations d'emplois		- 715 000 €	- 715 000 €		- 715 000 €	- €
Actions spécifiques : LPR 2022 reclassement des jeunes cherheurs			112 463 €			112 463 €
Actions spécifiques :CRCT HORS SHS		5 000 €	5 000 €		5 000 €	- €
Actions spécifiques :CRCT SHS		15 000 €	15 000 €		15 000 €	- €
Actions spécifiques : PPPE rentrée 2022 (en tiers d'année)		22 000 €	22 000 €		22 000 €	- €
Actions spécifiques : Mise à disposition						- €
Actions spécifiques : engagement pédago BIATSS						- €
Actions spécifiques : DGS 1 2022 Recherche et Innovation		200 000 €	200 000 €		200 000 €	- €
Actions spécifiques : DGS 1 2022 hors Recherche et Innovation		260 000 €	260 000 €		260 000 €	- €
Action spécifique : compensation emploi IGE		60 000 €	60 000 €		60 000 €	- €
Action spécifique : soutien d'actions de transformation structurelle			120 000 €			120 000 €
Actions spécifiques : PPCR compensation 2017						- €
Actions spécifiques : surcoût CSG						- €
Actions spécifiques : Indemnité inflation			76 000 €			76 000 €
Actions spécifiques : IUF	31 244 €	31 244 €	31 244 €	31 244 €		- €
Actions spécifiques : HC pour plan étudiants						- €
Actions spécifiques : Tutorat étudiants						- €
Actions spécifiques : Apprentissage						- €
Actions spécifiques : Prime COVID						- €
FONCTIONNEMENT	**8 343 969 €**	**8 567 082 €**	**8 973 632 €**	**8 576 969 €**	**197 613 €**	**726 419 €**
Fonctionnement	7 365 455 €	7 365 455 €	7 401 770 €	7 365 455 €		**36 315 €**
Abes	- 83 633 €	- 83 633 €	- 83 633 €	- 83 633 €		- €
Compensation boursiers	889 781 €	903 180 €	886 899 €	889 781 €	13 399 €	- **16 281 €**
Parcours sciences po histoire						- €
LPR 2021 : aide au démarrage moyens aux laboratoires	36 315 €	36 315 €		36 315 €		**19 508 €**
LPR 2022 : aide au démarrage moyens aux laboratoires		21 435 €	18 158 €		21 435 €	
Plan tourisme			132 500 €			**132 500 €**
Action spécifique : Fonds de compensation du surcoût énergétique						**471 446 €**
Action spécifique : Masques inclusifs						- €
Action spécifique :Chèque santé psy					*12 000 €*	
Action spécifique : WIMS						- €
Action spécifique : création dépt IUT A						- €
Action spécifique : Labo Math						- €
Action spécifique : Plan bibliothèques ouvertes	27 330 €	27 330 €	27 330 €	27 330 €		- €
Action spécifique : AMI émergences projet Acc'INNOV			52 805 €			52 805 €
Action spécifique : Accompagnement handicapés		55 000 €	125 000 €	55 000 €		70 000 €
Action spécifique : Loi ORE Plan investissement			50 000 €			50 000 €
Action spécifique : Contribution TOEIC/TOEFL				*150 000 €*	*60 000 €*	
Action spécifique : Réforme études de santé - enveloppe transformation pédagogique						- €
Action spécifique : DSG2					*80 000 €*	- 80 000 €
Action spécifique : Dispositif apprentissage						- €
Action spécifique : IUF crédits scientifiques	45 000 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €		- €
Action spécifique :Aide au démarrage pour laboratoires	52 500 €	- €	111 600 €	52 500 €		
Action spécifique : Enquête Insertion	11 221 €		400 €	11 221 €	- 11 221 €	400 €
Action spécifique : Indemnités CNU			7 077 €	*26 000 €*		
Action spécifique : Indemnités CNU						- €
Action spécifique :Bureau Accueil étudiants étrangers						- €
Action spécifique : Concours ITRF			1 726 €	*2 000 €*		- 274 €
Plan de relance : PNRR formation enseignants chercheurs au numérique						- €
Plan de relance : PNRR Services numériques aux étudiants (SERVET)		197 000 €	197 000 €		142 000 €	- 10 000 €
Opérations immobilières	**260 000 €**	**260 000 €**	**260 000 €**	**260 000 €**	- €	- €
Accessibilité	- €			- €		- €
Dotation sûreté	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €		- €
Mise en conformité	- €			- €		- €
Mise en sécurité	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €		- €
					- €	- €
TOTAL	**94 767 948 €**	**95 781 087 €**	**97 547 892 €**	**95 191 860 €**	**1 389 639 €**	**1 554 674 €**

La recette initialement envisagée au titre de la compensation de la hausse du point d'indice a été retirée, le MESR ayant annoncé que cette hausse ne serait compensée qu'à partir de 2023.

La différence entre la dernière notification reçue (97 547 892 €) et la recette inscrite au budget (97 664 727 €) soit 116 835 € se détaille comme suit :

- En attente de notification :
  - Prolongation des contrats doctoraux : 60 912 €
  - Financement des consultations psychologue : 12 000 €
  - Contribution à la certification TOEIC/TOEFL : 90 000 €
  - Complément indemnités CNU : 18 923 €
- Subvention reçue mais inscrite en compte de tiers :
  - Reversement au partenaire au titre du projet SERVET : - 65 000 €

La déprogrammation représente une baisse de 0,77 % du budget global du BI 2022 contre 1,78 % en 2021. Cette variation se justifie par une diminution des recettes publiques : ERASMUS 2021-2022 et des ajustements de prévisions de recettes sur les contrats de recherche (ANR – INTERREG).

Tableau 2 : Les recettes nouvelles

	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	Variation BR2 2022/BI 2022
Subvention pour charges de service public	96 344 846 €	95 191 860 €	1 389 639 €	1 554 674 €	98 136 173 €	1,63%
Autres financements de l'Etat	1 028 467 €	1 840 358 €	370 693 €	- 594 090 €	1 616 961 €	-32,28%
Fiscalité affectée	930 626 €	873 000 €			873 000 €	0,00%
Autres financements publics	7 524 476 €	11 794 788 €	2 080 544 €	- 1 894 710 €	11 980 622 €	-16,06%
Recettes propres	14 071 801 €	14 852 908 €	433 190 €	- 27 000 €	15 259 098 €	-0,18%
Recettes globalisées	**119 900 216 €**	**124 552 914 €**	**4 274 066 €**	**- 961 126 €**	**127 865 854 €**	**-0,77%**

La baisse des autres financements de l'État (-594 090 €) concerne des recettes qui avaient été mises en réserve en attente de notification.

Les autres financements publics varient de -1 894 710 €. Les principaux montants modifiés concernent :

- CDC Investissement d'avenir (CMQ) : -84 951 €
- ANR Investissement d'avenir (NCU2) : -60 000 €
- ANR Investissement d'avenir (INES) : - 15 000 €
- ANR Investissement d'avenir (Accélération) : - 74 000 €
- ANR Investissement d'avenir (UNITA) : - 62 153 €
- ANR Investissement d'avenir (Avenir(s)) : - 85 910 €
- ANR Investissement d'avenir (Campus connectés) : - 30 000 €
- ANR Investissement d'avenir (SHINE) : -284 027 €
- ANR Investissement d'avenir (HYPE) : - 8 000 €
- ANR Investissement d'avenir (Prévisions) : - 138 862 €
- ANR hors Investissement d'avenir (Prévisions) : - 177 365 €
- UNITA (financement EUROPE) : - 118 934 €
- Financement EUROPE (Prévisions) : - 183 287 €
- Bourses Erasmus : -373 321 €
- Prévision de recettes en recherche : - 63 985 €

Les baisses liées aux ressources propres (-27 000 €) concernent des crédits inscrits en « portage » en prévision d'éventuelles prestations.

1.2 Les recettes fléchées

Tableau 3 : La variation des recettes fléchées

	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	Variation BR2 2022/BI 2022
Financements de l'Etat fléchés	85 050 €	25 000 €	25 000 €	250 000 €	300 000 €	1000,00%
Autres financements publics fléchés	1 371 232 €	890 000 €	443 522 €	- 896 634 €	436 888 €	-100,75%
Recettes fléchées	**1 456 282 €**	**915 000 €**	**468 522 €**	**- 646 634 €**	**736 888 €**	**-70,67%**

Ces recettes sont revues à la baisse à hauteur de 646 634 €. Cette réduction concerne la prévision au titre du CPER : la rénovation de la BU de Jacob-Bellecombette (- 300 000 €), la rénovation de la halle des sports de Jacob-Bellecombette (-246 634 €), le bâtiment Polytech (- 50 000 €), des crédits de « portage » en attente des résultats du CPER (-300 000 €). Elle intègre également une variation de recette au profit du projet de recherche HELIOSTIM (+ 300 000 €) et du bâtiment CEDRA (- 50 000 €).

2 Le budget rectificatif en AE/CP

Les dépenses en AE et CP se décomposent en dépenses de masse salariale, dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement.

2.1 Les dépenses de masse salariale

La prévision de masse salariale a été ajustée pour prendre en compte un certain nombre de mesures gouvernementales mais également pour ajuster des ouvertures de crédits adossées à des ressources propres.

Tableau 4 : L'évolution des dépenses de masse salariale 2022

	CF 2021			BI 2022		
	PF1	**PF2**	**Total**	**PF1**	**PF2**	**Total**
MS gérée centralement	80 132 227 €	1 762 570 €	81 894 798 €	81 509 863 €	1 477 110 €	82 986 973 €
MS sur composantes et services		5 602 057 €	5 602 057 €		8 807 123 €	8 807 123 €
Heures complémentaires	5 728 614 €	2 492 072 €	8 220 686 €	5 740 321 €	2 826 351 €	8 566 672 €
Total	**85 860 841 €**	**9 856 700 €**	**95 717 541 €**	**87 250 184 €**	**13 110 584 €**	**100 360 768 €**

	BR1 2022			BR2 2022			Après BR2 2022		
	PF1	**PF2**	**Total**	**PF1**	**PF2**	**Total**	**PF1**	**PF2**	**Total**
MS gérée centralement	527 833 €	112 947 €	640 780 €	1 185 164 €	258 780 €	1 443 944 €	83 222 860 €	1 848 837 €	85 071 697 €
MS sur composantes et services		1 075 069 €	1 075 069 €		- 1 879 300 €	- 1 879 300 €	- €	8 002 892 €	8 002 892 €
Heures complémentaires	244 431 €	- 108 521 €	135 910 €			- €	5 984 752 €	2 717 830 €	8 702 582 €
Total	**772 264 €**	**1 079 495 €**	**1 851 759 €**	**1 185 164 €**	**- 1 620 520 €**	**- 435 356 €**	**89 207 612 €**	**12 569 559 €**	**101 777 171 €**

La variation de masse salariale impacte aussi bien les prévisions de dépenses imputées sur le plafond État (plafond 1) que sur ressources propres (plafond 2). Le tableau des emplois est modifié avec une prévision sur le plafond 1 qui passe de 1 102,57 équivalents temps plein travaillés (ETPT) à 1 103,44 ETPT soit une hausse de 0,87 ETPT et sur le plafond 2, qui passe de 227,73 ETPT à 226,56 ETPT soit une baisse de 1,17 ETPT.

La variation entre le BR1 et le BR2 en ETPT pour le plafond 1 s'explique de la façon suivante :

- Titulaires ENS : -3,82 (concours infructueux, mutations, retraites)
- Titulaires BIATSS : -5,91 (concours infructueux, mutations, retraites)
- Non titulaires ENS : 2,29 (chaires de professeurs juniors)
- ATER et doctorants contractuels : 1,59 (recrutements ATER)
- Non titulaires ENS CDI : 0,86 (3 nouveaux CDI)
- Non titulaires BIATSS CDD : 6,93 (recrutements sur postes vacants)
- Non titulaires BIATSS CDI : -1,07 (décalage entrée/sortie)

La variation entre le BR1 et le BR2 en ETPT pour le plafond 2 s'explique de la façon suivante :

- Non titulaires ENS CDD : 0,72
- Non titulaires BIATSS : -5,28 (CDD sur projets prévus mais non recrutés en 2022)
- Non titulaires BIATSS CDI : 0,80
- Doctorants : 2,59 (sur projets recherche)

La hausse en masse salariale se décompose comme suit :

- Hausse du point d'indice : 1 388 550 € (une partie avait déjà été inscrite au BR1)
- Indemnités de fin de contrat : 46 000 €
- Mensualisation des primes enseignants, habituellement passées en charges à payer : 55 500 €
- Primes BIATSS : 220 000 € (habituellement passées en charges à payer)
- Télétravail : 13 000 €
- Hausse du SMIC : 26 250 € (effet octobre décembre)
- Hausse de la GIPA : 130 000 € (estimation)

La baisse en masse salariale est répartie comme suit :

- Contrats de recherche : - 546 365 €
- DSG : - 93 462 €
- Projet CMQ : - 49 951 €
- Projet Accélération : - 54 000 €
- Projet Avenir(s) : - 65 910 €
- Projet UNITA : - 152 087 €
- Projet SHINE : - 251 027 €
- Projet HYPE : - 8 000 €
- Crédits de « portage » : - 577 498 €
- Autres projets : - 81 000 €

2.2 Les dépenses de fonctionnement

Tableau 5 : L'évolution des dépenses de fonctionnement (AE et CP)

	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	Variation BR2 2022/BI 2022
AE	15 758 273 €	20 812 684 €	2 745 590 €	- 1 504 958 €	22 053 316 €	-7,23%
CP	15 099 469 €	20 580 365 €	2 525 223 €	- 1 504 958 €	21 600 630 €	-7,31%
Ecart	**658 803 €**	**232 319 €**	**220 367 €**	**- €**	**452 686 €**	

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement diminuent de 1 504 958 € (-7,23 % par rapport au BI 2022 pour les AE et de -7,31 % par rapport au BI 2022 pour les CP). Il s'agit d'ajustements :

- sur des contrats de recherche : - 68 000 € (AE/CP)
- sur les grands projets (NCU, CMQ, UNITA, etc.) : - 350 287 € (AE/CP)
- sur les projets DSG2 non obtenus : - 80 000 € (AE/CP)
- sur les dépenses liées à ERASMUS : - 373 221 € (AE/CP)
- sur les dépenses CVEC : - 262 450 € (AE/CP)
- sur les dépenses de la direction du numérique : - 252 000 € (AE/CP)
- sur les crédits de portage : - 119 000 € (AE/CP)

Pour la convention ERASMUS, la baisse correspond à la part de la convention 2022-2023 non consommée en 2022.

2.3 Les dépenses d'investissement

Les dépenses de la section d'investissement affichent une forte baisse sur l'ensemble des opérations fléchées et non-fléchées (tableau 6).

Tableau 6 : L'évolution des dépenses d'investissement (AE et CP)

	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	Variation BR2 2022/BI 2022
AE non fléchées	5 417 665 €	7 428 197 €	3 406 750 €	- 1 815 090 €	9 019 857 €	-24,44%
AE sur opérations fléchées	298 834 €	2 870 000 €	- 141 478 €	- 671 634 €	2 056 888 €	-23,40%
Total AE	***5 716 499 €***	***10 298 197 €***	***3 265 272 €***	***- 2 486 724 €***	***11 076 745 €***	**-24,15%**
CP non fléchés	3 763 066 €	7 195 197 €	3 098 250 €	- 1 881 160 €	8 412 287 €	-26,14%
CP sur opérations fléchées	1 137 933 €	915 000 €	468 522 €	- 646 634 €	736 888 €	-70,67%
Total CP	***4 900 999 €***	***8 110 197 €***	***3 566 772 €***	***- 2 527 794 €***	***9 149 175 €***	**-31,17%**
Ecart	***- 1 140 000 €***	***2 188 000 €***	***- 301 500 €***	***41 070 €***	***1 927 570 €***	

La déprogrammation des dépenses d'investissement est détaillée dans les tableaux 7 et 8. Elle représente 24,15 % de la baisse des autorisations d'engagement contre 41,98 % en 2021 et 31,17 % de la baisse des crédits de paiement contre 43,61 % en 2021.

La baisse sur les opérations non fléchées concerne la prévision de travaux qui devaient être réalisés par la direction du patrimoine en 2022 et qui sont reportés en 2023.

Tableau 7 : Le détail des variations des dépenses d'investissement non fléchées (AE et CP)

AE non fléchées	Opérations	CP non fléchés
- 160 000 €	VIDEOPROTECTION JACOB	- 160 000 €
- 240 000 €	CREDITS SECU 2022	- 240 000 €
- 80 000 €	ETANCHEITE BAT 23JACOB	- 80 000 €
- 100 000 €	MOE CHAUFFERIE BOIS IAE ANNECY	- 100 000 €
- 380 000 €	PASSERELLE IUT ANNECY	- 380 000 €
- 20 000 €	REFECTION GAZ SPECIAUX	- 20 000 €
- 80 000 €	REMPLACEMENT SORBONNES BOURGET	- 80 000 €
- 90 000 €	RENOV BAT 6 DEVE BOURGET	- 90 000 €
- 60 000 €	SDIA BOURGET	- 60 000 €
- 60 000 €	SDIA ET PAE JACOB	- 60 000 €
- 90 000 €	TOITURE POLYTECH ANNECY IG	- 90 000 €
- 25 000 €	DEPROG TRAVAUX SECURITE	- 25 000 €
24 910 €	RENOVATION EAU FROIDE BOURGET	24 910 €
	ACHAT VOITURE IUT A	- 13 270 €
	LASER IUT A	- 52 800 €
- 455 000 €	RESERVE	- 455 000 €
- 1 815 090 €		**- 1 881 160 €**

Tableau 8 : Le détail des variations des dépenses d'investissement fléchées (AE et CP)

AE fléchées	Opérations	CP fléchés
- 50 000 €	CEDRA	- 50 000 €
- 300 000 €	RENOVATION BU JACOB	- 300 000 €
- 25 000 €	RENOVATION MARCOZ	
- 50 000 €	1% ARTISTIQUE POLYTECH	- 50 000 €
- 246 634 €	HALLE DES SPORTS	- 246 634 €
- 671 634 €		**- 646 634 €**

3 Le budget rectificatif en droits constatés

3.1 Le compte de résultat prévisionnel

Le tableau 9 présente l'évolution du compte de résultat prévisionnel entre le BI et le BR2 2022.

Tableau 9 : L'évolution du compte de résultat prévisionnel du budget

CHARGES	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	Variation BR2 2022/ BI 2022
Personnel	94 712 082 €	99 763 055 €	1 839 625 €	- 431 287 €	101 171 393 €	-0,43%
dont charges de pensions civiles*	*26 947 662 €*	*27 957 615 €*	*176 741 €*	*406 866 €*	*28 541 222 €*	1,46%
Fonctionnement autre que les charges de personnel	25 507 069 €	27 811 862 €	2 537 357 €	- 1 509 027 €	28 840 192 €	-5,43%
TOTAL DES CHARGES	**120 219 151 €**	**127 574 917 €**	**4 376 982 €**	**- 1 940 314 €**	**130 011 585 €**	**-1,52%**
Résultat prévisionnel: bénéfice	3 569 968 €	- €		**868 278 €**		
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel	**123 789 119 €**	**127 574 917 €**	**4 376 982 €**	**- 1 072 036 €**	**130 011 585 €**	
PRODUITS	**CF 2021**	**BI 2022**	**BR1 2022**	**BR2 2022**	**Après BR2 2022**	**Variation BR2 2022/ BI 2022**
Subventions de l'Etat	95 824 245 €	95 191 860 €	1 519 639 €	1 554 674 €	98 266 173 €	1,63%
Fiscalité affectée	930 626 €	873 000 €	- €	- €	873 000 €	0,00%
Autres subventions	6 308 770 €	11 489 287 €	1 729 119 €	- 2 453 710 €	10 764 696 €	-21,36%
Autres produits	20 725 478 €	19 528 663 €	398 270 €	- 173 000 €	19 753 933 €	-0,89%
TOTAL DES PRODUITS	**123 789 119 €**	**127 082 810 €**	**3 647 028 €**	**- 1 072 036 €**	**129 657 802 €**	**2,03%**
Résultat prévisionnel : perte	- €	492 107 €	729 954 €	- €	353 783 €	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel	**123 789 119 €**	**127 574 917 €**	**4 376 982 €**	**- 1 072 036 €**	**130 011 585 €**	**-0,84%**

L'écart entre le budget en droits constatés et le budget de paiement est de 4 069 € en dépenses ; il s'agit des taxes sur les salaires, imputées en dépenses de personnel dans le budget de caisse et en fonctionnement en droits constatés. En recettes, l'écart est de 591 000 €. Cet écart correspond au décalage entre les encaissements et la constatation de la recette pour les contrats de recherche. En effet, l'USMB utilise la méthode dite « à l'avancement », qui consiste à émettre les titres au vu des dépenses réalisées. Or, les échéanciers de paiement qui figurent dans les contrats, prévoient un paiement à la signature du contrat, un paiement sur présentation d'un rapport intermédiaire et le solde après réception des derniers justificatifs de dépenses. Ceci explique le décalage entre les recettes en droits constatés et les recettes encaissées (RE).

L'impact sur le résultat de ce BR est excédentaire (868 728 €). Il découle de la baisse des dépenses, notamment en masse salariale, elle-même résultat d'une contraction entre des hausses et des réductions. Ainsi, les prévisions de dépenses sur le plafond 1 augmentent de 1 185 164 €, mais sont compensées uniquement à hauteur de 828 255 €, soit un déficit de 356 909 € ; celles sur le plafond 2 gérées en centrale augmentent de 258 780 € sans recettes nouvelles, alors que celles gérées en composantes et services sont en baisse 1 879 300 €. En fonctionnement, la réduction des crédits ouverts a probablement été sous-estimée, mais cela permet de conserver suffisamment de crédits pour faire face à la hausse du coût de l'énergie.

Après BR2, le résultat prévisionnel s'établit à - 353 783 € à prélever sur le fonds de roulement, sachant que figurent par ailleurs dans ce fonds 728 500 € de réserves constituées de SCSP « reportable » titrée sur exercices antérieurs (voir tableau 12).

3.2 La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) prévisionnelle est présentée dans le tableau 10. Elle s'élève à 1 536 217 € après BR2, en hausse de 9,9 % par rapport au BI expliquée par la seule variation du résultat prévisionnel.

Tableau 10 : L'évolution de la CAF prévisionnelle

	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	Variation BR2 2022/ BI 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice	3 569 968 €	- 492 107 €	- 729 954 €	868 278 €	- 353 783 €	-176,44%
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 476 393 €	6 630 889 €			6 630 889 €	0,00%
- reprises sur dépréciations et provisions	- 1 101 977 €	- 110 000 €			- 110 000 €	0,00%
- reprise des financements rattachés à des actifs	- 4 999 958 €	- 4 630 889 €			- 4 630 889 €	0,00%
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**5 944 426 €**	**1 397 893 €**	**- 729 954 €**	**868 278 €**	**1 536 217 €**	**62,11%**

3.3 La situation patrimoniale

Tableau 11 : L'évolution du tableau de financement

EMPLOIS	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	Variation BR2 2022/ BI 2022
Insuffisance d'autofinancement			729 954 €			
Investissements	5 038 091 €	8 110 197 €	3 566 772 €	- 2 527 794 €	9 149 175 €	-31,17%
TOTAL DES EMPLOIS	**5 038 091 €**	**8 110 197 €**	**4 296 726 €**	**- 2 527 794 €**	**9 149 175 €**	**-31,17%**
Apport au fonds de roulement						
RESSOURCES	**CF 2021**	**BI 2022**	**BR1 2022**	**BR2 2022**	**Après BR2 2022**	**Variation BR2 2022/ BI 2022**
Capacité d'autofinancement	5 944 426 €	1 397 893 €		868 278 €	1 536 217 €	
Financement de l'actif par l'État	1 105 192 €	1 134 500 €	425 000 €	24 910 €	1 584 410 €	2,20%
Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 708 282 €	2 923 735 €	800 560 €	- 1 151 634 €	2 572 661 €	-39,39%
Autres ressources	1 500 €				- €	
TOTAL DES RESSOURCES	**8 759 400 €**	**5 456 128 €**	**1 225 560 €**	**- 258 446 €**	**5 693 288 €**	**-4,74%**
Prélèvement/Abondement sur fonds de roulement	**3 721 309 €**	**- 2 654 069 €**	**- 3 071 166 €**	**2 269 348 €**	**- 3 455 887 €**	

Il n'y a pas d'écart entre les réductions des droits constatés et le budget de caisse en investissement. Les prévisions de dépenses d'investissement imputées sur le fonds de roulement ont été revues à la baisse. Le prélèvement sur le fonds de roulement après ce BR2 est ramené à 3 455 887 €.

4 Les indicateurs

4.1 Le fonds de roulement

Tableau 12 : La composition du fonds de roulement après le BR2

	réserves disponibles	CVEC dont FSDIE	SCSP	reports PPI	provisions et dépréciations de créances	total
FDR après Compte financier 2020	**9 014 013 €**	**864 753 €**	**208 953 €**	**- €**	**2 155 359 €**	**12 243 078 €**
Aide étudiants handicapés			7 500 €			**7 500 €**
Lutte contre les violences sexistes/sexuelles			6 000 €			**6 000 €**
Création d'emplois			715 000 €			**715 000 €**
Tutorat étudiants			-145 011			**- 145 011 €**
Enquête insertion 2020/2021			-11 223			**- 11 223 €**
Prolongation contrats doc			-52 719			**- 52 719 €**
Opérations non budgétaires	4 972 €					**4 972 €**
Variation de stock	- 5 510 €					**- 5 510 €**
Variation des cautions	- 539 €					**- 539 €**
Variation 2020	2 222 084 €	270 821 €			188 033 €	**2 680 938 €**
Dépréciations comptes clients					526 873 €	**526 873 €**
FDR après Compte financier 2021	**11 235 020 €**	**1 135 574 €**	**728 500 €**	**- €**	**2 870 265 €**	**15 969 359 €**
BI 2022	- 2 134 619 €	- 409 450 €			- 110 000 €	**- 2 654 069 €**
BR1 2022	- 2 342 666 €		- 728 500 €			**- 3 071 166 €**
BR2 2022	2 006 898 €	262 450 €				**2 269 348 €**
FDR après BR2 2022	**8 764 633 €**	**988 574 €**	**- €**	**- €**	**2 760 265 €**	**12 513 472 €**

Le fonds de roulement de l'établissement après le BR2 s'établit à 12 513 472 €, en baisse de 3 455 887 € par rapport au compte financier 2021, mais en augmentation de 2 269 348 € par rapport à la dernière prévision. En jours de dépenses de fonctionnement décaissables, les réserves disponibles représentent 26 jours. Le fonds de roulement représente 37 jours.

4.2 L'équilibre budgétaire et la trésorerie

Le solde budgétaire après BR2 s'établit à - 3 924 234 € soit une variation depuis le BR1 de + 2 860 348 €, soit une diminution sensible du déficit. Le prélèvement prévisionnel sur la trésorerie, après BR2, est de 3 875 341 € (+3 924 234 € - 48 893 € sur opérations non budgétaires). Il s'agit d'un prélèvement de 3 875 341 € sur la trésorerie non fléchée. La trésorerie prévisionnelle est en hausse par rapport au BR1, elle correspond à 55 jours de dépenses décaissables de fonctionnement, soit 12 jours de plus qu'après le BR1. Le tableau 13 présente l'évolution de la trésorerie expliquée par les évolutions du FR et du BFR (ΔT = ΔFR - ΔBFR) entre l'exécuté 2021 (compte financier) et le budget après BR2.

Tableau 13 : Les facteurs d'évolution de la trésorerie

		Montants (€)
EXÉCUTION	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2020	**12 243 077**
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENTau 31/12/2020	**-3 818 912**
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2020	**16 061 989**
	Variation du FONDS DE ROULEMENT 2021	**3 726 279**
	Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) 2021	**10 300 499**
	Variation de la TRESORERIE 2021	**6 574 220**
	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2021	**15 969 356**
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2021	**-6 666 853**
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2021	**22 636 209**
PRÉVISION	Variation du FONDS DE ROULEMENT 2022	**-3 455 887**
	Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) 2022	**419 454**
	Variation de la TRESORERIE 2022	**-3 875 341**
	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2022	**12 513 469**
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2022	**-6 247 399**
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2022	**18 760 868**

4.3 Les restes à payer

Le tableau 14 présente la prévision d'évolution des restes à payer en fin d'année 2022, partant des montants initiaux (issus du compte financier 2021) pour les parts fléchées (1 728 003 €) et non fléchées (9 117 739 €). Le montant augmente de 2 380 256 € dont 452 686 € en fonctionnement et 1 927 570 € en investissement. Les principales hausses des restes à payer en investissement se détaillent comme suit :

Financés par le CPER et le PIP (1 320 000 €)

- Accueil de site d'Annecy : 710 000 €
- Rénovation de la BU de Jacob : 500 000 €
- Rénovation énergétique de l'IUT d'Annecy : 60 000 €
- Projet CEDRA : 50 000 €

Financés Hors CPER (607 570 €) :

- Rénovation de la chaufferie du Bourget-du-Lac : 400 000 € (AE>CP)
- Projet CEPART : 550 000 € (AE>CP)
- Transition énergétique : 150 000 € (AE/CP)
- SDIA Campus du Bourget : 90 000 € (AE>CP)
- SDIA campus de Jacob : 90 000 € (AE>CP)
- Restructuration SCEM : 50 000 € (AE>CP)
- Modernisation SSI Polytech Annecy : 50 000 € (AE>CP)
- Vidéoprotection site de Jacob : 40 000 € (AE>CP)
- Laser IUT d'Annecy : 52 800 € (AE>CP)
- Achat de véhicule : 13 270 € (AE>CP)

- Etanchéité des toitures du bâtiment 23 site de Jacob : 780 300 € (AE<CP)
- Equipement pédagogique IUT d'Annecy : 60 000 € (AE<CP)

Tableau 14 : L'évolution prévisionnelle des restes à payer

Reste à payer	Montant
Fléché	408 003 €
Non fléché	8 057 483 €
Total au 31/12/2021	**8 465 485 €**
Variation 2022	
Fléché	1 320 000 €
Non fléché	1 060 256 €
Total	**2 380 256 €**
Reste à payer au 31/12/2022	
Fléché	1 728 003 €
Non fléché	9 117 739 €
Total	**10 845 741 €**

4.4 Les ratios

Le tableau 15 présente les principaux ratios de gestion et leurs évolutions sur 4 ans. Les chiffres 2019, 2020 et 2021 correspondent aux ratios calculés sur le réalisé (comptes financiers). Si nous procédons à l'analyse des ratios ci-dessous au regard des seuils prudentiels, il s'avère que :

- Le fonds de roulement et la trésorerie prévisionnels sont en dehors des zones de vigilance. Le FDR augmente de 8 jours par rapport au BR1 et la trésorerie de 12 jours.

- Le résultat prévisionnel est déficitaire mais s'explique par un prélèvement sur le FR de recettes titrées sur exercices antérieurs (voir § 3.1).
- Le montant des ressources propres et sa part dans le total des produits encaissables (ratio 4), baissent très légèrement entre le BI et le BR2, et se justifie par la prise en compte du complément de SCSP ajouté à ce BR, alors que les prévisions de recettes sur ressources propres ont été revues à la baisse. L'USMB reste largement au-dessus du seuil de vigilance qui est à 15 %
- Le poids de la masse salariale rapportée aux produits encaissables (ratio 6) est en très légère baisse par rapport à la situation au BI mais en légère hausse si on compare ce ratio à celui du BR1. La prévision reste en dessous du seuil de vigilance (82 %).
- La CAF est en hausse par rapport au BI, permettant de financer 30,77 % des dépenses d'investissement sur ressources propres (ratio 12).
- Enfin l'équilibre économique, apprécié avec le ratio charges décaissables rapportées aux produits encaissables (ratio 10) est à 98,77 %, soit en zone de vigilance (taux entre 98 % et 100 %).

Tableau 15 : L'évolution des principaux ratios de gestion

	Données avec fondation			Données sans fondation	
1-Fonds de roulement en nombre de jours	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
Montant du FDR	11 058 228 €	13 168 063 €	16 756 977 €	7 101 172 €	12 513 472 €
FDR en nombre de jours	**36**	**44**	**54**	**21**	**37**
2-Trésorerie en nombre de jours	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
Montant de la trésorerie	18 157 861 €	16 714 406 €	23 063 275 €	9 132 628 €	18 760 868 €
Trésorerie en nombre de jours	**59**	**56**	**74**	**27**	**55**
3-Taux de résultat	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
Résultat	1 087 352 €	3 126 730 €	3 569 968 €	- 492 107 €	- 353 783 €
Total des produits	117 795 024 €	118 134 665 €	124 146 179 €	127 574 917 €	129 657 802 €
Taux de résultat	**0,92%**	**2,65%**	**2,88%**		
4-Dépendance au financement de l'État	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
Ressources propres	20 801 581 €	20 130 655 €	22 087 048 €	27 150 061 €	26 650 740
Produits encaissables	112 100 042 €	113 023 981 €	117 911 292 €	122 341 921 €	124 916 913 €
Dépendance au financement de l'Etat	**18,56%**	**17,81%**	**18,73%**	**22,19%**	**21,33%**
6-Poids des charges de personnel	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
Charges de personnel	92 545 507 €	92 062 619 €	94 830 345 €	99 763 055 €	101 171 393 €
Produits encaissables	112 100 042 €	113 023 981 €	117 911 292 €	122 341 921 €	124 916 913 €
Poids de charges de personnel	**82,56%**	**81,45%**	**80,43%**	**81,54%**	**80,99%**
7-Poids des charges de fonctionnement général	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
Charges décaissables de fonctionnement général	17 319 370 €	15 731 201 €	17 212 880 €	21 180 973 €	22 209 303 €
Produits encaissables	112 100 042 €	113 023 981 €	117 911 292 €	122 341 921 €	124 916 913 €
Poids des charges de fonctionnement général	**15,28%**	**14,05%**	**14,60%**	**17,31%**	**17,78%**
8-Part relative des charges de personnel	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
Charges de personnel	92 545 507 €	92 062 619 €	94 830 346 €	99 763 055 €	101 171 393 €
Total des charges (décaissables-non décaissables)	116 707 673 €	115 007 935 €	120 576 211 €	127 574 917 €	130 011 585 €
Part relative des charges de personnel dans le total des charges	**79,30%**	**80,05%**	**78,65%**	**78,20%**	**77,82%**
9-Dotation aux amort. et provisions/charges de fonctionnement	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
Dotation aux amort. et provisions	6 792 473 €	7 214 115 €	8 477 487 €	6 630 889 €	6 630 889 €
Charges de fonctionnement décaissables et non décaissables	116 707 673 €	115 007 935 €	120 576 211 €	127 574 917 €	130 011 585 €
Poids de la dotation aux amortissements et provisions	**5,82%**	**6,27%**	**7,03%**	**5,20%**	**5,10%**
10-Equilibre économique	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
Charges décaissables	109 864 877 €	107 793 820 €	112 043 225 €	120 944 028 €	123 380 696 €
Produits encaissables	112 100 042 €	113 023 981 €	117 911 292 €	122 341 921 €	124 916 913 €
Poids des charges de fonctionnement	**98,01%**	**95,37%**	**95,02%**	**98,86%**	**98,77%**
11-Marge d'autofinancement	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
CAF	2 184 075 €	5 227 556 €	5 807 059 €	1 397 893 €	1 536 217 €
Produits encaissables	112 100 042 €	113 023 981 €	117 911 292 €	122 341 921 €	124 916 913 €
Taux de marge d'autofinancement	**1,95%**	**4,63%**	**4,92%**	**1,14%**	**1,23%**
12-Taux d'autofinancement	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
CAF	2 184 075 €	5 227 556 €	5 807 059 €	1 397 893 €	1 536 217 €
Dépenses d'investissement payées sur ressources propres	1 987 453 €	3 116 625 €	2 223 117 €	4 051 962 €	4 992 104 €
Taux d'autofinancement	**109,89%**	**167,73%**	**261,21%**	**34,50%**	**30,77%**
13-Coût par ETPT	**2019**	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**
Charges de personnel	92 545 507 €	92 062 619 €	94 830 345 €	99 763 055 €	101 602 680 €
Nombre d'ETPT	1245,08	1249,27	1271,70	1299,00	1330,30
Coût par ETPT	**74 328,96 €**	**73 693,13 €**	**74 569,75 €**	**76 799,89 €**	**76 375,76 €**

<u>Rappel des seuils d'alerte ou de vigilance :</u>

1 - FDR < 15 jours

2 - Trésorerie < 30 jours

3 - Taux de résultat : vigilance entre 0 % et 2%, alerte si < 0 %

4 - Dépendance aux financements de l'État : vigilance entre 13 % et 15 %, alerte si < 13 %

6 - Poids de charges de personnel : vigilance entre 82 % et 83 %, alerte si > 83 %

10 - Équilibre économique : vigilance entre 98 % et 100 %, alerte si > 100 %

11 - Taux de marge d'autofinancement : vigilance entre 0,5 % et 1 %, alerte si < 0,5 %

Tableau 1

BR2 2022

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget 2022

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Catégories d'emplois	Nature des emplois		*(A)* Emplois sous plafond Etat * En ETPT	*(B)* Emplois financés hors SCSP En ETPT	*(C) = (A) + (B)* Global
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	529,00		**529**
		CDI	2,53	13,83	**16**
	Non permanents	CDD	99,67	81,56	**181**
S/total EC			**631,20**	**95,39**	**727**
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)					**-**
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	404,50		**405**
		CDI	17,93	24,74	**43**
	Non permanents	CDD	49,81	106,43	**156**
S/total Biatss			**472,24**	**131,17**	**603**
Totaux			**1 103,44**	**226,56**	**1 330,00**
					Plafond global des emplois voté par le CA ** *(2)*
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			**1 125**		

-

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES											RECETTES					
	CF 2021		BI 2022		BR1 2022		BR2 2022		Après BR2 2022		CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	
	Montants		Montants		Montants		Montants		Montants		Montants	Montants	Montants	Montants	Montants	
	AE	CP	AE		AE	CP	AE	CP	AE	CP						
Personnel	**95 288 148**	**95 281 222**	**100 360 768**	**100 360 768**	**1 851 759**	**1 851 759**	**-435 356**	**-435 356**	**101 777 171**	**101 777 171**	**119 900 216**	**124 552 914**	**4 274 066**	**-961 126**	**127 865 854**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension	*27 395 460*	*27 395 460*	*27 957 615*	*27 957 615*	*176 741*	*176 741*	*406 866*	*406 866*	*28 541 222*	*28 541 222*	96 344 846	95 191 860	1 389 639	1 554 674	98 136 173	Subvention pour charges de service public
											1 028 467	1 840 358	370 693	-594 090	1 616 961	Autres financements de l'Etat
Fonctionnement	**15 758 273**	**15 099 469**	**20 812 684**	**20 580 365**	**2 745 590**	**2 525 223**	**-1 504 958**	**-1 504 958**	**22 053 316**	**21 600 630**	930 626	873 000	0	0	873 000	Fiscalité affectée
dont opérations fléchées											7 524 476	11 794 788	2 080 544	-1 894 710	11 980 622	Autres financements publics
											14 071 801	14 852 908	433 190	-27 000	15 259 098	Recettes propres
											1 456 282	**915 000**	**468 522**	**-646 634**	**736 888**	**Recettes fléchées***
											85 050	25 000	25 000	250 000	300 000	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	**5 716 499**	**4 900 999**	**10 298 197**	**8 110 197**	**3 265 272**	**3 566 772**	**-2 486 724**	**-2 527 794**	**11 076 745**	**9 149 175**	1 371 232	890 000	443 522	-896 634	436 888	Autres financements publics fléchés
dont opérations fléchées	*298 834*	*1 137 933*	*2 870 000*	*915 000*	*-141 478*	*468 522*	*-671 634*	*-646 634*	*2 056 888*	*736 888*	0	0	0		0	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	**116 762 920**	**115 281 690**	**131 471 649**	**129 051 330**	**7 862 621**	**7 943 754**	**-4 427 038**	**-4 468 108**	**134 907 232**	**132 526 976**	**121 356 498**	**125 467 914**	**4 742 588**	**-1 607 760**	**128 602 742**	**TOTAL DES RECETTES (C)**
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		**6 074 808**	**0**	**0**	**0**			**2 860 348**	**0**	**0**	**0**	**3 583 416**	**3 201 166**	**0**	**3 924 234**	**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)**

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	cp	AE	CP	AE (A)	CP (B)
Formation initiale et continue	**51 774 520**	**51 774 520**	**4 919 778**	**4 919 778**	**1 080 817**	**1 074 747**	**57 775 115**	**57 769 045**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	*37 169 115*	*37 169 115*	*3 441 033*	*3 441 033*	*835 817*	*829 747*	**41 445 965**	**41 439 895**
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	*14 524 276*	*14 524 276*	*1 430 545*	*1 430 545*	*245 000*	*245 000*	**16 199 821**	**16 199 821**
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	*81 129*	*81 129*	*48 200*	*48 200*			**129 329**	**129 329**
D105 - Bibliothèques et documentation	**1 893 371**	**1 893 371**	**891 841**	**644 261**	**25 000**	**25 000**	**2 810 212**	**2 562 632**
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	**1 375 978**	**1 375 978**	**343 979**	**343 979**	**89 652**	**89 652**	**1 809 609**	**1 809 609**
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	**5 440 291**	**5 440 291**	**464 973**	**482 973**	**234 419**	**234 419**	**6 139 683**	**6 157 683**
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**6 721 428**	**6 721 428**	**873 955**	**873 955**	**444 384**	**444 384**	**8 039 767**	**8 039 767**
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	**1 247 672**	**1 247 672**					**1 247 672**	**1 247 672**
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**1 062 607**	**1 062 607**	**126 911**	**126 911**	**64 000**	**64 000**	**1 253 518**	**1 253 518**
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**9 771 285**	**9 771 285**	**1 070 336**	**1 070 336**	**220 598**	**220 598**	**11 062 219**	**11 062 219**
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**2 366 971**	**2 366 971**	**1 877 494**	**1 793 374**	**859 000**	**859 000**	**5 103 465**	**5 019 345**
D113 - Diffusion des savoirs et musées		-					**0**	**0**
D114 - Immobilier	**2 467 917**	**2 467 917**	**5 910 142**	**5 860 142**	**5 993 298**	**4 161 798**	**14 371 357**	**12 489 857**
D115 - Pilotage et support	**16 765 640**	**16 765 640**	**4 984 695**	**4 895 709**	**1 371 217**	**1 281 217**	**23 121 552**	**22 942 566**
Étudiants	**889 491**	**889 491**	**589 212**	**589 212**	**694 360**	**694 360**	**2 173 063**	**2 173 063**
D201 - Aides directes aux étudiants	*892 295*	*892 295*	*291 239*	*291 239*			**1 183 534**	**1 183 534**
D202 - Aides indirectes		-					**0**	**0**
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-2 804	- *2 804*	*297 973*	*297 973*	*694 360*	*694 360*	**989 529**	**989 529**
TOTAL	**101 777 171**	**101 777 171**	**22 053 316**	**21 600 630**	**11 076 745**	**9 149 175**	**134 907 232**	**132 526 976**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B	**0**

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	98 136 173								**98 136 173**
Droits d'inscription			873 000		2 588 246,00				**3 461 246**
Formation continue, diplômes propres et VAE					8 712 088,00				**8 712 088**
Taxe d'apprentissage					690 820,00				**690 820**
Contrats et prestations de recherche hors ANR					1 428 858,00				**1 428 858**
Valorisation					203 433,00				**203 433**
ANR investissements d'avenir				2 461 871					**2 461 871**
ANR hors investissements d'avenir				2 142 307					**2 142 307**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				2 053 311			291 888		**2 345 199**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				2 777 352					**2 777 352**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		1 616 961		2 545 781		300 000	145 000		**4 607 742**
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					113 596				**113 596**
Autres recettes					1 522 057				**1 522 057**
TOTAL	**98 136 173**	**1 616 961**	**873 000**	**11 980 622**	**15 259 098**	**300 000**	**436 888**	**0**	**128 602 742**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C	**3 924 234**

TABLEAU 4
Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS						FINANCEMENTS					
CF 2019	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	0	3 583 416	3 201 166		3 924 234	6 074 808	0		2 860 348	0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	-539					2 700					Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 907 936	1 636 171	24 500	226 319	1 886 990	2 404 108	1 269 601	26 208	640 074	1 935 883	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)					0						Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	1 907 397	5 219 587	3 225 666	226 319	5 811 224	8 481 616	1 269 601	26 208	3 500 422	1 935 883	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)**
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	**6 574 220**	**0**	**0**	**3 274 103**	**0**	**0**	**3 949 986**	**3 199 458**	**0**	**3 875 341**	**PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)**
*dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)****	*318 348*	*0*									*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)****
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	*6 255 872*									*3 875 341*	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)*
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	**8 481 616**	**5 219 587**	**3 225 666**	**3 500 422**	**5 811 224**	**8 481 616**	**5 219 587**	**3 225 666**	**3 500 422**	**5 811 224**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)**

Opérations budgétaires

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),
- se décompose en (a) et (d),
- s'explique par D, (b), (c), (e).

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

Décomposition de la variation de trésorerie

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	**Prévisions de décaissements (c1)**	**Prévisions d'encaissements (c2)**
Bourses AMI	C 46711		142 800	264 800
ADM	C 47318		55 000	55 000
SYMME INTERREG NANO	C 47318		31 068	31 068
SYMME INTERREG EASY	C 47318		8 210	8 210
SYMME INTERREG ONCO	C 47318		28 302	28 302
LOCIE SMART RENO	C 47318		28 548	28 548
PROGRAMME BIENVENUE EN France	C 47318		70 000	200 000
TVA	C 44588		1 299 621	1 096 514
NCU2 @spire	C 47318		129 541	129 541
IMPEP SPS Q COUNTER	C47318		28 900	28 900
Reversement Projet SERVET	C 471828		65 000	65 000
TOTAL			**1 886 990**	**1 935 883**

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	PRODUITS	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022
Personnel	**94 712 082**	**99 763 055**	**1 839 625**	**- 431 287**	**101 171 393**	Subventions de l'Etat	**95 824 245**	**95 191 860**	**1 519 639**	**1 554 674**	98 266 173
*dont charges de pensions civiles**	*26 947 662*	*27 957 615*	*176 741*	*406 866*	*28 541 222*	Fiscalité affectée	**930 626**	**873 000**			873 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	**25 507 069**	**27 811 862**	**2 537 357**	**- 1 509 027**	**28 840 192**	Autres subventions	**6 308 770**	**11 489 287**	**1 729 119**	**-2 453 710**	10 764 696
Intervention (le cas échéant)						Autres produits	**20 725 478**	**19 528 663**	**398 270**	**-173 000**	19 753 933
TOTAL DES CHARGES (1)	**120 219 151**	**127 574 917**	4 376 982	- 1 940 314	130 011 585	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**123 789 119**	**127 082 810**	**3 647 028**	**-1 072 036**	129 657 802
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**3 569 968**	**-**	**-**	**868 278**	**-**	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	**-**	492 107	729 954	0	353 783
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	123 789 119	127 574 917	4 376 982	- 1 072 036	130 011 585	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**123 789 119**	**127 574 917**	**4 376 982**	**-1 072 036**	130 011 585

** il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

Calcul de la capacité d'autofinancement

	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	3 569 968	-492 107	-729 954	868 278	-353 783
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 476 393	6 630 889			6 630 889
- reprises sur dépréciations et provisions	- 1 101 977	-110 000			-110 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés					
- produits de cession d'éléments d'actifs					
- reprise sur amortissements	- 4 999 958	-4 630 889			-4 630 889
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**5 944 426**	**1 397 893**	**-729 954**	**868 278**	**1 536 217**

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022	RESSOURCES	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	Après BR2 2022
Insuffisance d'autofinancement	**0**	**0**	**729 954**	**0**	**0**	Capacité d'autofinancement	5 944 426	1 397 893	0	868 278	1 536 217
Investissements	5 038 091	8 110 198	3 566 772	-2 527 794	9 149 176	Financement de l'actif par l'État	1 105 192	1 134 500	425 000	24 910	1 584 410
						Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 708 282	2 923 735	800 560	-1 151 634	2 572 661
						Autres ressources	1500	0			
Remboursement des dettes financières						Augmentation des dettes financières		0			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**5 038 091**	**8 110 198**	**4 296 726**	**-2 527 794**	**9 879 130**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**8 759 400**	**5 456 128**	**1 225 560**	-258 446	**6 423 242**
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	**3 721 309**	**0**	**0**	**2 269 348**	**0**	**Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	**0**	**2 654 070**	**3 071 166**	**0**	**3 455 888**

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Après BR2 2022
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2021	**15 969 356**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-6 666 852**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2021	**22 636 208**
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	**-3 455 888**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**419 453**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	**-3 875 341**
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2022	**12 513 468**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-6 247 399**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2022	**18 760 867**

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	**23 063 275**	**39 287 246**	**30 544 384**	**22 027 291**	**39 588 538**	**32 216 968**	**24 564 653**	**48 517 588**	**40 970 305**	**35 070 241**	**40 146 018**	**27 987 464**	**403 983 972**
ENCAISSEMENTS	**1 586 730**	**24 945 942**	**954 055**	**27 211 197**	**1 738 617**	**1 584 789**	**36 378 628**	**425 335**	**5 860 627**	**15 031 899**	**7 360 951**	**5 523 972**	**130 538 625**
Recettes budgétaires globalisées	1 586 730	24 900 942	954 055	27 207 004	1 738 617	1 584 789	36 108 628	425 335	5 860 627	15 031 899	6 943 256	5 523 972	127 865 854
Subvention pour charges de service public	- 390 601	23 589 961		24 242 756	866 472	-	32 945 991		1 382 384	14 143 261		1 355 949	98 136 173
Autres financements de l'État	593 410	569 935	16 440			40 000	13 000		32 880	33 273	150 000	168 023	1 616 961
Fiscalité affectée					-	-	641 405				231 595		873 000
Autres financements publics	49 901	147 709	327 948	1 087 086	33 952	1 019 304	806 698	119 358	3 122 773	31 860	3 234 033	2 000 000	11 980 622
Recettes propres	1 334 020	593 337	609 667	1 877 162	838 193	525 485	1 701 534	305 977	1 322 590	823 505	3 327 628	2 000 000	15 259 098
Recettes budgétaires fléchées	**-**	**45 000**	**-**	**4 193**	**-**	**-**	**270 000**	**-**	**-**	**-**	**417 695**	**-**	**736 888**
Financements de l'État fléchés	-	-	-	4 193	-		270 000				25 807		300 000
Autres financements publics fléchés	-	45 000	-	-	-						391 888		436 888
Recettes propres fléchées													-
Opérations non budgétaires	23 810 527	- 23 460 028	989 722	761 578	998 645	205 083	435 520	498 077	- 2 100 626	300 307	- 805 305	302 383	1 935 883
Emprunts : encaissements en capital				-	-	-	-	-					-
Prêts : encaissement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-					-
Dépôts et cautionnements													
Opérations gérées en comptes de tiers :	23 810 527	- 23 460 028	989 722	761 578	998 645	205 083	435 520	498 077	- 2 100 626	300 307	- 805 305	302 383	1 935 883
- TVA encaissée	4 205	408 224	10 780	18 362	16 997	16 450	8 723	2 553	10 476	7 361	300 000	292 383	1 096 514
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements			79 440	158 089	57 202	216 429	63 210		427 067	77 566	- 504 434		574 569
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	23 806 322	- 23 868 252	899 502	585 127	924 446	- 27 796	363 587	495 524	- 2 538 169	215 380	- 600 871	10 000	264 800
A. TOTAL	25 397 257	1 485 914	1 943 777	27 972 775	2 737 262	1 789 872	36 814 148	923 412	3 760 001	15 332 206	6 555 646	5 826 355	130 538 625
DECAISSEMENTS	**9 173 286**	**10 228 776**	**10 460 870**	**10 411 528**	**10 108 832**	**9 442 187**	**12 861 213**	**8 470 695**	**9 660 065**	**10 256 429**	**18 714 200**	**15 052 952**	**134 841 033**
Dépenses liées à des recettes globalisées	9 128 007	10 156 660	10 273 853	9 778 180	9 963 540	9 351 537	12 749 902	8 389 306	9 607 708	10 099 554	17 947 247	14 344 594	131 790 088
Personnel	7 901 046	8 498 964	7 924 481	8 351 482	8 144 330	7 430 038	11 364 265	7 637 810	7 563 789	7 747 767	9 976 882	9 236 317	101 777 171
Fonctionnement	869 465	1 249 515	2 031 398	1 229 270	1 476 992	1 611 509	1 110 186	492 751	1 488 658	1 689 904	5 004 020	3 346 962	21 600 630
Intervention													-
Investissement	357 496	408 181	317 974	197 428	342 218	309 990	275 451	258 745	555 261	661 883	2 966 345	1 761 315	8 412 287
Dépenses liées à des recettes fléchées	**1 782**	**4 130**	**66 707**	**29 786**	**8 909**	**24 685**	**3 059**	**24 945**	**1 819**	**38 366**	**342 477**	**190 223**	**736 888**
Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-					-
Fonctionnement													-
Intervention	-												-
Investissement	1 782	4 130	66 707	29 786	8 909	24 685	3 059	24 945	1 819	38 366	342 477	190 223	736 888
Opérations non budgétaires	**43 497**	**67 986**	**120 310**	**603 562**	**136 383**	**65 965**	**108 252**	**56 444**	**50 538**	**118 509**	**424 476**	**518 135**	**2 314 057**
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-					
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-					-
Dépôts et cautionnements		**- 961**									961		-
Opérations gérées en comptes de tiers :	43 497	68 947	120 310	603 562	136 383	65 965	108 252	56 444	50 538	118 509	423 515	518 135	2 314 057
- TVA décaissée	39 880	36 157	54 869	24 122	47 625	37 803	30 063	22 798	43 946	32 857	300 000	629 500	1 299 620
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements		32 400	63 200	158 089	85 202	31 068	82 410	21 600	7 200	84 766		- 121 365	444 570
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	3 617	390	2 241	421 351	3 556	- 2 906	- 4 221	12 046	- 608	886	123 515	10 000	569 867
B. TOTAL	9 173 286	10 228 776	10 460 870	10 411 528	10 108 832	9 442 187	12 861 213	8 470 695	9 660 065	10 256 429	18 714 200	15 052 952	134 841 033
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	16 223 971	- 8 742 862	- 8 517 093	17 561 247	- 7 371 570	- 7 652 315	23 952 935	- 7 547 283	- 5 900 064	5 075 777	- 12 158 554	- 9 226 597	- 4 302 408
SOLDE CUMULE (1) + (2)	39 287 246	30 544 384	22 027 291	39 588 538	32 216 968	24 564 653	48 517 588	40 970 305	35 070 241	40 146 018	27 987 464	18 760 867	

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à 2017	CF 2017	CF 2018	CF 2019	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2,2022	BI 2023	BI 2024	Total
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	**0**	**58 356**	**-148 916**	**-306 833**	**32 083**	**-131 924**	**186 424**	**0**	**0**	**186 424**	**68 132**	**0**
Recettes fléchées (b)	**5 424 460**	**5 669 651**	**2 234 439**	**2 098 322**	**1 298 500**	**1 456 281**	**915 000**	**468 522**	**- 646 634**	**11 802 515**	**3 052 944**	**33 774 000**
Financements de l'État fléchés	2 097 444	2 633 200	417 550	994 050	354 145	85 050	25 000	25 000	- 50 000	60 255	50 000	**6 691 694**
Conseil départemental	2 350 000	1 560 000	-	-	290 000	-	145 000	-	-	1 500 000		**5 845 000**
Région Rhône-Alpes	977 016	1 476 451	1 816 889	1 104 272	654 355	1 371 231	745 000	443 522	- 596 634	10 242 260	3 002 944	**21 237 306**
Recettes propres fléchées	-	-	-	-		-	-	-		-		-
	-	-	-	-		-	-			-		
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	**5 366 104**	**5 876 923**	**2 392 356**	**1 759 406**	**1 462 507**	**1 137 933**	**915 000**	**468 522**	**- 646 634**	**11 920 807**	**3 121 076**	**33 774 000**
Personnel	-	-	-	-		-	-			-		-
AE=CP	-	-	-	-		-	-			-		-
Fonctionnement	-	-	-	-		-	-			-		-
AE	63 173	5 962	14 037	-		-	-			-		83 172
CP	68 173	5 865	1 537	-		-	-			-	7 597	83 172
Intervention	-	-	-	-		-	-			-		-
AE	-	-	-	-		-	-			-		-
CP	-	-	-	-		-	-			-		-
Investissement	-	-	-	-		-	-			-		-
AE	11 017 447	2 758 319	1 253 080	1 415 273	1 459 526	302 109	2 870 000	- 141 478	- 671 634	10 414 694	3 013 492	33 690 828
CP	5 297 931	5 871 058	2 390 819	1 759 406	1 462 507	1 137 933	915 000	468 522	- 646 634	11 920 807	3 113 479	33 690 828
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**58 356**	**- 207 272**	**- 157 917**	**338 916**	**- 164 007**	**318 348**	**-**	**-**	**-**	**- 118 292**	**- 68 132**	

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Tableau 9 - EPSCP
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année 2022	Total des AE ouvertes pour l'année 2022	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année 2022	Total des CP ouverts pour 2022 l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
CONTRATS HORS ANR FONCTIONNEMENT	488 846	228 585	99 989		169 534	169 534	228 585	74 442		169 534	169 534	219 322	25 547
CONTRATS HORS ANR INVESTISSEMENT	133 328	118 873	109 517		14 455	14 455	118 873	107 417		14 455	14 455	9 356	2 101
CONTRATS HORS ANR PERSONNEL	360 484	257 379	211 460		103 105	103 105	257 379	211 460		103 105	103 105	45 919	-
TOTAL CONTRATS HORS ANR	982 658	604 837	420 967	-	287 094	287 094	604 837	393 319	-	287 094	287 094	274 597	27 648
valorisation fonctionnement	297 295	212 210	99 315		85 085	85 085	212 210	89 120		89 964	89 964	112 895	5 316
valorisation investissement	85 142	71 448	20 710		13 694	13 694	71 448	17 705		13 694	13 694	50 738	3 005
valorisation personnel	325 129	241 058	124 999		84 071	84 071	241 058	124 999		84 071	84 071	116 059	-
TOTAL VALORISATION	707 566	524 716	245 025	-	182 850	182 850	524 716	231 825	-	187 728	187 728	279 691	8 321
PIA FONCTIONNEMENT	1 020 634	401 979	73 228		345 059	345 059	401 979	56 425		345 059	345 059	602 347	16 802
PIA INVESTISSEMENT	257 885	184 557	78 815		73 328	73 328	184 557	65 047		73 328	73 328	105 742	13 769
PIA PERSONNEL	865 599	352 200	190 429		513 399	513 399	352 200	190 429		513 399	513 399	161 771	0
TOTAL PIA	2 144 118	938 736	342 472	-	931 786	931 786	938 736	311 901	-	931 786	931 786	869 860	30 571
ANR FONCTIONNEMENT	1 811 906	938 425	388 191		366 550	366 550	938 425	376 324		366 550	366 550	1 057 166	11 867
ANR INVESTISSEMENT	1 499 338	1 207 338	403 268		285 500	285 500	1 207 338	402 811		285 500	285 500	810 571	457
ANR PERSONNEL	2 795 389	2 205 838	1 571 549		589 551	589 551	2 205 838	1 571 549		589 551	589 551	634 289	-
TOTAL ANR	6 106 633	4 351 601	2 363 007	-	1 241 601	1 241 601	4 351 601	2 350 684	-	1 241 601	1 241 601	2 502 025	12 323
REGION fonctionnement	1 142 933	516 557	351 438		216 922	216 922	516 557	348 768		216 922	216 922	574 573	2 669
REGION INVESTISSEMENT	591 126	524 980	255 984		66 146	66 146	524 980	194 557		66 146	66 146	268 996	61 427
REGION PERSONNEL	1 084 663	821 149	641 604		263 514	263 514	821 149	641 604		263 514	263 514	179 545	-
TOTAL REGION	2 818 722	1 862 686	1 249 025	-	546 582	546 582	1 862 686	1 184 929	-	546 582	546 582	1 023 115	64 096
EUROPE FONCTIONNEMENT	1 810 527	933 963	232 434		558 951	558 951	933 963	212 302		558 951	558 951	1 019 142	20 131
EUROPE INVESTISSEMENT	257 610	164 111	75 557		93 499	93 499	164 111	75 557		93 499	93 499	88 554	-
EUROPE PERSONNEL	1 894 874	1 330 090	904 503		564 784	564 784	1 330 090	904 503		564 784	564 784	425 587	-
TOTAL EUROPE	3 963 011	2 428 164	1 212 494	-	1 217 234	1 217 234	2 428 164	1 192 362	-	1 217 234	1 217 234	1 533 283	20 131
Autres financements PUBLICS FONCTIONNEMENT	494 301	323 587	147 868		164 653	164 653	323 587	139 614		164 653	164 653	181 780	8 254
Autres financements PUBLICS INVESTISSEMENT	254 774	199 510	94 687		55 264	55 264	199 510	89 473		55 264	55 264	104 823	5 215
Autres financements PUBLICS PERSONNEL	1 299 398	980 896	843 034		318 502	318 502	980 896	843 034		316 518	316 518	137 862	1 984
TOTAL AUTRES FINACEMENT SPUBLICS	2 048 474	1 503 994	1 085 590	-	538 419	538 419	1 503 994	1 072 121	-	536 435	536 435	424 465	15 453
Autres financements privés fonctionnement	230 897	79 726	21 976		84 378	84 378	79 726	21 356		84 377	84 377	124 543	621
Autres financements privés investissement	26 400	13 200	-		13 200	13 200	13 200	-		13 200	13 200	13 200	-
Autres financements privés personnel	357 000	204 194	194 755		152 806	152 806	204 194	194 755		152 806	152 806	9 439	-
TOTAL FINANCEMENTS PRIVES y compris fondation	614 297	297 120	216 731	-	250 384	250 384	297 120	216 111	-	250 383	250 383	147 182	621
Total contrats de recherche	**19 385 479**	**12 511 854**	**7 135 312**	**-**	**5 195 949**	**5 195 949**	**12 511 854**	**6 953 253**	**-**	**5 198 843**	**5 198 843**	**7 054 218**	**179 165**
FONCTIONNEMENT	**6 813 497**	**4 847 201**	**3 984 631**		**1 966 296**	1 966 296	**4 847 201**	**3 908 250**		**1 966 296**	1 966 296	**862 570**	**76 381**
INVESTISSEMENT	**292 094**	**178 594**	**80 451**		**113 500**	113 500	**178 594**	**80 451**		**113 500**	113 500	**98 143**	**-**
PERSONNEL	**3 118 564**	**1 459 411**	**940 369**		**1 659 153**	1 659 153	**1 459 411**	**940 369**		**1 659 153**	1 659 153	**519 042**	**-**
Total contrats d'enseignement	**10 224 155**	**6 485 206**	**5 005 451**	**-**	**3 738 949**	**3 738 949**	**6 485 206**	**4 929 071**	**-**	**3 738 949**	**3 738 949**	**1 479 755**	**76 381**
Bâtiment Polytech CICBPOLYX	8 905 512	8 717 268	8 717 268			-	8 791 207	8 791 207		-	-	188 244	- 73 939
Halle des sports CICJRHSPX	5 000 000	4 885 853	4 885 853		-	-	4 740 012	4 740 012		-	-	114 147	145 841
Bâtiment Maurienne CICBR12AX/cicmaurx	2 195 816	1 945 394	1 945 394		46 888	46 888	1 817 880	1 817 880		46 888	46 888	203 534	127 514
Rénovation Jacob CICJRBIBX	4 000 000	74 997	74 997		550 000	550 000	52 270	52 270		50 000	50 000	3 375 003	522 727
Rénovation IUT 74 CICARIUTX	7 000 000	148 000	39 648		110 000	110 000	-	-		50 000	50 000	6 850 352	99 648
Accueil site Annecy CICAACSIX	4 000 000	106 842	106 842		1 000 000	1 000 000	12 952	12 952		290 000	290 000	2 893 158	803 890
Bâtiment Marcoz	300 000				-	-	-				-	300 000	-
HELIOSTIM	300 000	-	-		300 000	300 000	-	-		300 000	300 000	-	-
CEDRA FLECHE cicjcedrx	100 000				50 000	50 000	-	-		-	-	50 000	50 000
CEPART GLOBALISE OIOCBR12BX	950 000				950 000	950 000	-	-		400 000	400 000	-	550 000
E time 1,2,3	2 144 000	2 143 026	2 143 026			-	2 143 026	2 143 026			-	974	-
E-montagne	780 000	780 000	780 000			-	780 000	780 000			-	-	-
Rénovation étanchéité bat 23 JACOB oioj23etx	956 000	890 551	890 551		55 000	55 000	48 852	48 852		835 300	835 300	10 449	61 399
Chaufferie bourget du lac OIOBCHAUX	1 560 000	476 775	476 775		1 029 500	1 029 500	20 043	20 043		629 500	629 500	53 725	856 732
Sécurité 2017	285 000	285 000	285 000			-	285 000	285 000			-	-	-
Sécurité + Sûreté2019	80 000	80 000	80 000			-	80 000	80 000			-	-	-
Sécurité 2020	100 000	100 000	100 000			-	100 000	100 000			-	-	-
Sécurité 2021	80 000	80 000	80 000			-	80 000	80 000			-	-	-
Sécurité 2022	200 000				20 000	20 000				20 000	20 000	180 000	
Agenda accessibilité 2017	80 000	80 000	80 000			-	80 000	80 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2018	250 000	250 000	250 000			-	250 000	250 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2019	90 000	90 000	90 000			-	90 000	90 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2020	20 000	20 000	20 000			-	20 000	20 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2021	50 000	50 000	50 000			-	50 000	50 000			-	-	-
Sûreté 2020	30 000	30 000	30 000			-	30 000	30 000			-	-	-
Sûreté 2021	100 000	100 000	100 000			-	100 000	100 000			-	-	
Sûreté 2022	60 000				-	-				-	-	60 000	
Total programmes pluriannuels d'investissement	**39 616 328**	**21 333 706**	**21 225 354**	**-**	**4 111 388**	**4 111 388**	**19 571 242**	**19 571 242**	**-**	**2 621 688**	**2 621 688**	**14 279 586**	**3 143 812**
Total	**69 225 962**	**40 330 766**	**33 366 117**	**-**	**13 046 286**	**13 046 286**	**38 568 302**	**31 453 566**	**-**	**11 559 480**	**11 559 480**	**22 813 559**	**3 399 358**
Ss total personnel	12 101 101	7 852 215	5 622 702	-	4 248 885	4 248 885	7 852 215	5 622 702	-	4 246 901	4 246 901	2 229 513	1 984
Ss total fonctionnement et intervention	14 110 836	8 482 233	5 399 071	-	3 957 427	3 957 427	8 482 233	5 226 603	-	3 962 305	3 962 305	4 754 338	167 589
Ss total investissement	43 014 026	23 996 318	22 344 344	-	4 839 974	4 839 974	22 233 854	20 604 260	-	3 350 274	3 350 274	15 829 707	3 229 785

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année 2022	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Contrats hors anr	982 658		982 657,72	395 335	118 296	469 027
VALORISATION	707 566		707 565,79	62 979	47 433	597 154
PIA	2 144 118		2 144 118,39	633 150	752 706	758 263
ANR	6 106 633		6 106 632,74	3 058 658	691 247	2 356 728
REGION	2 818 722		2 818 722,00	400 369	566 755	1 851 598
EUROPE	3 963 011		3 963 011,21	427 127	407 727	3 128 157
AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	2 048 474		2 048 473,63	652 334	463 545	932 595
AUTRES FINACEMENTS PRIVES	614 297		614 297,47	125 403	207 844	281 051
Total contrats de recherche	**19 385 479**	**-**	**19 385 479**	**5 755 354**	**3 255 553**	**10 374 572**
Total contrats d'enseignement	**10 224 155**		**10 224 155**	**1 338 871**	**3 727 121**	**5 158 163**
Bâtiment Polytech CICBPOLYX	8 905 512		8 905 512	8 852 568		52 944
Halle des sports CICJRHSPX	5 000 000		5 000 000	5 000 000	-	0
Bâtiment Maurienne CICBR12AX/cicmaurx	2 195 816	1 101 328	1 094 488	1 047 600	46 888	0
Rénovation Jacob CICJRBIBX	4 000 000		4 000 000	0	50 000	3 950 000
Rénovation IUT 74 CICARIUTX	7 000 000		7 000 000	0	50 000	6 950 000
Accueil site Annecy CICAACSIX	4 000 000		4 000 000	0	290 000	3 710 000
Bâtiment Marcoz	300 000		300 000	0	-	300 000
HELIOSTIM CJY22HEJX	300 000		300 000	0	300 000	0
CEDRA FLECHE	100 000		100 000		-	100 000
CEPART	950 000		950 000		400 000	550 000
E TIME 1,2,3	2 144 000		2 144 000	2 133 745	-	10 255
E-montagne	780 000		780 000	780 000	-	0
Rénovation étanchéité bat 23 jacob	956 000	346 500	609 500	121 900	487 600	0
Chaufferie bourget du lac	1 560 000	1 004 500	555 500	50 000	200 000	305 500
Sécurité2017	285 000		285 000	285 000		0
Sécurité +Sûreté 2019	80 000		80 000	80 000		0
Sécurité 2020	100 000		100 000	100 000		0
Sécurité 2021	80 000		80 000	80 000		0
Sécurité 2022	200 000		200 000		200 000	0
Agenda accessibilité 2017	80 000		80 000	80 000		0
Agenda accessibilité 2018	250 000		250 000	250 000		0
Agenda accessibilité 2019	90 000		90 000	90 000		0
Agenda accessibilité 2020	20 000		20 000	20 000		0
Agenda accessibilité 2021	50 000		50 000	50 000		0
Sûreté 2020	30 000		30 000	30 000		0
Sûreté 2021	100 000		100 000	100 000		0
Surete 2022	60 000		60 000		60 000	0
Total programmes pluriannuels d'investissement	**39 616 328**	**2 452 328**	**37 164 000**	**19 150 813**	**2 084 488**	**15 928 699**
Total	**69 225 962**	**2 452 328**	**66 773 634**	**26 245 038**	**9 067 162**	**31 461 435**

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

BR2 2022

Tableau de suivi des opérations immobilières

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N (BI + BR)									Restes		Prévision N+1 et suivantes					
			AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en 2022	TOTAL des AE ouvertes en 2022	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N	CP nouveaux ouverts en 2022	TOTAL des CP ouverts en N	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)	AE prévues en 2023	CP prévus en 2023	AE prévues en 2024	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
		(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(1)-(3)-(6)	(3)+(6)-(8)-(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Dépenses d'investissement (PPI)	1-Batiment Polytech	8 905 512	8 717 268	8 717 268		-	-	8 791 207,00	8 791 207,00		-	-	188 244,00	- 73 939,00	188 244,00	114 305,00				
	2-Halle des sports	5 000 000	4 885 853	4 885 853		-	-	4 740 012,00	4 740 012,00		-	-	114 147,00	145 841,00	114 147,00	259 988,00				
	3-Renovation IUT 74	7 000 000	148 000	39 648		110 000,00	110 000,00	-	-		50 000,00	50 000,00	6 850 352,00	99 648,00	266 000,00	208 000,00	484 352,00		6 100 000,00	6 742 000,00
	4-Acceuil site Annecy PIP2	4 000 000	**106 842**	**106 842**		1 000 000,00	1 000 000,00	12 952,00	12 952,00		290 000,00	290 000,00	2 893 158,00	803 890,00	474 564,00	743 890,00	450 000,00	260 000,00	1 968 594,00	2 693 158,00
	5-RENOVATION ETANCHEITE JACOB oiojt23etx	956 000	890 551	890 551		55 000,00	55 000,00	48 852,00	48 852,00		835 300,00	835 300,00	10 449,00	61 399,00	10 449,00	55 951,00				15 897,00
	6-Chaufferie bourget du lac (etat+ademe+fdr)	1 560 000	476 775	476 775		1 029 500,00	1 029 500,00	20 043,00	20 043,00		629 500,00	629 500,00	53 725,00	856 732,00	53 725,00	827 213,00		83 244,00		
	7-Agenda d'accessibilité	490 000	490 000	490 000		-	-	490 000,00	490 000,00		-	-	-	-						
	8-Sécurité +sureté	935 000	675 000	675 000		20 000,00	20 000,00	675 000,00	675 000,00		20 000,00	20 000,00	240 000,00	-	240 000,00	240 000,00				
	9-Batiment Maurienne	2 195 816	1 945 394	1 945 394		46 888,00	46 888,00	1 817 880,00	1 817 880,00		46 888,00	46 888,00	203 534,00	127 514,00	116 804,00	53 007,00	86 730,00	116 804,00		161 237,00
	10-Rénovation BU Jacob	4 000 000	74 997	74 997		550 000,00	550 000,00	52 270,00	52 270,00		50 000,00	50 000,00	3 375 003,00	522 727,00	415 003,00	462 463,00	1 000 000,00	3 435 267,00	1 960 000,00	
	11-Batiment Marcoz	300 000	0	0		-	-	-	-		-	-	300 000,00	-	275 000,00	25 000,00	25 000,00	275 000,00		
	12-CPER CEDRA FLECHE CICJCEDRX	100 000	0	0		50 000,00	50 000,00	-	-		-	-	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00		50 000,00		
	13-CPER CEPART GLOBALISE	950 000	0	0		950 000	950 000	0	0		400 000	400 000	-	550 000		550 000				
	14-HELIOSTIM	300 000	0	0		300 000	300 000	0	0		300 000	300 000	-	0	0					
TOTAL PPI		**36 692 328**	**18 410 680**	**18 302 328**	**0**	**4 111 388**	**4 111 388**	**16 648 216**	**16 648 216**	**0**	**2 621 688**	**2 621 688**	**14 278 612**	**3 143 812**	**2 203 936**	**3 589 817**	**2 046 082**	**4 220 315**	**10 028 594**	**9 612 292**

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	**Montant de l'opération notifiée antérieur**	Montant notifie annee N	Montant reste à notifier	Financements extérieurs					Prévisions en N+1 et suivantes		
						Montant des financements extérieurs	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements de N		Restes à encaisser	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
								Encaissements prévus	Encaissements prévus				
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)		(20)	(21a)	(21b)	22=(18)-(20)-(21a)	(23)	(24)	(25)
1-Batiment Polytech	Financement de l'Etat	900 000	900 000		0	900 000	900 000		0	0			
	Financements de la région	8 005 512	8 005 512		0	8 005 512	7 952 568	0	0	52 944	52 944		
	Autres subventions				0	0		0	0	0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	Total Opération 1	**8 905 512**	**8 905 512**	**0**	**0**	**8 905 512**	**8 852 568**	**0**	**0**	**52 944**	**52 944**	**0**	**0**
2-Halle des sports	Financement de l'Etat	2 500 000	2 500 000		0	2 500 000	2 500 000			0			
	Financements de la région	2 500 000	2 500 000	0	0	2 500 000	2 500 000			0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	Total Opération 2	**5 000 000**	**5 000 000**	**0**	**0**	**5 000 000**	**5 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
3-Rénovation IUT 74	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements de la région	7 000 000			7 000 000	7 000 000		50 000		6 950 000	950 000	2 000 000	4 000 000
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement												
	Total Opération 3	**7 000 000**	**0**	**0**	**7 000 000**	**7 000 000**	**0**	**50 000**	**0**	**6 950 000**	**950 000**	**2 000 000**	**4 000 000**
4-Accueil site Annecy PIP 2	Financement de l'Etat	2 000 000			2 000 000	2 000 000		145 000		1 855 000	855 000	500 000	500 000
	Financements de la région	2 000 000			2 000 000	2 000 000		145 000		1 855 000	855 000	500 000	500 000
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération 4	**4 000 000**	**0**	**0**	**4 000 000**	**4 000 000**	**0**	**290 000**	**0**	**3 710 000**	**1 710 000**	**1 000 000**	**1 000 000**
5-Rénovation étanchéité bat 23 Jacob	Financement de l'Etat	**609 500**	**121 900**	**487 600**	0	**609 500**	**121 900**	**487 600**		0			
	Financements de la région				0					0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement	**346 500**								0			
	Total Opération 5	**956 000**	**121 900**	**487 600**	**346 500**	**609 500**	**121 900**	**487 600**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
6-Chaufferie Bourget du lac	Financement de l'Etat	**250 000**	**50 000**	**200 000**		**250 000**	**50 000**	**200 000**		0			
	Financements de la région									0			
	Autres subventions ademe	**305 500**		**305 500**		**305 500**				305 500	**305 500**		
	Autres recettes									0			
	Autofinancement par l'établissement	**1 004 500**								0			
	Total Opération 6	**1 560 000**	**50 000**	**505 500**	**1 004 500**	**555 500**	**50 000**	**200 000**	**0**	305 500	**305 500**	**0**	**0**
7-Agenda d'accessibilité	Financement de l'Etat	490 000	490 000		0	490 000	490 000	0	0	0			
	Financements de la région				0	0				0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération7	**490 000**	**490 000**	**0**	**0**	**490 000**	**490 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
8-Sécurité+ SURETE	Financement de l'Etat	935 000	675 000	260 000	0	935 000	675 000	260 000		0			
	Financements de la région				0	0				0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération 8	**935 000**	**675 000**	**260 000**	**0**	**935 000**	**675 000**	**260 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
9-Bâtiment Maurienne	Financement de l'Etat				0					0			
	Financements de la région	**1 094 488**	**1 094 488**		0	**1 094 488**	**1 047 600**	**46 888**		0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement	1 101 328								0			
	TOTAL OPERATION9	**2 195 816**	**1 094 488**	**0**	1 101 328	**1 094 488**	**1 047 600**	**46 888**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
10-Rénovation JACOB	Financement de l'Etat			**0**	0					0			
	Financements de la région	**2 500 000**			2 500 000	**2 500 000**		**50 000**		2 450 000			**2 450 000**
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes	**1 500 000**			1 500 000	**1 500 000**				1 500 000			**1 500 000**
	Autofinancement par l'établissement									0			
	TOTAL OPERATION 10	**4 000 000**			4 000 000	**4 000 000**	**0**	**50 000**	**0**	3 950 000	**0**	**0**	**3 950 000**
11- MARCOZ	Financement de l'Etat				0					0			
	Financements de la région	300 000			300 000	**300 000**				300 000			**300 000**
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	TOTAL OPERATION 11	**4 000 000**			4 000 000	**300 000**	**0**	**0**	**0**	**300 000**			**300 000**
12-CPER 15 CEDRA	Financement de l'Etat	**100 000**			100 000	**100 000**		**0**		100 000	**100 000**		
	Financements de la région				0					0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	TOTAL OPERATION 12	**100 000**	**0**	**0**	100 000	**100 000**	**0**	**0**	**0**	100 000	**100 000**	**0**	**0**
13-CEPER 15 CEPART	Financement de l'Etat	950 000			950 000	**950 000**		**400 000**		550 000	250 000,00	300 000,00	
	Financements de la région				0					0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	TOTAL OPERATION 13	**950 000**	**0**	**0**	950 000	**950 000**	**0**	**400 000**	**0**	**550 000**	**250 000**	**300 000**	**0**
14- CPER 15 Heliostim	Financement de l'Etat									0			
	Financements de la région	**300 000**		**300 000**	0					0			
	Autres subventions				0	**300 000**		**300 000**		0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement	**0**			0					0			
	TOTAL OPERATION 14	**300 000**	**0**	**300 000**	**0**	**300 000**	**0**	**300 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total PPI	**Ss total financement de l'Etat**	**8 734 500**	**4 736 900**	**947 600**	**3 050 000**	**8 734 500**	**4 736 900**	**1 492 600**	**0**	**2 505 000**	1 205 000	800 000	500 000
	Ss total financements de la région	**23 700 000**	**11 600 000**	**300 000**	**11 800 000**	**23 700 000**	**11 500 168**	**591 888**	**0**	**11 607 944**	1 857 944	2 500 000	7 250 000
	Ss total autres subventions	**305 500**	**0**	**305 500**	**0**	**305 500**	**0**	**0**	**0**	**305 500**	305 500	0	0
	Ss total autres recettes	**1 500 000**	**0**	**0**	**1 500 000**	**1 500 000**	**0**	**0**	**0**	**1 500 000**	0	0	1 500 000
	Ss total autofinancement par l'établissement	**2 452 328**	**0**	**0**	**0**								
TOTAL		**36 692 328**	**16 336 900**	**1 553 100**	**16 350 000**	**34 240 000**	**16 237 068**	**2 084 488**	**0**	**15 918 444**	**3 368 444**	**3 300 000**	**9 250 000**

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Années antérieures à N	Année 2022	Année 2023	Année 2024	Années >2025	Total (autofinancement par l'établissement)
1-Bâtiment Polytech	61 361,00	-	- 61 361,00	-	-	-
2-Halle des sports	259 988,00	-	- 259 988,00	-	-	-
3-Rénovation IUT A	-	-	742 000,00	2 000 000,00	- 2 742 000,00	-
4-Accueil site annecy pip 2	- 12 952,00	-	966 110,00	740 000,00	- 1 693 158,00	-
5-Rénovation étanchéité toiture Jacob	73 048,00	- 347 700,00	- 55 951,00	-	- 15 897,00	- **346 500,00**
6-Chaufferie Le Bourget du lac	29 957,00	- 429 500,00	- 521 713,00	- 83 244,00	-	- **1 004 500,00**
7 Agenda Accessibilité	-	-	-	-	-	-
8-Sécurité	-	240 000,00	- 240 000,00	-	-	-
9-Bâtiment Maurienne	- 770 280,00	-	- 53 007,00	- 116 804,00	- 161 237,00	- **1 101 328,00**
10-Rénovation Jacob	- 52 270,00	-	- 462 463,00	- 3 435 267,00	3 950 000,00	-
11-Batiment Marcoz	-	-	- 25 000,00	- 275 000,00	300 000,00	-
12-CPER CEDRA	-	-	50 000,00	- 50 000,00	-	-
13-CPER CEPART	-	-	- 300 000,00	300 000,00	-	-
14-HELIOSTIM	-	-	-	-	-	-
Total toutes opérations	**- 411 148,00**	**- 537 200,00**	**- 221 373,00**	**- 920 315,00**	**- 362 292,00**	**- 2 452 328,00**

Notice

- Seules les opérations immobilières ont vocation à être renseignées dans ce tableau. Il s'agit des opérations immobilières pluriannuelles, c'est-à-dire ayant une durée supérieure à 365 jours.
- Une opération immobilière doit être mentionnée dans le tableau dès lors que le conseil d 'administration en a validé le principe.
- Colonne (1) "Coût total de l'opération" doit être du même montant que la colonne (18) "Montant de l'opération envisagé".
- Colonne "Restes à engager en fin d'année N" doit être égale à la somme des colonnes (12), (14) et (16).
- Les restes à payer sur AE consommées se distinguent de la somme des CP prévus pour les années N+1 et suivantes. En effet, la prévision pluriannuelle des CP tient compte à la fois des CP ayant déjà fait l'objet d'une consommation d'AE mais également des CP à venir pour lesquels les engagements fermes n'ont pas encore été pris par l'établissement.
- Colonne (18) "Montant de l'opération envisagé" correspond au plan de financement prévisionnel de l'opération tel que mentionné dans le dossier d'expertise lorsqu'il y en a un, ou aux éventuels réajustements du budget de l'opération.
- Les colonnes de couleur jaune correspondent à du suivi d'exécution de l'opération alors que les autres colonnes renvoient à de la prévision budgétaire.
- Colonnes (19a), (19b) et (19c) relatives aux notifications : il importe de rappeler qu'il s'agit d'inscrire les notifications de dotations de l'Etat ou les conventions de financement pour les collectivités. A titre d'illustration un CPER signé ne vaut pas notification de financement et n'a donc pas vocation à être inscrit.
Les montants à renseigner correspondent à la date de notifiation (et non à la date à laquelle les crédits seront versés). A titre d'exemple une notification faite en année N pour les crédits de N et N+1 devra faire apparaître le cumul de l'ensemble des crédits mentionnés dans le document de notification.
Les montants notifiés peuvent être distincts des encaissements prévus. Ainsi un encaissement peut être prévu sur une année même si aucune notification n'a été reçue, notamment si le dossier d'expertise prévoyait l'existence de la recette extérieure.
- Colonne (19b) "Montant notifié en N" doit être actualisé à chaque mise à jour du tableau (BI ou BR).
- Colonne (22) "Restes à encaisser" doit être égale à la somme des colonnes (23), (24) et (25).

Tableau 10 EPSCP

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération		Nature	Prévision pluriannuelle	Prévision N (BI + BR)									Prévision N+1 et suivantes	
			Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en 2022	TOTAL des AE ouvertes en 2022	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en 2022	TOTAL des CP ouverts e2022	AE prévues en N+1 et suivantes	CP prévus en N+1 et suivantes
			(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)
Dépenses d'investissement (PPI)	Bâtiment Polytech	investissement	8 822 340	8 634 096	8 634 096		0	0	8 715 632	8 715 632		0	0	188 244	106 708
	Bâtiment Polytech	fonctionnement	83 172	83 172	83 172		0	0	75 575	75 575		0	0	0	7 597
	Halle des sports	investissement	5 000 000	4 885 853	4 885 853		0	0	4 740 012	4 740 012		0	0	114 147	259 988
	Bâtiment Maurienne	investissement	2 195 816	1 945 394	1 945 394		46 888	46 888	1 817 880	1 817 880		46 888	46 888	203 534	331 048
	Rénovation JACOB	investissement	4 000 000	74 997	74 997		550 000	550 000	52 270	52 270		50 000	50 000	3 375 003	3 897 730
	Renovation IUT 74	investissement	7 000 000	148 000	39 648		110 000	110 000	0	0		50 000	50 000	6 850 352	6 950 000
	Acceuil site Annecy	investissement	4 000 000	106 842	106 842		1 000 000	1 000 000	12 952	12 952		290 000	290 000	2 893 158	3 697 048
	Batiment Marcoz	investissement	300 000	0	0		0	0	0	0		0	0	300 000	300 000
	HELIOSTIM	investissement	300 000	0	0		300 000	300 000	0	0		300 000	300 000	0	0
	CEDRA FLECHE cicjcedrx	investissement	100 000	0	0		50 000	50 000	0	0		0	0	50 000	100 000
	CEPART GLOBALISE	investissement	950 000	0	0		950 000	950 000	0	0		400 000	400 000	0	550 000
	E-time1-2-3	investissement	2 144 000	2 143 026	2 143 026		0	0	2 143 026	2 143 026		0	0	974	974
	E-montagne	investissement	780 000	780 000	780 000		0	0	780 000	780 000		0	0	0	0
	Rénovation étanchéité bat 23 Jacob	investissement	956 000	890 551	890 551		55 000	55 000	48 852	48 852		835 300	835 300	10 449	71 848
	Chaufferie bourget du lac	investissement	1 560 000	476 775	476 775		1 029 500	1 029 500	20 043	20 043		629 500	629 500	53 725	910 457
	Sécurité 2017	investissement	285 000	285 000	285 000	0	0	0	285 000	285 000		0	0	0	0
	Sécurité 2019+surete	investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Sécurité 2020	investissement	100 000	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	0
	Sécurité 2021	investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Sécurité 2022	investissement	200 000	0	0		20 000	20 000	0	0		20 000	20 000	180 000	180 000
	Agenda Accessibilité 2017	investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2018	investissement	250 000	250 000	250 000	0	0	0	250 000	250 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2019	investissement	90 000	90 000	90 000		0	0	90 000	90 000	0	0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2020	investissement	20 000	20 000	20 000		0	0	20 000	20 000	0	0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2021	investissement	50 000	50 000	50 000		0	0	50 000	50 000		0	0	0	0
	Sûreté 2020	investissement	30 000	30 000	30 000		0	0	30 000	30 000		0	0	0	0
	Sûreté 2021	investissement	100 000	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000		0	0	0	0
	SURETE 2022	investissement	60 000	0	0		0	0	0	0		0	0	60 000	
Total Dépenses d'investissement.1			**39 616 328**	**21 333 706**	**21 225 354**	**0**	**4 111 388**	**4 111 388**	**19 571 242**	**19 571 242**	**0**	**2 621 688**	**2 621 688**	14 279 586	**17 363 398**
Contrats de recherche	TOTAL CONTRATS HORS ANR	personnel/fonctionnement/investissement	982 658	604 837	420 967		287 094	287 094	604 837	393 319		287 094	287 094	274 597	302 245
	TOTAL VALORISATION	personnel/fonctionnement/investissement	707 566	524 716	245 025		182 850	182 850	524 716	231 825		187 728	187 728	279 691	288 013
	TOTAL PIA	personnel/fonctionnement/investissement	2 144 118	938 736	342 472		931 786	931 786	938 736	311 901		931 786	931 786	869 860	900 431
	TOTAL ANR	personnel/fonctionnement/investissement	6 106 633	4 351 601	2 363 007		1 241 601	1 241 601	4 351 601	2 350 684		1 241 601	1 241 601	2 502 025	2 514 348
	TOTAL REGION	personnel/fonctionnement/investissement	2 818 722	1 862 686	1 249 025		546 582	546 582	1 862 686	1 184 929		546 582	546 582	1 023 115	1 087 211
	TOTAL EUROPE	personnel/fonctionnement/investissement	3 963 011	2 428 164	1 212 494		1 217 234	1 217 234	2 428 164	1 192 362		1 217 234	1 217 234	1 533 283	1 553 415
	TOTAL AUTRES FINACEMENT SPUBLICS	personnel/fonctionnement/investissement	2 048 474	1 503 994	1 085 590		538 419	538 419	1 503 994	1 072 121		536 435	536 435	424 465	439 918
	TOTAL FINANCEMENTS PRIVES y compris fond	personnel/fonctionnement/investissement	614 297	297 120	216 731		250 384	250 384	297 120	216 111		250 383	250 383	147 182	147 803
Total contrat de recherche.2			**19 385 479**	**12 511 854**	**7 135 312**	**0**	**5 195 949**	**5 195 949**	**12 511 854**	**6 953 253**	**0**	**5 198 843**	**5 198 843**	7 054 218	7 233 383
Contrat d'enseignement		personnel/fonctionnement/investissemet	10 224 155	6 485 206	5 005 451		3 738 949	3 738 949	6 485 206	4 929 071		3 738 949	3 738 949	1 479 755	1 556 136
			10 224 155	**6 485 206**	**5 005 451**	**0**	**3 738 949**	**3 738 949**	**6 485 206**	**4 929 071**	**0**	**3 738 949**	**3 738 949**	1 479 755	1 556 136
TOTAL			**69 225 962**	**40 330 766**	**33 366 117**	**0**	**13 046 286**	**13 046 286**	**38 568 302**	**31 453 566**	**0**	**11 559 480**	**11 559 480**	22 813 559	**26 152 917**

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération		Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes
			Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévus en 2022	Encaissements prévus en N+1
			(18)	(19)	(20)	(21)
Recettes d'investissement (PPI)	Bâtiment Polytech	Financement de l'Etat*	900 000	900 000	0	0
	Bâtiment Polytech	Autres financements publics**	8 005 512	7 952 568	0	52 944
	Halle des sports	Financement de l'Etat*	2 500 000	2 500 000	0	0
	Halle des sports	Autres financements publics**	2 500 000	2 500 000	0	0
	Btiment Maurienne	Financement de l'Etat*				0
	Bâtiment Maurienne	Autres financements publics**	1 094 488	1 047 600	46 888	0
	Bâtiment Maurienne	Autofinancement	1 101 328	0		
	Rénovation iuta cicariutx	Financement de l'Etat*	3 500 000	0	50 000	3 450 000
	Rénovation iuta	Autres financements publics**	3 500 000	0		3 500 000
	Rénovation Jacob	Autres financements publics**	4 000 000	0	50 000	3 950 000
	Acceuil site Annecy	Financement de l'Etat*	2 000 000	0	145 000	1 855 000
	Acceuil site Annecy	Autres financements publics**	2 000 000	0	145 000	1 855 000
	Bâtiment Marcoz	Financement de l'Etat*		0		0
	Bâtiment Marcoz	Autres financements publics**	300 000	0		300 000
	Heliostim	Financement de l'Etat*	300 000	0	300 000	0
	CEDRA FLECHE cicjcedrx	Financement de l'Etat*	100 000	0	0	100 000
	CEDRA FLECHE cicjcedrx	Autres financements publics**		0	0	0
	CEPART GLOBALISE	Financement de l'Etat*	950 000	0	400 000	550 000
	CEPART GLOBALISE	Autres financements publics**		0		0
	Etime1,2,3	Financement de l'Etat*	**2 144 000**	2 133 745		10 255
	E-montagne	Financement de l'Etat*	280 000	280 000		0
	E-montagne 2	Autres financements publics**	500 000	500 000		0
	plan relance renovation etancheite bat 3 jacob	Autres financements etat*	609 500	121 900	487 600	0
	plan relance renovation etancheite bat 3 jacob	Autofinancement	346 500	0		
	chaufferie bourget du lac	Autres financements etats*	250 000	50 000	200 000	0
	chaufferie bourget du lac	Autres financements publics** ADEME	305 500		0	**305 500**
	chaufferie bourget du lac	Autofinancement	1 004 500		0	
	sécurité 2017	Financement de l'Etat*	285 000	285 000	0	0
	Sécurité + Sûreté 2019	Financement de l'Etat*	80 000	80 000	0	0
	Sécurité 2020	Financement de l'Etat*	100 000	100 000		0
	Sécurité 2021	Financement de l'Etat*	80 000	80 000		0
	Sécurité 2022	Financement de l'Etat*	200 000	0	200 000	0
	Agenda accessibilité 2017	Financement de l'Etat*	80 000	80 000		0
	Agenda accessibilité 2018	Financement de l'Etat*	250 000	250 000	0	0
	Agenda accessibilité 2019	Financement de l'Etat*	90 000	90 000	-	0
	Agenda accessibilité 2020	Financement de l'Etat*	20 000	20 000		0
	Agenda accessibilité 2021	Financement de l'Etat*	50 000	50 000	-	0
	Sûreté 2020	Financement de l'Etat*	30 000	30 000		0
	Sureté 2021	Financement de l'Etat*	100 000	100 000		0
	Sureté 2022	Financement de l'Etat*	60 000	0	60 000	0
Total PPI.1			**39 616 328**	**19 150 813**	**2 084 488**	**15 928 699**
Contrats de recherche	CONTRATS HORS ANR	Autres financements publics**	982 658	395 335	118 296	469 027
	VALORISATION	Autres financements **	707 566	62 979	47 433	597 154
	PIA	Autres financements publics**	2 144 118	633 150	752 706	758 263
	ANR	Autres financements publics**	6 106 633	3 058 658	691 247	2 356 728
	REGION	Autres financements publics**	2 818 722	400 369	566 755	1 851 598
	EUROPE	Autres financements publics**	3 963 011	427 127	407 727	3 128 157
	AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	Autres financements publics**	2 048 474	652 334	463 545	932 595
	AUTRES FINANCEMENTSPRIVES	Autres financements **	614 297	125 403	207 844	281 051
Total contrat de recherche.2			19 385 479	5 755 354	3 255 553	10 374 572
Contrats d'enseignement		Financement de l'Etat*				0
		Autres financements publics**				0
		Autres financements***	10 224 155	1 338 871	3 727 121	5 158 163
Total contrat de formation .3			**10 224 155**	**1 338 871**	**3 727 121**	**5 158 163**
		Ss total financement de l'Etat	**14 958 500**	**7 150 645**	**1 842 600**	**5 965 255**
		Ss total autres financements publics	**40 269 116**	**17 567 140**	**3 242 164**	**19 459 812**
		Ss total autofinancement	**2 452 328**	**0**	**0**	**0**
		Ss total autres financements	**11 546 018**	**1 527 252**	**3 982 398**	**6 036 368**
TOTAL			**69 225 962**	**26 245 038**	**9 067 162**	**31 461 435**

0

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés
** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)
*** Recettes propres et recettes propres fléchés

CA du 13 décembre 2022 - 22 votants : 4 contre, 18 pour

TABLEAU
BR2 2022

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			BR2 2022
Stocks initiaux	1	**Niveau initial des restes à payer après CF 2021**	**8 465 485**
	2	**Niveau initial du fonds de roulement au 31/12/2021**	**15 969 356**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de roulement au 31/12/2021**	**-6 666 852**
	4	**Niveau initial de la trésorerie au 31/12/2021**	**22 636 209**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	128 067
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	22 508 142
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**	**134 907 232**
	6	**Résultat patrimonial**	**-353 783**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**	**1 536 217**
	8	**Variation du fonds de roulement**	**-3 455 888**
	9	**Opérations bilancielles non budgétaires**	**SENS**	**0**
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	
		Cautionnements et dépôts	-	**0**
	10	**Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires**	**SENS**	**18 169**
		Variation des stocks	+ / -	**-2 605**
		Production immobilisée	+	
		Charges sur créances irrécouvrables	-	**-73 926**
		Produits divers de gestion courante	+	**94 700**
	11	**Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires**	**SENS**	**450 177**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	**-2 245 578**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	**936 999**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	**531 003**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	**1 227 753**
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**	**-3 924 234**
	12.a	Recettes budgétaires	128 602 742
	12.b	Crédits de paiement ouverts	132 526 976
	13	**Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**	**-48 893**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**	**-3 875 341**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	0
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-3 875 341
	15	**Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13**	**419 453**
	16	**Restes à payer**	**2 380 256**
Stocks finaux	17	**Niveau final de restes à payer**	**10 845 741**
	18	**Niveau final du fonds de roulement**	**12 513 468**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de roulement**	**-6 247 399**
	20	**Niveau final de la trésorerie**	**18 760 867**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	128 067
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	18 632 801

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_4.2.

Point 4 – Affaires financières

4.2. Budget initial 2023

Vu le code l'éducation, notamment l'article L711-1 et suivants,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment les articles 175, 176 et 177,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,

► **Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :**

- 1 358,73 ETPT dont 1 125,91 sous plafond État et 232,82 ETPT sous plafond établissement
- 156 888 485 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 105 467 116 € en personnel
  - 23 676 937 € en fonctionnement
  - 27 744 432 € en investissement

  140 840 167 € de crédits de paiement dont :
  - 105 467 116 € en personnel
  - 23 651 549 € en fonctionnement
  - 11 721 502 € en investissement
- 132 280 849 € de prévisions de recettes
- - 8 559 318 € de solde budgétaire

► **Le conseil d'administration vote les prévisions budgétaires suivantes :**

- 10 019 889 € de trésorerie (soit une variation de trésorerie de 8 740 978 € par rapport au budget 2022 après BR2)
  - 3 384 478 € de résultat patrimonial
- - 1 600 878 € de capacité d'autofinancement
- 5 378 160 € de fonds de roulement (soit une variation du fonds de roulement de 7 135 308 € par rapport au budget 2022 après BR2)

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*21*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*4*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*1*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*17*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le : 03 JAN. 2023 Transmise au recteur de région académique le : 03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

BUDGET INITIAL

Exercice 2023

Conseil d'administration du 13 décembre 2022

Table des matières

1. Le budget initial 2023 en recettes 3
1.1.Les recettes globalisées 3
2. Le budget initial 2023 en dépenses (AE et CP) 9
2.1 Les dépenses de masse salariale 9
2.1.1 La masse salariale 9
2.1.2 Le tableau des emplois 10
2.2 Les dépenses de fonctionnement 10
2.3 Les dépenses d'investissement 11
3. Le budget initial 2023 en droits constatés 13
3.1.Le compte de résultat prévisionnel 13
3.2 La capacité d'autofinancement 14
3.3 La situation patrimoniale 14
4. Les indicateurs du budget initial 2023 17
4.1 Le fonds de roulement 17
4.2 Le solde budgétaire et la trésorerie 17
4.3 Les restes à payer 18
4.4 Les ratios 19
ANNEXE 1 - TABLEAUX BUDGÉTAIRES
ANNEXE 2 – PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Les éléments de contexte pointés dans le cadre du débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu devant le conseil d'amdnimistration du 30 août 2022 n'ont fait que se confirmer au fil de la préparation du budget initial 2023. La crise énergétique succède ainsi à la crise sanitaire avec des conséquences organisationnelles (plan de sobriété) et financières importantes. La difficile équation budgétaire de notre principal financeur qu'est l'État s'est répercutée logiquement sur les universités qui vont très majoritairement présenter des budgets initiaux (BI) en déficit donc des niveaux de prélèvements sur le fonds de roulement inhabituellment élevés. En effet, bien que la pré-notification du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche (MESR) soit arrivée très tardivement (le 24 novembre) par rapport aux années précédentes, celle-ci ne prévoit pas de moyens supplémentaires qui viendraient compenser la hausse de l'énergie et plus globalement l'impact de l'inflation sur les coûts de fonctionnement. Il est toutefois prévu que les établissements sous tutelle du MESR reçoivent une enveloppe dédiée au cours de l'exercice 2023, en complément d'un versement de fin de gestion 2022 (471 446 € inscrits au BR2 2022 pour l'USMB). C'est donc en accord avec les directives de notre tutelle, qui indiquent que la crise énergétique ne doit pas avoir d'impact sur le déroulement des activités de formation et de recherche, que l'USMB a construit le BI 2023 avec des charges prenant en compte la hausse des coûts, et des produits limités, pour ce qui est de la subvention pour charges de service public (SCSP) au montant indiqué dans la pré-notification. Il est rappelé ici que, selon les données communiquées par la DRAES à l'occasion du Conseil d'administration du 30 août 2022, la SCSP par étudiant de l'USMB était, en 2021, en retrait de 575 € par rapport à la moyenne des SCSP par étudiant des universités pluridisciplinaires hors santé (6 812 €/étudiant pour l'USMB contre 7 387 €/étudiant pour l'ensemble des établissements). Compte tenu des effectifs retenus par la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP), cela correspond à un défaut de SCSP annuelle de plus de 8 M€ qui, de surcroît, ne tient pas compte du profil des établissements en termes de filières de formation.

Le processus d'élaboration du budget s'est néanmoins déroulé normalement. Les dialogues objectifs moyens (DOM) avec les composantes, services et directions ont eu lieu entre la fin du mois d'août et début octobre. La répartition de l'enveloppe formation a été présentée à la commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) le 13 octobre. Une présentation des grandes lignes du budget central a été faite lors du Conseil des directeurs de composantes (CDC) le 15 novembre, donc avant réception de la pré-notification SCSP et à partir d'une estimation de celle-ci qui s'est avérée optimiste au regard du document reçu dix jours plus tard. Le présent budget affiche ainsi un résultat déficitaire de 3 384 478 €, soit plus d'un million d'euros de déficit supplémentaire par rapport au montant annoncé en CDC. **Les dépenses prévisionnelles de fluides ont été revues à la baisse** afin de limiter l'impact sur le fonds de roulement qui s'établit ainsi à 15,00 jours de dépenses décaissables, qui constituent la limite du seuil de vigilance fixée par le MESR.

1. Le budget initial 2023 en recettes

1.1.Les recettes globalisées

Comparés aux montants prévisionnels issus du dernier budget rectificatif pour l'exercice 2022 (BR2), les recettes globalisées de l'USMB sont presque stables puisqu'elles n'augmentent que de 108 361 € soit une hausse de 0,08 % . Elles augmentent de 2,75 % soit de 3 421 301 € si l'on se réfère au budget initial 2022. Le tableau 1 présente les montants issus du compte financier 2021 (réalisé 2021), les prévisions successives issues du BI 2022, du BR2 2022 et du BI 2023. Les variations sont exprimées en euros et en pourcentage et font l'objet du tableau 2.

Tableau 1 : Les recettes par origine

	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023
Subvention pour charges de service public	96 344 846 €	95 191 860 €	98 136 173 €	99 958 538 €
Autres financements de l'Etat	1 028 467 €	1 840 358 €	1 616 961 €	182 084 €
Fiscalité affectée	930 626 €	873 000 €	873 000 €	907 288 €
Autres financements publics	7 524 476 €	11 794 788 €	11 980 622 €	11 912 701 €
Recettes propres	14 071 801 €	14 852 908 €	15 259 098 €	15 013 604 €
Recettes globalisées	**119 900 216 €**	**124 552 914 €**	**127 865 854 €**	**127 974 215 €**

Tableau 2 : La variation des recettes par origine

	Variation BI 2023/BI 2022	Variation BI 2023/BI 2022	Variation BI 2023/Après BR2 2022	Variation BI 2023/Après BR2 2022
Subvention pour charges de service public	4 766 678 €	5,01%	1 822 365 €	1,86%
Autres financements de l'Etat	- 1 658 274 €	-90,11%	- 1 434 877 €	-88,74%
Fiscalité affectée	34 288 €	3,93%	34 288 €	3,93%
Autres financements publics	117 913 €	1,00%	- 67 921 €	-0,57%
Recettes propres	160 696 €	1,08%	- 245 494 €	-1,61%
Recettes globalisées	**3 421 301 €**	**2,75%**	**108 361 €**	**0,08%**

Les paragraphes qui suivent analyses ces évolutions.

- *La subvention pour charges de service public (SCSP)*

Le tableau 3 présente la prévision détaillée de la SCSP 2023, établie sur la base de la pré-notification du MESR. Cette pré-notification a été complétée ou amendée à la marge à partir des informations dont nous disposions au moment de l'élaboration budgétaire (en italique dans le tableau – colonne BI 2023).

Masse salariale

Les crédits prévus en masse salariale sont ceux figurant dans la pré-notification, ils incluent une compensation de pour 2 712 971 € pour la hausse du point d'indice, ce qui d'après les calculs faits en interne ne couvre que les emplois du plafond État hors heures complémentaires et vacations. Cette exclusion des heures complémentaires et des vacations du champ de la compensation pénalise dans la durée les établissements sous dotés qui n'ont d'autre choix que d'y avoir recours massivement, et accroît *de facto* les différences de traitement entre établissements. Pour l'USMB, elle vient annuler les crédits obtenus en 2021 et 2022 au titre du rééquilibrage (300k €). La notification comprend également des crédits pour la revalorisation indiciaire des catégories C et la tranche 2023 de la LPR (refonte indemnitaire, repyramidage et revalorisation statutaire), le plan tourisme, etc. À ceux-ci s'ajoutent des crédits pour la prise en charge d'un IGE. Ont été supprimés les recettes issues du plan de relance.

Fonctionnement

Aucun crédit nouveau n'a été attribué au fonctionnement des laboratoires, le dotation récurente de fonctionnement est en baisse, toutefois compensée par une recette nouvelle pour le « contrat de vie étudiante » dont nous ne connnaissons pas les contours pour l'instant. Avec cette ligne, et hors actions spécifiques, la dotation de fonctionnement 2023 est en petite hausse de 0,25 % par rapport à 2022, confirmant la relative stabilité (hors crédits pour la recherche) observée depuis de nombreuses années. À ces crédits ont été ajoutés ceux liés à des actions spécifiques récurrentes : les dépenses liées aux frais de déplacements et aux indemnités versés aux membres du CNU et la dotation qui nous est attribuée pour l'accompagnement des étudiants en situation de handicap.

Tableau 3 : L'évolution de la SCSP 2022 - 2023

	2ème notification 2022	Pré Notification 2023	BI 2023	Variation en € entre la 2ème notification 2022 et la pré notification 2023	Variation en %
MASSE SALARIALE	**88 314 260 €**	**90 923 944 €**	**90 983 944 €**	**2 609 684 €**	**3,02%**
Masse salariale	85 291 749 €	85 521 252 €	85 521 252 €	229 503 €	
DSG2 2022	500 000 €	500 000 €	500 000 €	- €	
DSG 1 STAPS	180 000 €	180 000 €	180 000 €	- €	
Hausse du point d'indice		2 712 971 €	2 712 971 €	2 712 971 €	
Création postes plan étudiants année pleine 2021	52 000 €			- 52 000 €	
Loi ORE "OUI SI" année pleine 2021	133 333 €			- 133 333 €	
Révision IFSE infirmiers		263 €	263 €	263 €	
Réforme études de santé : effectifs étudiants	17 955 €	17 955 €	17 955 €	- €	
Plan de relance : places supplémentaires rentrée 2021	305 067 €			- 305 067 €	
Plan de relance : places supplémentaires rentrée 2022	505 600 €			- 505 600 €	
PPCR 2022	24 582 €	24 582 €	24 582 €	- €	
Revalorisation indemnitaire 2022 personnels filière administrative	119 855 €	119 855 €	119 855 €	- €	
Revalorisation indemnitaire 2022 taux de promotion des personnels administratifs B et C		7 091 €	7 091 €	7 091 €	
Revalorisation indiciaire des personnels administratifs cat C		112 639 €	112 639 €	112 639 €	
LPR 2022 Repyramidage2021 et 2022 enseignants chercheurs et second degré	45 633 €	45 633 €	45 633 €	- €	
LPR 2021 refonte indemnitaire BIATSS		32 091 €	32 091 €	32 091 €	
LPR 2021 reclassement enseignants chercheurs et mesures "deux fois SMIC"	9 603 €	32 663 €	32 663 €	23 060 €	
LPR 2021 repyramidage IRTF		16 724 €	16 724 €	16 724 €	
LPR 2021 revalorisation contrats doctoraux	- 5 960 €			5 960 €	
LPR 2021 revalorisation contrats doctoraux (année pleine)	10 746 €	26 344 €	26 344 €	15 598 €	
LPR 2022 reclassement enseignants chercheurs et mesure deux SMIC	32 663 €			- 32 663 €	
LPR 2022 refonte indemnitaire enseignants chercheurs et enseignants sd degré	443 419 €	443 419 €	443 419 €	- €	
LPR 2022 chaire des professeurs juniors	36 667 €	110 001 €	110 001 €	73 334 €	
Complément protection sociale santé	236 320 €	126 382 €	126 382 €	- 109 938 €	
LPR 2022 revalorisation contrats doctoraux (tiers d'année)	13 172 €			- 13 172 €	
LPR 2022 création contrats doctoraux (tiers d'année)	10 649 €	21 298 €	21 298 €	10 649 €	
LPR 2023 classement des jeunes chercheurs		3 990 €	3 990 €	3 990 €	
LPR 2023 refonte indemnitaire enseignants chercheurs et enseignants sd degré		454 244 €	454 244 €	454 244 €	
LPR 2023 repyramidage enseignants chercheurs et second degré		23 160 €	23 160 €	23 160 €	
Plan Tourisme 2022	164 500 €			- 164 500 €	
Action spécifique : Plan Tourisme		313 080 €	313 080 €	313 080 €	
Actions spécifiques : LPR 2021 : trajectoire emplois créations d'emplois	- 715 000 €			715 000 €	
Actions spécifiques : LPR 2022 reclassement des jeunes chercheurs	112 463 €			- 112 463 €	
Actions spécifiques :CRCT HORS SHS	5 000 €	5 000 €	5 000 €	- €	
Actions spécifiques :CRCT SHS	15 000 €	15 000 €	15 000 €	- €	
Actions spécifiques : PPPE rentrée 2022 (en tiers d'année)	22 000 €	30 000 €	30 000 €	8 000 €	
Actions spécifiques : DGS 1 2022 Recherche et Innovation	200 000 €			- 200 000 €	
Actions spécifiques : DGS 1 2022 hors Recherche et Innovation	260 000 €			- 260 000 €	
Action spécifique : compensation emploi IGE	60 000 €		*60 000 €*	- 60 000 €	
Action spécifique : soutien d'actions de transformation structurelle	120 000 €			- 120 000 €	
Actions spécifiques : Indemnité inflation	76 000 €			- 76 000 €	
Actions spécifiques : IUF	31 244 €	28 307 €	28 307 €	- 2 937 €	
FONCTIONNEMENT	**8 973 632 €**	**8 573 594 €**	**8 654 594 €**	**- 400 038 €**	**-3,56%**
Fonctionnement	7 401 770 €	7 239 782 €	7 239 782 €	- **161 988 €**	
Contrat de vie étudiante (culture, santé, sport)		180 146 €	180 146 €	**180 146 €**	
Abes	- 83 633 €	- 83 633 €	- 83 633 €	- **€**	
Compensation boursiers	886 899 €	886 899 €	886 899 €	- **€**	
LPR 2022 : aide au démarrage moyens aux laboratoires	18 158 €	111 600 €	111 600 €	**93 442 €**	
Plan tourisme	132 500 €			- **132 500 €**	
Action spécifique : Plan tourisme		170 220 €	170 220 €	**170 220 €**	
Action spécifique : Plan bibliothèques ouvertes	27 330 €	27 330 €	27 330 €	- **€**	
Action spécifique : AMI émergences projet Acc'INNOV	52 805 €			- **52 805 €**	
Action spécifique : Accompagnement handicapés	125 000 €		*55 000 €*	- **125 000 €**	
Action spécifique : Loi ORE Plan investissement	50 000 €			- **50 000 €**	
Action spécifique : IUF crédits scientifiques	45 000 €	41 250 €	41 250 €	- **3 750 €**	
Action spécifique :Aide au démarrage pour laboratoires	111 600 €			- **111 600 €**	
Action spécifique : Enquête Insertion	400 €			- **400 €**	
Action spécifique : Indemnités CNU	7 077 €		*12 000 €*	- **7 077 €**	
Action spécifique : Indemnités CNU			*14 000 €*	- **€**	
Action spécifique : Concours ITRF	1 726 €			- **1 726 €**	
Plan de relance : PNRR Services numériques aux étudiants (SERVET)	197 000 €			- **197 000 €**	
Opérations immobilières	**260 000 €**	**320 000 €**	**320 000 €**	**60 000 €**	**23,08%**
Accessibilité		80 000 €	80 000 €	**80 000 €**	
Dotation sûreté	60 000 €			- **60 000 €**	
Mise en sécurité	200 000 €	240 000 €	240 000 €	**40 000 €**	
Investissement	**- €**		**- €**	**- €**	**- €**
Loi ORE Plan investissement					
Autres				**- €**	**- €**
TOTAL	**97 547 892 €**	**99 817 538 €**	**99 958 538 €**	**2 269 646 €**	**2,47%**

La colonne 1 correspond à la notification intermédiaire, reçue en août dernier, au titre du budget 2022 ; la deuxième colonne reprend la pré-notification reçue au titre de 2023 avec les compléments de crédits précedemment évoqués.

- *Les autres financements État*

Tableau 4 : L'évolution des autres financements de l'État

Autres Financements Etat	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023	Variation BI 2023/Après BR2 2022
Subventions Autres	1 028 467 €	1 840 358 €	1 616 961 €	182 084 €	-88,74%

La forte baisse des recettes se justifie par le fait qu'en 2022 avaient été prévus des crédits dans le cadre du plan de relance (859 500 €), du plan ORE (250 000 €) et du DSG, notamment. Cette année, sont inscrits uniquement la subvention attendue pour le CNFEDS (104 904 €), une mise à disposition d'un enseignant auprès du ministère et un financement dans le cadre du programme PAUSE. Il est à noter que la subvention pour le CNFEDS est réduite, certaines missions de ce centre n'étant plus assurées.

- *Fiscalité affectée*

Fiscalité affectée	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023	Variation BI 2023/Après BR2 2022
CVEC	930 626 €	873 000 €	873 000 €	907 288 €	3,93%

La Contribution vie étudiante et de campus (CVEC) est affectée, conformément au code de l'éducation (article L. 841-5), aux actions favorisant l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention. Elle doit être comptabilisée en fiscalité affectée. Le reversement initial aux universités de cette contribution est de 42 € par étudiant, mais des versements complémentaires sont prévus dans le courant de l'année budgétaire. L'USMB a en effet perçu 63,69 € par étudiant en 2022. La prévision 2022 a été établie sur la base suivante, à savoir 14 000 étudiants (USMB) x 62 € et 741 étudiants des écoles d'infirmières (IFSI) à 53,02 € (reversement de l'UGA).

- *Les autres financements publics*

Tableau 5 : L'évolution des autres financements publics

Autres financements publics	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023	Variation BI 2023/Après BR2 2022
ANR IA	1 799 159 €	2 958 595 €	2 461 871 €	3 826 585 €	55,43%
ANR hors IA	645 461 €	2 059 214 €	2 142 307 €	1 677 663 €	-21,69%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	577 148 €	1 812 311 €	2 053 311 €	1 639 629 €	-20,15%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	2 092 648 €	2 388 858 €	2 777 352 €	2 474 317 €	-10,91%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	2 410 060 €	2 575 810 €	2 545 781 €	2 294 607 €	-9,87%

Les projets inscrits au titre de l'ANR investissements d'avenir (IA) augmentent fortement (55,43). Ils sont détaillés ci-dessous:

- le projet NCU2 @spire pour 870 653 € soit 262 832 € de plus qu'après BR2 2022,
- le projet EUR *Solar academy* pour 313 681 € soit 80 001 € de moins qu'après BR2 2022,
- les projets Campus connectés pour 68 640 € soit 32 121 € de plus qu' après BR2 2022,
- le projet Campus des Métiers pour 224 138 € soit 93 512 € de plus qu'après BR2 2022,
- le projet UNITA pour 613 504 € soit 266 223 € de plus qu'après BR2 2022,
- le projet SHINE pour 438 806 € soit 398 761 € de plus qu'après BR2 2022,
- le projet Accélération pour 288 099 soit 283 099 € de plus qu'après BR2 2022,
- le projet Avenir(s) pour 198 858 € soit 85 268 € de plus qu'après BR2 2022,

- le financement d'une thèse pour 96 000 €,
- le projet INES2S pour 78 762 €,
- le projet PSPC Railmon pour 214 064 €,
- le projet PEGASE pour 52 000 €,
- divers projets pour 69 380 €,
- PIA4 en attente de réponse ou de dépôt pour 300 000 €.

Les recettes issues des ANR hors investissements d'avenir sont en baisse (- 21,69 %). Un certain de nombres de contrat aux montants élevés sont terminés ce qui génère une baisse des prévisions de recettes.

La baisse des recettes issues de la région Auvergne-Rhône-Alpes est due à la fin d'un projet Alcotra mais également à une diminution des crédits mis en réserve en recherche en attente de réponse à différents appels d'offre de la région.

Les subventions issues de l'Union européenne sont en baisse au regard de la prévision après BR2 mais en légère hausse par rapport au BI 2022. Cette baisse est liée à une diminution de la prévision des projets INTERREG.

Tableau 6 : L'évolution des autres ressources

Ressources Propres	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023	Variation BI 2023/Après BR2 2022
Droits d'inscription	1 878 599 €	2 584 046 €	2 588 246 €	2 594 555 €	0,24%
Alternance, formation continue et VAE	7 969 527 €	8 875 610 €	8 712 088 €	9 509 039 €	9,15%
Taxe d'apprentissage	847 964 €	693 071 €	690 820 €	730 295 €	5,71%
Contrats et prestations de recherche hors ANR	1 273 373 €	1 224 758 €	1 428 858 €	1 004 880 €	-29,67%
Valorisation	720 221 €	177 433 €	203 433 €	5 825 €	-97,14%
Fondation Don Legs	48 027 €	63 432 €	113 596 €	44 000 €	-61,27%
Autres recettes	1 334 091 €	1 234 558 €	1 522 057 €	1 125 010 €	-26,09%
	14 071 802 €	**14 852 908 €**	**15 259 098 €**	**15 013 604 €**	**-1,61%**

Les prévisions de recettes hors subventions sont en baisse de 1,61 % par rapport au BR2 mais en hausse au regard du BI 2022. Les baisses les plus importantes concernent les ressources versées par la fondation, la valorisation, les contrats et prestations de recherche et les autres recettes.

Les recettes prévisionnelles de la formation continue et de l'alternance sont en hausse par rapport à la dernière estimation du BR2 2022 (+ 9,15 %), en proportion du développement des activités. La collecte de la taxe d'apprentissage estimée par les composantes est en légère hausse. La réforme de 2020 s'est accompagnée d'une baisse du taux de la part affectable aux formations professionnelles initiales (passé de 23 % à 13 %) qui a réduit homothétiquement la collecte de taxe de l'établissement. Il convient de rester vigilant en 2023 car le système de collecte va être modifié, les URSSAF et la MSA devenant collecteurs alors que la Caisse des dépôts et consignation sera en charge de la répartition au vu des indications communiquées par les employeurs *via* une plate forme listant l'ensemble des formations éligibles.

En ce qui concerne les contrats et prestations de recherche, leur montant a été évalué avec prudence. Aucune recette en provenance de la SATT (aucun contrat prévu actuellement) n'a été inscrite à ce budget. La ligne valorisation est par conséquent en très forte baisse.

Les autres recettes diminuent. Un nombre de conventions n'ont pas été renouvelés en 2023. De plus, au BR1 2022, avait été inscrite une recette exceptionnelle de 190 000 € liée au remboursement de deux sinistres.

1.2 Les recettes fléchées

Les recettes fléchées correspondent aux crédits issus du Contrat de plan État-région (CPER) et du deuxième Programme d'investissements prioritaires (PIP2).

Tableau 7 : L'évolution des recettes fléchées

Recettes Fléchées	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023	Variation BI 2023/Après BR2 2022
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	1 371 232 €	890 000 €	436 888 €	4 156 634 €	851,42%
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	85 050 €	25 000 €	300 000 €	150 000 €	-50,00%
	1 456 282 €	**915 000 €**	**736 888 €**	**4 306 634 €**	**484%**

Il s'agit encore de prévisions anticipant les décisions définitives des collectivités qui ne sont pas encore arrêtées. Les recettes fléchées issues de la région sont en forte hausse, alors que celles hors région diminuent, cette baisse concerne le projet HELIOSTIM. Ont été inscrits à ce BI les projets suivants :

Financement État et autres :

- le projet recherche (HELIOSTIM) pour 150 000 €,
- le projet CEDRA pour 50 000 €.

Financement Région :

- le projet d'accueil de site d'Annecy pour 2 110 000 €,
- la halle des sports de Jacob-Bellecombette pour 46 634 €,
- le 1 % artistique du bâtiment Polytech du Bourget-du-Lac pour 50 000 €,
- la rénovation de la BU de Jacob-Bellecombette pour 800 000 €,
- la rénovation énergétique de l'IUT d'Annecy pour 1 100 000 €.

2. Le budget initial 2023 en dépenses (AE et CP)

Les dépenses, déclinées en AE (autorisations d'engagement) et CP (crédits de paiement), se décomposent en dépenses de masse salariale, dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement.

2.1 Les dépenses de masse salariale

Les dépenses de personnel des universités sont contraintes par des plafonds d'emplois, exprimés en équivalents temps pleins travaillés (ETPT) et des plafonds de masse salariale. Le plafond 1 (PF1) est fixé par l'État. Il est contraint en termes d'emplois (1 126 ETPT) et en termes de masse salariale qui ne peut dépasser le montant notifié par la tutelle. Le plafond 2 (PF2) est le plafond « établissement » ; ses niveaux (en ETPT et en masse salariale) sont votés par le conseil d'administration dans le cadre du budget. Le planfond 2 reflète les emplois et la masse salariale dont le financement est assuré par des recettes autres que la SCSP.

2.1.1 La masse salariale

Rappelons qu'en ce qui concerne la masse salariale, les autorisations d'engagement sont réglementairement égales aux crédits de paiement.

Tableau 8 : L'évolution des prévisions des dépenses de masse salariale

	CF 2021			BI 2022			Après BR2 2022			BI 2023		
	PF1	PF2	Total	PF1	PF2	Total	PF1	PF2	Total	PF1	PF2	Total
MS gérée centralemen	80 132 227 €	1 762 570 €	81 894 798 €	81 509 863 €	1 477 110 €	82 986 973 €	83 222 860 €	1 848 837 €	85 071 697 €	85 222 949 €	1 998 577 €	87 221 526 €
MS sur composantes et services		5 602 057 €	5 602 057 €		8 807 123 €	8 807 123 €	- €	8 002 892 €	8 002 892 €		9 417 056 €	9 417 056 €
Heures complémentaires	5 728 614 €	2 492 072 €	8 220 686 €	5 740 321 €	2 826 351 €	8 566 672 €	5 984 752 €	2 717 830 €	8 702 582 €	5 568 064 €	3 260 470 €	8 828 534 €
Total	**85 860 841 €**	**9 856 700 €**	**95 717 541 €**	**87 250 184 €**	**13 110 584 €**	**100 360 768 €**	**89 207 612 €**	**12 569 559 €**	**101 777 171 €**	**90 791 013 €**	**14 676 103 €**	**105 467 116 €**

	VariationBI 2023/BI 2022	Variation BI 2023/Après BR2 2022
MS gérée centralement	5,10%	2,53%
MS sur composantes et services	6,93%	17,67%
Heures complémentaires	3,06%	1,45%
Total	5,09%	3,63%

La prévision des heures complémentaires (HC) inscrites au BI 2023 est issue des remontées des composantes et des services ajustée au vu des heures réalisées sur l'année universitaire 2021-2022 et des effectifs étudiants.

La masse salariale totale augmente fortement. La hausse est de 5 106 348 € par rapport au BI 2022 soit 3 540 829 € en crédits État et 1 565 519 € en ressources propres. Si l'on compare la masse salariale après BR2 2022 à celle du BI 2023, la hausse est de de 3 689 945 €. La différence (BI 2022/BI 2023) s'explique principalement par la hausse du point d'indice qui impacte aussi bien le plafond État (la masse salariale, les heures complémentaires et certaines primes) que celui sur ressources propres. Cette variation comprend également les revalorisations de rémunérations, y compris celles des doctorants et le reclassement des jeunes enseignants-chercheurs dans le cadre de la LPR . La hausse de la masse salariale sur ressources propres est également liée à un accroissement des recrutements sur projets.

2.1.2 Le tableau des emplois

Le plafond des emplois État avait augmenté de 14 emplois entre 2021 et 2022 soit 1 125 après BR2 2022. Une hausse complémentaire liée au complément en année pleine d'une allocation doctorale porte ce plafond État à 1 126 ETPT pour 2023.
Pour la première fois cette année, le plafond d'emplois Etat est atteint, estimé à 1 125,91 ETPT. La variation des effectifs titulaires (plafond 1) correspond à la prise en compte des campagnes d'emplois 2022 des titulaires en année pleine et celle de 2023 sur les 4 derniers mois de l'année. Les campagnes d'emplois des titulaires consistent à inscrire aux concours de la fonction publique tout ou partie des postes vacants. Cette année, 31 postes ont été inscrits à la campagne d'emplois pour les enseignants-chercheurs et 38 pour les BIATSS. Il s'agit de pourvoir des postes vacants, des départs en retraite mais également des créations dont deux postes d'enseignants chercheurs pour les STAPS (créations du MESR après le DSG 2022) et 8 postes pour les BIATSS. La hausse des non titulaires enseignants en CDI est compensée par la baisse des enseignants en CDD. La hausse des effectifs de non titulaires BIATSS du plafond 1 est liée à une reconduction des CDD sur postes pérennes non inscrits dans la campagne d'emplois.

La hausse prévisionnelle des CDD financés sur projet justifie, en grande partie, la variation du plafond 2.

Tableau 9 : La variation des emplois

PLAFOND D'EMPLOI	CATEGORIE	BI 2023	BR2 2022	BR1 2022	BI 2022	BI 2023 -BR2 2022
1	TITULAIRES ENS	533,32	529	532,82	533,01	4,32
	TITULAIRES BIATSS	412,65	404,5	410,41	413,68	8,15
	NON TITULAIRES ENS	46	50,17	47,88	44,67	-4,17
	ATER ET DOCTORANT CONTRACTUEL	54,33	49,5	47,91	48,00	4,83
	NON TITULAIRES ENS CDI	6,25	2,53	1,67	2,67	3,72
	NON TITULAIRES BIATSS	53,88	49,81	42,88	38,61	4,07
	NON TITULAIRE BIATSS CDI	19,48	17,93	19	19,34	1,55
TOTAL P1		**1 125,91**	**1 103,44**	**1 102,57**	**1 099,98**	**22,47**
2	NON TITULAIRES ENS CDD	15,83	12,33	11,61	11,53	3,50
	NON TITULAIRES ENS CDI	12,83	13,83	13,83	13,5	-1,00
	NON TITULAIRES BIATSS	110,81	106,43	111,71	87,88	4,38
	NON TITULAIRE BIATSS CDI	24,55	24,74	23,94	24,1	-0,19
	DOCTORANTS	68,8	69,23	66,64	62,01	-0,43
TOTAL P2		**232,82**	**226,56**	**227,73**	**199,02**	**6,26**
Total général		**1 358,73**	**1 330,00**	**1 330,30**	**1 299,00**	**28,73**

2.2 Les dépenses de fonctionnement

Tableau 10: L'évolution des dépenses de fonctionnement (AE et CP)

	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023	Variation BI 2023/Après BR2 2022
AE	15 758 273 €	20 812 684 €	22 053 316 €	23 676 937 €	7,36%
CP	15 099 469 €	20 580 365 €	21 600 630 €	23 651 549 €	9,49%
Ecart	**658 803 €**	**232 319 €**	**452 686 €**	**25 388 €**	

Les dépenses de fonctionnement augmentent de 7,36 % en AE et de 9,49 % en CP par rapport au budget après BR2. Cette hausse est la conséquence du surcoût énergétique et plus globalement de l'inflation. Les dépenses énergétiques sont estimées à 3,90 M€ alors qu'au BI 2022 elles s'élevaient à 1,46 M€. Cette forte augmentation est cohérente avec les estimations faites par le MESR. Elle n'est actuellement pas compensée par des recettes de l'État et explique la majorité du déficit du compte de résultat prévisionnel. Un nouveau marché de nettoyage a, également, généré une hausse de nos dépenses, à laquelle il faut ajouter la hausse du prix du papier, du petit mobilier ou encore du carburant. Pour permettre de supporter ces hausses conséquentes, il a été acté au moment du débat d'orientation budgétaire de maintenir les dotations des composantes et services à un niveau sensiblement équivalent à celui du BI 2022. Des crédits en réserve permettront d'abonder par

virements en cours d'année les services et composantes, en particulier la direction du patrimoine qui porte le budget des consommations énergétiques.

L'écart entre AE et CP est de 25 388 €. Il s'agit de contrats et marchés dont les engagements ont été réalisés avant 2023 (AE < CP) ou de contrats pluriannuels qui seront signés en 2023 (AE > CP) ; c'est le cas notamment du renouvellement du marché du commissariat aux comptes et pour la documentation numérique. La recherche, Polytech et les services centraux sont impactés par ces écarts.

Tableau 11: Justification de l'écart AE/CP

Ecart AE/CP	AE 2023	CP 2023	Variation 2023
Assurances	7 000 €	25 860 €	- 18 860 €
Certification des comptes	150 000 €	25 000 €	125 000 €
Mise à disposition d'un enseignant	99 000 €	150 000 €	- 51 000 €
Formations des apprentis	26 088 €	38 773 €	- 12 685 €
Logiciel SAGHE	866 995 €	854 310 €	12 685 €
Marché infogérance		26 667 €	- 26 667 €
Conventions UGA PETREL et DSIM	121 000 €	152 000 €	- 31 000 €
Documentation numérique	572 434 €	506 969 €	65 465 €
Contrats de recherche	321 820 €	359 370 €	- 37 550 €
Reste à payer fonctionnement	***2 164 337 €***	***2 138 949 €***	***25 388 €***

2.3 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sont en hausse, avec une forte disparité entre les investissements fléchés et les investissements non fléchés.

Tableau 12 : L'évolution des dépenses d'investissement (AE et CP)

	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023	Variation BI 2023/Après BR2 2022
AE non fléchées	5 417 665 €	7 428 197 €	9 019 857 €	7 229 921 €	-19,84%
AE sur opérations fléchées	298 834 €	2 870 000 €	2 056 888 €	20 514 511 €	897,36%
Total AE	***5 716 499 €***	***10 298 197 €***	***11 076 745 €***	***27 744 432 €***	**150,47%**
CP non fléchés	3 763 066 €	7 195 197 €	8 412 287 €	7 295 991 €	-13,27%
CP sur opérations fléchées	1 137 933 €	915 000 €	736 888 €	4 425 511 €	500,57%
Total CP	***4 900 999 €***	***8 110 197 €***	***9 149 175 €***	***11 721 502 €***	**28,12%**
Ecart	- ***1 140 000 €***	***2 188 000 €***	***1 927 570 €***	***16 022 930 €***	

Les dépenses d'investissement sur crédits non fléchés sont en baisse par rapport à 2022 en AE. Au BI 2022, 3,2 M€ avaient été affectés à la direction du patrimoine pour des opérations de maintenance et de réhabilitation. Cette année 800 000 € de plus y ont été affectés afin de réaliser des travaux supplémentaires de rénovation énergétique. Les composantes bénéficient également de 270 000 € de plus. *A contrario* les crédits d'investissement ont été réduits en recherche (baisse des crédits d'investissement financés sur contrat).

La hausse sur crédits fléchés concerne principalement le projet de la rénovation de la BU du site de Jacob-Bellcombette. Cette rénovation sera réalisée sous forme d'un marché global de performance qui nous engage sur 10 ans. Ainsi en 2023, la totalité des crédits prévus pour cette opération sera engagée alors que les paiements s'effectueront sur 10 ans.

Tableau 13 : Le détail des dépenses d'investissement fléchées

AE fléchées	Opérations	CP fléchés
1 400 000 €	Accueil de site Annecy	2 110 000 €
17 574 000 €	Rénovation BU Jacob	800 000 €
25 000 €	Rénovation Marcoz	
1 100 000 €	Rénovation énergétique IUT A	1 100 000 €
50 000 €	Polytech 1% artistique	50 000 €
50 000 €	CEDRA	50 000 €
46 634 €	Halle des sports	46 634 €
268 877 €	HELIOSTIM	268 877 €
20 514 511 €		**4 425 511 €**

L'écart entre les AE et les CP sur les opérations fléchées est de 16 089 000 €. Il s'agit de la construction de l'accueil de site d'Annecy dont les travaux ont débuté en 2022 mais surtout, comme cela vient d'être précisé, de la rénovation de la BU de Jacob-Bellecombette.

L'écart entre les AE et les CP sur les opérations non fléchées s'élève à 66 070 €. Le tableau 14 détaille cette différence.

Tableau 14: Le détail de l'écart AE/CP des dépenses d'investissement non fléchées

AE non fléchées	Opérations	CP non fléchés
	Achat véhicule IUT Annecy	13 270 €
	Achat d'un laser	52 800 €
- €	**TOTAL**	**66 070 €**

3. Le budget initial 2023 en droits constatés

3.1.Le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel retrace, en droits constatés, les dépenses et recettes liées à la masse salariale et au fonctionnement présentés dans les deux sections précédentes. Le tableau 15 présente l'évolution du compte de résultat prévisionnel. Le déficit prévisionnel au BI 2023 ressort à - 3 384 478 €, contre - 492 107 € au BI 2022.

Tableau 15 - L'évolution du compte de résultat : du compte financier 2021 au BI 2023

CHARGES	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023	Variation BI 2023/Après BR2 2022
Personnel	94 712 082 €	99 763 055 €	101 171 393 €	105 173 870 €	3,96%
dont charges de pensions civiles*	*26 947 662 €*	*27 957 615 €*	*28 541 222 €*	*29 324 609 €*	2,74%
Fonctionnement autre que les charges de personnel	25 507 069 €	27 811 862 €	28 840 192 €	30 436 911 €	5,54%
TOTAL DES CHARGES	**120 219 151 €**	**127 574 917 €**	**130 011 585 €**	**135 610 781 €**	**4,31%**
Résultat prévisionnel: bénéfice	3 569 968 €	- €	- €	- €	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel	**123 789 119 €**	**127 574 917 €**	**130 011 585 €**		
PRODUITS	**CF 2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**	**Variation BI 2023/Après BR2 2022**
Subventions de l'Etat	95 824 245 €	95 191 860 €	98 266 173 €	99 958 538 €	1,72%
Fiscalité affectée	930 626 €	873 000 €	873 000 €	907 288 €	3,93%
Autres subventions	6 308 770 €	11 489 287 €	10 764 696 €	11 645 037 €	8,18%
Autres produits	20 725 478 €	19 528 663 €	19 753 933 €	19 715 440 €	-0,19%
TOTAL DES PRODUITS	**123 789 119 €**	**127 082 810 €**	**129 657 802 €**	**132 226 303 €**	**1,98%**
Résultat prévisionnel : perte	- €	492 107 €	353 783 €	3 384 478 €	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel	**123 789 119 €**	**127 574 917 €**	**130 011 585 €**	**135 610 781 €**	**4,31%**

Depuis 2018, les charges de personnel inscrites dans le budget AE/CP et celles en droits constatés diffèrent.

La masse salariale en AE/CP s'élève ainsi à 105 467 116 € et celles en droits constatés est de 105 173 870 € soit une différence de 293 246 € . En effet, en AE/CP, l'ensemble des dépenses de personnel sont à prendre en compte alors que dans le budget en droits constatés, les taxes sur salaires sont à inscrire en dépenses de fonctionnement sur la ligne impôts et taxes. L'écart entre les crédits de paiement et les droits constatés (DC) en fonctionnement se justifie ainsi :

Fonctionnement en DC	**30 436 911 €**
Taxe sur salaires	293 246 €
Fonctionnement DC hors taxes	**30 143 665 €**
Dotation aux amortissements	6 492 115 €
Fonctionnement en CP	**23 651 550 €**

Le résultat déficitaire représente en valeur absolue 2,5 % du total des charges de fonctionnement. Ce déficit est dû à l'inflation et en particulier la hausse du coût de l'énergie, actuellement compensée de manière très limitée. Son montant peut être décomposé comme le présente le tableau ci-dessous.

Tableau 16 – Décomposition du déficit de fonctionnement

	BI 2023
Prél FDR lié à des recettes antérieures	- 899 042 €
Déficit corrigé	- 2 485 436 €
TOTAL	**- 3 384 478**

L'écart entre les recettes encaissées et les recettes en droits constatés (produits) se décompose de la façon suivante :

Recettes DC	**132 226 303 €**
Reprise sur provision	- 16 400 €
Reprise financements attachés à des actifs	- 4 692 115 €
Projets recherche dont les encaissements < DC	- 1 337 958 €
Projets recherche dont les encaissements > DC	268 166 €
Recettes RE	**126 447 996 €**

Il s'agit de recettes non encaissables (deux premières lignes) ou de décalages entre l'émission du titre de recettes en droits constatés et son encaissement qui ne concernent que les contrats pluriannuels (recherche). La reprise sur provisions est justifiée par une prévision à la baisse du financement des allocations de retour à l'emploi (16 400 €) .

3.2 La capacité d'autofinancement

Le budget affiche une insuffisance d'autofinancement de 1 600 878 €. Ce BI 2023 procède ainsi à un prélèvement sur fonds de roulement aussi bien pour équilibrer la section de fonctionnement que la section d'investissement (voir *infra* paragraphe 3.3).

Tableau 17 : L'évolution de la CAF prévisionnelle

	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023	Variation BI 2023/Après BR2 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice	3 569 968 €	- 492 107 €	- 353 783 €	- 3 384 478 €	856,65%
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 476 393 €	6 630 889 €	6 630 889 €	6 492 115 €	-2,09%
- reprises sur dépréciations et provisions	- 1 101 977 €	- 110 000 €	- 110 000 €	- 16 400 €	-85,09%
- reprise des financements rattachés à des actifs	- 4 999 958 €	- 4 630 889 €	- 4 630 889 €	- 4 692 115 €	1,32%
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**5 944 426 €**	**1 397 893 €**	**1 536 217 €**	**- 1 600 878 €**	**-204,21%**

3.3 La situation patrimoniale

Tableau 18- L'évolution du tableau de financement

EMPLOIS	CF 2021	BI 2022	Après BR2 2022	BI 2023	Variation BI 2023/Après BR2 2022
Insuffisance d'autofinancement				1 600 878 €	
Investissements	5 038 091 €	8 110 197 €	9 149 175 €	11 721 502 €	28,12%
TOTAL DES EMPLOIS	**5 038 091 €**	**8 110 197 €**	**9 149 175 €**	**13 322 380 €**	**45,61%**
Apport au fonds de roulement					
RESSOURCES	**CF 2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**	**Variation BI 2023/Après BR2 2022**
Capacité d'autofinancement	5 944 426 €	1 397 893 €	1 536 217 €		
Financement de l'actif par l'État	1 105 192 €	1 134 500 €	1 584 410 €	268 877 €	-83,03%
Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 708 282 €	2 923 735 €	2 572 661 €	5 918 195 €	130,04%
Autres ressources	1 500 €				
TOTAL DES RESSOURCES	**8 759 400 €**	**5 456 128 €**	**5 693 288 €**	**6 187 072 €**	**8,67%**
Prélèvement/Abondement sur fonds de roulement	**3 721 309 €**	**- 2 654 069 €**	**- 3 455 887 €**	**- 7 135 308 €**	

Il n'y a pas d'écart entre les dépenses d'investissement prévues en CP et en DC. La hausse entre le BI 2023 et le BR2 est de 28,12 % alors qu'elle est 44,53 % de BI à BI. Les composantes disposent de plus de crédits d'investisssement qu'au BI 2022, hausse de la dotation de 270 000 €, alors que ceux affectés à la recherche diminuent (baisse de financements issues des contrats). L'augmentation des crédits d'investissement ouverts sur le budget du patrimoine s'élève à 4 366 634 € répartis comme suit : + 3 566 634 € de crédits fléchés et + 800 000 € de crédits non fléchés. Il est à noter qu'une partie des crédits inscrits à ce BI a fait l'objet d'une déprogrammation au BR2, c'est notamment le cas pour

certaines opérations inscrites sur le budget de la direction du patrimoine. La liste des dépenses est détaillée dans le tabeau 19.

Tableau 19 - Liste des dépenses d'investissement

Opérations	Montant
Accueil de site Annecy	2 110 000 €
Rénovation énergétique IUT A	1 100 000 €
1% artistique Polytech	50 000 €
CEDRA	50 000 €
Rénovation BU Jacob	800 000 €
Halle des sports	46 634 €
HELIOSTIM	268 877 €
Investissements fléchés	**4 425 511 €**
Schéma directeur immobilier	215 000 €
Création ascenseur/salle blanche/Lake switch	460 000 €
Entretien et maintenance des sites	120 000 €
Rénovation bâtiment DEVE site du Bourget	300 000 €
Rénov Bât. 12B Bourget (CEPART)	45 000 €
Chaufferie du Bourget	70 000 €
Etudes préalables pour rénovation bat 8ABC et 10 site Bourget	100 000 €
Transition énergétique	1 100 000 €
Signalétique	25 000 €
Travaux de sécurité	290 000 €
Chaufferie IAE Annecy	25 000 €
Passerelle IUT A	380 000 €
Accompagnement travaux pédagogiques	250 000 €
Panneaux photovoltaïques Mécatronique	90 000 €
GER	170 000 €
Remplacement de sorbonnes	120 000 €
Rénovation étanchéité toiture Bat 23 Jacob	80 000 €
Vidéoprotection Jacob	160 000 €
PATRIMOINE non fléchés	**4 000 000 €**
Equipement recherche financé	769 061 €
Equipement recherche sur dotation	310 500 €
Equipements pédagogiques	1 036 070 €
Direction du numérique	238 000 €
Grands Projets	212 500 €
SFC	50 000 €
SDS	55 780 €
SCD	69 900 €
DRH	15 000 €
Equipement services centraux (DEVE/PITON)	14 000 €
Service Prévention	5 180 €
Crédit de sécurité	320 000 €
Crédit en réserve	200 000 €
TOTAL HORS PATRIMOINE NON FLECHES	**3 295 991 €**
TOTAL UNIVERSITE	**11 721 502 €**

Le prélèvement prévisionnel sur le fonds de roulement est de 7 135 308 €, en hausse de BI à BI de 4 481 239 €. Le résultat déficitaire contribue largement à cette hausse, ainsi que des travaux dans le cadre de la transition énergétique (1,1 million €) entre le BI 2022 et le BI 2023.

Détail du prélèvement

Déficit BI	2 485 436 €
CVEC	96 000 €
Prélèvement sur FDR Plan tourisme	220 000 €
Prélèvement sur FDR projet SERVET	42 000 €
Prélèvement sur FDR SCSP (DSG)	541 042 €
Schéma directeur immobilier	215 000 €
Création ascenseur/salle blanche/Lake switch	460 000 €
Entretien et maintenance des sites	220 000 €
Rénov Bât. 12B Bourget	45 000 €
Etudes préalables diverses	100 000 €
Rénovation bâtiment DEVE site du Bourget	240 830 €
Transition énergétique	1 100 000 €
Signalétique	25 000 €
Chaufferie IAE Annecy	25 000 €
Chaufferie du Bourget	70 000 €
Passerelle IUT A	380 000 €
Accompagnement travaux pédagogiques	250 000 €
Panneaux photovoltaïques Mécatronique	90 000 €
GER	170 000 €
Remplacement de sorbonnes	120 000 €
Rénovation étanchéité toiture Bat 23 Jacob	80 000 €
Vidéoprotection Jacob	160 000 €
	7 135 308 €

4. Les indicateurs du budget initial 2023

4.1 Le fonds de roulement

Tableau 20 : L'évolution de la composition du fonds de roulement

	réserves disponibles	CVEC dont FSDIE	SCSP	reports PPI	provisions et dépréciations de créances	total
FDR après Compte financier 2020	**9 014 013 €**	**864 753 €**	**208 953 €**	**- €**	**2 155 359 €**	**12 243 078 €**
Aide étudiants handicapés			7 500 €			**7 500 €**
Lutte contre les violences sexistes/sexuelles			6 000 €			**6 000 €**
Création d'emplois			715 000 €			**715 000 €**
Tutorat étudiants			- 145 011 €			**- 145 011 €**
Enquête insertion 2020/2021			- 11 223 €			**- 11 223 €**
Prolongation contrats doc			- 52 719 €			**- 52 719 €**
Opérations non budgétaires	4 972 €					**4 972 €**
Variation de stock	- 5 510 €					**- 5 510 €**
Variation des cautions	- 539 €					**- 539 €**
Variation 2020	2 222 084 €	270 821 €			188 033 €	**2 680 938 €**
Dépréciations comptes clients					526 873 €	**526 873 €**
FDR après Compte financier 2021	**11 235 020 €**	**1 135 574 €**	**728 500 €**	**- €**	**2 870 265 €**	**15 969 359 €**
BI 2022	- 2 134 619 €	- 409 450 €			- 110 000 €	**- 2 654 069 €**
BR1 2022	- 2 342 666 €		- 728 500 €			**- 3 071 166 €**
BR2 2022	2 006 898 €	262 450 €				**2 269 348 €**
FDR après BR2 2022	**8 764 633 €**	**988 574 €**	**- €**	**- €**	**2 760 265 €**	**12 513 472 €**
BI 2023	- 7 022 908 €	- 96 000 €			- 16 400 €	**- 7 135 308 €**
FDR après BI 2023	**1 741 725 €**	**892 574 €**	**- €**	**- €**	**2 743 865 €**	**5 378 164 €**

En jours de dépenses de fonctionnement décaissables, les réserves disponibles représentent 5 jours au BI 2023 contre 16 jours au BI 2022. Le fonds de roulement représente 15,00 jours de fonctionnement, soit au niveau du seuil de vigilance. Il était de 21 jours au BI 2022.

4.2 Le solde budgétaire et la trésorerie

Le solde budgétaire est la différence entre les recettes encaissées et les crédits de paiement. Il mesure le décalage entre encaissements et décaissements. Avec la variation des comptes de tiers, il explique l'évolution prévisionnelle de la trésorerie. Le solde budgétaire est de – 8 559 318 €. La variation de trésorerie est de – 8 740 978 € dont – 181 660 € au titre des opérations pour comptes de tiers.

Le tableau 21 page suivante présente les évolutions des indicateurs FR, BFR et trésorerie : montants constatés au compte financier 2021, montants estimés après le BR2 2022 et prévision BI 2023.

La trésorerie prévisionnelle au 31/12/2023 s'élève à 10 019 890 € ; elle correspond à 28 jours de dépenses prévisionnelles décaissables de fonctionnement soit 1 jour de plus qu'au BI 2022. Ce ratio est situé sous le seuil de vigilance (30 jours).

Il faut rappeler que ces calculs sont construits sur les données du BR2 2022 et qu'une prévision actualisée pourra être faite au moment du BR1, après la présentation du compte financier 2022 prévue en mars 2023.

Tableau 21 : Évolutions du FR, du BFR et de la Trésorerie

		Montants (€)
EXECUTION	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2020	**12 243 077**
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENTau 31/12/2020	**-3 818 912**
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2020	**16 061 989**
	Variation du FONDS DE ROULEMENT 2021	**3 726 279**
	Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) 2021	**10 300 499**
	Variation de la TRESORERIE 2021	**6 574 220**
	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2021	**15 969 356**
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2021	**-6 666 853**
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2021	**22 636 209**
PRÉVISION	Variation du FONDS DE ROULEMENT 2022	**-3 455 887**
	Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) 2022	**419 454**
	Variation de la TRESORERIE 2022	**-3 875 341**
	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2022	**12 513 469**
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2022	**-6 247 399**
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2022	**18 760 868**
	Variation du FONDS DE ROULEMENT 2023	**-7 135 308**
	Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE) 2023	**1 605 670**
	Variation de la TRESORERIE 2023	**-8 740 978**
	Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2023	**5 378 161**
	Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2023	**-4 641 729**
	Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2023	**10 019 890**

4.3 Les restes à payer

Le tableau 22 présente la prévision d'évolution des restes à payer en fin d'année 2023. Ces données sont très évolutives, puisque des factures sont payées et des engagements sont saisis quotidiennement.

Tableau 22 : L'évolution prévisionnelle des restes à payer

Reste à payer	Montant
Fléché	1 728 003 €
Non fléché	9 117 739 €
Total au 31/12/2022	**10 845 741 €**
Variation 2023	
Fléché	16 089 000 €
Non fléché	- 40 682 €
Total	**16 048 318 €**
Reste à payer au 31/12/2023	
Fléché	17 817 003 €
Non fléché	9 077 057 €
Total	**26 894 059 €**

Les restes à payer au 31/12/2023 sont supérieurs à la trésorerie prévisionnelle disponible à la même date. Comme rappelé précédemment, il est prudent d'attendre le compte financier 2022 avant de porter un jugement définitif sur ce sujet. Il convient de préciser également que les restes à payer ne sont pas exigibles au 31/12/2023. Par ailleurs, il faut rappeler que le marché global de performance lié à la rénovation de la BU de Jacob-Bellecombette génère des restes à payer conséquents puisque l'intégralité du marché sera engagé en 2023 alors que les paiements seront échelonnés sur 10 ans. Si

nous neutralisons cette dépense en ne retenant en AE que les CP qui seront payés en 2023 au titre de ce marché, nous obtenons une variation des restes à payer de – 725 682 € soit un total de restes à payer au 31/12/2023 de 10 120 059 €.

Tableau 23 : détail de la variation des restes à payer

Ecart AE/CP	AE 2023	CP 2023	Variation 2023
Assurances	7 000 €	25 860 €	- 18 860 €
Certification des comptes	150 000 €	25 000 €	125 000 €
Mise à disposition d'un enseignant	99 000 €	150 000 €	- 51 000 €
Formations des apprentis	26 088 €	38 773 €	- 12 685 €
Logiciel SAGHE	866 995 €	854 310 €	12 685 €
Marché infogérance		26 667 €	- 26 667 €
Conventions UGA PETREL et DSIM	121 000 €	152 000 €	- 31 000 €
Documentation numérique	572 434 €	506 969 €	65 465 €
Contrats de recherche	321 820 €	359 370 €	- 37 550 €
Reste à payer fonctionnement	***2 164 337 €***	***2 138 949 €***	***25 388 €***
Achat véhicule IUT Annecy		13 270 €	- 13 270 €
Achat d'un laser		52 800 €	- 52 800 €
Reste à payer investissement non fléché	***- €***	***66 070 €***	***- 66 070 €***
Variation des restes à payer non fléchés			***- 40 682 €***
Accueil de site Annecy	1 400 000 €	2 110 000 €	- 710 000 €
Rénovation BU Jacob	17 574 000 €	800 000 €	16 774 000 €
Rénovation Marcoz	25 000 €		25 000 €
Rénovation énergétique IUT A	1 100 000 €	1 100 000 €	- €
Polytech 1% artistique	50 000 €	50 000 €	- €
CEDRA	50 000 €	50 000 €	- €
Halle des sports	46 634 €	46 634 €	- €
HELIOSTIM	268 877 €	268 877 €	- €
Reste à payer investissement fléché	***20 514 511 €***	***4 425 511 €***	***16 089 000 €***
Variation du reste à payer			***16 048 318 €***

4.4 Les ratios

Le tableau 24 affiche les principaux ratios de gestion, qui présentent des évolutions contrastées. Les chiffres 2020 et 2021 correspondent aux ratios calculés sur le réalisé (compte financier). On notera les éléments significatifs suivants pour le BI 2023 :

- le fonds de roulement est à la limite du seuil de vigilance soit 15 jours ;
- la trésorerie est sous le seuil de vigilance avec 28 jours de dépenses de fonctionnement décaissables, il était de 27 jours au BI 2022 ;
- le montant des ressources propres, et sa part dans le total des produits, augmente de 0,28 % par rapport au ratio après BR2 2022 ;
- le ratio des charges de fonctionnement décaissables hors masse salariale rapportées aux produits encaissables permet constater l'évolution du poids de ces charges dans le budget ; il augmente, que ce soit par rapport au compte financier 2021 (3,95 %) ou après BR2 2022 (0,77 %) ;
- le poids de la masse salariale rapportée aux produits encaissables augmente (2,49 %). Le ratio s'élève à 82,48 %, soit une hausse par rapport aux ratios constatés au compte financier 2021, il est légèrement au dessus du seuil de vigilance (82%) ;
- la CAF est en très forte baisse par rapport au dernier BR de 2022, elle ne permet pas de financer une quelconque partie de nos dépenses d'investissement ;

Tableau 24 : L'évolution des principaux ratios de gestion en droits constatés

	Données avec fondation		Données sans fondation		
1-Fonds de roulement en nombre de jours	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
Montant du FDR	13 168 063 €	16 756 977 €	7 101 172 €	12 513 472 €	5 378 164 €
FDR en nombre de jours	**44**	**54**	**21**	**37**	**15**
2-Trésorerie en nombre de jours	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
Montant de la trésorerie	16 714 406 €	23 063 275 €	9 132 628 €	18 760 868 €	10 019 890 €
Trésorerie en nombre de jours	**56**	**74**	**27**	**55**	**28**
3-Taux de résultat	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
Résultat	3 126 730 €	3 569 968 €	- 492 107 €	- 353 783 €	- 3 384 478 €
Total des produits	118 134 665 €	124 146 179 €	127 574 917 €	129 657 802 €	132 226 303 €
Taux de résultat	**2,65%**	**2,88%**			
4-Dépendance au financement de l'État	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
Ressources propres	20 130 655 €	22 087 048 €	27 150 061 €	26 650 740	27 559 250
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €	122 341 921 €	124 916 913 €	127 517 788 €
Dépendance au financement de l'Etat	**17,81%**	**18,73%**	**22,19%**	**21,33%**	**21,61%**
5-Poids des charges externes	**2020**	**2021**			
Charges externes	7 777 625 €	8 563 518 €			
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €			
Poids des charges externes	**7%**	**7%**			
6-Poids des charges de personnel	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
Charges de personnel	92 062 619 €	94 830 345 €	99 763 055 €	101 171 393 €	105 173 870 €
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €	122 341 921 €	124 916 913 €	127 517 788 €
Poids de charges de personnel	**81,45%**	**80,43%**	**81,54%**	**80,99%**	**82,48%**
7-Poids des charges de fonctionnement général	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
Charges décaissables de fonctionnement général	15 731 201 €	17 212 880 €	21 180 973 €	22 209 303 €	23 944 796 €
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €	122 341 921 €	124 916 913 €	127 517 788 €
Poids des charges de fonctionnement général	**14,05%**	**14,60%**	**17,31%**	**17,78%**	**18,78%**
8-Part relative des charges de personnel	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
Charges de personnel	92 062 619 €	94 830 346 €	99 763 055 €	101 171 393 €	105 173 870 €
Total des charges (décaissables-non décaissables)	115 007 935 €	120 576 211 €	127 574 917 €	130 011 585 €	135 610 781 €
Part relative des charges de personnel dans le total des charges	**80,05%**	**78,65%**	**78,20%**	**77,82%**	**77,56%**
9-Dotation aux amort. et provisions/charges de fonctionnement	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
Dotation aux amort. et provisions	7 214 115 €	8 477 487 €	6 630 889 €	6 630 889 €	6 492 115 €
Charges de fonctionnement décaissables et non décaissables	115 007 935 €	120 576 211 €	127 574 917 €	130 011 585 €	135 610 781 €
Poids de la dotation aux amortissements et provisions	**6,27%**	**7,03%**	**5,20%**	**5,10%**	**4,79%**
10-Equilibre économique	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
Charges décaissables	107 793 820 €	112 043 225 €	120 944 028 €	123 380 696 €	129 118 666 €
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €	122 341 921 €	124 916 913 €	127 517 788 €
Poids des charges de fonctionnement	**95,37%**	**95,02%**	**98,86%**	**98,77%**	**101,26%**
11-Marge d'autofinancement	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
CAF	5 227 556 €	5 807 059 €	1 397 893 €	1 536 217 €	-1 600 878 €
Produits encaissables	113 023 981 €	117 911 292 €	122 341 921 €	124 916 913 €	127 517 788 €
Taux de marge d'autofinancement	**4,63%**	**4,92%**	**1,14%**	**1,23%**	**-1,26%**
12-Taux d'autofinancement	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
CAF	5 227 556 €	5 807 059 €	1 397 893 €	1 536 217 €	-1 600 878 €
Dépenses d'investissement payées sur ressources propres	3 116 625 €	2 223 117 €	4 051 962 €	4 992 104 €	5 534 430 €
Taux d'autofinancement	**167,73%**	**261,21%**	**34,50%**	**30,77%**	**-28,93%**
13-Coût par ETPT	**2020**	**2021**	**BI 2022**	**Après BR2 2022**	**BI 2023**
Charges de personnel	92 062 619 €	94 830 345 €	99 763 055 €	101 602 680 €	105 173 870 €
Nombre d'ETPT	1249,27	1271,70	1299,00	1330,30	1358,73
Coût par ETPT	**73 693,13 €**	**74 569,75 €**	**76 799,89 €**	**76 375,76 €**	**77 406,01 €**

Rappel des seuils d'alerte ou de vigilance

1 - FDR < 15 jours

2 - Trésorerie < 30 jours

3 - Taux de résultat : vigilance entre 0 % et 2%, alerte si < 0 %

4 - Dépendance aux financements de l'État : vigilance entre 13 % et 15 %, alerte si < 13 %

6 - Poids de charges de personnel : vigilance entre 82 % et 83 %, alerte si > 83 %

10 - Équilibre économique : vigilance entre 98 % et 100 %, alerte si > 100 %

11 - Taux de marge d'autofinancement : vigilance entre 0,5 % et 1 %, alerte si < 0,5 %

- le ratio des dotations aux amortissements et provisions rapportées aux charges de fonctionnement permet de déterminer son évolution et la part de rigidité qu'elle induit dans les charges. Ce ratio diminue pour être inférieur à 5% alors que ces dernières années, il était plutôt stable et oscillait entre 5 % et 6 %;
- le rapport des charges décaissables sur les produits encaissables est en hausse de 2,49 % par rapport au ratio après BR2 2022. Il est supérieur à 100 % puisque notre résultat prévisionnel

est très déficitaire. Ce qui implique que nos recettes de fonctionnement encaissables sont insuffisantes pour couvrir nos dépenses décaissables, impliquant un prélèvement sur la trésorerie.

ANNEXE 1 - TABLEAUX BUDGÉTAIRES

CA du 13 décembre 2022 - 22 votants : 4 contre, 1 abstention, 17 pour

Tableau 1

BI 2023

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			(A)	*(B)*	*(C) = (A) + (B)*
			Emplois sous plafond Etat *	**Emplois financés hors SCSP**	**Global**
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	533,32		**533**
		CDI	6,25	12,83	**19**
	Non permanents	CDD	100,33	84,63	**185**
S/total EC			**639,90**	**97,46**	**737**
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)					**-**
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	412,65		**413**
		CDI	19,48	24,55	**44**
	Non permanents	CDD	53,88	110,81	**165**
S/total Biatss			**486,01**	**135,36**	**621**
Totaux			**1 125,91**	**232,82**	**1 358,73**
					**Plafond global des emplois voté par le CA ** *(2)*
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			**1 126**		

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires
Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES							BI 2023			
	CF 2021		rappel prévision 2022 après BR2		BI 2023		CF 2021	rappel prévision 2022 après BR2	BI 2023	
	Montants		Montants		Montants		Montants	Montants		
	AE	CP	AE		AE	CP				
Personnel	**95 288 148**	**95 281 222**	**101 777 171**	**101 777 171**	**105 467 116**	**105 467 116**	**119 890 216**	**127 865 854**	**127 974 215**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension	*27 395 460*	*27 395 460*	*28 134 356*	*28 134 356*	*29 324 609*	*29 324 609*	96 344 846	98 136 173	99 958 538	Subvention pour charges de service public
	977 016						1 028 467	1 616 961	182 084	Autres financements de l'Etat
Fonctionnement	**15 758 273**	**15 099 469**	**22 053 316**	**21 600 630**	**23 676 937**	**23 651 549**	920 626	873 000	907 288	Fiscalité affectée
dont opérations fléchées							7 524 476	11 980 622	11 912 701	Autres financements publics
							14 071 801	15 259 098	15 013 604	Recettes propres
							1 371 232	**736 888**	**4 306 634**	**Recettes fléchées***
							85 050	300 000	150 000	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	**5 716 499**	**4 900 999**	**11 076 745**	**9 149 175**	**27 744 432**	**11 721 502**	1 371 232	436 888	4 156 634	Autres financements publics fléchés
dont opérations fléchées	*298 834*	*1 137 933*	*2 056 888*	*736 888*	***20 514 511***	***4 425 511***	0	0	0	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	**116 762 920**	**115 281 690**	**134 907 232**	**132 526 976**	**156 888 485**	**140 840 167**	**121 261 448**	**128 602 742**	**132 280 849**	**TOTAL DES RECETTES (C)**
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		**5 979 758,00**				**0**		**3 924 234**	**8 559 318**	**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)**

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine
Budget principal

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
Formation initiale et continue	**53 964 411**	**53 964 411**	**4 994 296**	**4 994 296**	**1 112 500**	**1 178 570**	**60 071 207**	**60 137 277**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	*39 121 301,00*	*39 121 301,00*	*4 012 803*	*4 012 803*	*882 000*	*948 070*	*44 016 104*	*44 082 174*
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	*14 734 374*	*14 734 374,00*	*891 992*	*891 992*	*230 500*	*230 500*	*15 856 866*	*15 856 866*
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	*108 736*	*108 736,00*	*89 501*	*89 501*			*198 237*	*198 237*
D105 - Bibliothèques et documentation	**1 994 752**	**1 994 752,00**	**807 434**	**741 969**	**99 900**	**99 900**	**2 902 086**	**2 836 621**
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	**1 604 600**	**1 604 600,00**	**95 459**	**162 459**	**40 845**	**40 845**	**1 740 904**	**1 807 904**
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et	**5 610 057**	**5 610 057,00**	**246 812**	**246 812**	**192 649**	**192 649**	**6 049 518**	**6 049 518**
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**7 547 180**	**7 547 180,00**	**827 220**	**827 220**	**490 581**	**490 581**	**8 864 981**	**8 864 981**
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	**1 270 605**	**1 270 605,00**			**6 124**	**6 124**	**1 276 729**	**1 276 729**
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**1 126 701**	**1 126 701,00**	**71 848**	**71 848**	**38 239**	**38 239**	**1 236 788**	**1 236 788**
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**10 222 415**	**10 222 415,00**	**557 017**	**561 067**	**590 000**	**590 000**	**11 369 432**	**11 373 482**
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**1 504 131**	**1 504 131,00**	**2 181 323**	**2 147 823**	**24 565 634**	**8 476 634**	**28 251 088**	**12 128 588**
D113 - Diffusion des savoirs et musées								
D114 - Immobilier	**2 284 506**	**2 284 506,00**	**4 871 000**	**4 871 000**	**552 180**	**552 180**	**7 707 686**	**7 707 686**
D115 - Pilotage et support	**17 450 152**	**17 450 152**	**8 386 507**	**8 389 034**			**25 836 659**	**25 839 186**
Étudiants	**887 606**	**887 606**	**638 021**	**638 021**	**55 780**	**55 780**	**1 581 407**	**1 581 407**
D201 - Aides directes aux étudiants			*346 773*	*346 773*			*346 773*	*346 773*
D202 - Aides indirectes								
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	887 606	*887 606*	*291 248*	*291 248*	*55 780*	*55 780*	*1 234 634*	*1 234 634*
TOTAL	**105 467 116**	**105 467 116**	**23 676 937**	**23 651 549**	**27 744 432**	**11 721 502**	**156 888 485**	**140 840 167**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B	**0**

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	99 958 538								**99 958 538**
Droits d'inscription			907 288		2 594 555,00				**3 501 843**
Formation continue, diplômes propres et VAE					9 509 039,00				**9 509 039**
Taxe d'apprentissage					730 295,00				**730 295**
Contrats et prestations de recherche hors ANR					1 004 880,00				**1 004 880**
Valorisation					5 825,00				**5 825**
ANR investissements d'avenir				3 826 585					**3 826 585**
ANR hors investissements d'avenir				1 677 663					**1 677 663**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				1 639 529			4 106 634		**5 746 163**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				2 474 317					**2 474 317**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		182 084		2 294 607		150 000	50 000		**2 676 691**
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					44 000				**44 000**
Autres recettes					1 125 010				**1 125 010**
TOTAL	**99 958 538**	**182 084**	**907 288**	**11 912 701**	**15 013 604**	**150 000**	**4 156 634**	**0**	**132 280 849**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C	**8 559 318**

TABLEAU 4
Equilibre financier
Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS					FINANCEMENTS			
	CF 2021	rappel prévision 2022 après BR2	BI 2023	0	CF 2021	rappel prévision 2022 après BR2	BI 2023	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	0	3 924 234	8 559 318		6 074 808	0		Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	-539				2 700	0		Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 907 936	1 886 990	1 615 800		2 404 108	1 935 863	1 434 140	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)		427 066						Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	1 907 397	6 238 290	10 175 118		8 481 616	1 935 863	1 434 140	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)**
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	**-6 574 220**	**0**	**0**		**0**	**4 302 427**	**8 740 978**	**PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)**
*dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)****	*318 348*						*118 877*	*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)****
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	*6 255 872*						*8 622 101*	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)*
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	**-4 666 823**	**6 238 290**	**10 175 118**		**8 481 616**	**6 238 290**	**10 175 118**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)**

Opérations budgétaires

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),
- se décompose en (a) et (d),
- s'explique par D, (b), (c), (e).

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

Décomposition de la variation de trésorerie

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	**Prévisions de décaissements (c1)**	**Prévisions d'encaissements (c2)**
Bourses AMI	C 46711		142 800	264 800
ADM	C 47318		55 000	55 000
SYMME INTERREG NANO	C 47318		31 068	31 068
SYMME INTERREG EASY	C 47318		8 210	8 210
SYMME INTERREG ONCO	C 47318		28 302	28 302
LOCIE SMART RENO	C 47318			
PROGRAMME BIENVENUE EN France	C 47318			
TVA	C 44588		1 191 979	888 319
NCU2 @spire	C 47318		129 541	129 541
IMPEP SPS Q COUNTER	C47318		28 900	28 900
	C 471828			
TOTAL			**1 615 800**	**1 434 140**

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale
Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2021	rappel prévision 2022 après BR2	BI 2023	PRODUITS	CF 2021	rappel prévision 2022 après BR2	BI 2023
Personnel	**94 712 082**	**101 171 393**	**105 173 870**	Subventions de l'Etat	**95 824 245**	**98 266 173**	99 958 538
*dont charges de pensions civiles**	*27 957 615*	*28 541 222*	*29 324 609*	Fiscalité affectée	**930 626**	**873 000**	907 288
Fonctionnement autre que les charges de personnel	**25 507 069**	**28 840 192**	**30 436 911**	Autres subventions	**6 308 770**	**10 764 696**	11 645 037
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	**20 725 478**	**19 753 933**	19 715 440
TOTAL DES CHARGES (1)	**120 219 151**	**130 011 585**	**135 610 781**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**123 789 119**	**129 657 802**	132 226 303
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**3 569 968**	**-**		**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	**-**	**353 783**	3 384 478
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	123 789 119	**130 011 585**	135 610 781	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**123 789 119**	**130 011 585**	135 610 781

** il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

Calcul de la capacité d'autofinancement

	CF 2021	rappel prévision 2022 après BR2	BI 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	3 569 968	-353 783	-3 384 478
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 476 393	6 630 889	6 492 115
- reprises sur dépréciations et provisions	- 1 101 977	-110 000	-16 400
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- reprise sur amortissements	- 4 999 958	-4 630 889	-4 692 115
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**5 944 426**	**1 536 217**	**-1 600 878**

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	rappel prévision 2022 après BR2	BI 2023	RESSOURCES	CF 2021	rappel prévision 2022 après BR2	BI 2023
Insuffisance d'autofinancement	**0**	**0**	1 600 878	Capacité d'autofinancement	5 944 426	1 536 217	0
Investissements	5 038 091	9 149 175	11 721 502	Financement de l'actif par l'État	1 105 192	1 584 410	268 877
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 708 282	2 572 661	5 918 195
				Autres ressources	1500		
Remboursement des dettes financières				Augmentation des dettes financières		0	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**5 038 091**	**9 149 175**	**13 322 380**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**8 759 400**	**5 693 288**	6 187 072
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	**3 721 309**	**0**	**0**	**Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	**0**	**3 455 887**	**7 135 308**

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	BI 2023
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2021	**15 969 356**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-6 666 852**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2021	**22 636 208**
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	**-3 455 888**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**419 453**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	**-3 875 341**
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2022 (prévision après BR2)	**12 513 468**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-6 247 399**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2022 (prévision après BR2)	**18 760 867**
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	**-7 135 308**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**1 605 670**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	**-8 740 978**
Niveau du FONDS DE ROULEMENT au 31/12/2023	**5 378 160**
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-4 641 729**
Niveau de la TRESORERIE au 31/12/2023	**10 019 889**

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	**18 760 867**	**10 421 770**	**24 277 759**	**13 159 728**	**27 892 488**	**21 224 920**	**14 323 416**	**33 385 652**	**30 767 892**	**28 819 357**	**30 822 554**	**20 553 010**	**10 019 889**
ENCAISSEMENTS	**1 960 632**	**24 874 789**	**1 551 669**	**24 984 760**	**3 793 932**	**3 862 796**	**34 405 785**	**7 040 840**	**8 838 043**	**16 296 008**	**2 523 756**	**3 581 979**	**133 714 989**
Recettes budgétaires globalisées	1 954 032,00	24 474 789,00	1 461 929,00	24 814 760,00	1 715 932,00	3 442 796,00	34 333 785,00	4 931 706,00	8 828 043,00	16 163 008,00	2 416 456,00	3 436 979,00	127 974 215,00
Subvention pour charges de service public		23 184 871,00	4 000,00	23 194 872,00	0,00	700 334,00	32 553 793,00		4 812 730	14 618 672		889 266	99 958 538
Autres financements de l'État								182 084,00					182 084
Fiscalité affectée	0,00	0,00	35 479,00	0,00	0,00	0,00	596 216,00			144 336		131 257	907 288
Autres financements publics	977 016,00	644 959,00	711 225,00	809 944,00	857 966,00	1 371 231,00	591 888,00	374 811,00	2 457 205	700 000	1 208 228	1 208 228	11 912 701
Recettes propres	977 016,00	644 959,00	711 225,00	809 944,00	857 966,00	1 371 231,00	591 888,00	4 374 811,00	1 558 108	700 000	1 208 228	1 208 228	15 013 604
Recettes budgétaires fléchées	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 000 000**	**150 000**	**-**	**2 106 634**	**-**	**50 000**	**-**	**-**	**4 306 634**
Financements de l'État fléchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00						150 000
Autres financements publics fléchés	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	2 106 634,00		50 000			4 156 634
Recettes propres fléchées													-
Opérations non budgétaires	6 600,00	400 000,00	89 740,00	170 000,00	78 000,00	270 000,00	72 000,00	2 500,00	10 000,00	83 000,00	107 300,00	145 000,00	1 434 140,00
Emprunts : encaissements en capital	2 400,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			- 2 700		-
Prêts : encaissement en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					-
Dépôts et cautionnements													
Opérations gérées en comptes de tiers :	4 200,00	400 000,00	89 440,00	170 000,00	78 000,00	270 000,00	72 000,00	2 500,00	10 000,00	83 000,00	110 000,00	145 000,00	1 434 140,00
- TVA encaissée	4 200,00	400 000,00	10 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	9 000,00	2 500,00	10 000,00	8 000,00	20 000,00	20 000,00	543 700
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0,00	0,00	79 440,00	150 000,00	58 000,00	250 000,00	63 000,00	0,00	0,00	75 000,00	90 000,00	125 000,00	890 440
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-
A. TOTAL	1 958 232	24 874 789	1 551 369	24 984 760	3 793 932	3 862 796	34 405 785	7 040 840	8 838 043	16 296 008	2 526 456	3 581 979	133 714 989
DECAISSEMENTS	**10 297 329**	**11 018 800**	**12 669 400**	**10 252 000**	**10 461 500**	**10 764 300**	**15 343 549**	**9 658 600**	**10 786 578**	**14 292 811**	**12 796 000**	**14 115 100**	**142 455 967**
Dépenses liées à des recettes globalisées	10 254 329,00	10 400 000,00	12 000 000,00	10 070 000,00	10 250 000,00	10 256 000,00	14 731 549,00	9 100 000,00	10 428 867,00	13 638 811,00	11 856 000,00	13 429 100,00	136 414 656,00
Personnel	8 500 000,00	8 500 000,00	8 500 000,00	8 300 000,00	8 500 000,00	8 000 000,00	11 500 000,00	8 500 000,00	8 000 000,00	9 597 116,00	8 750 000,00	8 820 000,00	105 467 116
Fonctionnement	1 500 000,00	1 500 000,00	3 000 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	2 000 000,00	2 866 549,00	500 000,00	1 500 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	3 785 000,00	23 651 549
Intervention													-
Investissement	254 329,00	400 000,00	500 000,00	270 000,00	250 000,00	256 000,00	365 000,00	100 000,00	928 867	2 041 695	1 106 000	824 100	7 295 991
Dépenses liées à des recettes fléchées	**-**	**550 000**	**550 000**	**-**	**75 000**	**450 000**	**500 000**	**500 000**	**300 511**	**500 000**	**500 000**	**500 000**	**4 425 511**
Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-					-
Fonctionnement													-
Intervention													-
Investissement	-	550 000,00	550 000,00		75 000,00	450 000,00	500 000,00	500 000,00	300 511,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00	4 425 511,00
Opérations non budgétaires	**43 000**	**68 800**	**119 400**	**182 000**	**136 500**	**58 300**	**112 000**	**58 600**	**57 200**	**154 000**	**440 000**	**186 000**	**1 615 800**
Emprunts : remboursements en capital													
Prêts : décaissements en capital													
Dépôts et cautionnements													
Opérations gérées en comptes de tiers :	43 000,00	68 800,00	119 400,00	182 000,00	136 500,00	58 300,00	112 000,00	58 600,00	57 200,00	154 000,00	440 000,00	186 000,00	1 615 800,00
- TVA décaissée	40 000,00	36 000,00	54 000,00	24 000,00	48 000,00	27 300,00	30 000,00	25 000,00	50 000,00	69 000,00	90 000,00	45 000,00	538 300
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	0,00	32 400,00	63 200,00	158 000,00	85 000,00	31 000,00	82 000,00	21 600,00	7 200,00	85 000,00	350 000,00	132 000,00	1 047 400
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	3 000,00	400,00	2 200,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	30 100
B. TOTAL	10 297 329	11 018 800	12 669 400	10 252 000	10 461 500	10 764 300	15 343 549	9 658 600	10 786 578	14 292 811	12 796 000	14 115 100	142 455 967
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	- 8 339 097	13 855 989	- 11 118 031	14 732 760	- 6 667 568	- 6 901 504	19 062 236	- 2 617 760	- 1 948 535	2 003 197	- 10 269 544	- 10 533 121	- 8 740 978
SOLDE CUMULE (1) + (2)	10 421 770	24 277 759	13 159 728	27 892 488	21 224 920	14 323 416	33 385 652	30 767 892	28 819 357	30 822 554	20 553 010	10 019 889	

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à 2017	CF 2017	CF 2018	CF 2019	CF 2020	CF 2021	BI 2022	BR1 2022	BR2 2022	BI 2023	BI 2024 ET PLUS	Total
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	**0**	**58 356**	**-148 916**	**-306 833**	**32 083**	**-131 924**	**186 424**	**186 424**	**186 424**	**186 424**	**67 547**	**0**
Recettes fléchées (b)	**5 424 460**	**5 669 651**	**2 234 439**	**2 098 322**	**1 298 500**	**1 456 281**	**915 000**	**468 522**	**- 646 634**	**4 306 634**	**29 016 519**	**52 241 694**
Financements de l'État fléchés	2 097 444	2 633 200	417 550	994 050	354 145	85 050	25 000	25 000	- 50 000	50 000	60 255	**6 691 694**
Conseil départemental	2 350 000	1 560 000	-	-	290 000	-	145 000	-	-	-		**4 345 000**
Région Rhône-Alpes	977 016	1 476 451	1 816 889	1 104 272	654 355	1 371 231	745 000	443 522	- 596 634	4 256 634	28 956 264	**41 205 000**
Recettes propres fléchées	-	-	-	-		-	-	-		-		-
	-	-	-	-		-	-			-		
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	**5 366 104**	**5 876 923**	**2 392 356**	**1 759 406**	**1 462 507**	**1 137 933**	**915 000**	**468 522**	**- 646 634**	**4 425 511**	**29 084 066**	**52 241 694**
Personnel	-	-	-	-		-	-			-		-
AE=CP	-	-	-	-		-	-			-		-
Fonctionnement	-	-	-	-		-	-			-		-
AE	63 173	5 962	14 037	-		-	-			-		83 172
CP	68 173	5 865	1 537	-		-	-			-	7 597	83 172
Intervention	-	-	-	-		-	-			-		-
AE	-	-	-	-		-	-			-		-
CP	-	-	-	-		-	-			-		-
Investissement	-	-	-	-		-	-			-		-
AE	11 017 447	2 758 319	1 253 080	1 415 273	1 459 526	302 109	2 870 000	- 141 478	- 671 634	20 514 511	11 381 369	52 158 522
CP	5 297 931	5 871 058	2 390 819	1 759 406	1 462 507	1 137 933	915 000	468 522	- 646 634	4 425 511	29 076 469	52 158 522
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**58 356**	**- 207 272**	**- 157 917**	**338 916**	**- 164 007**	**318 348**	**-**	**-**	**-**	**- 118 877**	**- 67 547**	**- 0**

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Tableau 9 - EPSCP
BI 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	**AE nouvelles ouvertes en année 2023**	Total des AE ouvertes pour l'année 2023	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	**CP nouveaux ouverts en année 2023**	**Total des CP ouverts pour 2023 l'année n**	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
CONTRATS HORS ANR FONCTIONNEMENT	525 736	527 736	140 873		325 625	325 625	527 736	121 052		329 675	329 675,00	59 238,00	15 771
CONTRATS HORS ANR INVESTISSEMENT	142 458	138 540	125 248		3 918	3 918	138 540	123 147		3 918	3 918,00	13 292,00	2 101
CONTRATS HORS ANR PERSONNEL	316 273	316 273	221 549		78 105	78 105	308 273	221 549		78 105	78 105,00	16 619,00	-
TOTAL CONTRATS HORS ANR	984 467	982 549	487 670	-	407 648	407 648	974 549	465 748	-	411 698	411 698,00	89 149,00	17 872
valorisation fonctionnement	50 984	51 000	49 935		684	684	51 000	39 464		684	684,00	365,00	10 471
valorisation investissement	700	700			-	-	700			-	-	700,00	-
valorisation personnel	60 937	27 000	12 300		33 937	33 937	69 765	12 300		33 937	33 937,00	14 700,00	-
TOTAL VALORISATION	112 621	78 700	62 235	-	34 621	34 621	121 465	51 764	-	34 621	34 621,00	15 765,00	10 471
PIA FONCTIONNEMENT	1 230 880	731 711	119 411		347 553	347 553	731 711	92 874		347 753	347 753,00	763 916,00	26 337
PIA INVESTISSEMENT	391 658	257 885	90 324		133 773	133 773	257 885	87 660		133 773	133 773,00	167 561,00	2 664
PIA PERSONNEL	1 630 598	923 699	498 007		706 899	706 899	923 699	498 007		706 899	706 899,00	425 692,00	-
TOTAL PIA	3 253 136	1 913 295	707 742	-	1 188 225	1 188 225	1 913 295	678 541	-	1 188 425	1 188 425,00	1 357 169,00	29 001
ANR FONCTIONNEMENT	1 576 159	796 807	342 482		414 907	414 907	796 807	262 771		448 407	448 407,00	818 770,00	46 211
ANR INVESTISSEMENT	1 230 875	968 157	215 655		262 718	262 718	968 157	189 453		262 718	262 718,00	752 502,00	26 202
ANR PERSONNEL	2 409 321	1 656 362	882 149		752 959	752 959	1 656 362	882 149		752 959	752 959,00	774 213,00	-
TOTAL ANR	5 216 355	3 421 326	1 440 286	-	1 430 584	1 430 584	3 421 326	1 334 373	-	1 464 084	1 464 084,00	2 345 485,00	72 413
REGION fonctionnement	999 703	499 020	250 525		184 328,00	184 328	499 020	220 983		184 328,00	184 328,00	564 850,00	29 542
REGION INVESTISSEMENT	1 730 022	1 387 324	353 830		342 698,00	342 698	1 387 324	349 954		342 698,00	342 698,00	1 033 494,00	4 866
REGION PERSONNEL	1 301 113	972 723	588 990		328 380,00	328 380	972 723	588 990		328 380,00	328 380,00	383 743,00	-
TOTAL REGION	4 030 838	2 859 067	1 193 345	-	855 406	855 406	2 859 067	1 158 937	-	855 406	855 406,00	1 982 087,00	34 408
EUROPE FONCTIONNEMENT	1 026 681	609 980	109 183		387 665,00	387 665	609 980	88 854,00		387 665,00	387 665,00	529 833,00	20 329
EUROPE INVESTISSEMENT	292 532	238 201	95 102		54 331,00	54 331	238 201	75 852,00		54 331,00	54 331,00	143 099,00	19 250
EUROPE PERSONNEL	721 427	244 080	244 080		238 709,00	238 709	244 080	244 080,00		238 709,00	238 709,00	238 638,00	-
TOTAL EUROPE	2 040 640	1 092 261	448 365	-	680 705	680 705	1 092 261	408 786,00	-	680 705	680 705,00	911 570,00	39 579
Autres financements PUBLICS FONCTIONNEMENT	437 320	226 373	79 172		206 762,00	206 762	230 558	51 090,00		206 762,00	206 762,00	151 386,00	28 082
Autres financements PUBLICS INVESTISSEMENT	33 972	12 148	12 418		1 000,00	1 000	32 972	10 232,00		1 000,00	1 000,00	20 554,00	2 186
Autres financements PUBLICS PERSONNEL	2 327 813	1 542 487	1 159 339		785 326,00	785 326	1 542 487	1 159 339,00		785 326,00	785 326,00	383 148,00	-
TOTAL AUTRES FINACEMENT SPUBLICS	2 799 105	1 781 008	1 250 929	-	993 088	993 088	1 806 017	1 220 661,00	-	993 088	993 088,00	555 088,00	30 268
Autres financements privés fonctionnement	81 630	30 228	20 939		20 750	20 750	48 953	15 516,00		20 750	20 750,00	39 941,00	5 423
Autres financements privés investissement			-			-		-		-	-	-	-
Autres financements privés personnel	367 855	263 351	196 638		104 503	104 503	263 351	196 638,00		104 503	104 503,00	66 714,00	-
TOTAL FINANCEMENTS PRIVES y compris fondation	449 485	293 579	217 577	-	125 253	125 253	312 304	212 154,00	-	125 253	125 253,00	106 655,00	5 423
Total contrats de recherche	**18 886 647**	**12 421 785**	**5 808 149**	**-**	**5 715 530**	**5 715 530**	**12 500 284**	**5 530 964**	**-**	**5 753 280**	**5 753 280**	7 362 968,00	239 435
FONCTIONNEMENT	**5 632 529**	**2 678 428**	**2 678 428**		**1 816 937**	**1 816 937**	**2 678 428**	**2 475 022,00**		**1 816 937**	**1 816 937,00**	**862 570**	**76 381**
INVESTISSEMENT	**313 305**	**24 746**	**24 746**		**112 500**	**24 746**	**22 700,00**			**112 500**	**112 500,00**	**98 143**	**-**
PERSONNEL	**5 484 580**	**1 726 436**	**1 726 436**		**2 398 043**	**2 398 043**	**1 726 436**	**1 726 436,00**		**2 398 043**	**2 398 043,00**	**519 042**	**-**
Total contrats d'enseignement	**11 430 414**	**4 429 610**	**4 429 610**	**-**	**4 327 480**	**4 327 480**	**4 429 610**	**4 224 158,00**	**-**	**4 327 480**	4 327 480,00	**1 479 755**	**76 381**
Bâtiment Polytech CICBPOLYX	8 905 512	8 717 268	8 717 268		50 000	50 000	8 791 207	8 791 207		50 000	50 000	138 244	- 73 939
Halle des sports CICJRHSPX	5 317 694	4 885 853	4 885 853		46 634	46 634	4 740 012	4 740 012		46 634	46 634	385 207	145 841
Bâtiment Maurienne CICBR12AX/cicmaurx	2 195 816	2 195 816	1 979 738			-	1 904 583	1 904 583			-	216 078	75 155
Rénovation Jacob CICJRBIBX cper 15	21 700 000	624 997	624 997		17 574 000	17 574 000	102 271	102 271		800 000	800 000	3 501 003	17 296 726
Rénovation IUT 74 CICARIUTX	7 000 000	149 648	149 648		1 100 000	1 100 000	50 000	50 000		1 100 000	1 100 000	5 750 352	99 648
Accueil site Annecy CICAACSIX	4 000 000	1 106 842	1 106 842		1 400 000	1 400 000	302 952	302 952		2 110 000	2 110 000	1 493 158	93 890
Bâtiment Marcoz	300 000				25 000	25 000					-	275 000	25 000
HELIOSTIM	568 877	300 000	300 000		268 877	268 877	300 000	300 000		268 877	268 877	-	-
CEDRA FLECHE cicjcedrx	100 000	50 000	50 000		50 000	50 000	-	-		50 000	50 000	-	50 000
CEPART GLOBALISE OIOCBR12BX	1 033 700	950 000	950 000		45 000	45 000	400 000	400 000		45 000	45 000	38 700	550 000
E time 1,2,3	2 144 000	2 143 026	2 143 026			-	2 143 026	2 143 026			-	974	-
E-montagne	780 000	780 000	780 000			-	780 000	780 000			-	-	-
Rénovation étanchéité bat 23 JACOB oioj23etx	1 016 964	1 016 964	936 964		80 000	80 000	535 393	535 393		80 000	80 000	-	401 571
Chaufferie bourget du lac OIOBCHAUX	1 758 000	1 506 275	1 506 275		70 000	70 000	649 543	649 543		70 000	70 000	181 725	856 732
Sécurité 2017	285 000	285 000	285 000		-	-	285 000	285 000			-	-	-
Sécurité + Süreté2019	80 000	80 000	80 000		-	-	80 000	80 000			-	-	-
Sécurité 2020	100 000	100 000	100 000			-	100 000	100 000			-	-	-
Sécurité 2021	80 000	80 000	80 000			-	80 000	80 000			-	-	-
Sécurité 2022	200 000	20 000	20 000		180 000	180 000	20 000	20 000		180 000	180 000	-	-
Sécurité 2023	240 000				200 000	200 000				200 000	200 000		-
Agenda accessibilité 2017	80 000	80 000	80 000			-	80 000	80 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2018	250 000	250 000	250 000			-	250 000	250 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2019	90 000	90 000	90 000			-	90 000	90 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2020	20 000	20 000	20 000			-	20 000	20 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2021	50 000	50 000	50 000			-	50 000	50 000			-	-	-
Agenda accessibilité 2023	80 000				80 000	80 000				80 000	80 000		
Sûreté 2020	30 000	30 000	30 000			-	30 000	30 000			-	-	-
Sûreté 2021	100 000	100 000	100 000			-	100 000	100 000			-	-	-
Sûreté 2022	60 000	-	-		60 000	60 000	-	-		60 000	60 000	-	-
Sûreté 2023	-					-					-	-	-
Total programmes pluriannuels d'investissement	**58 565 563**	**25 611 689**	**25 315 611**	**-**	**21 229 511**	**21 229 511**	**21 883 987**	**21 883 987**	**-**	**5 140 511**	**5 140 511**	**11 980 441**	**19 520 624**
Total	**88 882 624**	**42 463 084**	**35 553 370**	**-**	**31 272 521**	**31 272 521**	**38 813 881**	**31 639 109**	**-**	**15 221 271**	**15 221 271**	**20 823 164**	**19 836 440**
Ss total personnel	14 619 917	7 672 411	5 529 488	-	5 426 861	5 426 861	7 707 176	5 529 488	-	5 426 861	5 426 861	2 822 509	-
Ss total fonctionnement et intervention	11 561 622	6 151 283	3 790 948	-	3 705 211	3 705 211	6 174 193	3 367 626	-	3 742 961	3 742 961	3 790 869	258 547
Ss total investissement	62 701 085	28 639 390	26 232 934	-	22 140 449	22 140 449	24 932 512	22 741 995	-	6 051 449	6 051 449	14 209 786	19 577 893

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	**Encaissements pour l'année 2023**	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Contrats hors anr	984 467		984 467	369 526	348 221	266 720
VALORISATION	112 621		112 621	62 979	-	49 642
PIA	3 253 136		3 253 136	674 990	1 150 486	1 427 660
ANR	5 216 355		5 216 355	2 058 105	956 980	2 201 270
REGION	4 030 838		4 030 838	293 886	733 876	3 003 076
EUROPE	2 040 640		2 040 640	472 992	467 974	1 099 674
AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	2 799 105		2 799 105	686 331	266 037	1 846 737
AUTRES FINACEMENTS PRIVES	449 485		449 485	148 547	43 900	257 038
Total contrats de recherche	18 886 647	-	18 886 647	4 767 356	3 967 474	10 151 817
Total contrats d'enseignement	11 430 414		11 430 414	2 567 181	4 235 682	4 627 551
Bâtiment Polytech CICBPOLYX	8 905 512		8 905 512	8 852 568	50 000	2 944
Halle des sports CICJRHSPX	5 317 694	317 694	5 000 000	4 953 366	46 634	-
Bâtiment Maurienne CICBR12AX/cicmaurx	2 195 816	1 101 328	1 094 488	1 094 488		-
Rénovation Jacob CICJRBIBX cper 15	21 700 000		21 700 000	0	800 000	20 900 000
Rénovation IUT 74 CICARIUTX IUTA	7 000 000		7 000 000	0	1 100 000	5 900 000
Accueil site Annecy CICAACSIX	4 000 000		4 000 000	0	2 110 000	1 890 000
Bâtiment Marcoz	300 000		300 000			300 000
HELIOSTIM CJY22HEJX	568 877		568 877	300 000	150 000	118 877
CEDRA FLECHE	100 000		100 000		50 000	50 000
CEPART	1 033 700		1 033 700			1 033 700
E TIME 1,2,3	2 144 000		2 144 000	2 133 745	-	10 255
E-montagne	780 000		780 000	780 000	-	-
Rénovation étanchéité bat 23 jacob	1 016 964	407 464	609 500	609 500		-
Chaufferie bourget du lac	1 758 000	1 203 000	555 000	250 000	305 000	-
Sécurité2017	285 000		285 000	285 000		-
Sécurité +Süreté 2019	80 000		80 000	80 000		-
Sécurité 2020	100 000		100 000	100 000		-
Sécurité 2021	80 000		80 000	80 000		-
Sécurité 2022	200 000		200 000	200 000		-
Sécurité 2023	240 000		240 000		240 000	-
Agenda accessibilité 2017	80 000		80 000	80 000		-
Agenda accessibilité 2018	250 000		250 000	250 000		-
Agenda accessibilité 2019	90 000		90 000	90 000		-
Agenda accessibilité 2020	20 000		20 000	20 000		-
Agenda accessibilité 2021	50 000		50 000	50 000		-
Agenda accessibilité 2023	80 000		80 000		80 000	-
Sûreté 2020	30 000		30 000	30 000		-
Sûreté 2021	100 000		100 000	100 000		-
Surete 2022	60 000		60 000	60 000		-
Surete 2023		0	0	0		
Total programmes pluriannuels d'investissement	**58 565 563**	**3 029 486**	**55 536 077**	**20 398 667**	**4 931 634**	**30 205 776,00**
Total	**88 882 624**	**3 029 486**	**85 853 138**	**27 733 204**	**13 134 790**	**44 985 144**

Tableau SIASUP de suivi des opérations immobilières

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

BI 2023

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N (BI + BR)								Restes		Prévision N+1 et suivantes					
			AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en 2023	**TOTAL des AE ouvertes en 2023**	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N	**CP nouveaux ouverts en 2023**	TOTAL des CP ouverts en N	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)	AE prévues en 2023	CP prévus en 2023	AE prévues en 2024	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
		(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(1)-(3)-(6)	(3)+(6)-(8)-(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Dépenses d'investissement (PPI)	1-Batiment Polytech	8 905 512	8 717 268	8 717 268		50 000,00	50 000,00	8 791 207,00	8 791 207,00		50 000,00	50 000,00	138 244,00	73 939,00	138 244,00	64 305,00				
	2-Halle des sports	5 317 694	4 885 853	4 885 853		46 634,00	46 634,00	4 740 012,00	4 740 012,00		46 634,00	46 634,00	431 841,00	99 207,00	67 513,00	531 048,00	317 694,00			
	3-Renovation IUT 74	7 000 000	149 648	149 648		1 100 000,00	1 100 000,00	50 000,00	50 000,00		1 100 000,00	1 100 000,00	5 750 352,00	99 648,00	266 000,00	208 000,00	484 352,00		5 000 000,00	5 642 000,00
	4-Accueil site Annecy PIP2	4 000 000	1 106 842	**1 106 842**		1 400 000,00	1 400 000,00	12 952,00	12 952,00		2 110 000,00	2 110 000,00	1 493 158,00	383 890,00	474 564,00	743 890,00	450 000,00	200 000,00	568 594,00	933 158,00
	5-RENOVATION ETANCHEITE JACOB oiojt23etx	1 016 964	1 016 964	936 964		80 000,00	80 000,00	535 393,00	535 393,00		80 000,00	80 000,00	-	401 571,00		401 571,00				
	6-Chaufferie bourget du lac (etat+ademe+fdr)	1 758 000	1 506 275	1 506 275		70 000,00	70 000,00	649 543,00	649 543,00		70 000,00	70 000,00	181 725,00	856 732,00	181 725,00	1 038 457,00				
	7-Agenda d'accessibilité	570 000	490 000	490 000		80 000,00	80 000,00	490 000,00	490 000,00		80 000,00	80 000,00	-	-						
	8-Sécurité +sureté	1 175 000	935 000	745 000		380 000,00	380 000,00	675 000,00	675 000,00		380 000,00	380 000,00	50 000,00	70 000,00	50 000,00	120 000,00				
	9-Batiment Maurienne	2 195 816	2 195 816	1 979 738		-	-	1 904 583,00	1 904 583,00		-	-	216 078,00	75 155,00	216 078,00	13 192,00		116 804,00		161 237,00
	10-Rénovation BU Jacob	**21 700 000**	624 997	624 997		17 574 000,00	17 574 000,00	102 271,00	102 271,00		800 000,00	800 000,00	3 501 003,00	17 296 726,00	415 003,00	462 463,00		3 435 267,00	3 086 000,00	16 899 999,00
	11-Batiment Marcoz	300 000	0	0		25 000,00	25 000,00				-	-	275 000,00	25 000,00	275 000,00	75 000,00		225 000,00		
	12-CPER CEDRA FLECHE CICJCEDRX	100 000	50 000	50 000		50 000,00	50 000,00	-	-		50 000,00	50 000,00	-	50 000,00		50 000,00				
	13-CEPART GLOBALISE OICBR12AX	1 033 700	950 000	950 000		45 000	45 000	400 000,00	400 000,00		45 000,00	45 000,00	38 700,00	550 000,00	38 700	150 000		405 000		33 700
	14-HELIOSTIM	568 877	300 000	300 000		268 877	268 877	300 000,00	300 000,00		268 877	268 877,00	-	-	0					
TOTAL PPI		**55 641 563**	**22 928 663**	**22 442 585**	**0**	**21 169 511**	**21 122 877**	**18 650 961**	**18 650 961**	**0**	**5 080 511**	**5 080 511**	**12 076 101**	**19 833 990**	**2 122 827**	**3 857 926**	**1 252 046**	**4 382 071**	**8 654 594**	**23 670 094**

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	**Montant de l'opération notifiee antérieur**	Montant notifie annee N	Montant reste à notifier	Financements extérieurs					Prévisions en N+1 et suivantes		
						Montant des financements extérieurs	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements de N		Restes à encaisser	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
								Encaissements prévus	Encaissements prévus				
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)	(18)	(20)	(21a)	(21b)	22=(18)-(20)-(21a)	(23)	(24)	(25)
1-Batiment Polytech	Financement de l'Etat	900 000	900 000		0	900 000	900 000		0	0			
	Financements de la région	8 005 512	8 005 512		0	8 005 512	7 952 568	50 000		2 944	2 944		
	Autres subventions				0	0		0	0	0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération 1	**8 905 512**	**8 905 512**	**0**	**0**	**8 905 512**	**8 852 568**	**50 000**	**0**	**2 944**	**2 944**	**0**	**0**
2-Halle des sports	Financement de l'Etat	2 500 000	2 500 000		0	2 500 000	2 500 000			0			
	Financements de la région	2 500 000	2 500 000	0	0	2 500 000	2 453 366	46 634		0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	317 694				317 694							
	Total Opération 2	**5 317 694**	**5 000 000**	**0**	**0**	**5 000 000**	**4 953 366**	**46 634**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
3-Rénovation IUT 74	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements de la région	7 000 000	7 000 000		0	7 000 000		1 100 000		5 900 000	900 000	1 000 000	4 000 000
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération 3	**7 000 000**	**7 000 000**	**0**	**0**	**7 000 000**	**0**	**1 100 000**	**0**	5 900 000	**900 000**	**1 000 000**	**4 000 000**
4-Accueil site Annecy PIP 2	Financement de l'Etat	145 000	2 000 000			145 000	145 000		0	0			
	Financements de la région	3 855 000	2 000 000		1 855 000	3 855 000	145 000	2 110 000		1 600 000	1 000 000	600 000	
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération 4	**4 000 000**	**4 000 000**	**0**	**0**	**4 000 000**	**290 000**	**2 110 000**	**0**	1 600 000	**1 000 000**	**600 000**	**0**
5-Rénovation étanchéité bat 23 Jacob	Financement de l'Etat	**609 500**	**609 500**		0	**609 500**	**609 500**			0			
	Financements de la région				0					0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement	**407 464**				**407 464**				0			
	Total Opération 5	**1 016 964**	**609 500**	**0**	**407 464**	**1 016 964**	**609 500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
6-Chaufferie Bourget du lac	Financement de l'Etat	**250 000**	**50 000**	**200 000**		**250 000**	**250 000**			0			
	Financements de la région									0			
	Autres subventions ademe	**305 000**		**305 000**		**305 000**		**305 000**		0			
	Autres recettes									0			
	Autofinancement par l'établissement	**1 203 000**				**1 203 000**							
	Total Opération 6	**1 758 000**	**50 000**	**505 000**	**1 203 000**	**1 758 000**	**250 000**	**305 000**		**0**	**0**	**0**	**0**
7-Agenda d'accessibilité	Financement de l'Etat	570 000	490 000	80 000	0	570 000	490 000	80 000		0			
	Financements de la région				0	0				0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération7	**570 000**	**490 000**	**80 000**	**0**	**570 000**	**490 000**	**80 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
8-Sécurité+ SURETE	Financement de l'Etat	1 175 000	935 000	240 000	0	1 325 000	935 000	240 000		0			
	Financements de la région				0	0				0			
	Autres subventions				0	0				0			
	Autres recettes				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	Total Opération 8	**1 175 000**	**935 000**	**240 000**	**0**	**1 325 000**	**935 000**	**240 000**	**0**	-	**0**	**0**	**0**
9-Bâtiment Maurienne	Financement de l'Etat				0					-			
	Financements de la région	**1 094 488**	**1 094 488**		0	**1 094 488**	**1 094 488**			-			
	Autres subventions				0					-			
	Autres recettes				0					-			
	Autofinancement par l'établissement	1 101 328								-			
	TOTAL OPERATION9	**2 195 816**	**1 094 488**	**0**	1 101 328	**1 094 488**	**1 094 488**	**0**	**0**	-	**0**	**0**	**0**
10-Rénovation JACOB	Financement de l'Etat			**0**	0					0			
	Financements de la région	**21 700 000**			21 700 000	**21 700 000**		**800 000**		20 900 000	**20 900 000**		
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	TOTAL OPERATION 10	**21 700 000**	**0**	**0**	**21 700 000**	**21 700 000**	**0**	**800 000**	**0**	20 900 000	**20 900 000**	**0**	**0**
11- MARCOZ	Financement de l'Etat				0					0			
	Financements de la région	300 000,00			300 000,00	**300 000**				300 000	**300 000**		
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	TOTAL OPERATION 11	**300 000**			300 000	**300 000**	**0**	**0**	**0**	300 000	**300 000**		**0**
12-CPER 15 CEDRA flechés	Financement de l'Etat	**100 000**			100 000	**100 000**	**50 000**	**50 000**		0			
	Financements de la région				0					0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	TOTAL OPERATION 12	**100 000**	**0**	**0**	100 000	**100 000**	**50 000**	**50 000**	**0**	0	**0**	**0**	**0**
13- CEPART	Financement de l'Etat	**1 033 700**			1 033 700	**1 033 700**	400 000,00			633 700	633 700,00		
	Financements de la région				0					0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement									0			
	TOTAL OPERATION 13	**1 033 700**	**0**	**0**	1 033 700	**1 033 700**	**400 000**	**0**	**0**	**633 700**	**633 700**	**0**	**0**
14- CPER 15 Heliostim	Financement de l'Etat	**568 877**	**568 877**		0	**568 877**	**300 000**	**150 000**		118 877	**118 877**		
	Financements de la région				0					0			
	Autres subventions				0					0			
	Autres recettes				0					0			
	Autofinancement par l'établissement	**0**								0			
	TOTAL OPERATION 14	**568 877**	**568 877**	**0**	**0**	**568 877**	**300 000**	**150 000**	**0**	**118 877**	**118 877**	**0**	**0**
Total PPI	**Ss total financement de l'Etat**	**7 852 077**	**8 053 377**	**520 000**	**1 133 700**	**7 433 200**	**6 279 500**	**370 000**	**0**	**633 700**	633 700	0	0
	Ss total financements de la région	**44 455 000**	**20 600 000**	**0**	**23 855 000**	**44 455 000**	**11 645 422**	**4 106 634**	**0**	**28 702 944**	702 944	5 000 000	23 000 000
	Ss total autres subventions	**305 000**	**0**	**305 000**	**0**	**305 000**	**0**	**305 000**	**0**	**0**	0	0	0
	Ss total autres recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	0	0	0
	Ss total autofinancement par l'établissement	**3 029 486**	**0**	**0**	**0**								
	TOTAL	**55 641 563**	**28 653 377**	**825 000**	**24 988 700**	**52 193 200**	**17 924 922**	**4 781 634**	**0**	**29 336 644**	**1 336 644**	**5 000 000**	**23 000 000**

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Années antérieures à N	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Années >2026	Total (autofinancement par l'établissement)
1-Bâtiment Polytech	61 361,00	-	- 61 361,00	-	-	-
2-Hall des sports	213 354,00	-	- 531 048,00	-	-	- **317 694,00**
3-Rénovation IUT A	- 50 000,00	-	692 000,00	1 000 000,00	- 1 642 000,00	**-**
4-accueil site annecy pip 2	277 048,00	-	256 110,00	400 000,00	- 933 158,00	**-**
5-renovation BATIMENT ETANCHEITE JACOB	74 107,00	- 80 000,00	- 401 571,00	-	-	- **407 464,00**
6-chaufferie le bourget du lac	- 399 543,00	- 235 000,00	- 1 038 457,00	-	-	- **1 203 000,00**
7 Agenda Accessibilite	-	-	-	-	-	**-**
8-Sécurité	260 000,00	- 140 000,00	- 120 000,00	-	-	**-**
9-Bâtiment Maurienne	- 810 095,00	-	- 13 192,00	- 116 804,00	- 161 237,00	- **1 101 328,00**
10-Renovation Jacob	- 102 271,00	-	20 437 537,00	- 3 435 267,00	- 16 899 999,00	**-**
11-Batiment Marcoz	-	-	- 225 000,00	- 225 000,00	-	**-**
12-CPER CEDRA	50 000,00	-	- 50 000,00	-	-	**-**
13-CPER CEPART	-	- 45 000,00	483 700,00	- 405 000,00	- 33 700,00	**-**
14HELIOSTIM	-	- 118 877,00	118 877,00	-	-	**-**
Total toutes opérations	- **426 039,00**	- **148 877,00**	**19 997 595,00**	- **2 782 071,00**	- **19 670 094,00**	- **3 029 486,00**

- Colonnes (19a), (19b) et (19c) relatives aux notifications : il importe de rappeler qu'il s'agit d'inscrire les notifications de dotations de l'Etat ou les conventions de financement pour les collectivités. A titre d'illustration un CPER signé ne vaut pas notification de financement et n'a donc pas vocation à être inscrit.
- Colonne (19b) "Montant notifié en N" doit être actualisé à chaque mise à jour du tableau (BI ou BR).
- Colonne (22) "Restes à encaisser" doit être égale à la somme des colonnes (23), (24) et (25).

Tableau 10 EPSCP

BI 2023

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération		Nature	Prévision pluriannuelle	Prévision N (BI + BR)									Prévision N+1 et suivantes	
			Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	**AE nouvelles ouvertes en 2023**	TOTAL des AE ouvertes en 2023	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	**CP nouveaux ouverts en 2023**	TOTAL des CP ouverts e2023	AE prévues en N+1 et suivantes	CP prévus en N+1 et suivantes
			(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)
Dépenses d'investissement (PPI)	Bâtiment Polytech	investissement	8 822 340	8 634 096	8 634 096		50 000	50 000	8 715 632	8 715 632		50 000	50 000	138 244	56 708
	Bâtiment Polytech	fonctionnement	83 172	83 172	83 172			0	75 575	75 575			0	0	7 597
	Halle des sports	investissement	5 317 694	4 885 853	4 885 853		46 634	46 634	4 740 012	4 740 012		46 634	46 634	385 207	531 048
	Bâtiment Maurienne	investissement	2 195 816	2 195 816	1 979 738		0	0	1 904 583	1 904 583		0	0	216 078	291 233
	Rénovation JACOB CICJRBIBX	investissement	21 700 000	624 997	624 997		17 574 000	17 574 000	102 271	102 271		800 000	800 000	3 501 003	20 797 729
	Renovation IUT 74	investissement	7 000 000	149 648	149 648		1 100 000	1 100 000	50 000	50 000		1 100 000	1 100 000	5 750 352	5 850 000
	Acceuil site Annecy	investissement	4 000 000	1 106 842	1 106 842		1 400 000	1 400 000	302 952	302 952		2 110 000	2 110 000	1 493 158	1 587 048
	Batiment Marcoz	investissement	300 000	0	0		25 000	25 000	0	0		0	0	275 000	300 000
	HELIOSTIM	investissement	568 877	300 000	300 000		268 877	268 877	300 000	300 000		268 877	268 877	0	0
	CEDRA FLECHE cicjcedrx	investissement	100 000	50 000	50 000		50 000	50 000	0	0		50 000	50 000	0	50 000
	CEPART GLOBALISE	investissement	1 033 700	950 000	950 000		45 000	45 000	400 000	400 000		45 000	45 000	38 700	588 700
	E-time1-2-3	investissement	2 144 000	2 143 026	2 143 026		0	0	2 143 026	2 143 026		0	0	974	974
	E-montagne	investissement	780 000	780 000	780 000		0	0	780 000	780 000		0	0	0	0
	Rénovation étanchéité bat 23 Jacob	investissement	1 016 964	1 016 964	936 964		80 000	80 000	535 393	535 393		80 000	80 000	0	401 571
	Chaufferie bourget du lac	investissement	1 758 000	1 506 275	1 506 275		70 000	70 000	649 543	649 543		70 000	70 000	181 725	1 038 457
	Sécurité 2017	investissement	285 000	285 000	285 000	0	0	0	285 000	285 000		0	0	0	0
	Sécurité 2019+surete	investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Sécurité 2020	investissement	100 000	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	0
	Sécurité 2021	investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Sécurité 2022	investissement	200 000	20 000	20 000		180 000	180 000	20 000	20 000		180 000	180 000	0	0
	Sécurité 2023	investissement	240 000				200 000	200 000	0	0		200 000	200 000	40 000	40 000
	Agenda Accessibilité 2017	investissement	80 000	80 000	80 000		0	0	80 000	80 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2018	investissement	250 000	250 000	250 000	0	0	0	250 000	250 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2019	investissement	90 000	90 000	90 000		0	0	90 000	90 000	0	0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2020	investissement	20 000	20 000	20 000		0	0	20 000	20 000	0	0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2021	investissement	50 000	50 000	50 000		0	0	50 000	50 000		0	0	0	0
	Agenda accessibilité 2023	investissement	80 000	0	0		80 000	80 000	0	0		80 000	80 000	0	0
	Sûreté 2020	investissement	30 000	30 000	30 000		0	0	30 000	30 000		0	0	0	0
	Sûreté 2021	investissement	100 000	100 000	100 000	0	0	0	100 000	100 000		0	0	0	0
	SURETE 2022	investissement	60 000	0	0		60 000	60 000	0	0		60 000	60 000	0	0
	SURETE 2023	investissement	0				0	0				0	0	0	0
Total Dépenses d'investissement.1			**58 565 563**	**0**	**25 611 689**	**25 315 611**	**0**	**21 229 511**	**21 229 511**	**21 883 987**	**21 883 987**	**0**	**5 140 511**	**5 140 511**	12 020 441	**31 541 065**
Contrats de recherche	TOTAL CONTRATS HORS ANR	personnel/fonctionnement/investissement	984 467	982 549	487 670		407 648	407 648	974 549	465 748		411 698	411 698	89 149	107 021
	TOTAL VALORISATION	personnel/fonctionnement/investissement	112 621	78 700	62 235		34 621	34 621	121 465	51 764		34 621	34 621	15 765	26 236
	TOTAL PIA	personnel/fonctionnement/investissement	3 253 136	1 913 295	707 742		1 188 225	1 188 225	1 913 295	678 541		1 188 425	1 188 425	1 357 169	1 386 170
	TOTAL ANR	personnel/fonctionnement/investissement	5 216 355	3 421 326	1 440 286		1 430 584	1 430 584	3 421 326	1 334 373		1 464 084	1 464 084	2 345 485	2 417 898
	TOTAL REGION	personnel/fonctionnement/investissement	4 030 838	2 859 067	1 193 345		855 406	855 406	2 859 067	1 158 937		855 406	855 406	1 982 087	2 016 495
	TOTAL EUROPE	personnel/fonctionnement/investissement	2 040 640	1 092 261	448 365		680 705	680 705	1 092 261	408 786		680 705	680 705	911 570	951 149
	TOTAL AUTRES FINACEMENT SPUBLICS	personnel/fonctionnement/investissement	2 799 105	1 781 008	1 250 929		993 088	993 088	1 806 017	1 220 661		993 088	993 088	555 088	585 356
	TOTAL FINANCEMENTS PRIVES y compris fond	personnel/fonctionnement/investissement	449 485	293 579	217 577		125 253	125 253	312 304	212 154		125 253	125 253	106 655	112 078
Total contrat de recherche.2			**18 886 647**	**12 421 785**	**5 808 149**	**0**	**5 715 530**	**5 715 530**	**12 500 284**	**5 530 964**	**0**	**5 753 280**	**5 753 280**	7 362 968	7 602 403
Contrat d'enseignement		personnel/fonctionnemet/investissemet	11 430 414	4 429 610	4 429 610		4 327 480	4 327 480	4 429 610	4 224 158		4 327 480	4 327 480	2 673 324	2 878 776
			11 430 414	**4 429 610**	**4 429 610**	**0**	**4 327 480**	**4 327 480**	**4 429 610**	**4 224 158**	**0**	**4 327 480**	**4 327 480**	2 673 324	2 878 776
TOTAL			**88 882 624**	**42 463 084**	**35 553 370**	**0**	**31 272 521**	**31 272 521**	**38 813 881**	**31 639 109**	**0**	**15 221 271**	**15 221 271**	22 056 733	**42 022 244**

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération		Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes
			Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	**Encaissement prévus en 2023**	Encaissements prévus en N+1
			(18)	(19)	(20)	(21)
Recettes d'investissement (PPI)	Bâtiment Polytech	Financement de l'Etat*	900 000	900 000		0
	Bâtiment Polytech	Autres financements publics**	8 005 512	7 952 568	50 000	2 944
	Halle des sports	Financement de l'Etat*	2 500 000	2 500 000	0	0
	Halle des sports	Autres financements publics**	2 500 000	2 453 366	46 634	0
	Halle des sports	Autofinancement	317 694			
	Btiment Maurienne	Financement de l'Etat*				0
	Bâtiment Maurienne CICB12RAX	Autres financements publics**	1 094 488	1 094 488	0	0
	Bâtiment Maurienne CICBCMAURX	Autofinancement	1 101 328	0		
	Rénovation iuta cicariutx	Financement de l'Etat*	3 500 000	0	1 100 000	2 400 000
	Rénovation iuta cicariutx	Autres financements publics**	3 500 000	0		3 500 000
	Rénovation Jacobcicjrbibx	Autres financements publics**	21 700 000	0	800 000	20 900 000
	Acceuil site Annecy	Financement de l'Etat*	145 000	0		145 000
	Acceuil site Annecy	Autres financements publics**	3 855 000	0	2 110 000	1 745 000
	Bâtiment Marcoz	Financement de l'Etat*		0		0
	Bâtiment Marcoz	Autres financements publics**	300 000	0		300 000
	Heliostim	Financement de l'Etat*	568 877	300 000	150 000	118 877
	CEDRA FLECHE cicjcedrx	Financement de l'Etat*	100 000	0	50 000	50 000
	CEDRA FLECHE cicjcedrx	Autres financements publics**		0	0	0
	CEPART GLOBALISE	Financement de l'Etat*	1 033 700	0		1 033 700
	CEPART GLOBALISE	Autres financements publics**		0		0
	Etime1,2,3	Financement de l'Etat*	**2 144 000**	2 133 745		10 255
	E-montagne	Financement de l'Etat*	280 000	280 000		0
	E-montagne 2	Autres financements publics**	500 000	500 000		0
	plan relance renovation etancheite bat 3 jacob	Autres financements etat*	609 500	609 500		0
	plan relance renovation etancheite bat 3 jacob	Autofinancement	407 464	0		0
	chaufferie bourget du lac	Autres financements etats*	250 000	250 000		0
	chaufferie bourget du lac	Autres financements publics** ADEME	305 000		305 000	0
	chaufferie bourget du lac	Autofinancement	1 203 000		0	0
	sécurité 2017	Financement de l'Etat*	285 000	285 000	0	0
	Sécurité + Sûreté 2019	Financement de l'Etat*	80 000	80 000	0	0
	Sécurité 2020	Financement de l'Etat*	100 000	100 000		0
	Sécurité 2021	Financement de l'Etat*	80 000	80 000		0
	Sécurité 2022	Financement de l'Etat*	200 000	200 000		0
	Sécurité 2023	Financement de l'Etat*	240 000		240 000	0
	Agenda accessibilité 2017	Financement de l'Etat*	80 000	80 000		0
	Agenda accessibilité 2018	Financement de l'Etat*	250 000	250 000	0	0
	Agenda accessibilité 2019	Financement de l'Etat*	90 000	90 000	-	0
	Agenda accessibilité 2020	Financement de l'Etat*	20 000	20 000		0
	Agenda accessibilité 2021	Financement de l'Etat*	50 000	50 000	-	0
	Agenda accessibilité 2023	Financement de l'Etat*	80 000		80 000	0
	Sûreté 2020	Financement de l'Etat*	30 000	30 000		0
	Sureté 2021	Financement de l'Etat*	100 000	100 000		0
	Sureté 2022	Financement de l'Etat*	60 000	60 000		0
	Sureté 2023	Financement de l'Etat*	0		-	0
Total PPI.1			**58 565 563**	**20 398 667**	**4 931 634**	**30 205 776**
Contrats de recherche	CONTRATS HORS ANR	Autres financements publics**	984 467	369 526	348 221	266 720
	VALORISATION	Autres financements **	112 621	62 979	0	49 642
	PIA	Autres financements publics**	3 253 136	674 990	1 150 486	1 427 660
	ANR	Autres financements publics**	5 216 355	2 058 105	956 980	2 201 270
	REGION	Autres financements publics**	4 030 838	293 886	733 876	3 003 076
	EUROPE	Autres financements publics**	2 040 640	472 992	467 974	1 099 674
	AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS	Autres financements publics**	2 799 105	686 331	266 037	1 846 737
	AUTRES FINANCEMENTSPRIVES	Autres financements **	449 485	148 547	43 900	257 038
Total contrat de recherche.2			**18 886 647**	**4 767 356**	**3 967 474**	10 151 817
Contrats d'enseignement		Financement de l'Etat*				0
		Autres financements publics**				0
		Autres financements***	11 430 414	2 567 181	4 235 682	4 627 551
Total contrat de formation .3			**11 430 414**	**2 567 181**	**4 235 682**	**4 627 551**
		Ss total financement de l'Etat	**13 776 077**	**8 398 245**	**1 620 000**	**3 757 832**
		Ss total autres financements publics	**60 084 541**	**16 556 252**	**7 235 208**	**36 293 081**
		Ss total autofinancement	**3 029 486**	**0**	**0**	**0**
		Ss total autres financements	**11 992 520**	**2 778 707**	**4 279 582**	**4 934 231**
TOTAL			**88 882 624**	**27 733 204**	**13 134 790**	**44 985 144**

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés
** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)
*** Recettes propres et recettes propres fléchés

TABLEAU
BI 2023

CA du 13 décembre 2022 - 22 votants : 4 contre, 1 abstention, 17 pour

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			BI 2023
Stocks initiaux	1	**Niveau initial des restes à payer après BR2 20212**	**10 845 741**
	2	**Niveau initial du fonds de roulement au 31/12/2022**	**12 513 468**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de roulement au 31/12/2022 (estimation)**	**-6 247 399**
	4	**Niveau initial de la trésorerie au 31/12/2022 (esimation)**	**18 760 867**
	3E+06	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	186 224
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	18 574 643
Flux de l'année	1E+06 5	**Autorisations d'engagement**	**156 888 485**
	6	**Résultat patrimonial**	**-3 384 478**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**	**-1 600 878**
	8	**Variation du fonds de roulement**	**-7 135 308**
	9	**Opérations bilancielles non budgétaires**	**SENS** / **0**
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+
		Cautionnements et dépôts	- / **0**
	10	**Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires**	**SENS** / **18 169**
	1E+07 3E+06 5E+06 6E+06	Variation des stocks	+ / - / **-2 605**
		Production immobilisée	+
		Charges sur créances irrécouvrables	- / **-73 926**
		Produits divers de gestion courante	+ / **94 700**
	11	**Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires**	**SENS** / **1 405 841**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - / **350 000**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - / **450 000**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - / **351 000**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - / **254 841**
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**	**-8 559 318**
	12.a	Recettes budgétaires	132 280 849
	12.b	Crédits de paiement ouverts	140 840 167
	13	**Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**	**181 660**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**	**-8 740 978**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	-118 877
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	-8 622 101
	15	**Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13**	**1 605 670**
	## 2E+06 2E+06 624997	**Restes à payer**	**16 048 318**
Stocks finaux	1E+05 1E+05 1106842	**Niveau final de restes à payer**	**26 894 059**
	300000	**Niveau final du fonds de roulement**	**5 378 160**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de roulement**	**-4 641 729**
	20	**Niveau final de la trésorerie**	**10 019 889**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	67 347
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	9 952 542

Comptabilité budgétaire

Comptabilité générale

ANNEXE 2 – PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Budget initial 2023

ANNEXE 2 - PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Le projet annuel de performances (PAP) est un document obligatoire devant être annexé au budget initial conformément à l'article R719-52 du Code de l'éducation.

Il constitue la déclinaison, pour les opérateurs de l'État, du projet annuel de performances mis en place par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 et qui s'applique à l'ensemble des administrations depuis 2006.

Pour les universités, le PAP est la déclinaison annuelle du contrat d'établissement signé avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI). Plus largement, il présente les objectifs stratégiques que souhaite atteindre l'établissement durant l'exercice budgétaire. Le budget soumis au vote du conseil d'administration vient en soutien du projet présenté.

Le PAP 2023 de l'USMB est chapitré selon les cinq thématiques habituelles :

1. la recherche, l'innovation et la valorisation,
2. la formation, l'innovation pédagogique, la vie et la santé étudiantes,
3. les relations internationales,
4. les ressources humaines et la gouvernance,
5. le patrimoine et la transition environnementale.

Le rapport annuel de performance (RAP), également appelé rapport d'activité, sera présenté, pour l'année 2023, au Conseil d'administration dans le courant du printemps 2024. Seront annexés à ce rapport les indicateurs et jalons retenus dans le cadre du contrat d'établissement USMB-MESRI 2021-2026, ainsi que ceux figurant dans le présent document. Le RAP 2023 rendra compte ainsi de l'atteinte des objectifs annoncés.

1. LA RECHERCHE, L'INNOVATION ET LA VALORISATION

L'appui aux chercheurs et aux unités de recherches

L'établissement a demandé fin novembre 2022 à Communauté européenne d'initier la procédure en vue d'obtenir **le label HRS4R** (*Human Resources Strategy for Researchers*). Cette démarche vise à inscrire l'université dans une démarche d'amélioration continue en matière de pratiques de recrutement et le cadre d'exercice des chercheurs, ce qui contribuera à renforcer l'attractivité de l'établissement. L'année 2023 sera consacrée à la finalisation de l'auto-diagnostic et la proposition d'un plan d'actions.

Afin de mieux accompagner les carrières des chercheurs, **un système de *mentoring*** sera mis en place pour les nouveaux thésards dans le cadre de la rénovation de l'offre de formation doctorale et pour les maîtres de conférences nouvellement recrutés (en lien avec le projet Reunita). Ce système permettra aux jeunes collègues d'échanger avec des chercheurs plus expérimentés tant sur le fonctionnement interne de l'université que sur le déroulement de la carrière universitaire.

Enfin, l'USMB poursuivra son soutien au **développement de l'internationalisation** des activités de recherche et d'innovation, avec la poursuite des actions déjà initiées et la mise en place deux nouvelles actions :

- Le renforcement du programme de mobilités et d'écoles d'été / hiver, en lien avec le projet SHINE (projet Excellences financé dans le cadre du PIA4) ;
- La création d'une cellule Europe, visant à renforcer l'appui des chercheurs en matière de montage et suivi de projets européens (sous réserve des résultats de l'AAP *Accélération des stratégies de différenciation des établissements* – projet BOOST PIA4).

La structuration des activités de recherche

Afin de soutenir les recherches dans les trois thématiques d'excellence de l'USMB (Interactions Homme – Environnement, Services et Industries du Futur et Patrimoine culturel et sociétés en mutation) et développer les collaborations interdisciplinaires, l'USMB mettra en œuvre le **projet SHINE** en créant un Institut des Transitions et trois Hubs thématiques. Ces nouvelles structures seront des espaces de collaborations et d'échanges entre les chercheurs, mais aussi ouverts avec les autres communautés académiques et les partenaires socio-économiques.

L'USMB mettra en place un **plan pluriannuel d'investissement** pour la recherche en identifiant les besoins en équipement (remplacement, mise à jour et nouveaux matériels) dans les unités de recherche mais aussi entre les unités et en proposant une programmation des achats sur les trois ans à venir.

Enfin, l'USMB contribuera avec ses partenaires européens à **l'émergence et au développement de nouvelles thématiques de recherche communes au sein de l'Alliance UNITA**, afin d'élargir le champ de collaborations scientifiques mais également son impact académique et auprès des territoires.

La valorisation des activités de recherche

Le projet de structuration et d'ouverture des plateformes scientifiques et technologiques, **USMB Tech**, sera poursuivi avec la finalisation de l'inventaire des équipements dans tous les laboratoires et la conception de modèles économiques adaptés permettant d'identifier les coûts de recours aux plateformes et de leur potentielle ouverture (NB : modélisation pour trois plateformes dans une phase d'expérimentation en 2023).

Deuxièmement, une **analyse du potentiel de valorisation et d'innovation** à partir des déclarations d'inventions passées sera réalisée afin d'avoir une veille dynamique du portefeuille d'inventions (en lien avec l'émergence de nouveaux marchés par exemple).

Troisièmement, le **schéma directeur de la culture scientifique et technique** sera remis courant 2023, avec un plan d'actions, afin de définir pour les années à venir la stratégie et les actions prioritaires de l'établissement en matière de culture scientifique.

Le renforcement du lien formation-recherche

La **nouvelle offre de formation doctorale** (Collège Doctoral et Écoles Doctorales CST et SIE) sera mise en place. Cette dernière proposera des modules de formation scientifique en lien avec les trois thématiques d'excellence de l'établissement, notamment avec des regards croisés de différentes disciplines, des modules de formation transversaux et des modules de formation professionnelle dont la mise en place d'un portefeuille de compétences et le déploiement de la Box Insertion Professionnelle aux doctorants (en lien avec le Club des Entreprises). Cette nouvelle offre s'inscrira dans le projet SHINE.

La nouvelle offre de formation doctorale proposera un **module PITON**, ce qui permettra aux doctorants de participer à ce dispositif innovant qui donne l'opportunité à une entreprise, une organisation ou une collectivité territoriale de développer un projet à caractère innovant avec l'aide d'une équipe pluridisciplinaire d'étudiants. Ce dispositif pourrait notamment servir aux doctorants ayant un projet de création d'entreprise en lien avec leurs travaux de thèse.

L'USMB postulera, avec les partenaires d'UNITA, à un **AAP COFUND** auprès de la Commission Européenne sur la **thématique du Patrimoine Culturel** afin de soutenir et renforcer la formation à la recherche par la recherche (programme de formation partagé et allocations doctorales) dans ce domaine.

2. LA FORMATION, L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE, LA VIE ET LA SANTÉ DES ÉTUDIANTS

Les transformations des licences et le déploiement du BUT

Le projet NCU2 @spire entre dans sa 5ème année. Les transformations sont bien engagées : la structuration des licences assurant la diversification des parcours est désormais homogène au sein de l'établissement ; les méthodes et pratiques pédagogiques évoluent et les étudiants bénéficient d'un accompagnement qui se personnalise (Directeur d'Études ; Accompagnateurs de la Réussite Étudiante). **L'approche par compétences** (APC), porteuse d'une transformation pédagogique profonde se déploie et doit être généralisée progressivement au sein de toutes les licences de l'établissement en parallèle de la construction des situations d'apprentissage et d'évaluation. Par ailleurs, il reste à **développer les unités d'apprentissage d'individualisation** (UAI) pour rendre les étudiants davantage acteurs dans la construction raisonnée de leur parcours. Enfin, un axe important de la réussite étudiante est actuellement travaillé au sein de l'établissement avec pour objectif d'améliorer significativement les **réorientations à l'aide de passerelles**, pensées par les équipes de formations.

La réforme de la licence professionnelle (LP) a des conséquences majeures sur le premier cycle universitaire. Dans les IUT, elle se traduit par la création du Bachelor Universitaire de Technologie (BUT) et les innovations pédagogiques qui l'accompagnent, notamment l'approche par les compétences. Lors de la rentrée 2023, **le cycle de la réforme du BUT s'achèvera** avec l'intégration des premières promotions en 3ème année. Quelques **licences professionnelles dites « suspendues »** devraient encore être proposées par les deux IUT, après validation par les instances de l'université, conformément aux critères du cadrage de l'établissement (impératif local clairement identifié par un besoin fort des entreprises ou de tout autre acteur favorisant l'insertion professionnelle des étudiantes et des étudiants ; une logique de formation et notamment la recherche d'une double compétence ; une attractivité forte en lien avec une offre de formation originale et différenciante).

L'accompagnement pédagogique des enseignants et des enseignants-chercheurs

Les transformations du premier cycle impliquent un accompagnement des enseignants et enseignants-chercheurs. Le soutien aux équipes pédagogiques, dans la recherche et la mise en œuvre d'innovations pédagogiques, constitue la mission principale confiée au département APPRENDRE, dont la feuille de route se structure autour de trois axes principaux :

- Le **développement d'activités liées aux grands projets** de l'établissement (@spire, Unita, Campus des métiers, SHINE, dispositif national AVENIR(s) co-piloté par l'USMB, etc) : APPRENDRE accompagne notamment la formation des acteurs du déploiement de l'APC en licence ou dans les BUT et initie l'utilisation de tableaux de bord qui doivent assurer un meilleur suivi des étudiants (*learning analytics*). Il a également la charge de construire un référentiel de compétences pour les doctorants ;
- La **mise en place de ressources numériques au service de la pédagogie** : le département poursuivra en lien avec la Direction du numérique, le déploiement de salles ubiquitaires connectées ou encore de

team rooms, rendant ainsi possible l'hybridation et la comodalité selon les besoins des équipes et dans le seul intérêt de la pédagogie et des étudiants ;
- La mission de veille : APPRENDRE est chargé **d'anticiper les usages et les outils de demain** tels que la réalité augmentée ou encore la réalité virtuelle pour répondre en temps voulu aux nouvelles aspirations des équipes et des étudiants, tout en étant force de proposition.

Les évolutions annoncées pour le second cycle

Mentionné au titre de la recherche, le projet SHINE (Excellences financé dans le cadre du PIA4) prévoit un volet formation destiné à **renforcer le lien formation / recherche**, à **développer la transversalité** et à développer **l'apprentissage de compétences** indispensables à une insertion professionnelle réussie. Les évolutions et les transformations des maquettes pédagogiques seront progressives : l'année 2023 nous permettra essentiellement de **lancer la réflexion et de fixer les principales orientations, de façon collaborative**. Alors que ce projet devrait contribuer à renforcer l'attractivité des formations de second cycle de l'établissement, il ne suffira pas à répondre à toutes les inquiétudes et interrogations au regard du manque de corrélation entre nos capacités d'accueil et le nombre d'étudiants inscrits. Un bilan devra être dressé après la prochaine campagne de recrutement qui sera assurée par la **nouvelle plateforme nationale TMM**, censée fluidifier la gestion des candidatures et assurer une meilleure répartition sur l'ensemble des formations de second cycle. En interne, des **éléments de cadrage notamment sur les volumes horaires** seront soumis au vote de la CFVU.

L'accélération du développement de la formation continue

Le projet « USMB Boost » a été déposé par l'établissement dans le cadre de l'appel à projet du PIA4 intitulé « Accélération des stratégies de développement de l'ESR ». Il comporte un volet dédié à la formation continue grâce auquel l'USMB entend se positionner pour répondre aux besoins de son territoire, en apportant des compétences en lien avec les métiers en tension localement et les nouveaux métiers permettant d'accompagner les transitions numériques et environnementales. Si le projet est retenu, un **dispositif pédagogique innovant, dénommé LearnFlex**, sera développé et portera une offre de formation continue rénovée et flexible. Au terme du projet d'une durée de 10 ans, une multiplication par trois du chiffre d'affaires de la formation continue est prévue, avec sept ETP supplémentaires en personnel de soutien et des créations d'emplois d'enseignants et enseignants-chercheurs pour les composantes qui seront impliquées dans son déploiement.

Les actions en faveur de la santé et de la vie étudiante

La rédaction du **schéma directeur de la vie étudiante** est bientôt achevée. Il sera **présenté et soumis au vote des instances** au cours du printemps 2023. Il est composé de trois parties. Après un rappel des éléments de contexte, le SDVE proposera une cartographie des dispositifs actuels qui ont trait à la vie étudiante, au bien-être et à la santé des étudiantes et des étudiants et identifiera clairement les axes de progression. La troisième partie constituera **le plan d'actions opérationnel**.

En 2023, de nombreux projets à destination des étudiants seront déployés notamment grâce au financement des crédits CVEC ouverts ou à ouvrir aux budgets (BI, BR) en 2023.

Peuvent être notamment citées :
- les projets développant **l'offre culturelle** tels la Nuit de la lecture (19 janvier 2022) ; la consolidation des partenariats avec les acteurs culturels (nouveaux ou anciens) pour un meilleur maillage université-territoire et une augmentation du nombre de places gratuites ou à faible coût (2 euros) ; le renforcement de l'équité territoriale avec une répartition plus homogène de l'offre culturelle sur les trois campus ; l
- le projet **lutte contre la précarité menstruelle** avec l'installation de onze distributeurs (cinq à Jacob-Bellecombette, cinq au Bourget-du-Lac, un à l'IFSI de Chambéry), qui s'ajoutent aux six distributeurs déjà proposés à Annecy à l'initiative de la commune. L'objectif en 2023 est d'en assurer le bon réapprovisionnement et de faire un bilan pour pérenniser le dispositif ;
- les actions de prévention et de **lutte contre les VSS** : dans le prolongement de la plateforme de signalement, il est prévu un conventionnement avec les parquets de Chambéry et d'Annecy relatif à la mise en œuvre de l'article 40 du Code de procédure pénale ;
- les actions assurant une réponse concrète aux conclusions des marches exploratoires et notamment le **déploiement de la vidéo-protection** sur le campus de Jacob-Bellecombette ;
- la **refonte des deux comités CVEC** avec 50 % d'étudiants présents dans chacun des deux comités ;
- la poursuite de la réflexion et la décision concernant la **transformation du service de santé des étudiants** en centre de santé.

3. LES RELATIONS INTERNATIONALES

Ancrer l'université européenne UNITA au sein de l'USMB

La réussite de la construction de l'université européenne est un enjeu fort, par l'accélération des transformations qu'elle induit mais aussi par le renforcement de la place et la visibilité de l'USMB au niveau européen et au-delà.

Après deux années dédiées à la mise en place de nombreuses activités, tant en formation qu'en recherche et en innovation, le premier enjeu est aujourd'hui de **renforcer l'intégration de ces activités au sein des universités de l'alliance**. Le second enjeu vise à **impliquer de plus en plus de membres** de la communauté universitaire. C'est dans cet esprit que trois personnes vont être recrutées sur les campus pour faciliter l'intégration des activités et améliorer la diffusion des informations sur les nombreuses opportunités offertes par UNITA.

L'année 2023 sera aussi l'année du **renouvellement du soutien de l'Union européenne à UNITA**, via Erasmus+. L'objectif de cette 2ème phase est de consolider l'alliance tout en intégrant **quatre nouveaux partenaires** : Università degli Studi di Brescia (Italie), Universidad Publica de Navarra (Espagne), Transylvania University of Brașov (Romanie) et Instituto Politécnico da Guarda (Portugal), ainsi que **deux nouveaux partenaires associés**, la Haute École Spécialisée de Suisse Occidentale (HES-SO) et l'université ukrainienne Yuriy Fedkovych Chernivtsi National University.

Accroître l'internationalisation de l'USMB

Le caractère international de l'USMB est déjà largement affirmé par l'importance des mobilités de ses étudiants. Toutefois, les actions sont inégalement réparties et manquent de visibilité. Pour répondre à cela, l'USMB a lancé deux missions d'accompagnement grâce au soutien de l'État, obtenu dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion :

- une mission pour **l'internationalisation des parcours de formation** : il s'agit d'établir un guide de l'internationalisation à destination des responsables de formation, en les associant. Les responsables de formations qui le souhaitent seront accompagnés pour identifier et mettre en œuvre les dispositifs d'internationalisation les plus adaptés à la formation qu'ils pilotent.
- une mission pour le **renforcement et la valorisation des compétences internationales des personnels**, des étudiantes et étudiants : cela se traduira par la mise en place un référentiel de compétences internationales qui comportera à la fois un volet « étudiants » et un volet « personnels », par l'organisation d'actions favorisant le développement et la valorisation de ces compétences.

Renforcer les dispositifs d'accueil des publics internationaux

Cela consiste d'une part, à **faciliter l'accès aux cours** de Français Langue Étrangère (FLE) pour les étudiantes et étudiants *free-movers* qui en ont besoin, et d'autre part, de **développer un réseau d'étudiants ambassadeurs** pour accompagner les nouveaux étudiants internationaux en amont et au moment de leur arrivée en France.

Pérenniser le centre Accents

Après une période de baisse des inscriptions du fait de la pandémie, le centre Accents a connu une augmentation sensible des étudiants et étudiantes en FLE en 2022.

L'objectif est donc de poursuivre son développement, notamment en **diversifiant son offre**. Avec la création d'UNITA, le centre a déjà intégré **la thématique de l'intercompréhension** qui est un enjeu stratégique pour l'USMB du fait de son appartenance à cette alliance constituée d'universités de langues romanes. Il s'agira aussi de proposer des **formules de courte durée** (entre 3 semaines et 2 mois), incluant l'étude du français, des activités culturelles et le logement.

4. LES RESSOURCES HUMAINES ET LA GOUVERNANCE

Doter la direction des ressources humaines d'outils adaptés et performants pour la gestion des personnels et les recrutements

L'établissement entend se doter de logiciels et d'outils informatiques facilitant le travail des gestionnaires RH, en central comme dans les composantes, mais également de l'ensemble des personnels. Sans exhaustivité, les processus prioritairement traités seront :

- le recrutement et la gestion des vacataires,
- le recrutement des agents contractuels,
- les déplacements à l'étranger.

Ces outils permettront de **dématérialiser les procédures**, après les avoir questionnées, et ainsi d'améliorer et de réduire la charge de travail de la direction et de l'ensemble de la communauté universitaire de l'établissement.

Dans le cadre d'un partenariat avec la société CEGAPE, éditrice de notre logiciel de paie, l'établissement s'est engagé en 2017 à contribuer à l'élaboration d'un **logiciel RH intégré** (incluant la gestion de la carrière des agents et de la paie). Après 5 années de travail, la société CEGAPE n'a pas fourni cet applicatif et toutes les universités impliquées dans ce projet s'interrogent sur la poursuite de la collaboration. En 2023, **l'USMB devra se positionner**.

Actions au service de la promotion de la qualité de vie sur les sites universitaires : phase 2

Le chargé de mission « bien-être – santé » a la responsabilité de structurer les actions au cœur du projet d'établissement visant à la cohésion des personnels et à la qualité de vie sur les sites universitaires. Cette mission est soutenue et financée par le MESRI dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion.

Les actions s'articulent autour de trois axes prioritaires :

- Instaurer des **temps et des espaces de promotion de la qualité de vie** sur les campus et les sites ;
- **Sensibiliser et déstigmatiser**, prévenir les crises, aider à remédier aux difficultés de façon précoce et anticipée ;
- Renforcer la **démarche d'évaluation et d'accompagnement** au service du bien-être sur les sites universitaires.

Renforcer le dialogue prospectif sur les moyens humains

La mise en place du plan pluriannuel d'emploi (PPE) BIATSS et enseignants/enseignants-chercheurs en 2022 a induit de nombreux échanges qui ont permis à la direction, aux composantes et services de partager les enjeux d'une politique RH concertée. Ce dialogue doit être poursuivi et renforcé à l'occasion de la **révision du plan pluriannuel d'emploi au printemps 2023**. Ce plan donne la visibilité nécessaire à l'atteinte des objectifs et à la réalisation des projets, dans la cadre de la stratégie de l'établissement. Il doit couvrir l'ensemble des activités (recherche, formation, support et soutien) et associer tous les acteurs, aussi bien du côté de la direction de l'établissement que des composantes et services (vice-présidents CA RH, formation, recherche, DRH, directeurs de composante, de laboratoire, responsables administratifs).

Poursuite du déploiement du plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes 2021-2023

La priorité de l'année 2022 a été le déploiement de la plateforme de signalement des actes de violence, de discrimination, harcèlement et d'agissements sexistes, prévue par le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020. En 2023, il s'agira en premier lieu de **dresser le bilan des sollicitations** sur la plateforme de signalement et d'analyser leurs typologies. Il conviendra ensuite, autant que de besoin, de mettre en place des **actions spécifiques complémentaires de prévention ou de formation** à destination des personnels ou des étudiants.

Cadrage rénové en matière d'emploi contractuel : phase 2

Bien que le recours à l'emploi contractuel à l'USMB soit faible par rapport aux autres universités, l'établissement a souhaité en 2022 mieux accompagner la progression et la rémunération des agents concernés, notamment ceux en CDI, en révisant le dispositif existant. Ceci permet également de mieux prendre en compte la situation des personnels qui contribuent aux grands projets, en particulier @spire, Unita, SHINE, et Avenir(s).

Néanmoins, ce cadrage ne répond pas à tous les enjeux de l'établissement qui doit régulièrement effectuer des **recrutements dans des secteurs en forte tension** ou pour des **missions spécifiques à technicité élevée**, dans un contexte de forte concurrence, lié notamment à la proximité avec la Suisse. L'objectif de l'année 2023 sera de **définir un cadrage qui permette de prendre en compte ces particularités**.

Déployer une carte professionnelle pour les personnels

Dans la continuité de la mise en service de la carte multiservice étudiant, l'établissement souhaite proposer à tous les personnels de l'USMB une carte professionnelle leur permettant à la fois de **justifier de leur qualité d'agent de l'enseignement supérieur et de la recherche** et d'accéder de manière simplifiée à **différents services**. Dès sa mise en service, la carte permettra de régler ses repas dans les points de distribution du CROUS via le dispositif IZLY ou d'emprunter des documents dans les bibliothèques de l'université. Selon les sites, la carte professionnelle pourra constituer un moyen d'accès aux locaux. D'autres services seront ensuite étudiés pour enrichir l'offre de prestations.

Améliorer le processus de pilotage et de suivi du contrat pluriannuel USMB-MESRI 2021-2026

Le contrat pluriannuel entre l'USMB et le MESRI devrait être signé début 2023. Son suivi et son amélioration continue doivent être organisés en collaboration et concertation avec les directions centrales, sur la base d'un ensemble d'indicateurs et de jalons. Le **processus RAP-PAP** décline le projet stratégique de l'USMB sur des périodes annuelles. Il devra être **stabilisé en 2023** sous la responsabilité de la Direction de l'aide au pilotage et à l'amélioration continue (DAPAC). Le suivi se fera sur la base des indicateurs et des jalons définis par le contrat pluriannuel et le PAP présenté sous la forme d'un **tableau de bord**, et complété pour répondre aux attentes des équipes politiques et de directions. Les modalités de **suivi infra-annuel** devront être précisées et le processus déployé en 2023.

Améliorer la prévision et le pilotage financier

En matière de pilotage financier, le travail engagé dans le cadre du déploiement de P2CA (projet de connaissance des coûts des activités) par le MESRI, sera poursuivi prioritairement afin de l'adapter aux attentes de l'établissement en matière de **cartographie des moyens** et en lien avec le déploiement d'une **comptabilité analytique ré-activée**.

La réflexion sur un **outil simple de prévision et de suivi pluriannuels de la masse salariale** devra également aboutir en 2023. Adossé au PPE, il permettra d'optimiser la gestion des emplois à un horizon de trois ans.

Il sera par ailleurs nécessaire d'améliorer la **qualité des prévisions budgétaires et du suivi comptable** pour répondre aux attentes du rectorat de région académique qui, dans le cadre de ses missions de contrôleur budgétaire, a pointé les écarts importants entre les prévisions et le budget réalisé. Pour atteindre cet objectif, les services comptables et financiers, en lien avec la direction des ressources humaines, accentueront leur implication dans **la formation des personnels**.

Assurer un meilleur suivi de la charge d'enseignement

Mise en place en septembre 2021, après son accréditation par le MESRI, l'offre de formation de l'USMB a vocation à rester souple et agile. Afin d'accompagner les nécessaires évolutions liées aux attentes renouvelées des étudiants et de la société, le déploiement du projet @spire, ou encore la prochaine évolution des deuxième et troisième cycles dans le cadre du projet Shine, l'USMB devra améliorer ses capacités de **suivi quantitatifs et qualitatifs de la charge d'enseignement**, en particulier pour mieux suivre et anticiper la diversité des formes pédagogiques en présentiel, distanciel, synchrone ou asynchrone, au sein de l'établissement ou hors les murs. Ce

travail nécessite une collaboration étroite entre plusieurs services centraux (DEVE, DAPAC, DRH, DN) et les composantes.

Actualiser la politique qualité

La politique qualité de l'USMB a été présentée aux instances en 2019. Un bilan devra être fait par rapport aux objectifs fixés dans ce cadre et une actualisation devra être opérée afin de **proposer un programme pluriannuel d'actions, appuyé sur un « référentiel maison »** inspiré du cadre renouvelé défini par le HCERES, du référentiel SP+ et des référentiels européens sur la recherche (Charte européenne du chercheur & Code de conduite pour le recrutement de chercheurs). La présentation d'une feuille de route sera présentée aux instances de l'USMB au printemps 2023.

La poursuite de « l'analyse fonctions »

Un travail important a été réalisé en 2021 et 2022 pour poser les bases d'une démarche outillée et pour mettre en œuvre une analyse fonction sur l'ensemble des activités de l'université. L'année 2023 sera mise à profit pour **partager largement avec les acteurs** concernés sur les actions réalisées, **affiner la méthodologie** et produire les premiers **livrables au service du pilotage** de l'établissement.

Le déploiement du Schéma directeur du numérique (SDN)

L'USMB s'est dotée d'un Schéma Directeur du Numérique (SDN) en avril 2022. Il s'agit maintenant de le faire vivre en révisant régulièrement le programme d'actions. En 2023, le travail sur le **renouvellement du SI scolarité** au service d'une gestion pédagogique renouvelée (Pégase) sera poursuivi avec un objectif de mise en œuvre en 2024 ou 2025, en fonction des réponses apportées par l'éditeur de cette applicatif aux demandes de l'établissement. Au titre du développement de la e-administration au service de procédures sécurisées et simplifiées, en plus des outils RH cités *supra*, les sujets relatifs à la **dématérialisation de processus** liés au recrutement des vacataires intégrant une signature électronique et aux demandes de départ à l'étranger feront l'objet d'une analyse et devront aboutir au déploiement d'outils efficients.

En matière pédagogique, la **montée en charge de la plateforme LMS** de l'établissement (Moodle) sera poursuivie et sera accompagnée par la mise en œuvre de l'application Appscho de la société Ready Education pour proposer de **nouveaux services numériques aux étudiantes et étudiants**, conformément aux objectifs définis dans le projet SERVET, lauréat de l'AAP « Services Numériques aux étudiants » du MESRI.

La relecture de la politique de communication de l'USMB

Afin d'être plus visible au niveau national et améliorer son pouvoir de lobbying auprès des décideurs et financeurs, l'USMB a engagé une clarification de sa politique de communication. Elle a fait appel à un prestataire extérieur qui a établi un premier état des lieux et proposé des axes d'amélioration, tant en matière de communication externe que de communication interne, sur lesquels l'USMB doit se prononcer. L'accompagnement se terminera en 2023 avec la rédaction d'un **plan de communication externe**, un **plan d'action en matière de communication interne**, et la révision éventuelle de l'organisation de la direction de la communication.

5. LE PATRIMOINE ET LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

L'aménagement des campus

Le travail sur **l'évolution du campus du Bourget** est reconduit en 2023 avec l'élaboration de son Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement (SDIA), en partenariat avec le CROUS. Le campus étant implanté en partie sur la ZAC de Savoie Technolac, l'université participe aux réflexions sur l'évolution de la ZAC dans le cadre des études menées par Chambéry Grand Lac Économie (CGLE). Les échanges permettent de conduire des actions communes, comme la réduction de l'éclairage extérieur nocturne, qui contribue à la préservation de la biodiversité tout en réduisant les consommations d'énergie conformément au plan de sobriété. **L'évolution du campus d'Annecy** s'inscrit dans le Schéma d'Aménagement du Campus Universitaire (SACU) mené par l'agglomération du Grand Annecy, en continuité avec le Schéma Directeur des Énergies. L'agglomération vient de relancer les échanges sur le SACU en réunissant les parties prenantes le 13 décembre 2022. Le positionnement de l'agglomération concernant la desserte du campus par un BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) devrait être précisé à cette occasion ; il s'agit d'une belle opportunité en matière de mobilité douce.

Sur le **campus de Jacob-Bellecombette**, le SDIA validé en 2019 avait envisagé des constructions plus proches de l'entrée A, sur une parcelle attenante au campus. L'achat de ce terrain de 5 375 m² contigu au campus de Jacob dépend de l'accord de la propriétaire. Ce dernier devrait intervenir en 2023 ou 2024, son notaire ayant déjà accepté la contre-proposition de l'USMB faite en décembre 2020.

Le passage du vecteur gaz aux énergies renouvelables pour chauffer les bâtiments de l'université est une priorité dans une perspective de décarbonation des campus. Le campus du Bourget-du-Lac bénéficiera dès 2023 d'une **chaufferie biomasse**. Sur les deux autres campus, le raccordement à un **réseau de chaleur urbain** est une solution privilégiée. Sur le site de Jacob-Bellecombette, l'objectif est de raccorder le campus au réseau de chauffage actuel (Société de Distribution de Chaleur de Chambéry) arrivant en périphérie du campus, et qui est alimenté à 80% par des énergies renouvelables. Des demandes d'études de raccordement ont été faites par l'université dans le cadre de la consultation qui désignera le nouveau délégataire du réseau. L'USMB poursuivra donc ses échanges avec la ville de Chambéry et la commune de Jacob-Bellecombette pour mener à bien ce projet. De son côté, la commune d'Annecy étudie l'opportunité de développer un réseau de chaleur sur le secteur du

domaine universitaire. Les futurs bâtiments qui seront livrés en 2025 (accueil de site et MAPI) et les bâtiments existants pourraient ainsi être raccordés à un réseau alimenté par une chaufferie biomasse. La faisabilité du projet dépend des négociations financières portant sur les coûts de raccordement et d'énergie consommée.

Les principales opérations immobilières et foncières

Les **opérations engagées** en 2022 se poursuivent. La consultation des entreprises pour la réalisation des travaux de la Maison de l'Action Publique Internationale (MAPI) sera relancée début 2023, à la suite à un appel d'offre infructueux. Il s'agit d'une opération du CPER14 (2015-2020), sous maîtrise d'ouvrage du département de la Haute-Savoie (CD74). La tranche optionnelle, en attente de financement du CPER15 inclut l'amphithéâtre, l'espace entreprise et événements, ainsi qu'un espace de recherche et d'innovation désigné « La Ruche ». L'université a rappelé aux financeurs l'importance de livrer le bâtiment avec la tranche optionnelle (présence de l'amphithéâtre), sachant que les études de conception ont été menées globalement dans cette perspective. La MAPI sera le premier bâtiment de l'université atteignant le niveau de performance environnemental E3C1 (énergie-carbone) qui a préfiguré la nouvelle réglementation environnementale RE2020.

Le lauréat du concours du bâtiment « Accueil de site » sur le campus d'Annecy a été sélectionné en mars 2022 dans le cadre du Programme Immobilier Prioritaire (PIP2). Les études de maitrise d'œuvre se poursuivent avec l'APS qui sera livré fin 2022 et l'APD en mars 2023. Toujours en lien avec le PIP2 à Annecy, les études de maîtrise d'œuvre concernant la rénovation de l'enveloppe du bâtiment H de l'IUT seront lancées début 2023, après la phase de consultation réalisée en 2022. Il a par ailleurs été décidé de lancer des travaux d'urgence fin 2022 pour assurer l'étanchéité de la toiture du bâtiment H. La rénovation complète de l'IUT qui est composé de huit bâtiments occupant une surface de plus de 23 000 m² (SUB) datant du début des années 90 pour les plus récents, a été étudiée globalement en phase de programmation fin 2021. La poursuite de la rénovation de l'IUT dépendra des résultats du CPER15 ; elle sera consacrée à la l'isolation thermique des enveloppes et à la ventilation des amphithéâtres.

Concernant les autres **opérations immobilières en attente de réponse de financement**, donc conditionnées par la signature du prochain CPER, certains projets jugés stratégiques ont déjà été lancés par anticipation, avec a minima des études préalables. La rénovation du Campus de Jacob-Bellecombette étant une priorité, une première phase de programmation a été réalisée en 2020-2021 pour la restructuration et l'extension de la bibliothèque universitaire. Trois équipes ont été sélectionnées en mars 2022 dans le cadre de la consultation pour le Marché Global de Performance (MGP) lancé en 2021. Les études qui ont été lancées à un niveau d'APS se poursuivent avec des auditions et négociations au cours du mois de novembre 2022. Un jury permettra de sélectionner le projet du candidat retenu avant l'été 2023. En parallèle, dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage USMB-CROUS, les études de programmation pour le projet de construction du bâtiment CEDRA, qui inclut la reconstruction du restaurant universitaire, vont débuter en 2023.

L'isolation thermique de la toiture du bâtiment 23 à Jacob-Bellecombette et la chaufferie bois au Bourget-du-Lac, qui bénéficient d'un financement par le **plan de relance**, seront terminées en 2023.

Concernant le **volet recherche**, l'USMB finalisera en 2023 au Bourget les travaux de rénovation d'un ancien bâtiment militaire (12B) qui accueillera la plateforme Santé Bien-être. La Direction du patrimoine accompagne également les laboratoires dans l'adaptation de locaux ou l'aménagement de bâtiments nécessaires à la mise en place d'instrumentations spécifiques. Cela concerne particulièrement deux salles blanches au LAPP et à EDYTEM (dans le cadre du projet ERC) et, selon le retour du CPER15, une construction accueillant la plateforme solaire Heliostim.

Les **nouveaux programmes de financement** identifiés (plan de résilience 2 et FEDER 2021-2027) seront l'occasion de répondre aux obligations de réduction de consommations inscrites dans le décret tertiaire de 2019 et d'envisager de traiter des situations préoccupantes : logements de l'IUT d'Annecy, bâtiment 8B au Bourget-du-Lac, Polytech et maison de la mécatronique à Annecy, etc., ainsi qu'à la forte augmentation du prix de d'électricité. Ces programmes devraient permettre d'engager des actions d'isolation et d'étanchéité des bâtiments, de « relamping », d'installations de panneaux photovoltaïques pour compenser le talon de consommation de la plateforme de calcul MUST à Annecy, etc.

Les actions en faveur de la transition environnementale

La déclinaison du **plan de sobriété énergétique** au niveau des opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche a été introduite par la circulaire du 24 septembre 2022. Ce plan doit présenter les mesures de court terme (hiver 2022-2023), de moyen terme (réduction des consommations de 10% à l'horizon 2024) et enfin la politique de plus long terme. L'USMB va finaliser la rédaction de ce document d'ici la fin 2022 et lancer une campagne de communication en faveur des écogestes à destination des étudiants et personnels. Les écogestes liés aux consommations énergétiques porteront sur le chauffage, la climatisation, l'éclairage, les appareils électriques, le numérique, la mobilité et les achats.. Dans un second temps, les écogestes concerneront la préservation de l'environnement (biodiversité, végétalisation, pollution et déchets).

Une meilleure connaissance des performances énergétiques des bâtiments sera possible en 2023 au Bourget grâce au **déploiement de compteurs** pour le suivi des consommations. Cela permettra d'une part d'accompagner le suivi des consommations dans le cadre du plan de sobriété et des futures prises de décision en matière de rénovation énergétique, et d'autre part d'affiner les hypothèses de calcul des bilans carbone. Les bilans carbone déjà effectués par le collectif labo 1.5 à l'USMB méritent d'être poursuivis dans les composantes et laboratoires pour sensibiliser tous les usagers de l'université. Au niveau de l'USMB, le calcul des émissions de gaz à effet de serre (GES) a été initié en 2019 avec la réalisation d'un premier bilan GES global. Les actions menées en 2023

dans le cadre du collectif « Agir Ensemble » qui regroupe notamment les collectivités, le CROUS et l'USMB portent également sur la décarbonation des campus, ainsi que sur la biodiversité, la restauration, les déchets et la mobilité.

Au Bourget-du-Lac, la chaufferie actuelle alimentant 27 000 m² de bâtiments, est particulièrement vétuste. L'USMB finalisera en 2023 les travaux d'une **chaufferie bois,** financés pour partie par le Plan de relance et qui permettront de remplacer la chaufferie gaz existante dont les chaudières sont en fin de vie. La mise en place d'une chaudière bois permettra de réduire de 72% les émissions de CO_2, avec 80% de la consommation de chaleur couverte par le bois dès la prochaine saison de chauffe (2023-2024).

La rénovation du bâtiment 12B au Bourget qui sera finalisée en 2023 vise à installer une plateforme médicalisée de recherche accueillant le centre d'évaluation et de prévention articulaire dans un bâtiment performant sur les volets environnementaux et énergétiques. Ainsi, le projet prévoit l'intégration des **matériaux biosourcés** (cloisons et isolation bois) **et géosourcés** (doublage avec des briques en terre crue), et la compensation de la consommation de climatisation par une **production solaire photovoltaïque**. La livraison de ce bâtiment, prévue en septembre 2023 est contrainte par des délais très courts conditionnant l'obtention d'une partie du financement des travaux de cette rénovation. Dans un contexte du prix de l'électricité en forte haute, le recours à l'électricité photovoltaïque est plus que jamais d'actualité. L'étude de faisabilité réalisée fin 2021 sur la maison de la mécatronique qui présente de fortes consommations électriques stables toute l'année dues à la plateforme de calcul MUST, montre que ce serait une installation photovoltaïque parfaitement adaptée à l'autoconsommation. Il conviendra en 2023 de réaliser une pré-étude afin d'envisager un financement FEDER 2021-2027.

Avec des effectifs de l'ordre de 15 000 étudiants et 1 300 personnels répartis sur trois campus et le bâtiment de la présidence à Chambéry, la **mobilité** constitue un enjeu important pour l'université en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons missionné un nouveau référent mobilité à l'USMB en avril 2022 et pris contact avec les agglomérations concernées en Savoie (Grand Chambéry et Grand Lac) et Haute-Savoie (Grand Annecy) pour nous accompagner dans la réalisation du nouveau plan de mobilité. L'accompagnement a été officiellement lancé le 20 juin 2022, en présence des différents représentants mobilité. L'agence Écomobilité a permis de faire le lien entre l'université et les trois agglomérations. Nous sommes actuellement en phase diagnostic, avec d'une part une enquête réalisée par le cabinet Latitude dans le cadre du collectif Agir Ensemble et d'autre part une cartographie des déplacements en cours de réalisation par l'agence Écomobilité. L'accompagnement va se poursuivre en 2023 avec la définition du plan d'actions. L'enjeu sera de limiter l'usage de la voiture et de l'autosolisme en particulier, en favorisant la mobilité douce.

INDICATEURS ET JALONS

1. LA RECHERCHE, L'INNOVATION ET LA VALORISATION

Indicateur 1 : Nombre de jeunes chercheurs/doctorants bénéficiant du système de mentoring : 20

Indicateur 2 : Nombre d'aide à la mobilité des chercheurs et doctorants : 50

Indicateur 3 : Nombre de participants USMB et extérieurs aux écoles d'été : 80

Indicateur 4 : Nombre de doctorants impliqués dans des projets PITON : 5

Jalon 1 : Plan d'actions label HRS4R : novembre 2023

Jalon 2 : Inventaire des équipements : juin 2023

Jalon 3 : plan pluriannuel d'investissement recherche : décembre 2023

Jalon 4 : Plan d'actions – schéma directeur de la culture scientifique et technique : octobre 2023

Jalon 5 : Nouvelle offre de formation doctorale : septembre 2023

2. LA FORMATION, L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE, LA VIE ET LA SANTÉ ÉTUDIANTES

Jalon 1 : Démarche de conception de la formation basée sur l'APC engagée par toutes les mentions de licences de l'USMB : septembre 2023

Jalon 2 : Situations d'apprentissage et d'évaluation aux standards APC mises en place en première année pour toutes les licences de l'USMB : septembre 2023

Jalon 3 : Déploiement des passerelles facilitant les réorientations : septembre 2023

Jalon 4 : Présentation du schéma directeur de la vie étudiante aux instances de l'USMB : avril-mai 2023

Jalon 5 : Actions de prévention et de lutte contre les VSS (conventionnement avec les parquets de Chambéry et d'Annecy) : février 2023

Jalon 6 : Cadrage des masters : mars 2023

Jalon 7 : Bilan du fonctionnement des distributeurs de protections périodiques et pérennisation du dispositif : juillet 2023

Jalon 8 : Installation vidéo protection campus Jacob-Bellecombette (sous réserve d'obtention des financements) : septembre 2023

Jalon 9 : Refonte des deux comités CVEC : février 2023

Jalon 10 : Décision sur une éventuelle transformation du service de santé des étudiants : juin 2023

3. LES RELATIONS INTERNATIONALES

Indicateur 1 : Nombre d'événements organisés pour faire connaître UNITA au sein l'USMB : 10

Indicateur 2 : Nombre de formations accompagnées pour renforcer son internationalisation : 15

Indicateur 3 : Nombre d'étudiants ambassadeurs : 6

Indicateur 4 : Nombre de formules « FLE tout compris » de courte durée : 2

Jalon 1 : Livraison du référentiel de compétences internationales : février 2023

Jalon 2 : Livraison du guide d'internationalisation des formations : avril 2023

Jalon 3 : Développement d'offres de formation packagées destinées aux publics internationaux : avril 2023

Jalon 4 : Organisation d'une semaine des langues à destination des personnels : juin 2023

4. LES RESSOURCES HUMAINES ET LA GOUVERNANCE

Jalon 1 : Mise en place d'un dialogue objectif moyen avec les composantes de formation et de recherche spécifique aux ressources humaines associant l'ensemble des acteurs : printemps 2023

Jalon 2 : Bilan des sollicitations du dispositif de signalement et mise en place d'actions préventives à destination des étudiantes, des étudiants et des personnels : automne 2023

Jalon 3 : Cadrage relatif à l'emploi contractuel pour des missions spécifiques à technicité élevée : avril 2023

Jalon 4 : Description du processus PAP-RAP de suivi du contrat pluriannuel, et construction des outils de suivi (indicateurs et jalons) du projet stratégique : juin 2023

Jalon 5 : Production d'une cartographie pluriannuelle des moyens financiers et humains : avril 2023

Jalon 6 : Proposition d'un outil de prévision pluriannuelle de la masse salariale : mai 2023

Jalon 7 : Mise en place d'un programme de formations financières des personnels : février 2023

Jalon 8 : Adaptation du système d'information pour le suivi de la charge d'enseignement dans sa diversité : mai 2023

Jalon 9 : Présentation d'un programme pluriannuel d'actions en faveur de la qualité aux instances de l'USMB : mai 2023

Jalon 10 : Déploiement d'un premier processus à titre expérimental : mars 2023

Jalon 11 : Présentation à l'équipe politique d'un bilan d'étape de l'analyse fonction et d'un plan d'action 2023-2024 : février 2023

Jalon 12 : Dématérialisation des processus de gestion des vacataires et des demandes de départ à l'étranger (DAAE), intégrant une signature électronique certifiée : juin 2023

Jalon 13 : Finalisation du processus de déploiement de Moodle (nouvelle version) : juin 2023

Jalon 14 : Définition d'un plan de communication externe et d'un plan d'action en matière de communication interne : avril 2023

5. LE PATRIMOINE ET LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

Jalon 1 : Démarrage du SDIA du campus du Bourget-du-Lac : septembre 2023

Jalon 2 : Lancement des travaux de la Maison de l'Action Publique Internationale (MAPI) : septembre 2023

Jalon 3 : Fin des études de conception du bâtiment « Accueil de site » à Annecy : novembre 2023

Jalon 4 : Fin des études de maîtrise d'œuvre concernant la rénovation de l'enveloppe du bâtiment H de l'IUT d'Annecy : décembre 2023

Jalon 5 : Sélection d'un des trois candidats retenus pour le Marché Global de Performance pour la restructuration et l'extension de la BU de Jacob-Bellecombette : juillet 2023

Jalon 6 : Réalisation des études de programmation du bâtiment CEDRA : décembre 2023

Jalon 7 : Point d'étape du plan de sobriété : juillet 2023

Jalon 8 : Point d'étape du déploiement des compteurs de suivi des consommations sur le campus du Bourget-du-Lac : juillet 2023

Jalon 9 : Mise en route de la nouvelle chaufferie bois au Bourget-du-Lac : octobre 2023

Jalon 10 : Rénovation du bâtiment 12B au Bourge-du-Lac avec production photovoltaïque : octobre 2023

Jalon 11 : Pré-étude pour la réalisation d'une installation photovoltaïque sur la toiture de Polytech Annecy : septembre 2023

Jalon 12 : Élaboration du plan d'action dans le cadre du nouveau plan mobilité de l'USMB : septembre 2023

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_4.3.

Point 4 – Affaires financières

4.3. Tarif de la boutique USMB

Vu le code l'éducation, notamment son article L712-3,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu la décision n°2017-005 du 17 novembre 2017 du président de l'université Savoie Mont Blanc portant sur les tarifs des objets promotionnels de l'université Savoie Mont Blanc,

► ***Le conseil d'administration émet un avis favorable sur les modifications apportées aux tarifs de la boutique.***

Désignation	Prix de vente TTC
Veste de ski homme (marque Salomon)	~~160,00 €~~ -30% soit 112 €
Veste de ski femme (marque Salomon)	~~140,00 €~~ - 30% soit 98 €
Tour de cou (marque Salomon)	~~20,00 €~~ -30% soit 14€
Plaid en PET recyclé (nouveau)	25,00 €
Gourde isotherme (nouveau)	15,00 €

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*18*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*16*	*Abstention :*	*3*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*21*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le : 03 JAN. 2023 Transmise au recteur de région académique le : 03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_5.1.1.

Point 5 – Formation et vie universitaire

5.1. Année universitaire 2022-2023

5.1.1. Ouverture du certificat d'université « Géotechnique appliquée aux travaux de soutènement »

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

Cette formation s'appuie sur des modules déjà existants du MASTER GAIA et s'inscrit dans un contexte triple :

- L'ambition de l'USMB de promouvoir une offre de formations s'appuyant sur ses ressources propres et notamment ses parcours de formation initiale en place ;
- La remontée des partenaires de la communauté I-RISK d'avoir des formations adaptées à leurs besoins professionnels sur les thématiques concernant la gestion des risques naturels gravitaires, et adressée vers le public professionnel qui est concerné par ses activités ;
- L'émergence de la chaire d'excellence MIRE, portée par la Fondation USMB, qui inclut parmi ses objectifs celui d'une formation tout au long de la vie sur des thématiques liées à l'espace montagne et son aménagement.

Ce parcours répond à une demande identifiée au sein de la communauté professionnelle animée par I-RISK, tant auprès des entreprises, des bureaux d'études que des maitres d'ouvrages.

La présentation détaillée des objectifs et des modalités pédagogiques de cette certification universitaire est annexée à la présente délibération.

► ***Le conseil d'administration approuve l'ouverture du certificat d'université « Géotechnique appliquée aux travaux de soutènement », à compter de la rentrée universitaire 2022-2023 :***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*18*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*4*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	03 JAN. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

NOTE D'OPPORTUNITE
Certificat d'Université
« Géotechnique appliquée aux travaux de soutènement »



INTITULE DE LA FORMATION (*Nom du diplôme)* :

Géotechnique appliquée aux travaux de soutènement

RESPONSABILITE PEDAGOGIQUE ENSEIGNANT USMB :

Nom Prénom : Francois NICOT

Co-responsable : ☒ oui ☐ non

Nom Prénom : Jean Luc GOT

COMPOSANTE CONCERNEE

☐ IUT D'ANNECY	☐ IAE	☒ SCEM	☐ LLSH
☐ IUT DE CHAMBERY	☐ POLYTECH	☐ FD	☐ IUFP

SCOLARITE GEREE PAR :

☐ COMPOSANTE(S) CONCERNEE(S) ☒ IUFP

CONTEXTE DE LA FORMATION *Confirmer le besoin de développer une offre de formation* **:**

Cette formation s'appuie sur des modules déjà existants du MASTER GAIA et s'inscrit dans un contexte triple :

- L'ambition de l'USMB de promouvoir une offre de formations s'appuyant sur ses ressources propres et notamment ses parcours de formation initiale en place
- La remontée des partenaires de la communauté I-RISK d'avoir des formations adaptées à leurs besoins professionnels sur les thématiques concernant la gestion des risques naturels gravitaires, et adressée vers le public professionnel qui est concerné par ses activités
- L'émergence de la chaire d'excellence MIRE, portée par la Fondation USMB, qui inclut parmi ses objectifs celui d'une formation tout au long de la vie sur des thématiques liées à l'espace montagne et son aménagement.

PUBLIC *Typologie des publics, à qui s'adresse cette formation, public cible,* **:**

- Chargés d'affaires
- Ingénieurs d'études
- Tout personnel technique désireux de consolider ses connaissances sur la thématique

PRE-REQUIS *Diplôme requis, possibilité d'accéder à la formation via la VAPP compétences initiales nécessaires à l'entrée en formation :*

Toute personne titulaire d'une licence ou équivalent avec la possibilité de faire reconnaitre l'équivalence via la VAPP.

OBJECTIFS GENERAUX DE LA FORMATION *Former quel public pour réaliser quelles activités pour quels objectifs :*

Ce parcours répond à une demande identifiée au sein de la communauté professionnelle animée par I-RISK, tant auprès des entreprises, des bureaux d'études que des maitres d'ouvrages.

Il s'agit d'apporter des connaissances et savoir-faire complémentaires auprès d'un public technique, afin de leur permettre de monter en compétences.

Cette exigence est clairement identifiée dans le domaine technique de la géotechnique pour lequel il peut exister un gap entre les outils issus du front actuel des connaissances, et les méthodes parfois employées en situation opérationnelle.

Cette formation, par sa structure modulaire (42 heures réparties en 6 modules de 7 heures chacun), répondra à cette exigence, tout en s'adaptant au mieux aux contraintes des acteurs professionnels et à leurs besoins spécifiques en termes de renforcement de compétences.

ORGANISATION *Nombres d'heures/Nombres de jours/rythme :*

Nombre d'heures total d'enseignement de la formation : 42 (6 jours)
Nombre d'heures d'enseignement requis pour valider le CU : 42 (6 jours)
Nombre d'heures pour la soutenance : 0

Lieu de formation : Campus du Bourget du Lac

Rythme : Cette formation s'échelonne sur 3 périodes de 2 jours (3 fois 2 jours) d'octobre à avril (préférentiellement : octobre-novembre et février-avril).

COMPETENCES VISEES	Détaillées ci-dessous
DESCRIPTIF DES MODULES	**MODULE 1 : Fondamentaux de mécanique des sols** **Volume : 7 heures** **Objectif** S'approprier les principales notions nécessaires pour comprendre l'équilibre d'un sol sous contraintes : grandeurs physiques caractéristiques, état de contrainte, lois de comportement, pressions interstitielles et tassement. **Plan du cours** - Propriétés physiques des sols - Contraintes et déformations dans les sols - Contrainte naturelle et contrainte sous chargement - Introduction au comportement mécanique des sols - Notions d'hydraulique et de consolidation des sols **Compétences visées** - Savoir manipuler les différentes grandeurs physiques caractérisant un sol, en employant les bonnes unités - Déterminer l'état de contrainte dans un sol avec ou sans chargement extérieur, dans des configurations simples - Savoir manipuler les principaux concepts liés au comportement mécanique d'un sol : cas élastique linéaire isotrope (loi de Hooke), et cas parfaitement plastique (critère de Mohr-Coulomb) - Calculer la pression interstitielle en un point donné d'un massif de sol saturé - Effectuer un calcul de tassement sous fondation Evaluation Test écrit de 15 min par module

MODULE 2.1 : Ouvrages de soutènement– Principes généraux de calculs

Volume : 7 heures

Objectif

Acquérir les connaissances théoriques fondamentales pour le dimensionnement des ouvrages de soutènement

Plan du cours

- Généralités sur la notion de contraintes en MMC
- Notions d'analyse limite, états de poussée et butée
- Equilibres de Rankine et de Boussinesq
- Application à l'aide d'exemples simples de calcul de dimensionnement

Compétences visées

- Maitriser l'ensemble des techniques de calcul liées au comportement parfaitement plastique d'un massif de sol (critère de Mohr-Coulomb).
- Déterminer les contraintes appliquées par un massif de sol sur un parement dans le cas de la théorie de Rankine ou de Boussinesq.
- Déterminer le chargement extérieur appliqué à un mur de soutènement (mur-poids, avec ou sans redans, ou mur-voile).
- Vérifier la stabilité externe d'un mur de soutènement (mur-poids, avec ou sans redans, ou mur-voile).
- Dimensionner un rideau de palplanches.

Evaluation

Test écrit de 15 min par module

MODULE 2.2 : Ouvrages de soutènement – Application au calcul de dimensionnement

Volume : 7 heures

Objectif

Acquérir les notions pratiques pour le dimensionnement des ouvrages de soutènement

Plan du cours

- Application 1 : dimensionnement des murs de soutènement
- Application 2 : calcul des rideaux de palplanche

Compétences visées

- Maitriser l'ensemble des techniques de calcul liées au comportement parfaitement plastique d'un massif de sol (critère de Mohr-Coulomb).
- Déterminer les contraintes appliquées par un massif de sol sur un parement dans le cas de la théorie de Rankine ou de Boussinesq.
- Déterminer le chargement extérieur appliqué à un mur de soutènement (mur-poids, avec ou sans redans, ou mur-voile).
- Vérifier la stabilité externe d'un mur de soutènement (mur-poids, avec ou sans redans, ou mur-voile).
- Dimensionner un rideau de palplanches.

Evaluation

Test écrit de 15 min par module

MODULE 3 : Ouvrages de soutènement en contexte de pente

Volume : 7 heures

Objectif

Être capable de dimensionner un projet d'ouvrage de soutènement en contexte de pente, avec prise en compte des efforts spécifiques appliqués sur l'ouvrage par le terrain en état d'équilibre limite.

Plan du cours

Etat d'équilibre limite plastique
Cas d'une pente en état limite de rupture
Calcul des efforts appliqués sur un ouvrage de soutènement
Pris en compte des effets hydrauliques liés à la présence d'une nappe en écoulement
Traitement d'un cas concret

Compétences visées

Savoir mener des calculs à l'état d'équilibre limite plastique
Savoir décrire l'interaction mécanique entre un sol à la rupture et un ouvrage
Savoir modéliser l'effet d'une nappe en écoulement sur un ouvrage

Evaluation
Test écrit de 15 min par module

MODULE 4 : Ouvrages de soutènement – Introduction aux méthodes numériques de dimensionnement

Volume : 7 heures

Objectif

Introduction aux logiciels les plus courants en BE pour traiter les problèmes de dimensionnement des soutènements

Plan du cours

Comportement de fondations superficielles
Stabilité de parois ancrées
Stabilité de barrages durant les différentes phases
Utilisation de K-REA au calcul des parois moulées et des palplanches
Utilisation du package GEOS (GEOSTAB, GEOFOND, GEOMUR, GEOSPAR) pour le calcul de stabilité de talus, de fondations et parois moulées

Evaluation
Test écrit de 15 min par module

Compétences visées

Savoir utiliser les logiciels les plus classiques afin de mener des calculs de stabilité d'ouvrages de soutènement

MODULE 5 : Ouvrages de soutènement – autres ouvrages géotechniques

Volume : 7 heures

Objectif

Dimensionnement des ouvrages géotechniques spécifiques tels que fondations superficielles, parois ancrées, et barrages en terre

Plan du cours

Comportement des fondations superficielles, techniques de dimensionnement
Stabilité de parois ancrées
Stabilité de barrages durant les différentes phases

Compétences visées

Savoir mobiliser les concepts principaux introduits dans les modules 1 et 2, afin de dimensionner des ouvrages géotechniques spécifiques tels que fondations superficielles, parois ancrées, et barrages en terre

Evaluation
Test écrit de 15 min par module

DESCRIPTIF DES MODULES *si nécessaire* **:**

Détaillé ci-dessus

MODALITES D'OBTENTION DU DIPLOME :

L'attribution du diplôme est conditionnée par :

☒ le suivi complet de la formation

☒ l'obtention de la note finale moyenne de 10/20 à l'évaluation (compensation des notes)

☐ la validation par bloc de compétences

☐ la validation d'un stage

☐ une session de rattrapage

Précisions si nécessaire :

ATOUTS DE LA FORMATION *Méthodes Mobilisées : Modalités pédagogiques et/ou moyens et/ou outils utilisés pour mener à bien la formation à adapter et compléter selon les DU :*

- Inscription libre au module, au bloc de compétences ou au cycle complet
- Rythme de la formation spécialement aménagé afin de permettre la poursuite de l'activité professionnelle
- Pédagogie active, alternant les apports théoriques et les mises en situation pratiques
- Complémentarité des profils au sein de la promotion et richesse des échanges
- Des enseignements universitaires associés à l'expertise terrain d'intervenants en activité dans le domaine

MODALITES ET DELAI D'ADMISSION *CV + Lettre de Motivation à adresser au responsable pédagogique (entretien, test, évaluation sur dossier) préciser le délai d'admission :*

Transmission de la candidature (comprenant un CV et une lettre de motivation) au responsable pédagogique au minimum 15 jours avant le démarrage de la formation. Avis pédagogique (par le responsable pédagogique) dans les 10 jours après réception du dossier de candidature.

SUITES DE PARCOURS ET DEBOUCHES :

Poursuite de la vie professionnelle au sein de la structure employeur

LIEUX DE FORMATION

☐ Campus d'Annecy

☐ Campus Jacob-Bellecombette

☒ Campus du Bourget-du-lac

☐ A distance

SEUIL d'OUVERTURE *(le seuil peut varier selon la proportion de stagiaires financés ou non) :*

Nombre de participants minimum : 7

Précisions si nécessaire :

TARIFS :

☒ Tarif Horaire individuel : 25€

☒ Tarif Horaire financé : 45 €

☐ Tarif Forfaitaire : €

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

Possibilité de mobiliser du CPF

Intervenants USMB : Jean Luc Got / François NICOT
Intervenants extérieurs spécialistes du domaine

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_5.1.2.

Point 5 – Formation et vie universitaire

5.1. Année universitaire 2022-2023

5.1.2. Ouverture du certificat d'université « Géomécanique appliquée à la stabilité de pentes et de versants »

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

Cette formation s'appuie sur des modules déjà existants du MASTER GAIA et s'inscrit dans un contexte triple :

- L'ambition de l'USMB de promouvoir une offre de formations s'appuyant sur ses ressources propres et notamment ses parcours de formation initiale en place ;
- La remontée des partenaires de la communauté I-RISK d'avoir des formations adaptées à leurs besoins professionnels sur les thématiques concernant la gestion des risques naturels gravitaires ;
- L'émergence de la chaire d'excellence MIRE, portée par la Fondation USMB, qui inclut parmi ses objectifs celui d'une formation tout au long de la vie sur des thématiques liées à l'espace montagne et son aménagement.

Ce parcours répond à une demande identifiée au sein de la communauté professionnelle animée par I-RISK, tant auprès des entreprises, des bureaux d'études que des maitres d'ouvrages.

La présentation détaillée des objectifs et des modalités pédagogiques de cette certification universitaire est annexée à la présente délibération.

► ***Le conseil d'administration approuve l'ouverture du certificat d'université « Géomécanique appliquée à la stabilité de pentes et de versants », à compter de la rentrée universitaire 2022-2023 :***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*18*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*4*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	03 JAN. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

NOTE D'OPPORTUNITE
Certificat d'université
« Géomécanique appliquée à la stabilité de pentes et de versants »



INTITULE DE LA FORMATION (*Nom du diplôme)* :

Géomécanique appliquée à la stabilité de pentes et de versants

RESPONSABILITE PEDAGOGIQUE ENSEIGNANT USMB :

Nom Prénom : Francois NICOT

Co-responsable : ☒ oui ☐ non

Nom Prénom : Jean Luc GOT

COMPOSANTE CONCERNEE

☐ IUT D'ANNECY	☐ IAE	☒ SCEM	☐ LLSH
☐ IUT DE CHAMBERY	☐ POLYTECH	☐ FD	☐ IUFP

SCOLARITE GEREE PAR :

☐ COMPOSANTE(S) CONCERNEE(S) ☒ IUFP

CONTEXTE DE LA FORMATION *Confirmer le besoin de développer une offre de formation* **:**

Cette formation s'appuie sur des modules déjà existants du MASTER GAIA et s'inscrit dans un contexte triple :

- L'ambition de l'USMB de promouvoir une offre de formation s'appuyant sur ses ressources propres et notamment ses parcours de formation initiale en place
- La remontée des partenaires de la communauté I-RISK d'avoir des formations adaptées à leurs besoins professionnels sur les thématiques concernant la gestion des risques naturels gravitaires.
- L'émergence de la chaire d'excellence MIRE, portée par la Fondation USMB, qui inclut parmi ses objectifs celui d'une formation tout au long de la vie sur des thématiques liées à l'espace montagne et son aménagement.

PUBLIC *Typologie des publics, à qui s'adresse cette formation, public cible,* **:**

- Chargés d'affaires
- Ingénieurs d'études
- Tout personnel technique désireux de consolider ses connaissances sur la thématique

PRE-REQUIS *Diplôme requis, possibilité d'accéder à la formation via la VAPP compétences initiales nécessaires à l'entrée en formation :*

Toute personne titulaire d'une licence ou équivalent avec la possibilité de faire reconnaitre l'équivalence via la VAPP.

OBJECTIFS GENERAUX DE LA FORMATION *Former quel public pour réaliser quelles activités professionnelles :*

Ce parcours répond à une demande identifiée au sein de la communauté professionnelle animée par I-RISK, tant auprès des entreprises, des bureaux d'études que des maitres d'ouvrages.

Il s'agit d'apporter des connaissances et savoir-faire complémentaires auprès d'un public technique, afin de leur permettre de monter en compétences.

Cette exigence est clairement identifiée dans le domaine de la géotechnique pour lequel il peut exister un fossé entre les outils issus du front actuel des connaissances, et les méthodes parfois employées en situation opérationnelle.

ORGANISATION *Nombres d'heures/Nombres de jours/rythme :*

Nombre d'heures total d'enseignement de la formation : 42 (6 jours)
Nombre d'heures d'enseignement requis pour valider le CU : 42 heures (6 jours)
Nombre d'heures pour la soutenance : 0

Lieu de formation : Campus du Bourget du Lac

Rythme : Cette formation s'échelonne sur 3 périodes de 2 jours (3 fois 2 jours) d'octobre à avril (préférentiellement : octobre-novembre et février-avril).

COMPETENCES VISEES	Détaillées ci-dessous
DESCRIPTIF DES MODULES	**MODULE 1 : Fondamentaux de mécanique des sols** **Volume : 7 heures** **Objectif** S'approprier les principales notions nécessaires pour comprendre l'équilibre d'un sol sous contraintes : grandeurs physiques caractéristiques, état de contrainte, lois de comportement, pressions interstitielles et tassement. **Plan du cours** - Propriétés physiques des sols - Contraintes et déformations dans les sols - Contrainte naturelle et contrainte sous chargement - Introduction au comportement mécanique des sols - Notions d'hydraulique et de consolidation des sols **Compétences visées** - Savoir manipuler les différentes grandeurs physiques caractérisant un sol, en employant les bonnes unités - Déterminer l'état de contrainte dans un sol avec ou sans chargement extérieur, dans des configurations simples - Savoir manipuler les principaux concepts liés au comportement mécanique d'un sol : cas élastique linéaire isotrope (loi de Hooke), et cas parfaitement plastique (critère de Mohr-Coulomb) - Calculer la pression interstitielle en un point donné d'un massif de sol saturé - Effectuer un calcul de tassement sous fondation Evaluation Test écrit de 15 min par module

MODULE 2 : Fondamentaux de mécanique des roches

Volume : 7 heures

Objectif

Bases de mécanique des roches pour la géotechnique, les risques naturels gravitaires et les travaux souterrains.

Plan du cours

- Rhéologies non élastiques, plasticité, élasto-plasticité, endommagement, comportements visco-élastiques, déformations différées
- Rupture des roches : différents essais, interprétation de l'essai triaxial
- Courbe intrinsèque, modèle de Coulomb, Drücker-Prager, Griffith. Estimation de l'angle de frottement interne et de la cohésion
- Effet d'échelle. Méthodes de classification des masses rocheuses (RMR, Q-Barton), estimation de l'angle de frottement et de la cohésion à grande échelle. GSI, critère de Hoek and Brown
- Lois rhéologiques expérimentales et à l'échelle du massif : modèle de Hoek and Brown, modèle de Cam-Clay
- Contraintes en massif rocheux

Compétences visées

- Compréhension des processus mécaniques en jeu lors de la rupture des roches
- Savoir classer un massif rocheux à l'aide des méthodes RMR, Q-Barton, GSI
- Comprendre et savoir manipuler les différentes rhéologies notamment dans l'objectif du choix d'une rhéologie pour la modélisation numérique

Evaluation

Test écrit de 15 min par module

MODULE 3 : Approche géomécanique des instabilités gravitaires

Volume : 10.5 heures

Objectif

Estimation de l'aléa gravitaire lié aux chutes de blocs et aux glissements de terrains

Plan du cours :

- Aléas, notion de vulnérabilité
- Généralités sur les risques naturels gravitaires en montagne
- Les aléas gravitaires dans une perspective géodynamique
- Eboulements rocheux : approche quantitative des différents mécanismes de déclenchement
    - Mécanisme de glissement plan
    - Mécanisme de glissement dièdre
    - Mécanisme de fauchage
- Glissements de terrain
    - Mécanisme de glissement plan
    - Modélisation d'un glissement circulaire

Compétences visées

- Glissement de terrain
    - Savoir mener un calcul de glissement de terrain plan
    - Savoir mener un calcul de glissement de terrain circulaire avec méthode des tranches de Fellenius ou Bishop
- Instabilités rocheuses
    - Savoir analyser un mécanisme de glissement plan
    - Savoir analyser un mécanisme de glissement dièdre (avec stéréogramme)
    - Savoir analyser un mécanisme de fauchage

Evaluation

Test écrit de 15 min par module

MODULE 4 : Géomorphologie et géologie appliquée

Volume : 10.5 heures

Objectif

Apporter des compétences élémentaires afin d'être capable de comprendre le contexte géologique régional et local du site étudié.
Apporter les bases essentielles pour repérer les principales formes de terrain, leurs processus d'évolution, et leur lien avec les instabilités gravitaires observées.

Plan du cours

- Présentation et observation des morphologies et des signatures sédimentologiques des formations superficielles.
- Etude des processus d'érosion, de transport et de dépôt qui déterminent l'évolution d'un paysage dans différents contextes géologiques.
- Analyse des relations géométriques et chronologiques entre formations superficielles.
- Reconstruction de l'histoire du relief et réalisation de coupes géologiques à partir de cartes géologiques, photos aériennes, données de terrain.
- 1 sortie terrain à la journée, permettant de faire le lien entre les éléments de connaissance vus en cours et la réalité de terrain. Plusieurs sites seront visités, afin de diversifier les contextes et les problématiques.

Compétences visées

- Reconnaître les principales formations superficielles.
- Etre capable de repérer les principales formes de relief, et leur processus d'évolution.
- Etre capable d'identifier les discontinuités dans un massif rocheux.

Evaluation
Test écrit de 15 min par module

MODULE 5 : Comportement, conception et dimensionnement des ouvrages de protection

Volume : 7 heures

Objectif

Acquérir les connaissances de base afin de comprendre le fonctionnement mécanique des principaux ouvrages de protection contre les instabilités de versant (chutes de blocs et glissements de terrains)
Fournir les outils permettant de concevoir et dimensionner un ouvrage de protection dans un contexte donné

Plan du cours

- Partie A – Chutes de blocs
  - Typologie des ouvrages de protection contre les chutes de blocs
  - Notions principales d'analyse trajectographique
  - Principe de fonctionnement des filets pare-pierres (filets plaqués et filets d'arrêt)
  - Principe de fonctionnement des merlons
- Partie B – Glissements de terrains
  - Typologie des ouvrages de stabilisation de pente vis-à-vis de l'aléa de glissement
  - Principe de dimensionnement : cas d'un mur de soutènement placé dans la pente

Compétences visées

- Maitriser le principe de fonctionnement des principaux ouvrages de protection.
- Maitriser les classes de chargement statique ou dynamique des ouvrages pare-pierres.
- Maitriser l'analyse mécanique d'un soutènement placé dans une pente instable.

Evaluation
Test écrit de 15 min par module

DESCRIPTIF DES MODULES *si nécessaire* **:**

Détaillé ci-dessus

MODALITES D'OBTENTION DU DIPLOME :

L'attribution du diplôme est conditionnée par :

☒ le suivi complet de la formation

☒ l'obtention de la note finale moyenne de 10/20 à l'évaluation

☐ la validation par bloc de compétences

☐ la validation d'un stage

☐ une session de rattrapage

Précisions si nécessaire :

ATOUTS DE LA FORMATION *Méthodes Mobilisées : Modalités pédagogiques et/ou moyens et/ou outils utilisés pour mener à bien la formation à adapter et compléter selon les DU :*

- Inscription libre au module, au bloc de compétences ou au cycle complet
- Rythme de la formation spécialement aménagé afin de permettre la poursuite de l'activité professionnelle
- Pédagogie active, alternant les apports théoriques et les mises en situation pratiques
- Complémentarité des profils au sein de la promotion et richesse des échanges
- Des enseignements universitaires associés à l'expertise terrain d'intervenants en activité dans le domaine

MODALITES ET DELAI D'ADMISSION *CV + Lettre de Motivation à adresser au responsable pédagogique (entretien, test, évaluation sur dossier) préciser le délai d'admission :*

Transmission de la candidature (comprenant un CV et une lettre de motivation) au responsable pédagogique au minimum 15 jours avant le démarrage de la formation. Avis pédagogique (par le responsable pédagogique) dans les 10 jours après réception du dossier de candidature.

SUITES DE PARCOURS ET DEBOUCHES :

Poursuite de la vie professionnelle au sein de la structure employeur

LIEUX DE FORMATION

☐ Campus d'Annecy

☐ Campus Jacob-Bellecombette

☒ Campus du Bourget-du-lac

☐ A distance

SEUIL d'OUVERTURE *(le seuil peut varier selon la proportion de stagiaires financés ou non) :*

Nombre de participants minimum : 8

Précisions si nécessaire :

TARIFS :

☒ Tarif Horaire individuel : 25 €

☒ Tarif Horaire financé : 45 €

☐ Tarif Forfaitaire : €

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

Possibilité de mobiliser du CPF

Intervenants USMB : Jean Luc Got / François NICOT
Intervenants extérieurs spécialistes du domaine

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_5.1.3.

Point 5 – Formation et vie universitaire

5.1. Année universitaire 2022-2023

5.1.3. Demande d'accréditation du parcours « Travaux publics » du BUT Génie civil – Construction durable proposé par l'IUT de Chambéry (BUT GCCD)

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 10 novembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

Il est proposé au conseil d'administration de solliciter la régularisation de l'offre de formation de l'USMB, suite à un réajustement de parcours BUT Génie civil-Construction durable.

L'université Savoie Mont Blanc (USMB) est accréditée pour délivrer le BUT Génie civil - Construction durable, parcours « Travaux bâtiment » et « Réhabilitation et amélioration des performances environnementales des bâtiments ».

Face aux enjeux locaux, l'équipe pédagogique a décidé d'ouvrir à la rentrée 2021 le parcours « Travaux publics » en lieu et place du parcours « Réhabilitation et Amélioration des performances Environnementales des Bâtiments ».

Ce parcours « Travaux publics » qui ne figure pas dans la liste des parcours actuellement accrédités est proposé en alternance (actuellement 15 étudiants inscrits).

Une demande de régularisation de l'offre de formation de l'USMB doit donc être adressée à la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle afin de modifier l'arrêté d'accréditation intégrant le parcours « travaux publics » du BUT GCCD.

► ***Le conseil d'administration approuve la demande d'accréditation du parcours « Travaux publics » du BUT Génie civil – construction durable de l'IUT de Chambéry.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*22*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*22*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	16 DEC. 2022
	Transmise au recteur de région académique le :	16 DEC. 2022

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_5.1.4.

Point 5 – Formation et vie universitaire

5.1. Année universitaire 2022-2023

5.1.4. Licences professionnelles suspendues – IUT d'Annecy

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

A la rentrée 2022, sur les 24 licences professionnelles (LP) proposées par l'IUT d'Annecy, 17 trouvent leur place au sein des parcours de BUT et 7 font l'objet d'une demande de licence professionnelle suspendue :

- 3 LP réalisées en partenariat avec OSV (avec tous les enseignements en anglais) OSDD/OMC/OISP,
- la LP TGI réalisée avec la CCI74 est complètement adossée au secteur immobilier,
- la LP MCIM adossée au secteur médical sur une niche très recherchée (maintenance des équipements médicaux),
- la LP TCI (technico-commercial) relève complètement d'une double compétence,
- la LP CMAODP apporte une réponse aux industriels qui sont en difficulté de recrutement sur ces métiers.

Pour toutes ces formations, l'insertion professionnelle est très importante, sachant par ailleurs que les offres d'emploi des entreprises sont supérieures au nombre de diplômés.

Une demande spécifique concerne la LP RSM qui fait l'objet d'une autorisation exceptionnelle car elle s'adresse à des sportifs de haut niveau dont le cursus est étalé sur un temps plus long. Ces étudiants intégreront un parcours de BUT TC.

► ***Le conseil d'administration approuve les demandes de licences professionnelles suspendues proposées par l'IUT d'Annecy.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*22*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*22*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	03 JAN. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Conseil d'administration

- Séance du 13 décembre 2022 -

Point n°5 de l'ordre du jour
Formation et vie universitaire

5.1. Année universitaire 2022-2023

5.1.4. Licences professionnelles suspendues (IUT Annecy)

A la rentrée 2022, sur les 24 licences professionnelles (LP) proposées par l'IUT Annecy, 17 trouvent leur place au sein des parcours de BUT et 7 font l'objet d'une demande de licence professionnelle suspendue :

- 3 LP réalisées en partenariat avec OSV (avec tous les enseignements en anglais) OSDD/OMC/OISP,
- la LP TGI réalisée avec la CCI74 est complètement adossée au secteur immobilier,
- la LP MCIM adossée au secteur médical sur une niche très recherchée (maintenance des équipements médicaux),
- la LP TCI (technico-commercial) relève complètement d'une double compétence,
- la LP CMAODP apporte une réponse aux industriels qui sont en difficulté de recrutement sur ces métiers.

Pour toutes ces formations, l'insertion professionnelle est très importante, sachant par ailleurs que les offres d'emploi des entreprises sont supérieures au nombre de diplômés.

Une demande spécifique concerne la LP RSM qui fait l'objet d'une autorisation exceptionnelle car elle s'adresse à des sportifs de haut niveau dont le cursus est étalé sur un temps plus long. Ces étudiants intégreront un parcours de BUT TC.

► Il est proposé au conseil d'administration d'approuver les demandes de licences professionnelles suspendues proposées par l'IUT Annecy.

ELEMENTS DE CADRAGE LICENCE PROFESSIONNELLE / BACHELOR UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE

Texte de référence :

- Code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-2, L. 612-3 et L. 613-1 ;
- Arrêté du 22 janvier 2014 modifié fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master ;
- Arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence ;
- Arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle ;
- Arrêté du 27 mai 2021 relatif aux programmes nationaux de la licence professionnelle « bachelor universitaire de technologie » et ses annexes.

La licence professionnelle sanctionne un niveau correspondant à 180 crédits européens à l'issue de parcours de formation spécifiques et professionnalisés qui permettent l'élaboration progressive des projets professionnels des étudiants et qui correspondent à l'acquisition d'un nombre de crédits compris entre 60 et 180.

La licence professionnelle offre ainsi aux établissements la capacité d'organiser des parcours de réussite et d'insertion professionnelle flexibles et professionnalisés en 180 crédits européens dans l'ensemble des composantes dispensant des formations de premier cycle, et notamment dans les unités de formation et de recherche et les instituts universitaires de technologie. Dans ce dernier cas, la licence professionnelle prend le nom d'usage de « *bachelor universitaire de technologie* ».

L'application de la réforme de la licence professionnelle au sein de l'USMB se traduit de la manière suivante :

- Les deux IUT de l'établissement assurent l'intégration des licences professionnelles actuelles sous la forme de parcours de licence professionnelle organisés en 180 crédits européens, prenant le nom d'usage de bachelor universitaire de technologie (BUT) ;

- Les composantes de l'établissement, hors IUT, conservent leurs parcours de formation spécifiques et professionnalisés correspondant à l'acquisition d'un nombre de 60 crédits, venant sanctionner un niveau correspondant à 180 crédits européens (nom d'usage : licence professionnelle *suspendue*) ;

- Les programmes du bachelor universitaire de technologie permettent notamment l'effectivité des passerelles mises en place au sein de l'ensemble des formations de premier cycle, universitaires ou extra-universitaires. Les passerelles internes à l'établissement seront privilégiées.

1° Bachelor universitaire de technologie dans les IUT

1.1 Organisation générale

Le bachelor universitaire de technologie est défini par des spécialités qui tiennent lieu de mention. Celles-ci correspondent aux spécialités du diplôme universitaire de technologie mentionnées dans l'arrêté pris en application de l'article D. 643-60 du code de l'éducation.

Le bachelor universitaire de technologie s'inscrit dans un cadre national défini par arrêté du ministre en charge de l'enseignement supérieur. Pour deux tiers du volume global des heures, le bachelor universitaire de technologie s'appuie sur un programme national fixé après avis de la commission consultative nationale des IUT. Pour un tiers du volume horaire global des heures, le bachelor universitaire de technologie s'appuie sur des adaptations locales de la formation définies par la commission de la formation et de la vie universitaire ou l'instance en tenant lieu, après avis du conseil de l'IUT.

Le bachelor universitaire de technologie comprend des activités de formation correspondant pour l'étudiant à l'équivalent de 2 000 heures d'enseignement encadré pour les spécialités du secteur d'activités production, et de 1 800 heures d'enseignement encadré pour les spécialités du secteur d'activités services. Ces heures sont distribuées de manière homogène sur les trois années, sans excéder chaque année une moyenne maximum de 33 heures par semaine.

En cohérence avec ses objectifs d'accueil, d'encadrement et de réussite, et afin de permettre une pédagogie innovante et différenciée, tout en laissant une large place au travail en mode projet et aux mises en situation, des activités dirigées sont proposées aux étudiants. Elles correspondent à un total de 600 heures de projets tutorés et de 22 à 26 semaines de stages et s'ajoutent aux activités encadrées définies comme les enseignements en présentiel ou organisés selon des modalités équivalentes. Les projets tutorés supposent une pédagogie innovante et adaptée qui s'appuie sur un volume d'heures de formation à hauteur minimale de 75 HETD par an et par groupe de TD, en complément des heures d'enseignement encadrés.

Lorsque la formation est ouverte en alternance et afin de tenir compte de l'acquisition de compétences en entreprises, les maquettes de formation de chaque année en alternance, incluant les projets tutorés, sont réduites de 20 % du volume horaire global de l'année.

1.2 Architecture BUT / licence pro

Aucun doublon bachelor universitaire de technologie / licence professionnelle ne pourra être mis en œuvre au sein de l'établissement.

A titre exceptionnel et sous réserve que le maintien de la formation soit justifié par :

- un impératif local clairement identifié par un besoin fort des entreprises ou de tout autre acteur favorisant l'insertion professionnelle des étudiantes et des étudiants ;

- une logique de formation et notamment la recherche d'une double compétence ;

- une attractivité forte en lien avec une offre de formation originale et différenciante,

les IUT auront la possibilité de conserver les formations de licence professionnelles actuelles (licence professionnelle *suspendue* de 60 ECTS) qui ne peuvent pas être intégrées sous la forme de parcours de bachelor universitaire de technologie. Tout projet en ce sens sera soumis à approbation préalable des instances de l'établissement (CFVU du CAC et CA). En cas de validation, ces licences professionnelles *suspendues* respecteront le rythme semestriel. Les équipes veilleront à suivre les préconisations de l'Hcéres .

1.3 Constitution des groupes

Les conséquences de la diversification des parcours en BUT 2 doivent être anticipées par les IUT.

Pour les spécialités secondaires, les groupes sont de 26 étudiants en Travaux Dirigés (TD) et 13 en Travaux Pratiques (TP). Le référentiel de formation identifie les TP présentant un risque pour la sécurité des étudiants et nécessitant un encadrement particulier. Pour les spécialités tertiaires, les groupes sont de 28 étudiants en TD et 14 en TP.

2° Licence professionnelle hors IUT

Les licences professionnelles actuelles sont maintenues et doivent impérativement respecter le rythme semestriel. Les équipes veilleront à suivre les préconisations de l'Hcéres.

3° Les passerelles

Les équipes pédagogiques des formations préparant les étudiants au BUT doivent prévoir des passerelles permettant d'intégrer des étudiants provenant de licences généralistes. Cette mise en place se fera en concertation avec les équipes pédagogiques des licences généralistes. L'université accompagnera la mise en place de ces passerelles.

LICENCE PROFESSIONNELLE
PARCOURS EN 60 ECTS – LP 3E ANNEE

COMPOSANTE : IUT d'ANNECY

MENTION : COMMERCIALISATION DE PRODUITS ET SERVICES

PARCOURS : MANAGEMENT DE LA RELATION COMMERCIALE - RYTHME SPORT ET MONTAGNE SECTION AMENAGEE (SPORT-ETUDES)

REGIME : INITIAL

DEPARTEMENT DE RATTACHEMENT : TC

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE DE LA MENTION ET DU PARCOURS : JULIETTE VALENTIN

ANNEXE : MAQUETTE 2022/23 (SOURCE AMETYS)

OCTOBRE 2022

EFFECTIFS

Données SISE au 15/01	2019/2020	2020/2021	2021/2022
Capacité d'accueil	**25**	**25**	**25**
Effectifs étudiants	**26**	**20**	**19**
dont formation initiale	26	20	19
dont formation en apprentissage			
dont boursier	4	4	3

ORIGINE DES ETUDIANTS

	15/01/2020	15/01/2021	15/01/2022
Inscrits originaires USMB	**26**	**19**	**18**
Inscrits provenant d'une autre université		1	1
Inscrits provenant d'un établissement étranger			
Inscrits en BTS ou post BTS			
Inscrits autres types d'établissements (TTLV,…)			
TOTAL	**26**	**20**	**19**

TAUX DE REUSSITE AU DIPLOME EN FIN DE CURSUS

	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Inscrits	30	26	20
Taux de réussite sur inscrits	23,3%	42,3%	30%
Présents aux examens	7	11	6
Taux de réussite sur présents	**100%**	**100%**	**100%**

Remarque : le taux de réussite global est bas en raison de l'aménagement de la LP sur 2ans – voire plus pour certains SHN qui ont eu besoin d'aménagements temporels plus importants.

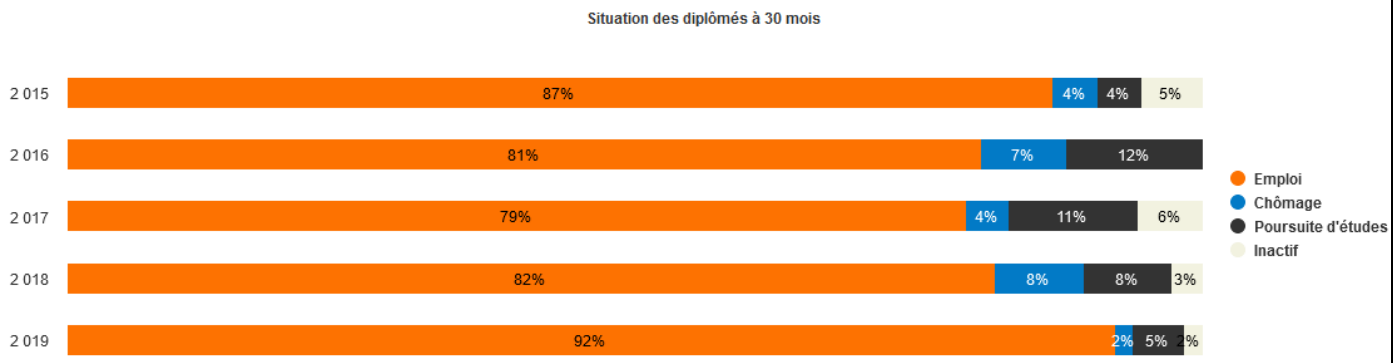
TAUX DE REUSSITE AU DIPLOME EN DEUX ANS

	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Inscrits	22	19	15
Taux de réussite sur inscrits	32%	58%	47%
Présents aux examens	20	19	15
Taux de réussite sur présents	**35%**	**58%**	**47%**

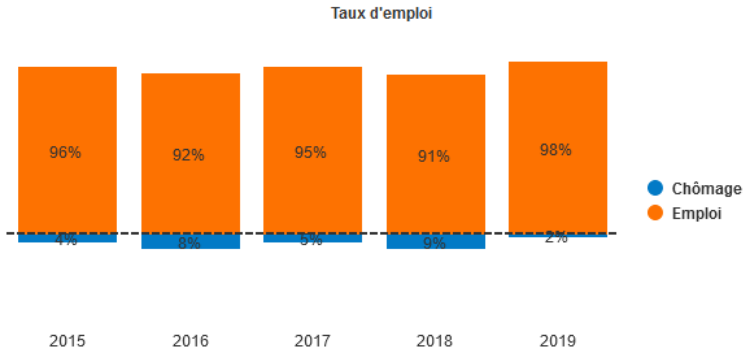
INSERTION PROFESSIONNELLE

Les chiffres obtenus sur l'enquête IP reprennent les valeurs au niveau de la mention et non du parcours

Suivi des diplômés à 30 mois

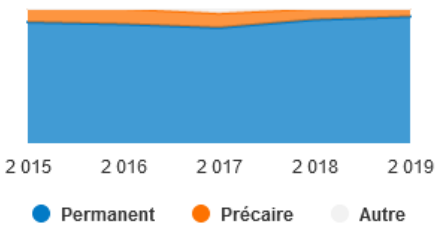


Taux d'emploi

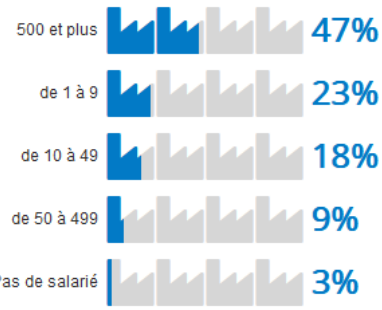


Le taux d'emploi est calculé en divisant le nombre de répondants en emploi par la population sur le marché du travail.
L'ensemble des répondants actifs sont pris en comptes, aucune exclusion.

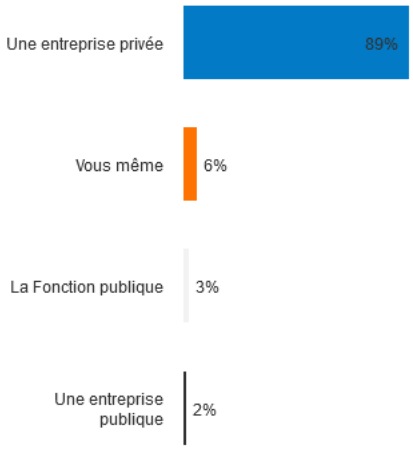
Evolution du statut d'emploi



Taille de l'entreprise



Secteur d'emploi

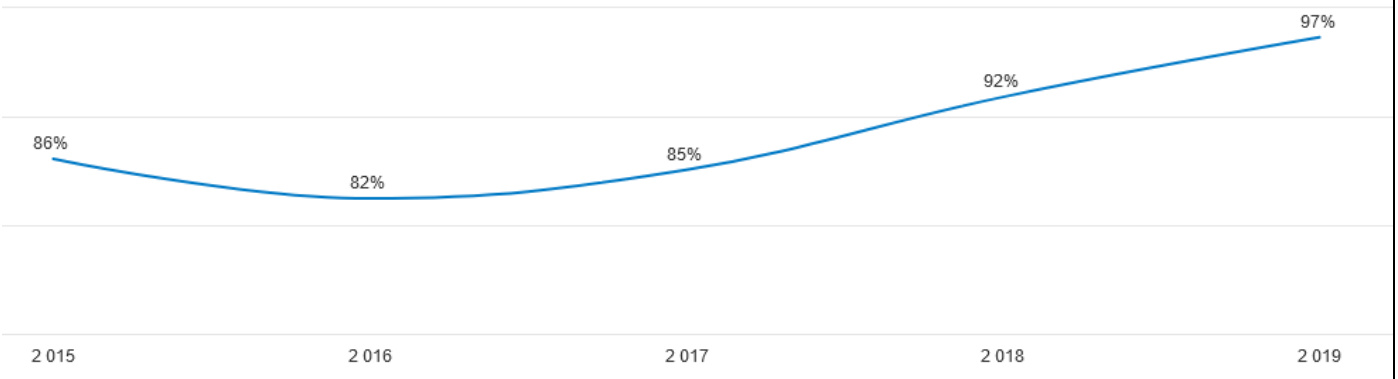


Le statut précaire correspond au statut intérimaire, vacataire, CDD, intermittent du spectacle.

Intitulé des postes (sans poursuite d'études) des emplois occupés 30 mois après le diplôme

MANAGER COMMERCIAL
TECHNICO COMMERCIAL
CONSEILLER-CONSEILLÈRE
CHARGÉE DE GESTION
ASSISTANT COMMERCIAL
COMMUNITY MANAGER
CHARGÉ D'AFFAIRE
COMMERCIAL-COMMERCIALE
TECHNICO COMMERCIAL
AGENT COMMERCIAL
CONSEILLER-CONSEILLÈRE
ATTACHÉE-ATTACHÉ COMMERCIAL
VOYAGEUR, REPRÉSENTANT ET PLACIER
CHEF DE PROJET
COORDINATEUR-COORDINATRICE
RESPONSABLE DE BOUTIQUE
RESPONSABLE COMMERCIAL
ASSISTANTE COMMERCIAL EXPORT
RESPONSABLE RÉGIONAL INSTALLATEUR
ADJOINT MANAGER
ASSISTANTE TRANSPORT EXPORT
CONSULTANT WEB
CHEF DE SECTEUR
CONSEILLER CLIENTÈLE
SALES EXECUTIVE
RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES MARCHÉ FRANCE
...

Avis des diplômés sur leur formation



ARGUMENTAIRE

Ce parcours de formation a été créé en 2012 pour assurer une poursuite d'étude en LP pour les étudiants de DUT TC de la section-ski-études.

Sur le DUT TC Ski-études, la formation est étalée sur 3 ans (au lieu de 2 ans), et sur la LP MRC parcours RSM la formation est étalée sur 2 ans (enseignements sur la 1ère année, stage et projet tutoré sur la 2ème année).

La demande de maintien de ce parcours de LP suspendue est seulement à titre provisoire jusqu'en 2024/25, pour permettre aux jeunes actuellement en DUT TC Ski-études 3ème année de bien pouvoir poursuivre leurs études en LP et avec l'aménagement sur 2 ans (cours en 2023/2024 et stage-projet en 2024/2025)

Cette LP disparaîtra ensuite « naturellement » car sera absorbée dans le BUT pour les promotions ayant intégré le BUT TC en section ski-études à compter de 2021/22 (BUT TC parcours SME).

C'est donc juste un maintien de LP suspendue **ponctuel, nécessaire du fait d'un décalage temporel pour la section aménagée ski-études du Département TC** (DUT TC ski-études qui est sur 3 ans et donc encore en cours sur la promotion actuellement en 3ème année et format de la LP MRC RSM qui est sur 2 ans).

ANNEXE

MAQUETTE 2022/23

TYPE DIPLOME : Licence professionnelle
VDI : LPMRCO 163
VET : H3LP29 161

Domaine : Droit, Économie, Gestion
Mention : Commercialisation de produits et services
Parcours : LP - Management de la relation commerciale - Sport-études - Classique et section aménagée

Catalogue : ODF
Année : 2022-2023

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
Année 1																			
	O	J3CU12NE			BLOC	UE00 Mise à niveau													
	O	J3E3W9Y3		MODU01_MRCSA	MODU	Marketing			CM 10										
									TD 10										
	O	J3E3XU4W		MODU02_MRCSA	MODU	Techniques de vente			CM 8										
									TD 8										
	O	**J3CU2CFX**			**UE**	**UE01 Marketing, gestion de la valeur commerciale**	**12**												
	O	J3E41I7Q		GRCC01_MRCSA	EC	Marketing relationnel & GRC	3		CM 13	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%	E (DS) + dossier					
									TD 13										
	O	J3E43AL1		MARK01_MRCSA	EC	Marketing des services	3		CM 13	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%	E (DS) + dossier					
									TD 13										
	O	J3E467Z5		ETUD01_MRCSA	EC	Etudes commerciales	3		CM 13	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 13										
	O	J3E48H5S		ECOM01_MRCSA	EC	Marketing & multicanal	3		CM 12	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 12										
	O	**J3CU3TIN**			**UE**	**UE02 Négo. dév. animation relation commerciale multicanal**	**8**												
	O	J3E4BP18		COMM01_MRCSA	EC	Communication persuasive	2		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%	E (DS) + oral					
									TD 10										
	O	J3E4DZR6		ANIM01_MRCSA	EC	Animation & projets commerciaux	3		CM 12	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 12										
	O	J3E4FHBU		INTE01_MRCSA	EC	Développement commercial à l'international	1		CM 6	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 6										
	O	J3E4IGWP		ACHA01_MRCSA	EC	Négociation-achats	2		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	1h00	100%						
									TD 10										
	O	**J3CU4USO**			**UE**	**UE03 Management commercial**	**10**												

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
	O	J3E4K8WO		STRA01_MRCSA	EC	Stratégie création d'entreprise	4		CM 15	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 15										
	O	J3E4NO9L		FONC01_MRCSA	EC	Fonctions commerciales	1		CM 6	2 CC	ecrit-surveille	1h00	100%						
									TD 6										
	O	J3E4OYVN		PERF01_MRCSA	EC	Performance commerciale	1		CM 8	2 CC	ecrit-surveille	1h00	100%	E (DS) + oral					
									TD 8										
	O	J3E4QA6Z		PROJ01_MRCSA	EC	Jeu d'entreprise	4		CM 8	2 CC	ecrit-dossier	2h00	100%	E (dossier) + oral					
									TD 24										
	O	**J3CU6SYS**			**UE**	**UE04 Compétences supports**	**10**												
	O	J3E4S0TA		ANGL01_MRCSA	EC	Anglais commercial	4		TD 42	4 CC	ecrit-surveille	4h00	100%	E (DS) + oral					
	O	J3E4TFJQ		DROI01_MRCSA	EC	Environnement des relations commerciales	1		CM 8	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 8										
	O	J3E4WFWB		SPEC01_MRCSA	EC	Spécialisation thématique en communication	3		CM 14	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 14										
	O	J3E4XYB9		SPEM01_MRCSA	EC	Spécialisation thématique en marketing	2		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 10										
	O	**J3CU7SJV**			**UE**	**UE05 Projet professionnel**	**10**												
X	O	J3E6S98T		PROJ02_MRCSA	EC	Projet tuteuré (méthodologie)	10		CM 8	2 CC	ecrit-dossier	2h00	100%	E (dossier) + oral					
									TD 48										
	O	**J3CU8NNK**			**UE**	**UE06 Activité professionnelle**	**10**												
	O	J3E6TS5F		ACTI01_MRCSA	EC	Activité en entreprise	10		TD 8	2 CC	pratique		100%						

Année :

La validation du diplôme de licence professionnelle est soumise au respect de la double condition suivante : une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble des UE, y compris le projet tuteuré et le stage ou la mission en alternance, *et* une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble constitué du projet tuteuré et du stage ou de la mission en alternance

Légende

Titre des colonnes

Obl.	O : obligatoire, X : à choix, F : facultatif
Nat.	Nature d'élément pédagogique
Volume hor.	Volume horaire
Modal.	Modalité
Coeff.	Poids des différents types d'évaluation (en %)

Nature d'enseignement

CM	Cours Magistral
TD	Travaux Dirigés
TP	Travaux Pratiques
EAD	Enseignement à distance
EADM	Enseignement à distance magistral
Stage	Stage
Other	Autre
PROJ	Projet
PROJET_TUTORE	Projet tutoré_old
PTUT	Projet tutoré
SEMINAIRE	Séminaire de recherche
SORT	Sortie pédagogique
TER	T.E.R.
TERRAIN	Terrain_old

Modalité de l'évaluation pour la session 1 des MCC

CC	CC (contrôle continu)
CCI	CCI (contrôle continu intégral)
CI	CI (contrôle intermédiaire)
CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
CTA	CTa (contrôle terminal anticipé - hors période d'examens)
Voir	Voir (voir remarques)

Modalité de l'évaluation pour la session 2 des MCC

CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
RP	RP (report)
Voir	Voir (voir remarques)

Nature de l'évaluation pour les MCC

assiduite	Assiduité à l'enseignement
ecrit	Ecrit
ecrit-dossier	Ecrit - dossier
ecrit-et-oral	Ecrit et Oral
ecrit-fiche	Ecrit - fiche de lecture
ecrit-maison	Ecrit - devoir maison
ecrit-memoire	Ecrit - mémoire
ecrit-ou-oral	Ecrit ou Oral (NE PLUS UTILISER)
ecrit-ou-oral-tirage	Ecrit ou oral selon tirage sort
ecrit-rapport	Ecrit - rapport
ecrit-rapport-stage	Ecrit - rapport stage
ecrit-surveille	Ecrit - devoir surveillé
oral	Oral
oral-expose	Oral - exposé
oral-soutenance	Oral - soutenance
pratique	Pratique
pratique-examen	Pratique - examen en ligne
pratique-labo	Pratique - labo de langue
pratique-travail	Pratique - travail autonome en ligne
remarques	Remarques
report	Report

LICENCE PROFESSIONNELLE
PARCOURS EN 60 ECTS – LP 3E ANNEE

COMPOSANTE : IUT d'ANNECY

MENTION : METIERS DE L'INDUSTRIE

PARCOURS : CMAO/DP – CONCEPTION MECANIQUE ASSISTEE PAR ORDINATEUR (ORIENTATION DESSINATEUR PROJETEUR)

REGIME : ALTERNANCE

DEPARTEMENT DE RATTACHEMENT : GÉNIE MÉCANIQUE ET PRODUCTIQUE

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE DE LA MENTION ET DU PARCOURS : LAURENT BERNARD

ANNEXE : MAQUETTE 2022/23 (SOURCE AMETYS)

OCTOBRE 2022

EFFECTIFS

Données SISE au 15/01	2019/2020	2020/2021	2021/2022
Capacité d'accueil	**25**	**25**	**25**
Effectifs étudiants	**25**	**25**	**25**
dont formation initiale (hors apprentissage)	**0**	**0**	**0**
dont formation en apprentissage	1	17	23
Dont Contrat de professionnalisation	24	8	2
dont boursier	0	0	0

ORIGINE DES ETUDIANTS

	15/01/2020	15/01/2021	15/01/2022
Inscrits originaires USMB	5	2	1
Inscrits provenant d'une autre université	3	3	0
Inscrits provenant d'un établissement étranger	0	0	0
Inscrits en BTS ou post BTS	13	17	24
Inscrits autres types d'établissements (TTLV,…)	4	3	0
TOTAL	**25**	**25**	**25**

TERRAINS D'ALTERNANCE

PROMO	Entreprise	Commune	Problématique
2021-2022	Martin Joseph	Vougy (74)	Modification d'une machine de contrôle – conception de nouveaux éléments
2021-2022	Laboratoires Vivacy	Archamps (74)	Conception d'un outil pour remplir des membranes dans le milieu pharmaceutique
2021-2022	Anthogyr	Sallanches (74)	Conception d'un outillage pour l'assemblage des œillets dans un cadre clinique
2020-2021	Ugitech	Ugine (73)	Conception/Modification d'une table de démêlage VBM50
2020-2021	Pilot	Allonzier (74)	Conception d'un nouveau stylo – écoconception
2020-2021	Teissier	Chavanod (74)	Conception d'un système de graissage automatisé
2019-2020	NTN-SNR	Annecy (74)	Conception d'un outillage pour rectifieuse de moyeux
2019-2020	Bontaz	Marnaz (74)	Conception d'un poste d'assemblage de colliers de serrage en semi-automatique
2019-2020	Symbio	Le Bourget du lac (73)	Reconception des assemblages mécaniques d'une pile à combustible

TAUX DE REUSSITE AU DIPLOME

	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Inscrits	23	25	25
Taux de réussite sur inscrits	91%	92%	88%
Présents aux examens	23	24	25
Taux de réussite sur présents	**91%**	**96%**	**88%**

INSERTION PROFESSIONNELLE

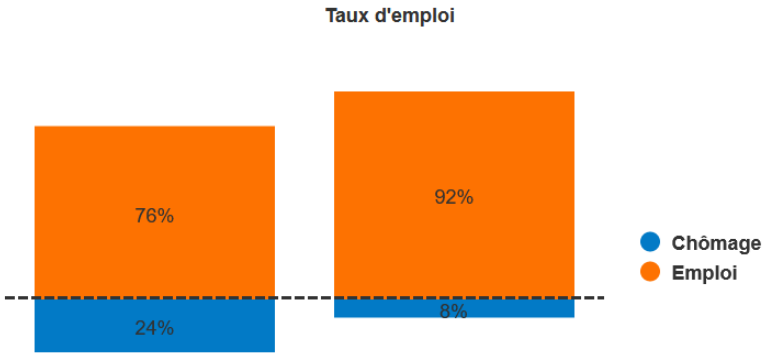
Suivi des diplômés à 30 mois



Oct 2018 + 30 mois = avril 2021 – Suite au Covid, il a été difficile de trouver (ou rester dans) une entreprise

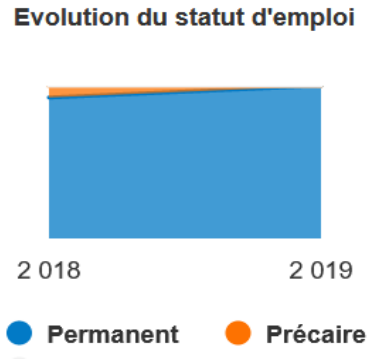
Oct 2019 + 30 mois = avril 2022 – le taux d'insertion « Emploi + Poursuite d'études » est nettement meilleur

Taux d'emploi

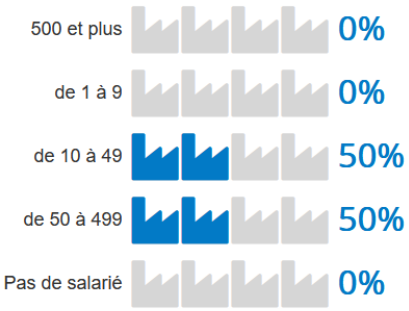


Le taux d'emploi est calculé en divisant le nombre de répondants en emploi par la population sur le marché du travail.
L'ensemble des répondants actifs sont pris en comptes, aucune exclusion.

Evolution du statut d'emploi



Taille de l'entreprise



Secteur d'emploi

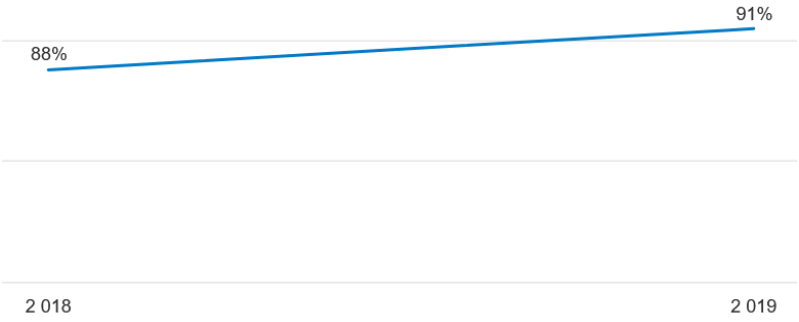


Le statut précaire correspond au statut intérimaire, vacataire, CDD, intermittent du spectacle.

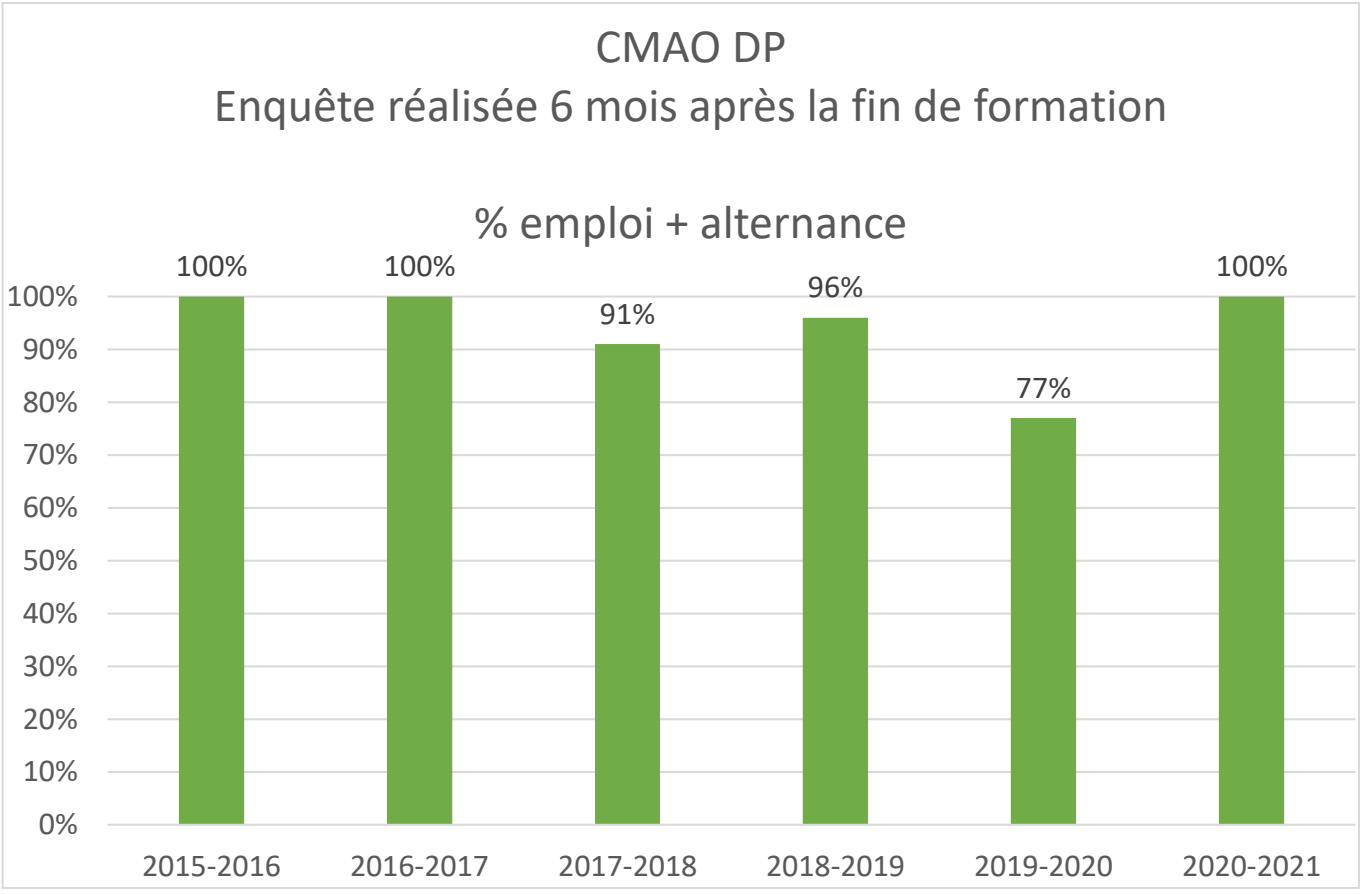
Intitulé des postes (sans poursuite d'études) des emplois occupés 30 mois après le diplôme

Technicienne - Technicien méthode
Dessinatrice - Dessinateur projeteur
Dessinatrice - Dessinateur concepteur
Cheffe - Chef d'entreprise
Dessinatrice - Dessinateur industriel
Constructrice - Constructeur horloger
Coordinatrice - Coordinateur technique
Technicienne - Technicien
Cheffe - Chef de Projet
Agente - Agent de fabrication

Avis des diplômés sur leur formation



Suivi des diplômés à 6 mois



Sept 2021 + 6 mois (19 réponses/25) : 16 emplois + 3 alternances

ARGUMENTAIRE

Contexte : Le département GMP de l'IUT d'Annecy gère depuis plus d'une vingtaine d'années deux licences professionnelles (intitulées CMAO**CP** et CMAO**DP**, cette dernière faisant l'objet de la présente demande de dérogation) répondant aux besoins des entreprises (principalement des PME, locales et nationales) dans le domaine de la Conception Mécanique en Bureau d'Etudes.
Ces deux licences professionnelles, dont les intitulés sont très proches, se distinguent, par les missions auxquelles les diplômés se destinent et par leur possible intégration dans un parcours BUT GMP issu de la réforme des licences professionnelles :

- La licence CMAO**CP** forme 48 étudiants à l'année, recrutés sur une base majoritaire de DUT GMP (environ 50%), complétée par des BTS formés *dans le domaine* de la conception mécanique (BTS CPI). Cette licence professionnelle destine les étudiants à devenir Chargé de Projet en Bureau d'Etudes. Cette licence professionnelle est vouée à disparaître *car correspondant plutôt bien* au futur parcours Innovation pour l'Industrie proposé par le BUT GMP.

- La licence CMAO**DP** forme 24 étudiants à l'année. Contrairement à la LP CMAO**CP**, les étudiants CMAO**DP** sont recrutés sur une base importante de BTS ***hors domaine*** **de la conception mécanique**, complétée de DUT GMP. Notons que cette licence permet également d'accueillir, tous les ans, des personnes en reconversion, après avoir travaillé pendant quelques années en entreprise, modalité qui est moins accessible avec le BUT.

- Cette LP assure ainsi une reconversion efficace vers le domaine de la Conception Mécanique, permettant aux étudiants d'assurer la fonction plus modeste mais néanmoins très demandée de Dessinateur Projeteur.

- Cette LP *ne peut pas être assimilée* à un parcours de BUT, les prérequis en reconversion étant incompatibles avec le niveau de compétences attendu dans le BUT3.

Il apparaît néanmoins parfaitement logique de continuer à proposer cette formation car :

- Elle répond aux besoins en emplois des industriels dont la demande est supérieure au nombre de diplômés,
- Elle permet l'intégration de bons BTS,
- Elle peut être une alternative au BUT GMP pour les étudiants en difficulté en fin de seconde année de BUT,
- Elle donne accès efficacement à l'emploi dans le bassin savoyard, puisqu'actuellement, le taux d'intégration des étudiants à 6 mois atteint 100% (sept 2021 + 6 mois)

Pour toutes les raisons mentionnées précédemment, nous demandons à poursuivre cette offre de formation efficace et professionnalisante LP CMAO**DP**.

ANNEXE

MAQUETTE 2022/23

TYPE DIPLOME : Licence professionnelle

VDI : KL6N6CV9

Domaine : Sciences, Technologies, Santé

Mention : Métiers de l'industrie : conception de produits industriels

Catalogue : ODF

Année : 2022-2023

Parcours : LP - Chargé de projet en conception mécanique assistée par ordinateur - Alternance

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
Année 2																			
X	**O**	**KLGFOWZ4**			**UE**	**UE01 Gestion de projet industriel**	**8**												
X	O	KLGRMCVX			EC	Cahier des charges	2		TD 16	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGRMP8U			EC	Conduite de projets	2		TD 16	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGRN0LZ			EC	Anglais	3		TD 32	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	KLGRNBAR			EC	Eco-conception	1		TD 16	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGRNLV0			MODU	Stratégie appliquée			TD 4										
X	**O**	**KLGFPPCQ**			**UE**	**UE02 Conception préliminaire et communication**	**12**												
X	O	KLGRO4GE			EC	Statique	3		TD 24	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGROHKZ			EC	Cinématique	3		TD 24	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGROW94			EC	Dynamique / énergétique	3		TD 20	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGRP80W			EC	DDS - RdM	3		TD 24	2-4 CC	ecrit		100%						
X	**O**	**KLGFQ7KC**			**UE**	**UE03 Conception des produits industriels**	**9**												
	O	KLHRYELU			EC	Eléments de machines	3												
X	O	KLGRQ4T3			EC	CAO bases	4		TD 40	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGRQLCM			EC	CAO avancée	2		TD 20	2-4 CC	ecrit		100%						
X	**O**	**KLGFQOI8**			**UE**	**UE04 Validation de produit et industrialisation**	**11**												
X	O	KLGRR3H7			EC	Cotation fonctionnelle	3		TD 24	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGRRGYX			EC	DDS éléments finis cours	2		TD 16	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGRRTXG			EC	Méthodes d'industrialisation	3		TD 24	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGRS9XB			EC	Maitrise statistiques des procédés	2		TD 16	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	KLGRSLVJ			EC	Conception pour l'impression 3D	1		TD 8	2-4 CC	ecrit		100%						
X	**O**	**KLGFR6BX**			**UE**	**UE05 Projets tutorés**	**7**												
X	O	KLGRT8RA			EC	Projet système mécanique ou machine spéciale	5		TD 52	2-4 CC	pratique	2h00	100%						
X	O	KLGRTRS5			EC	Projet produit et écoconception	2		TD 16	2-4 CC	pratique	2h00	100%						
X	**O**	**KLGFRJZD**			**UE**	**UE06 Validation professionnelle**	**13**												
X	O	KLGRU6L7			EC	Mémoire écrit	5		Other 0	1 CTA	ecrit-memoire		100%						
X	O	KLGRUGP1			EC	Soutenance orale	4		Other 0	100% CTA	oral-soutenance	1h00							

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
X	O	KLGRUU1M			EC	Evaluation en entreprise	4		Other 0	1 CTA	ecrit-rapport		100%						
X	O	KLGRVBHD			MODU	Suivi de mémoire			TD 20	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						

Année :

La validation du diplôme de licence professionnelle est soumise au respect de la double condition suivante : une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble des UE, y compris le projet tuteuré et le stage ou la mission en alternance, *et* une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble constitué du projet tuteuré et du stage ou de la mission en alternance

Légende

Titre des colonnes

Obl.	O : obligatoire, X : à choix, F : facultatif
Nat.	Nature d'élément pédagogique
Volume hor.	Volume horaire
Modal.	Modalité
Coeff.	Poids des différents types d'évaluation (en %)

Nature d'enseignement

CM	Cours Magistral
TD	Travaux Dirigés
TP	Travaux Pratiques
EAD	Enseignement à distance
EADM	Enseignement à distance magistral
Stage	Stage
Other	Autre
PROJ	Projet
PROJET_TUTORE	Projet tutoré_old
PTUT	Projet tutoré
SEMINAIRE	Séminaire de recherche
SORT	Sortie pédagogique
TER	T.E.R.
TERRAIN	Terrain_old

Modalité de l'évaluation pour la session 1 des MCC

CC	CC (contrôle continu)
CCI	CCI (contrôle continu intégral)
CI	CI (contrôle intermédiaire)
CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
CTA	CTa (contrôle terminal anticipé - hors période d'examens)
Voir	Voir (voir remarques)

Modalité de l'évaluation pour la session 2 des MCC

CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
RP	RP (report)
Voir	Voir (voir remarques)

Nature de l'évaluation pour les MCC

assiduite	Assiduité à l'enseignement
ecrit	Ecrit
ecrit-dossier	Ecrit - dossier
ecrit-et-oral	Ecrit et Oral
ecrit-fiche	Ecrit - fiche de lecture
ecrit-maison	Ecrit - devoir maison
ecrit-memoire	Ecrit - mémoire
ecrit-ou-oral	Ecrit ou Oral (NE PLUS UTILISER)
ecrit-ou-oral-tirage	Ecrit ou oral selon tirage sort
ecrit-rapport	Ecrit - rapport
ecrit-rapport-stage	Ecrit - rapport stage
ecrit-surveille	Ecrit - devoir surveillé
oral	Oral
oral-expose	Oral - exposé
oral-soutenance	Oral - soutenance
pratique	Pratique
pratique-examen	Pratique - examen en ligne
pratique-labo	Pratique - labo de langue
pratique-travail	Pratique - travail autonome en ligne
remarques	Remarques
report	Report

LICENCE PROFESSIONNELLE
PARCOURS EN 60 ECTS – LP 3E ANNEE

COMPOSANTE : IUT d'ANNECY

MENTION : MAINTENANCE ET TECHNOLOGIE : TECHNOLOGIE MEDICALE ET BIOMEDICALE
PARCOURS : MESURE ET CONTROLE POUR L'INSTRUMENTATION MEDICALE
REGIME : ALTERNANCE

DEPARTEMENT DE RATTACHEMENT : MESURES PHYSIQUES

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE DE LA MENTION ET DU PARCOURS : MARC LOMELLO

ANNEXE : MAQUETTE 2022/23 (SOURCE AMETYS)

OCTOBRE 2022

EFFECTIFS

Données SISE au 15/01	2019/2020	2020/2021	2021/2022
Capacité d'accueil	**16**	**16**	**16**
Effectifs étudiants	**16**	**11**	**18**
dont formation initiale	0	0	0
dont formation en apprentissage	16	11	18
dont boursier	1	0	0

ORIGINE DES ETUDIANTS

	15/01/2020	15/01/2021	15/01/2022
Inscrits originaires USMB	3	2	1
Inscrits provenant d'une autre université	2	3	4
Inscrits provenant d'un établissement étranger			
Inscrits en BTS ou post BTS	11	5	7
Inscrits autres types d'établissements (TTLV,…)		1	6
TOTAL	**16**	**11**	**18**

TERRAINS D'ALTERNANCE

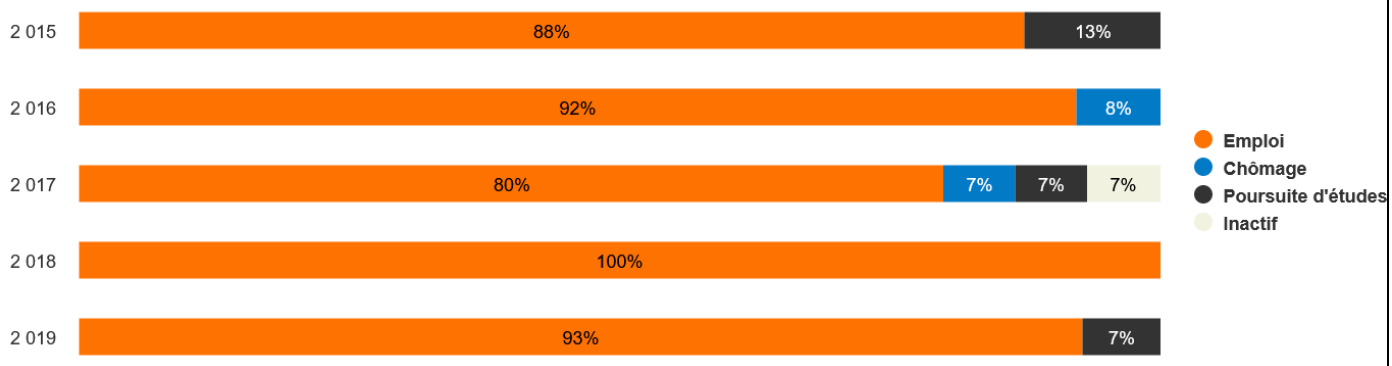
PROMO	Entreprise	Commune	Problématique
2019/2020	UP TO DATE	Champs sur Marne	Etude de la nouvelle chaîne de mesure DATREND MORATE
2019/2020	GE Healthcare	Limonest	Connexion d'échographes en InSite
2019/2020	CHANGE	Metz-Tessy	Renouvellement des machines cœur-poumon de l'hôpital d'Annecy
2019/2020	SDIS 74	Alby sur Chéran	Développement d'une solution de remplacement du système d'alimentation pour défibrillateurs
2019/2020	CHANGE (pour SWISSLOG)	Metz-Tessy	Réalisation d'un manuel technique pour les nouveaux véhicules de transport automatisés (transport de médicaments)
2019/2020	AURAL	Lyon	Améliorer la collecte des données informatisées du patient
2019/2020	CHU Grenoble	La Tronche	Réalisation de fiches de contrôle et protocoles de maintenance préventive pour différentes familles d'équipements
2019/2020	CH Louis Pasteur	Dôle	Rendre plus efficace la gestion des alarmes de monitoring
2019/2020	CHU Grenoble (pour AEC DRÄGER)	La Tronche	Mettre en place un protocole de contrôle qualité des défibrillateurs via la plateforme « Ansur »
2018/2019	EDAP TMS	Vaulx en Velin	Création de procédures de dépannage rapide pour la hotline
2021/2022	STEPHANIX	Saint Etienne	Rédaction d'un guide rapide d'utilisation et de dépannage
2019/2020	SIEMENS HEALTHCARE	ST Priest	Mise en service du logiciel Teamplay, comment peut-il améliorer la qualité des services en centres hospitaliers ?
2021/2022	MEDIPOLE	Villeurbanne	Ecriture de protocoles de maintenance et tests électriques
2019/2020	GE Healthcare	Dijon	Réalisation et le suivi des Contrôles de Qualité Interne (CQI) sur les appareils de radiodiagnostic sous contrat
2019/2020	PHILIPS	Limonest	Intégration d'un nouveau dispositif médical Philips dans le réseau informatique d'un établissement de santé
2021/2022	CHAL pour ALTHEA France	Contamine sur Arve	Réalisation d'une procédure de maintenance automatisée pour un respirateur d'urgence

TAUX DE REUSSITE AU DIPLOME

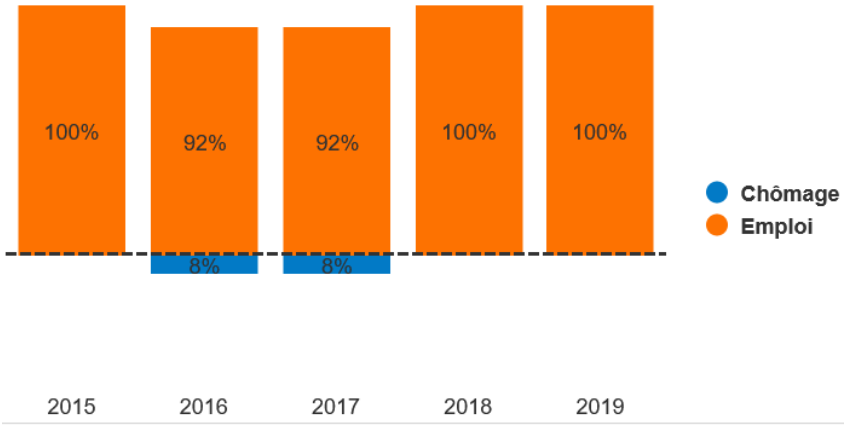
	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Inscrits	13	16	11
Taux de réussite sur inscrits	100%	94%	100%
Présents aux examens	13	16	11
Taux de réussite sur présents	100%	94%	**100%**

INSERTION PROFESSIONNELLE

Suivi des diplômés à 30 mois

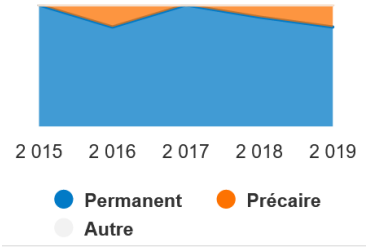


Taux d'emploi

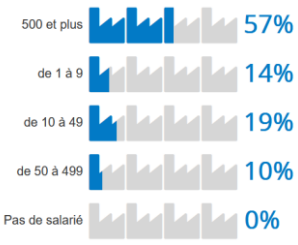


Le taux d'emploi est calculé en divisant le nombre de répondants en emploi par la population sur le marché du travail.
L'ensemble des répondants actifs sont pris en comptes, aucune exclusion.

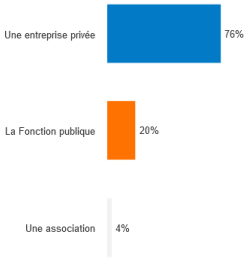
Evolution du statut d'emploi



Taille de l'entreprise



Secteur d'emploi



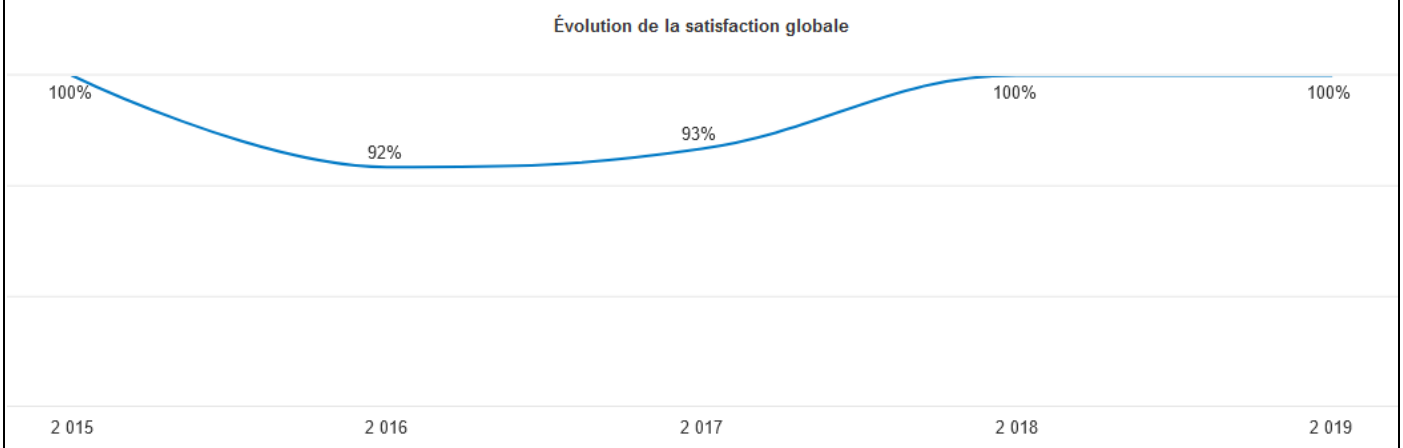
Le statut précaire correspond au statut intérimaire, vacataire, CDD, intermittent du spectacle.

Secteur biomédical (hôpitaux, centres de soins, entreprises de maintenance, constructeurs de dispositifs médicaux)

Intitulé des postes (sans poursuite d'études) des emplois occupés 30 mois après le diplôme

Technicien – technicienne
Technicien supérieur de production électronique
Technicien SAV itinérant
Technicien service client
Technicien de réparation
Aide physicien en radiothérapie
Technicien biomédical

Avis des diplômés sur leur formation



ARGUMENTAIRE

La licence professionnelle MCIM (Mesure et Contrôle pour l'Instrumentation Médicale), portée par le département Mesures Physiques (MPh) de l'IUT d'Annecy, a pour objectif de former des techniciens spécialisés dans la maintenance et le contrôle de dispositifs médicaux (DM) pour une insertion professionnelle immédiate.

Les partenaires industriels, basés en majorité dans la région Auvergne Rhône-Alpes, offrent toujours plus de contrats d'apprentissage, qui se concluent très souvent par un contrat en CDD, avec un taux d'emploi de plus de 94% de 2015 à 2018 et de 100% depuis 2018 dans des établissements de santé publics et privés (hôpitaux, cliniques, centres de soins), dans des sociétés de tierce maintenance et chez les constructeurs de DM.

Il faut noter que la demande est très forte du côté des hôpitaux qui ont du mal à recruter et qui se tournent de plus en plus vers les LP pour accueillir un apprenti avec un objectif d'embauche affiché dès le début du projet (20% en moyenne des missions, 40% cette année).

En France, on compte 7 licences professionnelles « Technologie médicale et biomédicale » pour la mention maintenance et technologie[1]. En région AURA, une deuxième licence de la mention est portée par le département GEII de l'IUT de Lyon 1 (Technologie des équipements médicaux).

La LP MCIM que nous portons a pour objectif de délivrer une double compétence : la connaissance du milieu médical (connaissances médicales, normes, règles et usages, …) et la maîtrise d'une instrumentation spécifique. Les deux unités d'enseignement, UE2-Maintenance et Qualité en milieu médical et UE3-Instrumentation et Santé, représentent plus de 73% de la maquette pédagogique (voir annexe). De nombreux enseignements (en TD comme en TP) nécessitent du matériel spécifique, lequel est en grande partie prêté par les enseignants vacataires industriels lors de leurs séances à l'IUT ou mis à disposition dans les entreprises et les établissements partenaires.

Ainsi, les enseignements de LP MCIM portée par le département MPh ne peuvent pas être pris en compte par les heures d'adaptation locale, ni s'inscrire dans aucun des trois parcours proposés en BUT-MPh (Techniques Instrumentales, Matériaux et Contrôle Physico-Chimique, Mesures et Analyses pour l'Environnement).

La spécificité et la double compétence de ces formations, qui sont portées par des départements d'IUT de différentes spécialités : GIM à Lorient, GEII à Lyon, MPh à Annecy, font qu'elles ne peuvent s'inscrire dans aucun parcours de ces BUT. En conséquence, tous ces départements d'IUT demandent un maintien de cette formation sous la forme « LP suspendue ».

Les arguments en faveur du maintien de cette licence professionnelle sont multiples :

- Spécificité et double compétence,
- Formation de techniciens spécialisés dans un domaine en tension
- Pour Annecy : vivier d'étudiants à niveau Bac +2 très varié :
  - BTS SN option électronique et communication (Lycée Louis Lachenal Argonay…), Maintenance des Systèmes de production (lycée Louis Lachenal Argonay…), Photonique (Lycées Vaucanson Grenoble, Victor Berard Morez…), Electrotechnique (lycées René Perrin Ugine, Jean Monet Annemasse…), Conception et réalisation de systèmes automatiques (lycée Charles Poncet Cluses), CIM (lycée Charles Poncet Cluses), BTS TPIL…
  - BUT MPh, GEII, GIM
  - Licences L2 mention Sciences et Technologie Industrielle

A noter que la proportion d'étudiants de BTS dépasse généralement 50%.

- Nombreuses offres d'emploi dans ce secteur,
- Forte insertion professionnelle (en moyenne 90% à 6 mois et supérieure à 98% à 30 mois).

[1] Lycée G. Monnerville Cahors, UT3 Université Toulouse III, IUT Lorient, Lycée Henri Bergson-Jacquard Paris, Lycée Henri Bergson-Jacquard Paris, IUT Lyon 1, IUT Annecy

ANNEXE

MAQUETTE 2022/23

TYPE DIPLOME : Licence professionnelle
VDI : LIPMCIM 161
VET : H3LP11 161

Domaine : Sciences, Technologies, Santé
Mention : Maintenance et technologie : technologie médicale et biomédicale
Parcours : LP - Mesure et contrôle pour l'instrumentation médicale - Alternance

Catalogue : ODF
Année : 2022-2023

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
Année 1																			
	O	**I2LWQFLZ**			**UE**	**UE01 Communication**	**10**												
X	O	I2LWQY5F		COMM01_MCIM	EC	Culture et communication	3		TD 30	1 CTA	ecrit-rapport		1/3						
										2-4 CC	ecrit-maison		1/3						
										2 CC	oral-expose	0h30	1/3						
X	O	I2LWUOD0		ANGL01_MCIM	EC	Anglais	3		TD 12	1 CTA	ecrit-surveille	1h00	50%						
										2 CC	oral-expose	0h30	50%						
									TP 15										
X	O	I2LWX6XX		CPIN01_MCIM	EC	Conduite de projets industriels	1		CM 4										
									TD 10	1 CTA	ecrit-surveille	2h00	100%						
X	O	I2LWZMP4		DROI01_MCIM	EC	Droit du travail	2		CM 14	1 CTA	ecrit-surveille	2h00	100%						
X	O	I2LX1Z2M		STRA01_MCIM	EC	Organisation et stratégie	1		TD 10	1 CTA	ecrit-surveille	2h00	100%						
	O	**I2LX4XTZ**			**UE**	**UE02 Maintenance et qualité en milieu médical**	**12**												
X	O	I2LX5SMN		GMAO01_MCIM	EC	Gestion de la maintenance, maintenance électronique	3		CM 4										
									TP 18	2 CC	ecrit-surveille	1h00	100%						
X	O	I2LX7F67		HABI01_MCIM	EC	Risques électriques	1		TD 6	1 CTA	ecrit-surveille	1h00	100%						
X	O	I2LX93SL		QUAL01_MCIM	EC	Outils de la qualité	1		TD 12	1 CTA	ecrit-surveille	2h00	100%						
X	O	I2LXCBC6		AUTO01_MCIM	EC	Automatique, pneumatique	1		TD 8	1 CTA	ecrit-surveille	1h00	100%						
X	O	I2LXFBIC		IIMA01_MCIM	EC	Informatique, installation & maintenance, réseaux	3		TP 32	1 CTA	ecrit-surveille	2h00	50%						
										1 CTA	pratique	1h30	50%						
X	O	I2LXH9JM		ARIS01_MCIM	EC	Analyse de risques	1		TD 10	1 CTA	ecrit-surveille	1h00	100%						

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
X	O	I2LXIJ65		IMRA01_MCIM	EC	Imagerie médicale et radioprotection	2		TD 20	2-3 CC	ecrit-surveille	1h30	100%						
									TP 4										
	O	**I2LXLYJ9**			**UE**	**UE03 Instrumentation et santé**	**16**												
X	O	I2LXVX8D		PHYS01_MCIM	EC	Physique appliquée aux dispositifs médicaux	3		TD 20	1 CTA	ecrit-surveille	1h00	50%						
										3-4 CC	ecrit-rapport		50%						
									TP 8										
X	O	I2LXXR8H		CHIM01_MCIM	EC	Chimie et biophysique	1		TD 10	1 CTA	ecrit-surveille	1h00	100%						
X	O	I2LXZ1PJ		PHUM01_MCIM	EC	Physiologie humaine	2		CM 16	2 CC	ecrit-surveille	1h00	100%						
X	O	I2LY09OP		HYGI01_MCIM	EC	Hygiène hospitalière	1		CM 6	2 CC	ecrit-surveille	1h00	100%						
X	O	I2LY1XQA		CAPT01_MCIM	EC	Chaine de mesure et métrologie	1		TD 8	1 CTA	ecrit-dossier		100%						
									TP 5										
X	O	I2LY6VN2		ELEC01_MCIM	EC	Electronique	2		TP 12	1 CTA	pratique	1h00	50%						
										1 CTA	ecrit-surveille	1h00	50%						
X	O	I2LY88JM		APTE01_MCIM	EC	Appareillages et techniques médicales	3		CM 40	2-3 CC	ecrit-surveille	1h00	100%						
X	O	I2LY9KC7		DISP01_MCIM	EC	Dispositifs médicaux spécifiques	3		CM 40	2-3 CC	ecrit-surveille	1h00	100%						
									TP 34										
	O	**I2LYBFUH**			**UE**	**UE04 Mémoire professionnel**	**12**												
	O	I2LYBVYQ		MEMO01_MCIM	EC	Mémoire professionnel	6		0	1 CTA	ecrit-memoire		100%						
	O	I2LYEBUY		SOUT01_MCIM	EC	Soutenance	6		0	1 CTA	oral-soutenance	1h00	100%						
	O	**I2LYFJ4T**			**UE**	**UE05 Mission en entreprise**	**10**												
	O	I2LYH9RU		EPRO01_MCIM	EC	Evaluation Professionnelle	10		0	2 CC	pratique		100%						

Année :

La validation du diplôme de licence professionnelle est soumise au respect de la double condition suivante : une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble des UE, y compris le projet tuteuré et le stage ou la mission en alternance, *et* une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble constitué du projet tuteuré et du stage ou de la mission en alternance

Légende

Titre des colonnes

Obl.	O : obligatoire, X : à choix, F : facultatif
Nat.	Nature d'élément pédagogique
Volume hor.	Volume horaire
Modal.	Modalité
Coeff.	Poids des différents types d'évaluation (en %)

Nature d'enseignement

CM	Cours Magistral
TD	Travaux Dirigés
TP	Travaux Pratiques
EAD	Enseignement à distance
EADM	Enseignement à distance magistral
Stage	Stage
Other	Autre
PROJ	Projet
PROJET_TUTORE	Projet tutoré_old
PTUT	Projet tutoré
SEMINAIRE	Séminaire de recherche
SORT	Sortie pédagogique
TER	T.E.R.
TERRAIN	Terrain_old

Modalité de l'évaluation pour la session 1 des MCC

CC	CC (contrôle continu)
CCI	CCI (contrôle continu intégral)
CI	CI (contrôle intermédiaire)
CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
CTA	CTa (contrôle terminal anticipé - hors période d'examens)
Voir	Voir (voir remarques)

Modalité de l'évaluation pour la session 2 des MCC

CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
RP	RP (report)
Voir	Voir (voir remarques)

Nature de l'évaluation pour les MCC

assiduite	Assiduité à l'enseignement
ecrit	Ecrit
ecrit-dossier	Ecrit - dossier
ecrit-et-oral	Ecrit et Oral
ecrit-fiche	Ecrit - fiche de lecture
ecrit-maison	Ecrit - devoir maison
ecrit-memoire	Ecrit - mémoire
ecrit-ou-oral	Ecrit ou Oral (NE PLUS UTILISER)
ecrit-ou-oral-tirage	Ecrit ou oral selon tirage sort
ecrit-rapport	Ecrit - rapport
ecrit-rapport-stage	Ecrit - rapport stage
ecrit-surveille	Ecrit - devoir surveillé
oral	Oral
oral-expose	Oral - exposé
oral-soutenance	Oral - soutenance
pratique	Pratique
pratique-examen	Pratique - examen en ligne
pratique-labo	Pratique - labo de langue
pratique-travail	Pratique - travail autonome en ligne
remarques	Remarques
report	Report

LICENCE PROFESSIONNELLE
PARCOURS EN 60 ECTS – LP 3E ANNEE

COMPOSANTE : IUT d'ANNECY

MENTION : COMMERCIALISATION DE PRODUITS ET SERVICES

PARCOURS : MANAGEMENT DE LA RELATION COMMERCIALE – TECHNICO-COMMERCIAL INDUSTRIEL

REGIME : ALTERNANCE

DEPARTEMENT DE RATTACHEMENT : TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE DE LA MENTION ET DU PARCOURS : STEEVE VIGNEAU

ANNEXE : MAQUETTE 2022/23 (SOURCE AMETYS)

OCTOBRE 2022

EFFECTIFS

Données SISE au 15/01	2019/2020	2020/2021	2021/2022
Capacité d'accueil	**25**	**25**	**25**
Effectifs étudiants	**19**	**18**	**18**
dont formation initiale (hors apprentissage)	**0**	**0**	**0**
dont formation en apprentissage	3	18	17
Dont Contrat de professionnalisation	16	0	1
dont boursier	0	0	0

ORIGINE DES ETUDIANTS

	2019/2020	2020/2021	2021/2022
Inscrits originaires USMB	5	4	4
Inscrits provenant d'une autre université	1	3	2
Inscrits provenant d'un établissement étranger	0	0	0
Inscrits en BTS ou post BTS	13	11	12
Inscrits autres types d'établissements (TTLV,…)	0	0	0
TOTAL	**19**	**18**	**18**

TERRAINS D'ALTERNANCE

PROMO	Entreprise	Commune
TCI 21	DARRON	ANNECY
TCI 21	KARTESIS FRANCE	BONNEVILLE
TCI 21	2STP	ANNECY
TCI 21	ACCESS DIFFUSION	ANNECY LE VIEUX
TCI 21	JSM PERRIN	CHALETTE SUR LOING
TCI 21	CMAJ	CLUSES
TCI 21	TIVOLY SA	TOURS EN SAVOIE
TCI 21	ELLISTAT	ANNECY
TCI 21	SONEPAR	CRAN GEVRIER

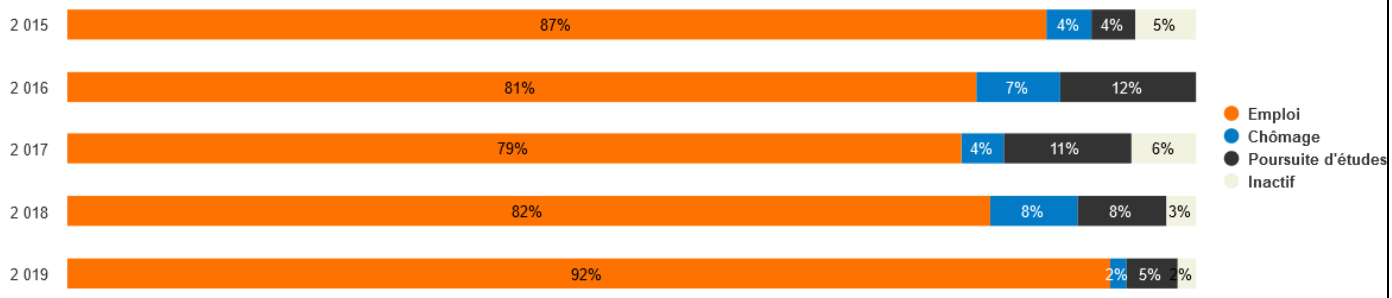
TAUX DE REUSSITE AU DIPLOME

	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Inscrits	22	19	18
Taux de réussite sur inscrits	95%	95%	89%
Présents aux examens	21	19	17
Taux de réussite sur présents	**100%**	**95%**	**94%**

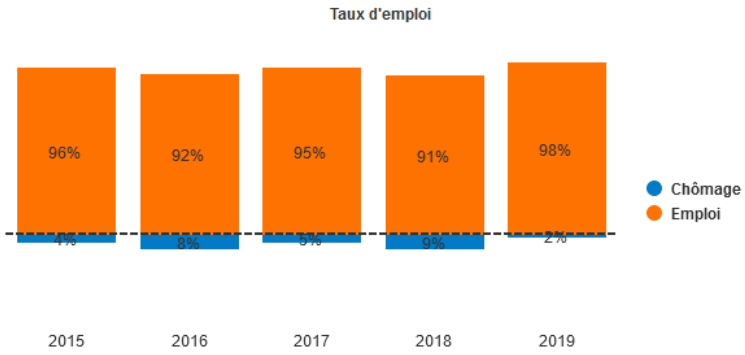
INSERTION PROFESSIONNELLE

Données propres intégrées à la LP MRC présentée ci-dessous

Suivi des diplômés à 30 mois

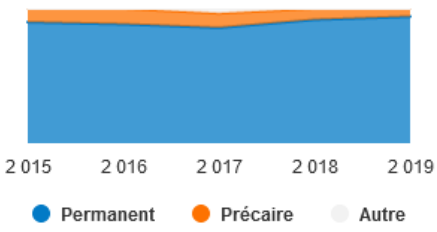


Taux d'emploi

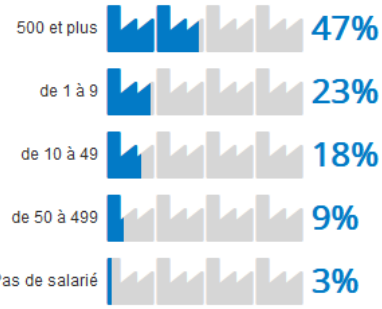


Le taux d'emploi est calculé en divisant le nombre de répondants en emploi par la population sur le marché du travail.
L'ensemble des répondants actifs sont pris en comptes, aucune exclusion.

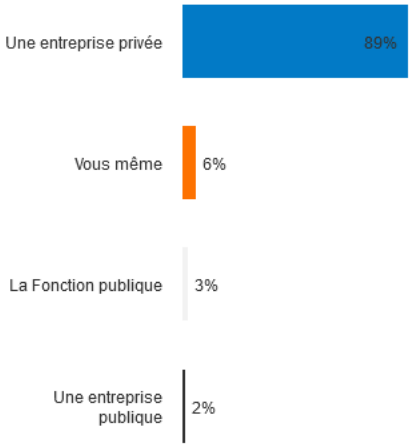
Evolution du statut d'emploi



Taille de l'entreprise



Secteur d'emploi

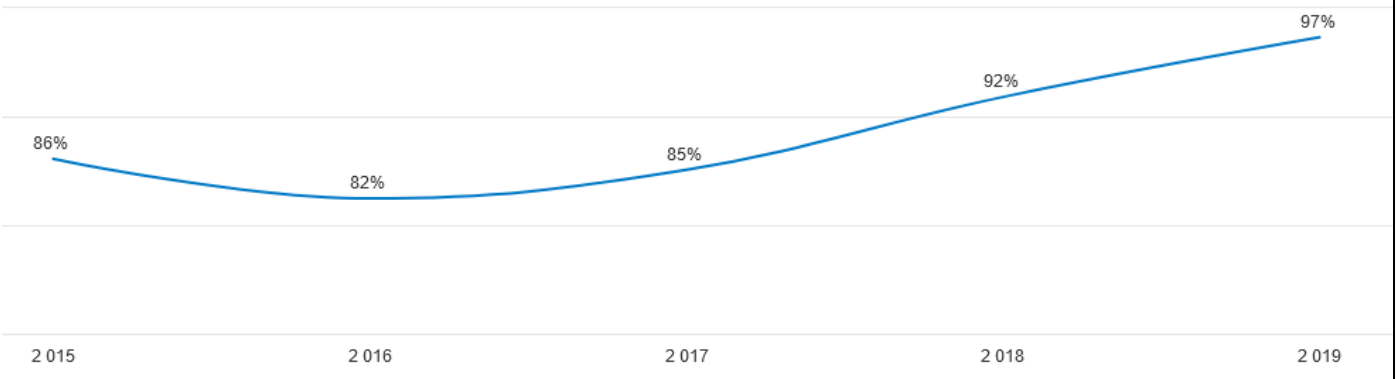


Le statut précaire correspond au statut intérimaire, vacataire, CDD, intermittent du spectacle.

Intitulé des postes (sans poursuite d'études) des emplois occupés 30 mois après le diplôme

MANAGER COMMERCIAL
TECHNICO COMMERCIAL
CONSEILLER-CONSEILLÈRE
CHARGÉE DE GESTION
ASSISTANT COMMERCIAL
COMMUNITY MANAGER
CHARGÉ D'AFFAIRE
COMMERCIAL-COMMERCIALE
TECHNICO COMMERCIAL
AGENT COMMERCIAL
CONSEILLER-CONSEILLÈRE
ATTACHÉE-ATTACHÉ COMMERCIAL
VOYAGEUR, REPRÉSENTANT ET PLACIER
CHEF DE PROJET
COORDINATEUR-COORDINATRICE
RESPONSABLE DE BOUTIQUE
RESPONSABLE COMMERCIAL
ASSISTANTE COMMERCIAL EXPORT
RESPONSABLE RÉGIONAL INSTALLATEUR
ADJOINT MANAGER
ASSISTANTE TRANSPORT EXPORT
CONSULTANT WEB
CHEF DE SECTEUR
CONSEILLER CLIENTÈLE
SALES EXECUTIVE
RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES MARCHÉ FRANCE
...

Avis des diplômés sur leur formation



ARGUMENTAIRE

Le département Techniques de commercialisation de l'IUT d'Annecy gère depuis plus de 15 ans la Licence professionnelle Management de la relation commerciale - Technico-commercial industriel.

Cette Licence professionnelle répond pleinement aux besoins des entreprises locales et nationales puisqu'en effet depuis 2008, elle forme pour l'intégration en entreprise plus d'une vingtaine de candidats chaque année.

Elle se distingue par les profils atypiques qui la composent, 100% des étudiants viennent des filières techniques.
Son objectif est de donner aux techniciens une double compétence : Commerce et Industrie, en formant des techniciens aux différents métiers du commerce Business to Business (B to B) et en se concentrant sur les techniques du commerce B to B.

La licence professionnelle forme des technico-commerciaux qui travaillent avec des entreprises industrielles et qui doivent faire preuve d'une importante connaissance technique des produits.
Il est important de continuer à proposer cette Licence professionnelle sur une durée d'un an car :

-Elle est une alternative aux étudiants venant des filières techniques (BTS, DUT MPH-GMP-INFO…) afin de valoriser et de renforcer la relation commerciale

-Elle répond aux besoins des entreprises industrielles, pour exemple cette année nous avons 47 offres d'alternances non pourvues.

-Elle donne accès à l'emploi avec un taux d'intégration de 98%

Nous demandons pour toutes ces raisons à conserver cette formation en Licence professionnelle en 60 ECTS.

ANNEXE

MAQUETTE 2022/23

TYPE DIPLOME : Licence professionnelle
VDI : LPMRCO 162
VET : H3LP27 161

Domaine : Droit, Économie, Gestion
Mention : Commercialisation de produits et services
Parcours : LP - Management de la relation commerciale - Alternance

Catalogue : ODF
Année : 2022-2023

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
Année 2																			
	O	J3CUASTK			BLOC	UE00 Mise à niveau													
	O	J3E6VCOS		MODU01_MRCI	MODU	Marketing			CM 10										
									TD 10										
	O	J3E6YHIR		MODU02_MRCI	MODU	Techniques de vente			CM 8										
									TD 8										
	O	**J3CUBCU1**			**UE**	**UE01 Marketing, gestion de la valeur commerciale**	**12**												
	O	J3E704IA		GRCC01_MRCI	EC	Marketing relationnel & GRC	3		CM 12	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%	E (DS) + dossier					
									TD 12										
	O	J3E71EST		MARK01_MRCI	EC	Marketing des services	3		CM 12	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%	E (DS) + dossier					
									TD 12										
	O	J3E72UYP		ETUD01_MRCI	EC	Etudes commerciales	3		CM 12	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 12										
	O	J3E74F3G		ECOM01_MRCI	EC	Marketing et multicanal	3		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 10										
	O	**J3CUCB1A**			**UE**	**UE02 Négo. dév. animation relation commerciale muticanal**	**8**												
	O	J3E76EQE		COMM01_MRCI	EC	Communication persuasive	2		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%	E (DS) + oral					
									TD 10										
	O	J3E78G1I		NEGO01_MRCI	EC	Stratégie de négociation	2		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 10										
	O	J3E7A2K5		INTE01_MRCI	EC	Développement commercial à l'international	2		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 10										
	O	J3E7BB1V		ACHA01_MRC	EC	Négociation-achats	2		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	1h00	100%						
									TD 10										

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
	O	**J3CUCMZK**			**UE**	**UE03 Management commercial**	**10**												
	O	J3E7CV08		STRA01_MRCI	EC	Stratégie d'entreprise	2		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 10										
	O	J3E7E6BB		FONC01_MRC	EC	Fonctions commerciales	1		CM 6	2 CC	ecrit-surveille	1h00	100%						
									TD 6										
	O	J3E7F9QU		PERF01_MRCI	EC	Performance commerciale	3		CM 18	2 CC	ecrit-surveille	1h00	100%	Ecrit + oral					
									TD 18										
	O	J3E7I2Y9		PROJ01_MRCI	EC	Management et projets commerciaux	2		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 10										
	O	J3E7JFJQ		GRHU01_MRCI	EC	Gestion des ressources humaines	2		CM 12	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 12										
	O	**J3CUD875**			**UE**	**UE04 Compétences supports**	**10**												
	O	J3E7L1KK		ANGL01_MRCI	EC	Anglais commercial	4		CM 28	4 CC	ecrit-surveille	4h00	100%	Ecrit + oral					
									TD 28										
	O	J3E7MFGR		DROI01_MRCI	EC	Environnement des relations commerciales	1		CM 6	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 6										
	O	J3E7NKOJ		ECOL01_MRCI	EC	Dynamique de l'économie locale	1		CM 6	2 CC	ecrit-surveille	1h00	100%						
									TD 6										
	O	J3E7RPGA		SPEC01_MRCI	EC	Spécialisation thématique en communication	2		CM 8	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 8										
	O	J3E7SW45		SPEM01_MRCI	EC	Spécialisation thématique en marketing	2		CM 10	2 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
									TD 10										
	O	**J3CUDOXP**			**UE**	**UE05 Projet professionnel**	**10**												
X	O	J3E7U9KT		PROJ02_MRCI	EC	Projet tuteuré (méthodologie)	10		0	2 CC	ecrit-dossier	2h00	100%	Ecrit + oral					
	O	**J3CUE4NM**			**UE**	**UE06 Activité professionnelle**	**10**												
X	O	J3E7VTV9		ACTI01_MRCI	EC	Activité en entreprise	10		TD 1	2 CC	pratique		100%						

Année :

La validation du diplôme de licence professionnelle est soumise au respect de la double condition suivante : une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble des UE, y compris le projet tuteuré et le stage ou la mission en alternance, *et* une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble constitué du projet tuteuré et du stage ou de la mission en alternance

Légende

Titre des colonnes

Obl.	O : obligatoire, X : à choix, F : facultatif
Nat.	Nature d'élément pédagogique
Volume hor.	Volume horaire
Modal.	Modalité
Coeff.	Poids des différents types d'évaluation (en %)

Nature d'enseignement

CM	Cours Magistral
TD	Travaux Dirigés
TP	Travaux Pratiques
EAD	Enseignement à distance
EADM	Enseignement à distance magistral
Stage	Stage
Other	Autre
PROJ	Projet
PROJET_TUTORE	Projet tutoré_old
PTUT	Projet tutoré
SEMINAIRE	Séminaire de recherche
SORT	Sortie pédagogique
TER	T.E.R.
TERRAIN	Terrain_old

Modalité de l'évaluation pour la session 1 des MCC

CC	CC (contrôle continu)
CCI	CCI (contrôle continu intégral)
CI	CI (contrôle intermédiaire)
CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
CTA	CTa (contrôle terminal anticipé - hors période d'examens)
Voir	Voir (voir remarques)

Modalité de l'évaluation pour la session 2 des MCC

CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
RP	RP (report)
Voir	Voir (voir remarques)

Nature de l'évaluation pour les MCC

assiduite	Assiduité à l'enseignement
ecrit	Ecrit
ecrit-dossier	Ecrit - dossier
ecrit-et-oral	Ecrit et Oral
ecrit-fiche	Ecrit - fiche de lecture
ecrit-maison	Ecrit - devoir maison
ecrit-memoire	Ecrit - mémoire
ecrit-ou-oral	Ecrit ou Oral (NE PLUS UTILISER)
ecrit-ou-oral-tirage	Ecrit ou oral selon tirage sort
ecrit-rapport	Ecrit - rapport
ecrit-rapport-stage	Ecrit - rapport stage
ecrit-surveille	Ecrit - devoir surveillé
oral	Oral
oral-expose	Oral - exposé
oral-soutenance	Oral - soutenance
pratique	Pratique
pratique-examen	Pratique - examen en ligne
pratique-labo	Pratique - labo de langue
pratique-travail	Pratique - travail autonome en ligne
remarques	Remarques
report	Report

LICENCE PROFESSIONNELLE
PARCOURS EN 60 ECTS – LP 3E ANNEE

COMPOSANTE : IUT D'ANNECY

MENTION : COMMERCIALISATION DE PRODUITS ET DE SERVICE
PARCOURS : OUTDOOR INTERNATIONAL SALES AND PROMOTION (EX I3S)
REGIME : FORMATION INITIALE (EN ANGLAIS)
DEPARTEMENT DE RATTACHEMENT : HORS – LP OUTDOOR SPORTS VALLEY

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE DE LA MENTION ET DU PARCOURS : CATHERINE THEVENARD-PUTHOD (PR 06)

ANNEXE : CHARGE D'ENSEIGNEMENT MAQUETTE 2022/23 (SOURCE AMETYS)

OCTOBRE 2022

EFFECTIFS

Données SISE au 15/01	2019/2020	2020/2021	2021/2022
Capacités d'accueil	**20**	**20**	**20**
Effectifs étudiants	**12**	**15**	**11**
dont formation initiale	11	15	10
dont formation continue	1	0	1
dont boursier	4	4	1

ORIGINE DES ETUDIANTS

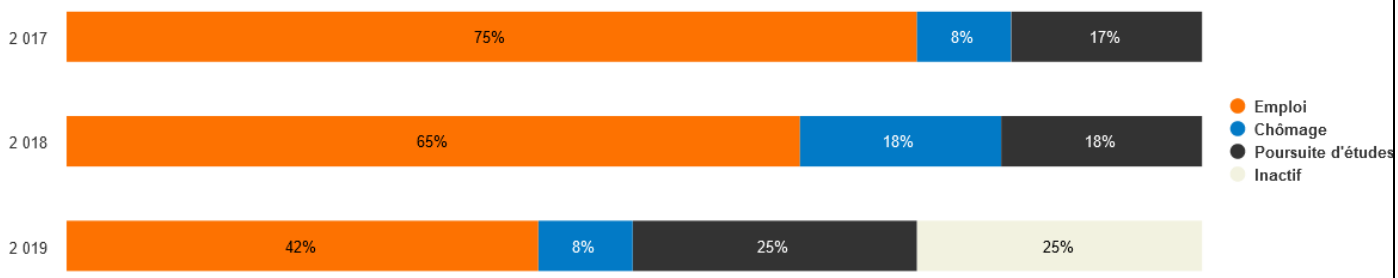
	15/01/2020	15/01/2021	15/01/2022
Inscrits originaires USMB	3	8	3
Inscrits provenant d'une autre université	3	1	3
Inscrits provenant d'un établissement étranger	0	3	1
Inscrits en BTS ou post BTS	2	0	2
Inscrits autres types d'établissements (Ecole commerce, TTLV,…)	4	3	2
TOTAL	**12**	**15**	**11**

TAUX DE REUSSITE AU DIPLOME

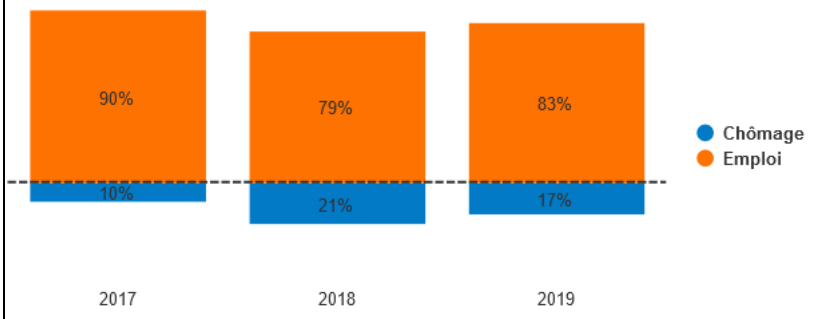
	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Inscrits	20	12	15
Taux de réussite sur inscrits	70%	100%	87%
Présents aux examens	18	12	14
Taux de réussite sur présents	**78%**	**100%**	**92%**

INSERTION PROFESSIONNELLE

Suivi des diplômés à 30 mois

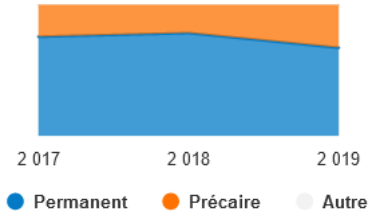


Taux d'emploi

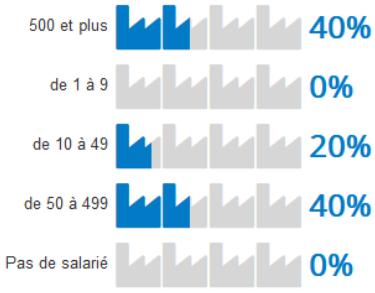


Le taux d'emploi est calculé en divisant le nombre de répondants en emploi par la population sur le marché du travail.
L'ensemble des répondants actifs sont pris en comptes, aucune exclusion.

Evolution du statut d'emploi



Taille de l'entreprise



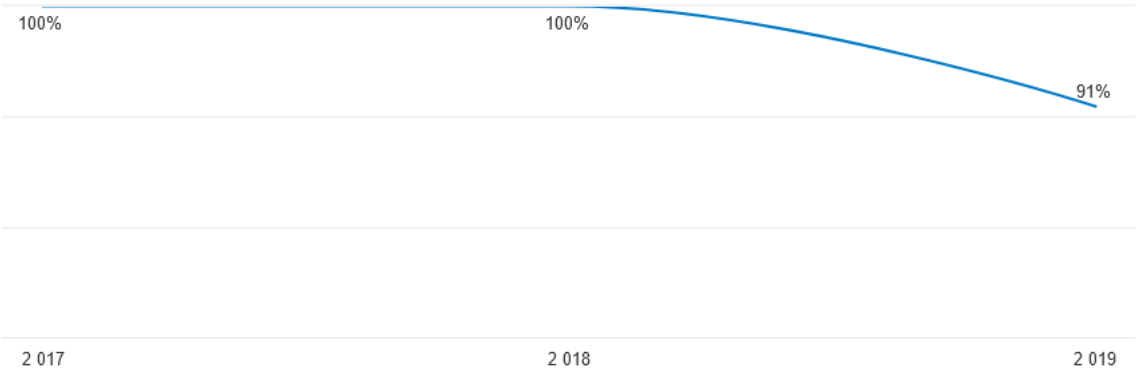
Secteur d'emploi



Intitulé des postes (sans poursuite d'études) des emplois occupés 30 mois après le diplôme

Assistant e-commerce
Commerciale - Commercial
Chargé événementiel
Chargée - Chargé de projet
Assistante - Assistant achat
Conseillère - Conseiller technique de glisse
Attachée - Attaché commerciale
Responsable marketing
Administratrice - Administrateur des ventes
Directeur exportation
Gérante - Gérant d'e-commerce

Avis des diplômés sur leur formation



ARGUMENTAIRE

La région Auvergne-Rhône-Alpes accueille 450 entreprises appartenant à la filière des sports outdoor, qui ont réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de 4,4 milliards d'€ (source : Observatoire des sports outdoor 2021)
La Haute-Savoie concentre à elle-seule 38% des entreprises, 48% des emplois et 72% du chiffre d'affaires cumulé de la filière régionale. Malgré les récentes crises, le secteur des sports outdoor parvient à conserver un bon niveau de croissance (+10%) et un grand dynamisme à l'international (50% des entreprises sont tournées vers l'export, avec une moyenne de 32% de chiffre d'affaires avec l'étranger).

Depuis 2009, le cluster Outdoor Sports Valley contribue à ce développement en co-construisant et co-animant des formations avec l'IUT d'Annecy dans le cadre du label OSV Academy (3 licences professionnelles : Outdoor Softgoods Design & Development, Outdoor International Sales & Promotion et Outdoor Marketing & Communication ont été développées).

Deuxième programme chronologiquement conçu pour répondre aux besoins des adhérents d'OSV, la licence professionnelle Outdoor International Sales & Promotion a pour but de former des commerciaux capables de travailler en France comme à l'étranger, grâce à une bonne compréhension des techniques de vente et de trademarketing appliquées au marché du sport et une bonne appréhension des contextes internationaux.

En suivant cette formation, les étudiants ont l'opportunité de :

- Profiter d'un contenu pédagogique spécifique élaboré en collaboration avec les professionnels du secteur du sport et suivre des cours dispensés par des intervenants spécialistes de ce secteur.
- Participer à des projets de groupe liés aux problématiques actuelles du marché du sport et confiés par des entreprises du secteur.
- Faire un stage long (de 4 à 6 mois) au sein d'une entreprise de l'industrie des sports outdoor, grâce à l'important réseau OSV et l'organisation d'un forum des stages. Ce stage débouche régulièrement sur un CDD ou un CDI.
- Elargir leur réseau professionnel et augmenter ainsi leurs possibilités de carrière dans l'industrie du sport, grâce aux différents événements auxquels ils participent toute l'année (conférences, salons professionnels en France et à l'étranger…).

L'enseignement étant délivré exclusivement en langue anglaise (par des enseignants parfois natifs de pays anglo-saxons), cette licence professionnelle permet également d'accueillir des étudiants de toute nationalité et contribue à la politique de développement international de l'Université Savoie Mont Blanc.

Un certain nombre de cours et activités pédagogiques sont réalisés en commun avec les deux autres licences professionnelles labélisées OSV Academy (LP OMC et OSDD) et nous partageons pour cela un calendrier pédagogique commun.

Cette licence professionnelle répond donc non seulement à un besoin fort des entreprises locales mais comporte également des spécificités fortes (spécialisation sectorielle, enseignement en anglais, cours mutualisés avec les deux autres licences professionnelles OSV Academy) qui ne lui permettent pas de s'intégrer à un parcours actuel de BUT.

ANNEXE

MAQUETTE 2022/23

TYPE DIPLOME : Licence professionnelle

Domaine : Droit, Économie, Gestion

Catalogue : ODF

VDI : LIPOISP 211

Mention : Commercialisation de produits et services

Année : 2022-2023

VET : H3LP50 211

Parcours : LP - Outdoor international sales & promotion

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
Année 1																			
SEM 5		I6TD78YF		**Semestre 5**			**30**												
X	**O**	**I3B8AK69**			**UE**	**UE501 Understanding needs and context**	**8**												
X	O	ITD1B3A5		SCUL511_OISP	EC	Sport industry culture & markets	2		TD 38	2 CC	ecrit-et-oral		100%	Ecrit + dossier					
X	O	IPS43E30		SMAR512_OISP	EC	Sport industry marketing	3		TD 28	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IPS4DH28		SDEV513_OISP	EC	Sustainable development in the sports industry	2		TD 25	1 CTA	oral	0h30	100%						
X	O	IPS4ZISX		PDES514_OISP	EC	Introduction to Product design	1		TD 15	1 CTA	ecrit-surveille	1h00	100%						
	O	**I3B8CNGC**			**UE**	**UE502 Commercialization process**	**14**												
X	O	I3BA8LGT		BEHA521_OISP	EC	Consumer behaviour and market studies	2		TD 34	2 CC	ecrit		100%	Dossier + Ecrit DS					
X	O	I3BAADKK		DIST522_OISP	EC	Sports goods distribution	3		TD 36	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	I3BABS5Q		INCO523_OISP	EC	International trade (part 1)	2		TD 22	1 CTA	ecrit-surveille	4h00	100%						
X	O	I3BACTPI		OMAK524_OISP	EC	Operational and trade marketing	2		TD 24	1 CC	ecrit-surveille	1h00	50%						
										2 CC	ecrit-dossier		50%						
X	O	I3BAE9GF		SALT525_OISP	EC	B2B Sales techniques: prospection & negotiations	3		CM 12										
									TD 24	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	I3BAXSNM		SUCH526_OISP	EC	Supply chain management	2		TD 16	1 CTA	ecrit-surveille	1h00	100%						
	O	**I3B8DOOZ**			**UE**	**UE503 Sport units management and communication**	**8**												
X	O	IPS8XONP		PROM531_OISP	EC	Project management	2		TD 42	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IPS963XC		LANG532_OISP	EC	Languages	2		TD 20	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%	selon enseignant					
X	O	IPS9FFP6		COMT533_OISP	EC	Communication tools & Skills	2		TD 30	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IPS9L6Q8		STRA534_OISP	EC	Business strategy	2		CM 10										
									TD 10	1 CTA	oral-expose	0h30	100%						
SEM 6		I6TD7HU7		**Semestre 6**			**30**												
	O	**I3B8ETW0**			**UE**	**UE601 Group project**	**8**												
X	O	IPS9Q94P		PROJ611_OISP	EC	Group project	8		PTUT 140	1 CC	ecrit-rapport	1h00	1/3						
										1 CC	oral-soutenance		1/3						
										1 CTA	pratique		1/3						

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
	O	**I3B8FXIU**			**UE**	**UE602 Sales processes management**	**10**												
X	O	I3BAWNQR		NEGO621_OISP	EC	B2B Sales techniques : Negotiations simulations	1		TD 12	2-4 CC	oral	1h00	100%						
X	O	I3BAYZXS		DMKS622_OISP	EC	Digital marketing & sales	1		TD 20	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	I3BB079A		CRMD623_OISP	EC	CRM and database management	2		CM 0	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 24										
X	O	I3BB188B		STMA624_OISP	EC	Sales team management & intercultural management	2		TD 30	2-4 CC	ecrit-ou-oral		100%						
X	O	IPSACJK8		SGAM625_OISP	EC	Serious game	2		TD 24	1 CC	pratique		50%						
										2 CC	oral		50%						
X	O	IPSAGT54		CONF626_OISP	EC	Conferences, fairs and visits	1		TD 32	2 CC	ecrit-maison		100%						
X	O	JGOUQZ1W		INCO627_OISP	EC	International trade (part 2)	1		TD 12	1 CTA	ecrit-surveille	2h00	100%						
	O	**I3B8GP8M**			**UE**	**UE603 professional experience**	**12**												
X	O	I3BB2KV6		INTE631_OISP	EC	Internship	12		0	1 CC	ecrit-rapport-stage		1/3						
										1 CC	oral-soutenance	1h00	1/3						
										1 CTA	pratique	1h00	1/3						

Année :

Bonus accueil des étudiants étrangers : +0.1 pt sur la moyenne du semestre/année d'accueil pour les étudiants français qui accompagnent un ou deux étudiants étrangers

La validation du diplôme de licence professionnelle est soumise au respect de la double condition suivante : une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble des UE, y compris le projet tuteuré et le stage ou la mission en alternance, *et* une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble constitué du projet tuteuré et du stage ou de la mission en alternance

LICENCE PROFESSIONNELLE
PARCOURS EN 60 ECTS – LP 3E ANNEE

COMPOSANTE : IUT d'ANNECY
MENTION : E-COMMERCE ET MARKETING NUMERIQUE
PARCOURS : OUTDOOR MARKETING & COMMUNICATION
REGIME : FORMATION INITIALE (EN ANGLAIS)
DEPARTEMENT DE RATTACHEMENT : HORS – LP OUTDOOR SPORTS VALLEY
RESPONSABLE PEDAGOGIQUE DE LA MENTION ET DU PARCOURS : LAETITIA TISSOT-BONVALOT (ENSEIGNANTE CONTRACTUELLE)
ANNEXE : MAQUETTE 2022/23 (SOURCE AMETYS)

OCTOBRE 2022

EFFECTIFS

Données SISE au 15/01	2019/2020	2020/2021	2021/2022
Capacité d'accueil	**20**	**20**	**20**
Effectifs étudiants	**12**	**16**	**16**
dont formation initiale	12	15	15
dont formation en formation continue	0	1	1
dont boursier	1	3	0

ORIGINE DES ETUDIANTS

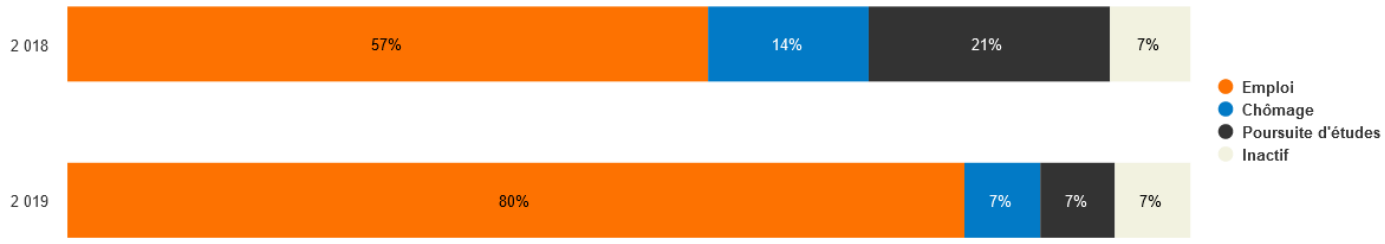
	15/01/2020	15/01/2021	15/01/2022
Inscrits originaires USMB	5	3	6
Inscrits provenant d'une autre université	1	3	2
Inscrits provenant d'un établissement étranger	2	1	4
Inscrits en BTS ou post BTS	2	4	1
Inscrits autres types d'établissements (Ecole commerce, TTLV,…)	2	5	3
TOTAL	**12**	**16**	**16**

TAUX DE REUSSITE AU DIPLOME

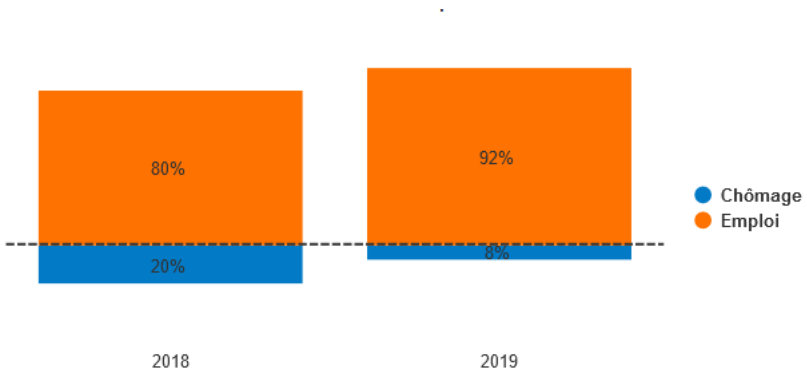
	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Inscrits	19	12	16
Taux de réussite sur inscrits	89%	92%	100%
Présents aux examens	19	11	16
Taux de réussite sur présents	**89%**	**100%**	**100%**

INSERTION PROFESSIONNELLE

Suivi des diplômés à 30 mois

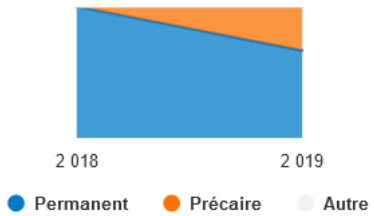


Taux d'emploi

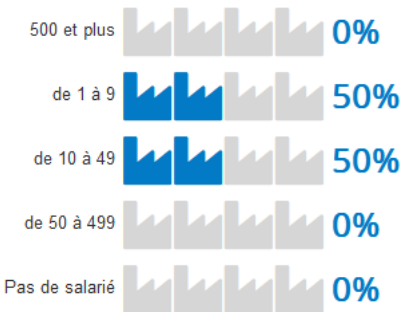


Le taux d'emploi est calculé en divisant le nombre de répondants en emploi par la population sur le marché du travail.
L'ensemble des répondants actifs sont pris en comptes, aucune exclusion.

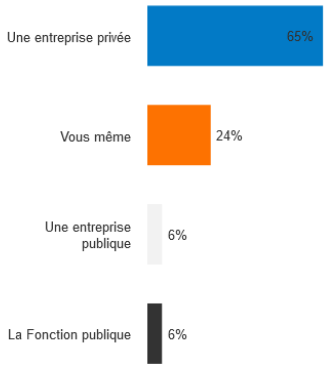
Evolution du statut d'emploi



Taille de l'entreprise



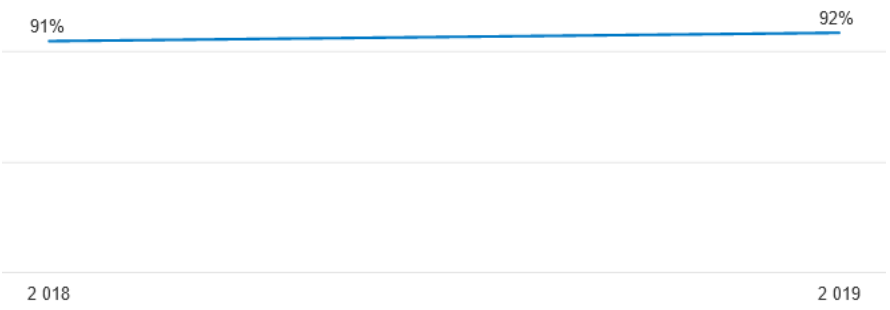
Secteur d'emploi



Intitulé des postes (sans poursuite d'études) des emplois occupés 30 mois après le diplôme

Responsable marketing
Directrice - Directeur marketing
Responsable shop
Graphiste
Pilote de production
Conceptrice - Concepteur web
Spécialiste équipement de sport

Avis des diplômés sur leur formation



ARGUMENTAIRE

La région Auvergne-Rhône-Alpes accueille 450 entreprises appartenant à la filière des sports outdoor, qui ont réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de 4,4 milliards d'€ (source : Observatoire des sports outdoor 2021)
La Haute-Savoie concentre à elle-seule 38% des entreprises, 48% des emplois et 72% du chiffre d'affaires cumulé de la filière régionale. Malgré les récentes crises, le secteur des sports outdoor parvient à conserver un bon niveau de croissance (+10%) et un grand dynamisme à l'international (50% des entreprises sont tournées vers l'export, avec une moyenne de 32% de chiffre d'affaires avec l'étranger).

Depuis 2009, le cluster Outdoor Sports Valley contribue à ce développement en co-construisant et co-animant des formations avec l'IUT d'Annecy dans le cadre du label OSV Academy (3 licences professionnelles : Outdoor Softgoods Design & Development, Outdoor International Sales & Promotion et Outdoor Marketing & Communication ont été développées).

Troisième programme chronologiquement conçu pour répondre aux besoins des adhérents d'OSV, la licence professionnelle Outdoor marketing Communication a pour but de former des communicants et des communication managers capables de travailler en France comme à l'étranger, grâce à une bonne compréhension des techniques de communication appliquées au marché du sport outdoor et une bonne appréhension des contextes internationaux.

La LP OMC a pour objectif de former des chefs de produits marketing, des chargés de communications managers pour l'industrie du sport Outdoor.

Cette licence professionnelle a été créée il y a plus de 6 ans pour répondre à la demande des industries locales. Elle offre une capacité d'accueil de 20 étudiants par an.

En suivant cette formation, les étudiants ont l'opportunité de :

- Profiter d'un contenu pédagogique spécifique élaboré en collaboration avec les professionnels du secteur du sport et suivre des cours dispensés par des intervenants professionnels spécialistes de ce secteur.
- Participer à des projets de groupe liés aux problématiques actuelles du marché du sport et confiés par des entreprises du secteur.
- Faire un stage long (de 4 à 6 mois) au sein d'une entreprise de l'industrie des sports outdoor, grâce à l'important réseau OSV et l'organisation d'un forum des stages. Ce stage débouche régulièrement sur un CDD ou un CDI.
- Elargir leur réseau professionnel et augmenter ainsi leurs possibilités de carrière dans l'industrie du sport, grâce aux différents événements auxquels ils participent toute l'année (conférences, salons professionnels en France et à l'étranger…).

L'enseignement étant délivré exclusivement en langue anglaise (par des enseignants parfois natifs de pays anglo-saxons), cette licence professionnelle permet également d'accueillir des étudiants de toute nationalité et contribue à la politique de développement international de l'Université Savoie Mont Blanc.

Un certain nombre de cours et activités pédagogiques sont réalisés en commun avec les deux autres licences professionnelles labélisées OSV Academy (LP OISP et OSDD) et nous partageons pour cela un calendrier pédagogique commun.

Le public accueilli de la licence OMC a des profils très divers : BTS, DUT, Licence STAPS, …. Nous avons également en moyenne 30 % d'étudiants étrangers (origine monde : Erasmus Suédois et Allemands, partenariat avec l'université de l'Utah aux USA, et des candidatures individuelles polonaises, italiennes, américaines , canadiennes, srilankaises, marocaines, tunisiennes,….).

Cette licence professionnelle OMC répond donc non seulement à un besoin fort des entreprises locales mais comporte également des spécificités fortes (enseignement développement durable, spécialisation sectorielle, enseignement en anglais, cours mutualisés avec les deux autres licences professionnelles OSV Academy) qui ne lui permettent pas de s'intégrer à un parcours actuel de BUT.

ANNEXE

MAQUETTE 2022/23

TYPE DIPLOME : Licence professionnelle
VDI : LIPOMC 211
VET : H3LP52 211

Domaine : Droit, Économie, Gestion
Mention : E-commerce et marketing numérique
Parcours : LP - Outdoor marketing & communication (ex SDC) - En anglais

Catalogue : ODF
Année : 2022-2023

Année 1

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
SEM 5		IXSQWHNG		**Semestre 5**			**30**												
	O	**IZZBGJ51**			**UE**	**UE501 Professionnal Environnement**	**10**												
X	O	IZZKF5H9		SCUL511_OMC	EC	Sports industry culture	2		CM 16	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IZZKHSQE		OMAP512_OMC	EC	Outdoor Market players	2		TD 21	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IZZKJU71		BMAN513_OMC	EC	Brand management & outdoor trends	2		TD 24	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IZZKM33Q		PMAN514_OMC	EC	Project management & professional communication	2		TD 15	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	K98A6QOS		SUST515_OMC	EC	Sustainability in the outdoors	2		TD 25	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
	O	**IZZFP7VJ**			**UE**	**UE502 Design**	**9**												
X	O	IZZKOEX4		BSOF521_OMC	EC	Basics of sport offer design	2		TD 20	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IZZKR28S		DEST522_OMC	EC	Design tools: trends, colors, graphics	1		TD 9	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IZZKZ44S		STAR523_OMC	EC	Startup week - creativity workshop	2		TD 30	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	K989Z7TG		GRAP524_OMC	EC	Graphic tools	2		TD 18	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	KNEM5O9T		DESP525_OMC	EC	Design product and service design	2		TD 15	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
	O	**IZZFQG1M**			**UE**	**UE503 Communication**	**11**												
X	O	IZZL1ZHP		COMB531_OMC	EC	Communication Basics	2		TD 12	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IZZL4A35		BIGI532_OMC	EC	Big idea	2		TD 18	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IZZL9C9L		GTMC533_OMC	EC	Go-to-market 1 - Content management	2		TD 21	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	K98ABWYF		GTMO534_OMC	EC	Go-to-market 2 - Consumer communication	2		TD 24	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	JV6QB1PG		GTMT535_OMC	EC	Go-to-market 3-1 - Trade communication	1		TD 10	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	K98ADRTK		GTMR536_OMC	EC	Go-to-market 3-2 - Trade communication	2		TD 12	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
	F	IZZLCXF7		LANG501_SDC	CHOI	Languages optional LV2													
X	X	J03O53DB		FRAN537_OMC	MODU	Français FLE (bonus)			TD 15	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	X	J5JA3NMP		ALLE537_OMC	MODU	Allemand (bonus)			TD 15	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	X	J5JA3SEI		ESPA537_OMC	MODU	Espagnol (bonus)			TD 15	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	X	J5JA402K		ITAL537_OMC	MODU	Italien (bonus)			TD 15	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
SEM 6		IXSQXL3T		**Semestre 6**			**30**												
X	**O**	**IZZJUKXK**			**UE**	**UE601 Communication strategy**	**4**												
X	O	KNEMSG9U		OUTE611_OMC	EC	Outdoor trends & Entrepreneurship	1		TD 12	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IZZM8IFT		IMAN612_OMC	EC	Intercultural management (Asia, USA)	1		TD 6	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
X	O	KNEMXD7W		MARK613_OMC	EC	Market eval/ISPO debrief/Brand strategy analysis	1		TD 12	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	K99MED7E		COMA614_OMC	EC	Communication action plan + case study	1		TD 12	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	**O**	**IZZJVSK5**			**UE**	**UE602 Design & communication tools**	**6**												
X	O	KNEMLRX6		CRML621_OMC	TD	CRM	1		TD 10	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IZZMHBDG		MANA622_OMC	EC	Innovation management	1		TD 10	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	IZZM4Y0O		VMAN623_OMC	EC	Value culture	1		TD 15	2-4 CC	ecrit		100%						
X	O	K99MAG96		COMS624_OMC	EC	Product communication support tools	1		TD 12	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	K99MD6I4		DIGM625_OMC	EC	Digital marketing et communication	2		TD 24	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
	O	**IZZJWUHL**			**UE**	**UE603 Project**	**8**												
X	O	IZZMR78A		PROJ631_OMC	EC	Group project	8		Other 120 PTUT 120 0	1 CTA	ecrit-memoire		50%						
										1 CTA	oral	1h00	50%						
	O	**IZZJYE5X**			**UE**	**UE604 Internship**	**12**												
X	O	IZZMV8S0		INTE641_OMC	EC	Internship	12		Other 0 0	1 CTA	pratique		1/3						
										1 CTA	ecrit-rapport-stage		1/3						
										1 CTA	oral-soutenance	1h00	1/3						

Année :

Bonus accueil des étudiants étrangers : +0.1 pt sur la moyenne du semestre/année d'accueil pour les étudiants français qui accompagnent un ou deux étudiants étrangers

La validation du diplôme de licence professionnelle est soumise au respect de la double condition suivante : une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble des UE, y compris le projet tuteuré et le stage ou la mission en alternance, *et* une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble constitué du projet tuteuré et du stage ou de la mission en alternance

Légende

Titre des colonnes

Obl.	O : obligatoire, X : à choix, F : facultatif
Nat.	Nature d'élément pédagogique
Volume hor.	Volume horaire
Modal.	Modalité
Coeff.	Poids des différents types d'évaluation (en %)

Nature d'enseignement

CM	Cours Magistral
TD	Travaux Dirigés
TP	Travaux Pratiques
EAD	Enseignement à distance
EADM	Enseignement à distance magistral
Stage	Stage
Other	Autre
PROJ	Projet
PROJET_TUTORE	Projet tutoré_old
PTUT	Projet tutoré
SEMINAIRE	Séminaire de recherche
SORT	Sortie pédagogique
TER	T.E.R.
TERRAIN	Terrain_old

Modalité de l'évaluation pour la session 1 des MCC

CC	CC (contrôle continu)
CCI	CCI (contrôle continu intégral)
CI	CI (contrôle intermédiaire)
CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
CTA	CTa (contrôle terminal anticipé - hors période d'examens)
Voir	Voir (voir remarques)

Modalité de l'évaluation pour la session 2 des MCC

CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
RP	RP (report)
Voir	Voir (voir remarques)

Nature de l'évaluation pour les MCC

assiduite	Assiduité à l'enseignement
ecrit	Ecrit
ecrit-dossier	Ecrit - dossier
ecrit-et-oral	Ecrit et Oral
ecrit-fiche	Ecrit - fiche de lecture
ecrit-maison	Ecrit - devoir maison
ecrit-memoire	Ecrit - mémoire
ecrit-ou-oral	Ecrit ou Oral (NE PLUS UTILISER)
ecrit-ou-oral-tirage	Ecrit ou oral selon tirage sort
ecrit-rapport	Ecrit - rapport
ecrit-rapport-stage	Ecrit - rapport stage
ecrit-surveille	Ecrit - devoir surveillé
oral	Oral
oral-expose	Oral - exposé
oral-soutenance	Oral - soutenance
pratique	Pratique
pratique-examen	Pratique - examen en ligne
pratique-labo	Pratique - labo de langue
pratique-travail	Pratique - travail autonome en ligne
remarques	Remarques
report	Report

LICENCE PROFESSIONNELLE
PARCOURS EN 60 ECTS – LP 3E ANNEE

COMPOSANTE : IUT d'ANNECY
MENTION : METIERS DE LA MODE
PARCOURS : OUTDOOR SOFTGOODS DESIGN & DEVELOPMENT
REGIME : FORMATION INITIALE (EN ANGLAIS)
DEPARTEMENT DE RATTACHEMENT : HORS – LP OUTDOOR SPORTS VALLEY
RESPONSABLE PEDAGOGIQUE DE LA MENTION ET DU PARCOURS : FLORENCE TAMET (PRAG H1510)
ANNEXE : MAQUETTE 2022/23 (SOURCE AMETYS)

OCTOBRE 2022

EFFECTIFS

Données SISE au 15/01	2019/2020	2020/2021	2021/2022
Capacité d'accueil	**20**	**20**	**20**
Effectifs étudiants	**21**	**24**	**18**
dont formation initiale	17	19	16
dont formation continue	4	5	2
dont boursier	0	3	3

ORIGINE DES ETUDIANTS

	15/01/2020	15/01/2021	15/01/2022
Inscrits originaires USMB	3	8	5
Inscrits provenant d'une autre université	3	2	0
Inscrits provenant d'un établissement étranger	4	4	3
Inscrits en BTS ou post BTS	5	3	5
Inscrits autres types d'établissements (TTLV,…)	6	7	5
TOTAL	**21**	**24**	**18**

TAUX DE REUSSITE AU DIPLOME

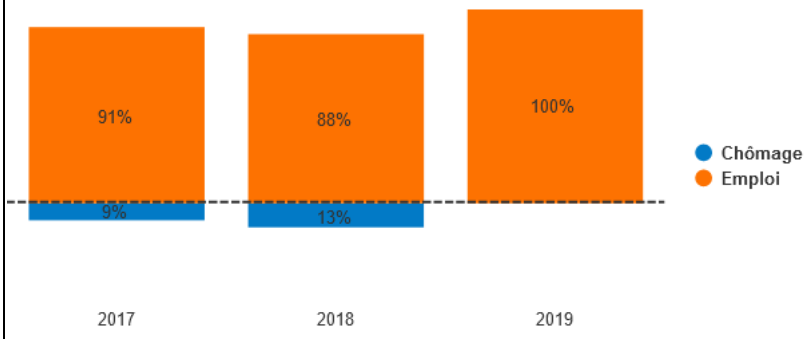
	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Inscrits	17	21	24
Taux de réussite sur inscrits	88%	76%	83%
Présents aux examens	15	17	20
Taux de réussite sur présents	**100%**	**94%**	**100%**

INSERTION PROFESSIONNELLE

Suivi des diplômés à 30 mois

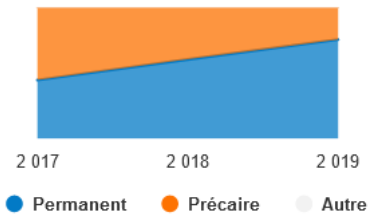


Taux d'emploi

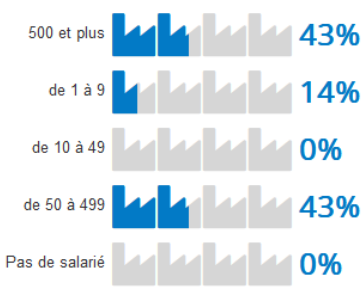


Le taux d'emploi est calculé en divisant le nombre de répondants en emploi par la population sur le marché du travail.
L'ensemble des répondants actifs sont pris en comptes, aucune exclusion.

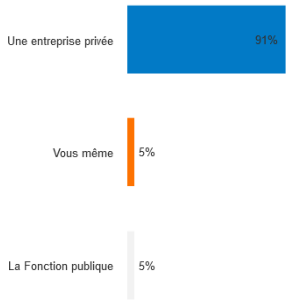
Evolution du statut d'emploi



Taille de l'entreprise



Secteur d'emploi

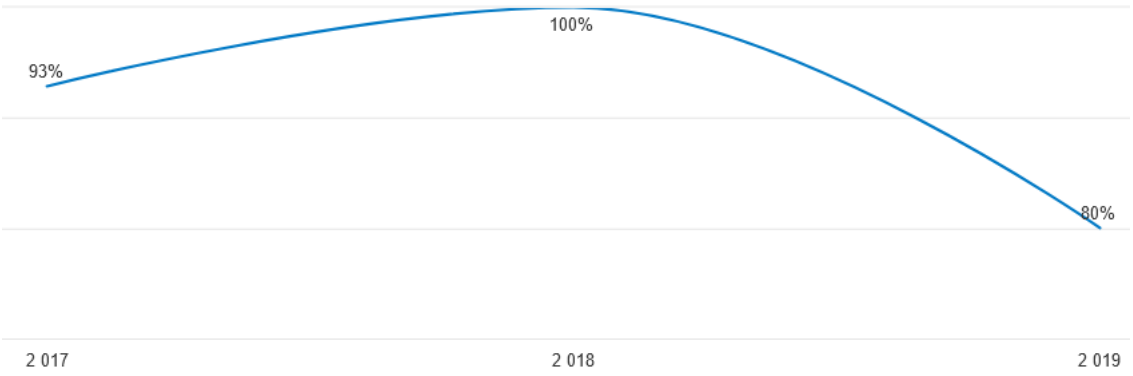


Le statut précaire correspond au statut intérimaire, vacataire, CDD, intermittent du spectacle.

Intitulé des postes (sans poursuite d'études) des emplois occupés 30 mois après le diplôme

Développeur matière
Designer Footwear Junior
Développeur produit
Designer
Chargé de recherche
Assistant achat et développement fournitures
Modéliste sellettes parapente
Gestionnaire de production
Manager innovation
Développeuse - Développeur industrialisation

Avis des diplômés sur leur formation



ARGUMENTAIRE

La région Auvergne-Rhône-Alpes accueille 450 entreprises appartenant à la filière des sports outdoor, qui ont réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de 4,4 milliards d'€ (source : Observatoire des sports outdoor 2021)

La Haute-Savoie concentre à elle-seule 38% des entreprises, 48% des emplois et 72% du chiffre d'affaires cumulé de la filière régionale. Malgré les récentes crises, le secteur des sports outdoor parvient à conserver un bon niveau de croissance (+10%) et un grand dynamisme à l'international (50% des entreprises sont tournées vers l'export, avec une moyenne de 32% de chiffre d'affaires avec l'étranger).

Depuis 2009, le cluster Outdoor Sports Valley contribue à ce développement en co-construisant et co-animant des formations avec l'IUT d'Annecy dans le cadre du label OSV Academy (3 licences professionnelles : Outdoor Softgoods Design & Development, Outdoor International Sales & Promotion et Outdoor Marketing & Communication ont été développées).

Premier programme chronologiquement conçu pour répondre aux besoins des adhérents d'OSV, la LP OSDD a pour objectif de former des développeurs produits, chefs de produits ou designers produits pour l'industrie du sport Outdoor.

Cette licence professionnelle a été créée il y a plus de 10 ans pour répondre à la demande des industries locales. Elle propose une capacité d'accueil de 20 étudiants par an. L'enseignement y est 100 % en anglais.

Le public accueilli a des profils très divers : BTS en mode/design, DUT SGM/GMP, MPh, Licence STAPS, ingénieurs ou commerciaux en reconversion… Nous avons également en moyenne 30 % d'étudiants étrangers (origine monde : Erasmus Suédois et Allemands, partenariat avec l'université de l'Utah aux USA, et des candidatures individuelles polonaises, belges, espagnoles, italiennes, américaines, canadiennes, srilankaises, marocaines, tunisiennes,….). La demande est très forte.

L'enseignement étant délivré exclusivement en langue anglaise (par des enseignants parfois natifs de pays anglo-saxons), cette licence professionnelle permet également d'accueillir des étudiants de toute nationalité et contribue à la politique de développement international de l'Université Savoie Mont Blanc.

Un certain nombre de cours et activités pédagogiques sont réalisés en commun avec les deux autres licences professionnelles labélisées OSV Academy (LP OMC et OSDD) et nous partageons pour cela un calendrier pédagogique commun.

Le taux d'insertion professionnelle est très élevé. Les diplômés trouvent un emploi dans les industries locales, France ou monde. Plus de 60% ont une proposition (CDD ou CDI) pendant ou à l'issue de leur stage. Les autres trouvent un emploi dans les 3 mois qui suivent leur diplomation.

Les diplômés travaillent dans l'innovation, la conception et le développement des vêtements pour le sport outdoor, et également pour la chaussure, la bagagerie, les accessoires et autres produits tel que le parapente.

Notre partenariat avec OSV est très dynamique. Les interactions et échanges avec le tissu industriel local sont très nombreux et enrichissants. La majorité de nos intervenants sont des professionnels de ces industries (Salomon, Décathlon, Millet, Jonathan et Flecher, Fusalp, Wilson…).

ANNEXE

MAQUETTE 2021/22

TYPE DIPLOME : Licence professionnelle

Domaine : Sciences, Technologies, Santé

Catalogue : ODF

VDI : LIPOSDD 211

Mention : Métiers de la mode

Année : 2022-2023

VET : H3LP51 211

Parcours : LP - Outdoor softgoods design & development (ex PSTF) - En anglais

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
Année 1																			
SEM 5		I7ZXGU7C		**Semestre 5**			**30**												
X	**O**	**I374JZI4**			**UE**	**UE501 Understand needs and context**	**8**												
X	O	I38I4VVJ		SCUL511_OSDD	EC	Sport industry culture conf., visit, fairs	1		TD 16	2-4 CC	ecrit-rapport		100%						
X	O	I38IFMSC		SDEV512_OSDD	EC	Sustainable development in the sports industry	2		TD 20	2-4 CC	ecrit-rapport		100%						
X	O	I38IHBA9		BIOM513_OSDD	EC	Biomechanics & sports physiology : comfort & perf.	3		TD 30	2-4 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
X	O	I38IKYF9		RDPI514_OSDD	EC	R&D product innovation in sports	2		TD 15	2-4 CC	ecrit-rapport	2h00	100%						
X	**O**	**I374SKAQ**			**UE**	**UE502 Manufacturing and commercialization processes**	**14**												
X	O	I38IU0NR		TEXT521_OSDD	EC	Textile technical fundamentals	4		TD 42	2-4 CC	ecrit-surveille	1h30	3/5						
										1 CTA	oral	0h45	2/5						
X	O	I38IVUIA		QUAL522_OSDD	EC	Quality, Tests and Lab evaluation	4		TD 38	2-4 CC	ecrit-rapport		50%						
										2-4 CC	ecrit-surveille	1h00	50%						
X	O	I38IY1TM		FOOT523_OSDD	EC	Footwear	2		TD 23	2-4 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
X	O	I38IZIE0		ECON524_OSDD	EC	Economic basics for technical textile	2		TD 15	2-4 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
X	O	I38J0TD9		INDU525_OSDD	EC	Industrial basics	2		TD 15	2-4 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
	O	**I374TTJB**			**UE**	**UE503 Sport management and communication**	**8**												
X	O	I38J29BT		PROM531_OSDD	EC	Project management, methodology and tools	2		TD 27	2-4 CC	ecrit-dossier		100%						
X	O	IQ1X6XC9		MANA532_OSDD	EC	Product management	2		TD 12	2-4 CC	ecrit-dossier		100%						
X	O	IQ1X90KM		PDES533_OSDD	EC	Product design	4		TD 30	2-4 CC	ecrit-dossier		100%						
X	O	KNELAPE4		COMM534_OSDD	MODU	Professionnal communication			TD 11										
	F	I38J4QKU		LANG501_PSTF	CHOI	Languages optional LV2													
X	X	J0HWOGJ4		FRAN535_OSDD	MODU	Français FLE (Bonus)			TD 15	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
X	X	J5JA0B87		ALLE536_OSDD	MODU	Allemand (bonus)			TD 15	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	X	J5JA0HSC		ESPA537_OSDD	MODU	Espagnol (bonus)			TD 15	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	X	J5JA0NDG		ITAL538_OSDD	MODU	Italien (bonus)			TD 15	2-4 CC	ecrit-et-oral		100%						
SEM 6		I7ZXH2F2		**Semestre 6**			**30**												
X	**O**	**I374VMVK**			**UE**	**UE601 Group project**	**8**												
X	O	I38J8MEK		PROJ611_OSDD	EC	Group project	8		0	1 CTA	ecrit-memoire	1h00	50%						
										1 CTA	oral	1h00	50%						
	O	**I374WO5M**			**UE**	**UE602 Design, manufacturing & sales processes mgmt**	**10**												
X	O	I38JC2AX		DESI621_OSDD	EC	Design vision	1		TD 12	2-4 CC	ecrit-surveille	2h00	100%						
X	O	I38JDNF4		MANU622_OSDD	EC	Textile manufacturing	2		TD 20	2-4 CC	ecrit-surveille	2h00	50%						
										1 CTA	ecrit-rapport		50%						
X	O	I38JEZLV		ACCES623_OSDD	EC	Accessories (backpack, gloves...)	1		TD 15	2-4 CC	oral	0h03	1/3						
										1 CTA	ecrit-surveille	0h10	1/3						
										CC	assiduite		1/3						
X	O	I38JG71T		DEVE614_OSDD	EC	Product development	3		TD 34	2-4 CC	oral	0h30	100%						
X	O	I38JHJJF		INDU615_OSDD	EC	Industrial fundamentals in sport industry	2		TD 20	2-4 CC	ecrit-rapport		100%						
X	O	JV6RWED9		MARK616_OSDD	EC	Product marketing in the sporting goods industry	1		TD 15	2-4 CC	ecrit-surveille	1h00	50%						
										1 CTA	oral	0h10	50%						
X	**O**	**I374XKVV**			**UE**	**UE603 Professional experience**	**12**												
X	O	I38JJ5Y4		INTE631_OSDD	EC	Internship	12		0	1 CTA	oral	1h00	1/3						
										1 CTA	pratique		1/3						
										1 CTA	ecrit-rapport		1/3						

Année :

Bonus accueil des étudiants étrangers : +0.1 pt sur la moyenne du semestre/année d'accueil pour les étudiants français qui accompagnent un ou deux étudiants étrangers

La validation du diplôme de licence professionnelle est soumise au respect de la double condition suivante : une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble des UE, y compris le projet tuteuré et le stage ou la mission en alternance, *et* une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble constitué du projet tuteuré et du stage ou de la mission en alternance

Légende

Titre des colonnes

Obl.	O : obligatoire, X : à choix, F : facultatif
Nat.	Nature d'élément pédagogique
Volume hor.	Volume horaire
Modal.	Modalité
Coeff.	Poids des différents types d'évaluation (en %)

Nature d'enseignement

CM	Cours Magistral
TD	Travaux Dirigés
TP	Travaux Pratiques
EAD	Enseignement à distance
EADM	Enseignement à distance magistral
Stage	Stage
Other	Autre
PROJ	Projet
PROJET_TUTORE	Projet tutoré_old
PTUT	Projet tutoré
SEMINAIRE	Séminaire de recherche
SORT	Sortie pédagogique
TER	T.E.R.
TERRAIN	Terrain_old

Modalité de l'évaluation pour la session 1 des MCC

CC	CC (contrôle continu)
CCI	CCI (contrôle continu intégral)
CI	CI (contrôle intermédiaire)
CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
CTA	CTa (contrôle terminal anticipé - hors période d'examens)
Voir	Voir (voir remarques)

Modalité de l'évaluation pour la session 2 des MCC

CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
RP	RP (report)
Voir	Voir (voir remarques)

Nature de l'évaluation pour les MCC

assiduite	Assiduité à l'enseignement
ecrit	Ecrit
ecrit-dossier	Ecrit - dossier
ecrit-et-oral	Ecrit et Oral
ecrit-fiche	Ecrit - fiche de lecture
ecrit-maison	Ecrit - devoir maison
ecrit-memoire	Ecrit - mémoire
ecrit-ou-oral	Ecrit ou Oral (NE PLUS UTILISER)
ecrit-ou-oral-tirage	Ecrit ou oral selon tirage sort
ecrit-rapport	Ecrit - rapport
ecrit-rapport-stage	Ecrit - rapport stage
ecrit-surveille	Ecrit - devoir surveillé
oral	Oral
oral-expose	Oral - exposé
oral-soutenance	Oral - soutenance
pratique	Pratique
pratique-examen	Pratique - examen en ligne
pratique-labo	Pratique - labo de langue
pratique-travail	Pratique - travail autonome en ligne
remarques	Remarques
report	Report

LICENCE PROFESSIONNELLE
PARCOURS EN 60 ECTS – LP 3E ANNEE

COMPOSANTE : IUT d'ANNECY

MENTION : METIERS DE L'IMMOBILIER : TRANSACTION ET COMMERCIALISATION DE BIENS IMMOBILIERS

PARCOURS : TRANSACTION ET GESTION IMMOBILIERES

REGIME : ALTERNANCE

DEPARTEMENT DE RATTACHEMENT : DROIT, ECONOMIE, GESTION

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE DE LA MENTION ET DU PARCOURS : ÉRIC WEISS

ANNEXE : MAQUETTE 2022/23 (SOURCE AMETYS)

OCTOBRE 2022

EFFECTIFS

Données SISE au 15/01	2019/2020	2020/2021	2021/2022
Capacité d'accueil	**25**	**24**	**40**
Effectifs étudiants	**21**	**31**	**36**
dont formation initiale			
dont formation en apprentissage	0	30	35
dont Contrat de professionalisation	21	1	1
Dont boursier	0	0	0

ORIGINE DES ETUDIANTS

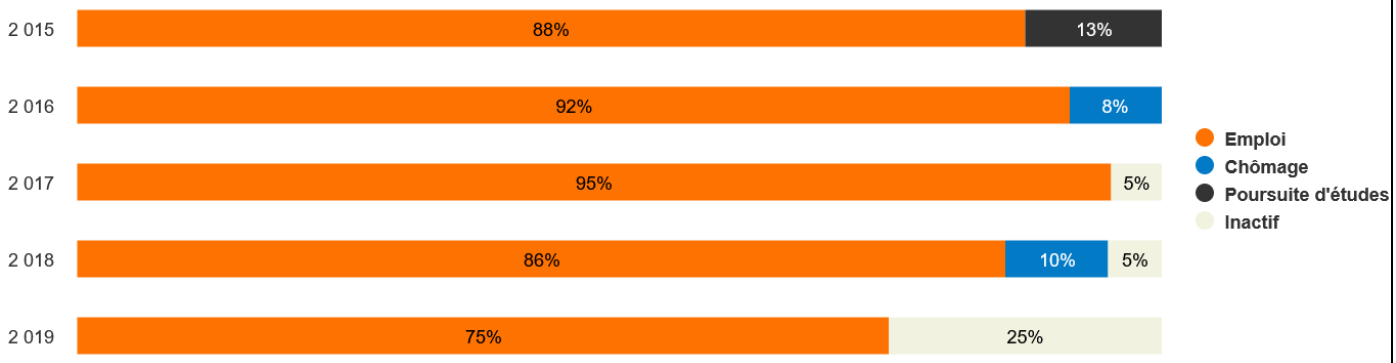
	15/01/2020	15/01/2021	15/01/2022
Inscrits originaires USMB	6	5	9
Inscrits provenant d'une autre université	6	5	10
Inscrits provenant d'un établissement étranger	0	0	0
Inscrits en BTS ou post BTS	7	17	13
Inscrits autres types d'établissements (TTLV,…)	2	4	4
TOTAL	**21**	**31**	**36**

TAUX DE REUSSITE AU DIPLOME

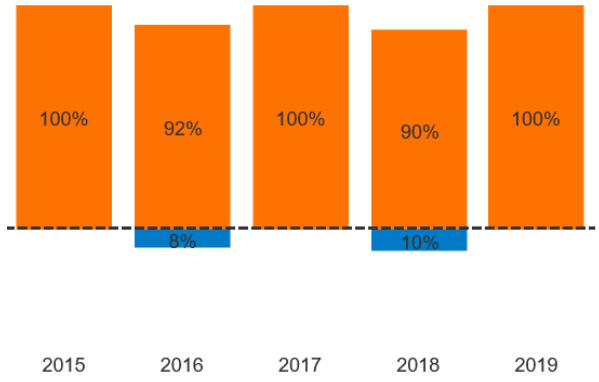
	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Inscrits	22	21	31
Taux de réussite sur inscrits	100	100	94%
Présents aux examens	22	21	31
Taux de réussite sur présents	**100**	**100**	**94%**

INSERTION PROFESSIONNELLE

Suivi des diplômés à 30 mois



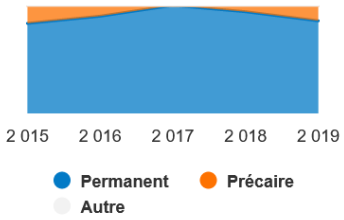
Taux d'emploi

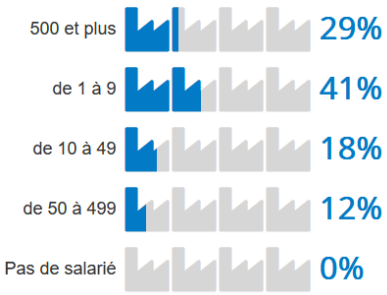


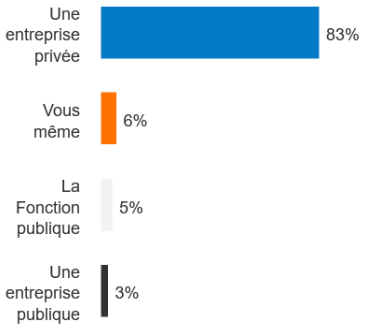
Le taux d'emploi est calculé en divisant le nombre de répondants en emploi par la population sur le marché du travail.
L'ensemble des répondants actifs sont pris en comptes, aucune exclusion.

Sur ce secteur, étant donné le type d'emploi en tant qu'agent commercial avec peu de salariés et beaucoup d'indépendants, il est rare de retrouver ces profils au chômage.

Evolution du statut d'emploi **Taille de l'entreprise** **Secteur d'emploi**





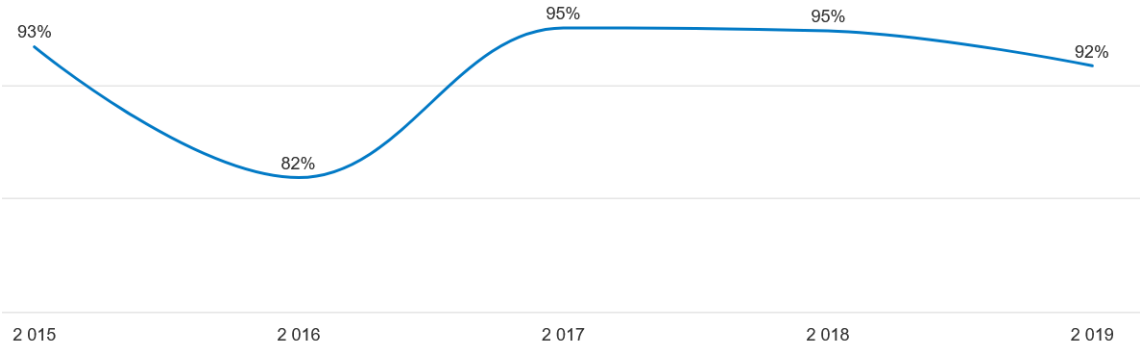


Le statut précaire correspond au statut intérimaire, vacataire, CDD, intermittent du spectacle.

Intitulé des postes (sans poursuite d'études) des emplois occupés 30 mois après le diplôme

Agente-Agent immobilier
Conseiller – Conseillère immobilier
Négociateur immobilier
Gestionnaire locative
Chargé-Chargée de clientèle
Chargé-ée de gestion en immobilier
Gestionnaire de sinistres
Gestionnaire en copropriété
Conseiller – conseillère à l'emploi

Avis des diplômés sur leur formation



ARGUMENTAIRE

Contexte : Le département Techniques de commercialisation de l'IUT d'Annecy dirige depuis la rentrée 2021, la Licence professionnelle Transactions et Gestion Immobilières (LP TGI). La LP TGI existe depuis une quinzaine d'années mais était précédemment dispensée dans le cadre des cursus en alternance de l'IAE. Il s'agit d'un partenariat avec l'Ecole By CCI Haute-Savoie qui gère cette licence pro dont la formation est dispensée dans les locaux de la CCI formation à Annecy.

La LP TGI répond aux attentes des entreprises du secteur de l'immobilier, dont les besoins de recrutement ne cessent de croître que ce soit dans les agences immobilières classiques, dans les sociétés de promotion ou chez les bailleurs sociaux.

La provenance des étudiants de Bac+2 est très diversifiée avec des profils provenant de filières universitaires DUT TC, DUT Carrières juridiques, DUT GACO, DUT GEA, L2 Eco Gestion ou L2 Droit mais aussi pour plus de 50% de filières BTS avec des BTS NDRC, MCO, GPME, Professions Immobilières et autres, plus techniques (bâtiment notamment).

A noter que le programme de cette LP ne correspond peu ou pas aux parcours des BUT des départements TC ou GEA de l'IUT. Il est donc difficile, pour ne pas dire impossible, de faire une correspondance entre ces BUT et cette LP. Le choix de laisser cette licence « suspendue » est donc une conséquence logique de cet état de fait.

A noter que les entreprises apprécient la variété des profils, car les métiers préparés sont variés, pour certains orientés commercial/négociation en transaction, mais aussi avec de la gestion dans des fonctions de conseillers location ou syndics de copropriété, ou encore faisant appel à des qualités de gestionnaire de projet chez les promoteurs immobiliers.

La licence professionnelle TGI :

- permet le reclassement de bons BTS, qui après avoir acquis les bases du commerce ou de la gestion, choisissent de se spécialiser dans la filière Immobilier.
- peut être une alternative professionnalisante pour des BUT ou des L2 en échec ou en questionnement sur la poursuite d'études en initial.
- donne accès à l'emploi efficacement puisqu'actuellement le taux d'intégration des étudiants à 30 mois atteint les 80%.
- permet également d'accueillir, tous les ans, des personnes en reconversion, après avoir travaillé pendant quelques années en entreprise.
- permet aux diplômés d'obtenir la carte d'agent immobilier pour éventuellement s'installer à leur compte.

Au regard de la montée en puissance des effectifs (2 promos par an depuis 3 ans), nous avons la confirmation que cette formation d'un an à un niveau BAC+3 répond massivement au besoin du secteur de l'immobilier.

ANNEXE

MAQUETTE 2022/23

TYPE DIPLOME : Licence professionnelle
Domaine : Droit, Économie, Gestion
Catalogue : ODF
VDI : LIPTGIM 211
Année : 2022-2023
VET : H3LP53 211
Parcours : LP - Transactions et gestion immobilières - Alternance

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
Année 1																			
X	**O**	**I3HI2KM8**			**UE**	**UE01 Aspects juridiques**	**17**												
X	O	I2D8ALTK		DPRI01_TGIAYA	EC	Le cadre juridique de la profession	3		CM 12,25	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 12,25										
X	O	I2D8C0XQ		DPRI02_TGIAYA	EC	Eléments fondamentaux de droit patrimonial	2		CM 8,75	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 8,75										
X	O	I2D8HU3H		GEOG01_TGIAYA	EC	Urbanisme et aménagement	2		CM 8,75	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 8,75										
X	O	I2YIQMTD		DPRI03_TGIAYA	EC	Droit de la construction	3		CM 10,5	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 10,5										
X	O	I2D8DTBO		GEST01_TGIAYA	EC	Responsabilité et assurances	2		CM 5,25	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 5,25										
X	O	I2D8CX5O		DPRI04_TGIAYA	EC	Droit des baux	3		CM 10,5	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 10,5										
X	O	II1I5FHK		DPRI05_TGIAYA	EC	Droit de la vente immobilière	2		CM 8,75	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 8,75										
X	**O**	**I3HI583F**			**UE**	**UE02 Négociation, vente et relation client**	**12**												
X	O	I2D8YHKI		GEST02_TGIAYA	MODU	Multicanal, e-commerce			CM 3,5										
									TD 3,5										
X	O	I2D8LLZA		GEST03_TGIAYA	EC	Marketing immobilier	2		CM 5,25	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 5,25										
X	O	I2D8MI6M		GEST04_TGIAYA	EC	Techniques de vente et de négociation immobilière	3		CM 17,5	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 17,5										
X	O	I2D8NRJM		INFC01_TGIAYA	EC	Communication professionnelle	1		CM 5,25	2 CC	ecrit-et-oral		100%						

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
									TD 5,25										
X	O	I2D8OQVO		GEST05_TGIAYA	EC	Relations humaines	2		CM 5,25	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 5,25										
X	O	I2D8QTJV		GEST06_TGIAYA	EC	Expertise et évaluation d'un bien immobilier	3		CM 14	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 14										
X	O	I2D8V0ET		ANGL01_TGIAYA	EC	Négocier en anglais	1		CM 7	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 7										
X	**O**	**I3HI6JTJ**			**UE**	**UE03 Gestion et financement**	**11**												
X	O	I2D8RT3P		GEST07_TGIAYA	EC	Financement et rentabilité de projet	2		CM 10,5	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 10,5										
X	O	I2YJFDPZ		GEST08_TGIAYA	EC	La fiscalité immobilière	1		CM 7	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 7										
X	O	I2YJJD9A		GEST09_TGIAYA	EC	Administration de la copropriété	3		CM 14	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 14										
X	O	I2D8U7X5		GEST10_TGIAYA	EC	Gestion locative	3		CM 14	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 14										
X	O	I2YJN49H		ECON01_TGIAYA	EC	Analyse économique du marché de l'immobilier	1		CM 5,25	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 5,25										
X	O	KOWWH3HO		MONT01_TGIAYA	EC	Montage d'opérations de promotion immobilières	1		CM 7	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
									TD 7										
X	O	KOWWJH1E		FINA01_TGIAYA	MODU	Structuration et financement des activités de marchands de bien			CM 3,5										
									TD 3,5										
X	**O**	**I3HI7JJL**			**UE**	**UE04 Missions professionnelles**	**6**												
X	O	JTR1QKY1		MISE01_TGIAYA	EC	Evaluation des compétences à mi-parcours	2		0	1 CTA	pratique		100%						
X	O	JTR1T9WQ		MISE02_TGIAYA	EC	Evaluation des compétences en fin de parcours	4		0	1 CTA	pratique		100%						
X	**O**	**I3HI8FJW**			**UE**	**UE05 Projet tutoré**	**14**												
X	O	I2D8XHWW		MEMO01_TGIAYA	EC	Mémoire écrit	7		0	2 CC	ecrit-et-oral		100%						
X	O	I2D8WRTF		INFC02_TGIAYA	MODU	Méthodologie et techniques d'expression			CM 10,5										
									TD 10,5										
X	O	JTR1X7CR		SOUT01_TGIAYA	EC	Pré-soutenance orale	2		CM 3,5										
									TD 3,5										
									0	1 CTA	oral	0h30	100%						
X	O	JTR2E0M6		SOUT02_TGIAYA	EC	Soutenance finale	5		CM 3,5										
									TD 3,5										
									0	CTA	oral	1h00	100%						
X	O	JTR2HVBT		CONF01_TGIAYA	MODU	Organisation de conférences métiers			CM 3,5										

Eval?	Obl.	Code Ametys	Code Apogée	Libellé court	Nat.	Libellé long	ECTS	Poids MODU	Volume hor.	MCC SESSION 1					MCC SESSION 2				
										Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques	Modal.	Nature	Durée	Coeff.	Remarques
									TD 3,5										
									0	2 CC	pratique		100%						
X	O	JTR2LBV6		PROJ01_TGIAYA	MODU	Travail sur projet			CM 22,75										
									TD 22,75										

Année :

Le regroupement cohérent d'unités d'enseignement défini est l'année.

La validation du diplôme de licence professionnelle est soumise au respect de la double condition suivante : une moyenne générale égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble des UE, y compris le projet tuteuré et le stage ou la mission en alternance, *et* une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20 à l'ensemble constitué du projet tuteuré et du stage ou de la mission en alternance

Légende

Titre des colonnes

Obl.	O : obligatoire, X : à choix, F : facultatif
Nat.	Nature d'élément pédagogique
Volume hor.	Volume horaire
Modal.	Modalité
Coeff.	Poids des différents types d'évaluation (en %)

Nature d'enseignement

CM	Cours Magistral
TD	Travaux Dirigés
TP	Travaux Pratiques
EAD	Enseignement à distance
EADM	Enseignement à distance magistral
Stage	Stage
Other	Autre
PROJ	Projet
PROJET_TUTORE	Projet tutoré_old
PTUT	Projet tutoré
SEMINAIRE	Séminaire de recherche
SORT	Sortie pédagogique
TER	T.E.R.
TERRAIN	Terrain_old

Modalité de l'évaluation pour la session 1 des MCC

CC	CC (contrôle continu)
CCI	CCI (contrôle continu intégral)
CI	CI (contrôle intermédiaire)
CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
CTA	CTa (contrôle terminal anticipé - hors période d'examens)
Voir	Voir (voir remarques)

Modalité de l'évaluation pour la session 2 des MCC

CT	CT (contrôle terminal - pendant la période d'examens)
RP	RP (report)
Voir	Voir (voir remarques)

Nature de l'évaluation pour les MCC

assiduite	Assiduité à l'enseignement
ecrit	Ecrit
ecrit-dossier	Ecrit - dossier
ecrit-et-oral	Ecrit et Oral
ecrit-fiche	Ecrit - fiche de lecture
ecrit-maison	Ecrit - devoir maison
ecrit-memoire	Ecrit - mémoire
ecrit-ou-oral	Ecrit ou Oral (NE PLUS UTILISER)
ecrit-ou-oral-tirage	Ecrit ou oral selon tirage sort
ecrit-rapport	Ecrit - rapport
ecrit-rapport-stage	Ecrit - rapport stage
ecrit-surveille	Ecrit - devoir surveillé
oral	Oral
oral-expose	Oral - exposé
oral-soutenance	Oral - soutenance
pratique	Pratique
pratique-examen	Pratique - examen en ligne
pratique-labo	Pratique - labo de langue
pratique-travail	Pratique - travail autonome en ligne
remarques	Remarques
report	Report

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_5.2.1.

Point 5 – Formation et vie universitaire

5.2. Année universitaire 2023-2024

5.2.1. Sectorisation de Parcoursup

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L612-3 et suivants et D612-3 et suivants,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

► ***Le conseil d'administration approuve la sectorisation de Parcoursup telle que présentée dans le document annexé à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*22*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*4*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	03 JAN. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

CAPACITES D'ACCUEIL A L'ENTREE DU 1ER CYCLE 2023-2024

DIPLÔME	DOMAINE	MENTION LICENCE/SPECIALITE DUT	PARAMETRAGE PARCOURSUP (Parcours, spécialité, groupe spécifique)	SECTORISATION 2022	DEMANDES DE SECTORISATION 2023 auprès du Rectorat
LICENCE	ALL	INFORMATION - COMMUNICATION		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
		LETTRES		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
		LETTRES	PPPE	Académie de Grenoble	
		LEA	ANGLAIS/ALLEMAND	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			ANGLAIS/ESPAGNOL	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			ANGLAIS/ITALIEN	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	ALL	LLCER	ANGLAIS	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			ESPAGNOL	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			ITALIEN	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	DEG	ADMINISTRATION ECONOMIQUE ET SOCIALE		Académie de Grenoble + Département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	DEG	DROIT		Académie de Grenoble + Département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	DEG	ECONOMIE ET GESTION		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
		ECONOMIE ET GESTION	SCIENCE DU NUMERIQUE - GESTION INDUSTRIELLE	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			SCIENCE POLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	SHS	GEOGRAPHIE ET AMENAGEMENT		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	SHS	HISTOIRE	SCIENCES PO - DROIT	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			ARCHEOLOGIE, HISTOIRE DE L'ART, PATRIMOINE	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			HISTOIRE ET CIVILISATIONS	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	SHS	PSYCHOLOGIE		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	SHS	SOCIOLOGIE		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	MATHEMATIQUES (tronc commun MPC)		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	PHYSIQUE-CHIMIE	PHYSIQUE	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			CHIMIE	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			PHYSIQUE - CHIMIE	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	MATHEMATIQUES (tronc commun MISPI)		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	SCIENCES POUR L'INGENIEUR	ESET	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
			TRI	Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	INFORMATIQUE		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	SCIENCES DE LA TERRE		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	SCIENCES DE LA VIE		Académie de Grenoble + département de l'Ain	Académie de Grenoble + département de l'Ain
	STS	STAPS	STAPS – Education et motricité (EM) STAPS – Entraînement sportif (ES) STAPS – Ergonomie du sport et performance motrice (ESPM)	Département Savoie et Haute Savoie + - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ambléon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Andert-Et-Condon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Anglefort (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Apremont (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Aranc (01110) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Arbent (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Arboys en Bugey (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Armix (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Artemare (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belignat (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Valserhône (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belley (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belleydoux (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Valromey-sur-Séran (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Béon (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Billiat (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Bolozon (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brégnier-Cordon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brens (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brion (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Burbanche (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ceignes (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cerdon (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ceyzérieu (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Challes-la-Montagne (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Challex (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Champagne-En-Valromey (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Champfromier (01410) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chanay (01420) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Charix (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chazey-Bons (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cheignieu-La-Balme (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chevillard (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chézery-Forens (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Collonges (01550) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Colomieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Condamine (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Confort (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Corbonod (01390)	Département Savoie et Haute Savoie + - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ambléon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Andert-Et-Condon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Anglefort (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Apremont (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Aranc (01110) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Arbent (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Arboys en Bugey (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Armix (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Artemare (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belignat (01100) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Valserhône (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belley (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Belleydoux (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Valromey-sur-Séran (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Béon (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Billiat (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Bolozon (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brégnier-Cordon (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brens (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Brion (01460) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : La-Burbanche (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ceignes (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cerdon (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Ceyzérieu (01350) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Challes-la-Montagne (01450) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Challex (01630) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Champagne-En-Valromey (01260) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Champfromier (01410) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chanay (01420) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Charix (01130) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chazey-Bons (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Cheignieu-La-Balme (01510) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chevillard (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Chézery-Forens (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Collonges (01550) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Colomieu (01300) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Condamine (01430) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Confort (01200) - Tous les candidats domiciliés dans la commune suivante : Corbonod (01390)

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_5.2.2.

Point 5 – Formation et vie universitaire

5.2. Année universitaire 2023-2024

5.2.2. Capacités d'accueil en masters

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L612-6,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

► ***Le conseil d'administration approuve les capacités d'accueil en masters pour l'année universitaire 2023-2024, telles que présentées dans le document annexé à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*22*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*4*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	03 JAN. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

CAPACITES D'ACCUEIL Première année du 2ème cycle d'enseignement supérieur

ETABLISSEMENT: USMB

Composante ou domaine	Mention	Parcours	Capacités d'accueil globale* 2022-2023	Capacités d'accueil globale* 2023-2024
FD	Droit des affaires	Droit et contentieux de l'entreprise	20	20
FD	Droit des affaires	European and international business law	10	10
FD	Droit notarial	Droit notarial	20	20
FD	Droit privé	Droit du dommage corporel	20	20
FD	Droit privé	Métiers du droit et de la justice	22	22
FD	Droit public	Juriste conseil des administrations publiques	20	20
FD	Droit public	Métiers du droit et du développement durable de la montagne	20	20
FD	Droit international	Droit des relations transfrontalières	20	20
IAE	Management	Informatique et Management de l'entreprise	25	20
IAE	Management	Achats et logistique	25	25
IAE	Management	Economic and Business Analyst	20	15
IAE	Management	Direction administrative et financière	25	25
IAE	Management	European Master in Business Studies	30	30
IAE	Management	Commerce international - Management de zones export	20	25
IAE	Management	Amélioration de la performance industrielle	25	20
IAE	Management	Marketing - Cursus International	25	25
IAE	Management	Stratégie Digitale : marketing et communication spécialité Marketing de l'offre et de l'expérience client	20	22
IAE	Management	Stratégie Digitale : marketing et communication spécialité E-Business et communication	20	20
IAE	Management	Banque - Conseiller Clientèle de professionnels	25	25
IAE	Tourisme	Hotel Marketing and Revenue Management	22	23
IAE	Tourisme	Management International de l'Hôtellerie	22	23
IAE	Tourisme	Management et Design du Tourisme en transitions	22	23
IAE	Tourisme	International business and tourism management	20	16
IAE	Tourisme	Management et ingénierie des événements	22	23
LLSH	Français langue étrangère	Français langue étrangère	35	35
LLSH	Langues étrangères appliquées	Internationalisation des organisations	35	35
LLSH	Langues étrangères appliquées	Analyse de crise et action humanitaire	35	35
LLSH	Langues étrangères appliquées	Développement et internationalisation des entreprises et des territoires	10	10
LLSH	Patrimoine et musées	Métiers du patrimoine	20	20
LLSH	Histoire	Sociétés et cultures, XVIe-XXIe siècles	18	18
LLSH	Mondes anciens	Histoire du monde gréco-romain classique et tardif	10	10
LLSH	Mondes médiévaux	Culture historique et mondes médiévaux	15	15
LLSH	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	Interculturalité et métiers de la culture	32	32
LLSH	Psychologie	Enfant et adolescent	27	27
LLSH	Psychologie	Neuropsychologie	30	30
LLSH	Psychologie	Prévention	19	19
LLSH	Psychologie	Ergonomie socio-cognitive des systèmes intelligents	20	20
LLSH	Sociologie	Sociologie et sciences sociales appliquées aux métiers des études et de l'enquête	20	20

POLYTECH	Ingénierie des systèmes complexes	Advanced mechatronics	20	20
POLYTECH	Energie solaire	Energy for solar buildings and cities	24	24
POLYTECH	Energie solaire	Solar energy, law, economics and management	12	12
SCEM	Géographie	Géographie et montagnes	45	45
SCEM	Géoressources, géorisques, géotechnique	Géosciences appliquées à l'ingénierie de l'aménagement	24	24
SCEM	Géoressources, géorisques, géotechnique	Aléas		12
SCEM	Gestion de l'environnement	Sciences de l'environnement appliquées à la montagne	42	42
SCEM	Chimie	Chimie vert et éco-innovations	24	24
SCEM	Informatique		32	32
SCEM	Mathématiques et applications	Modélisation mathématique et analyse appliquée	35	35
SCEM	Physique			
SCEM	Réseaux et télécommunication	Électronique, systèmes embarqués et télécommunications	20	20
SCEM	Réseaux et télécommunication	Télécommunications et réseaux informatiques	20	20
SCEM	STAPS : ingénierie et ergonomie de l'activité physique	Interface homme environnement	15	15
SCEM	STAPS : ingénierie et ergonomie de l'activité physique	Interface homme matériel	30	30
SCEM	STAPS : ingénierie et ergonomie de l'activité physique	Motricité humaine	15	15
LLSH	MEEF Premier degré	Premier degré Chambéry (CRPE)	60	60
LLSH	MEEF Premier degré	Premier degré Annecy (CRPE)	60	60
LLSH	MEEF Second degré	Anglais (CAPES)	25	25
LLSH	MEEF Second degré	Lettres modernes (CAPES)	20	20
LLSH	MEEF Second degré	Lettres - Histoire et Géographie (CAPLP)	0	
LLSH / SCEM	MEEF Second degré	Histoire-Géographie (CAPES)	34	34
SCEM	MEEF Second degré	Mathématiques (CAPES)	36	36
SCEM	MEEF Second degré	Sciences physiques et chimiques (CAPES)	20	20
SCEM	MEEF Second degré	Education physique et sportive (CAPEPS)	25	30
LLSH / SCEM	MEEF Encadrement éducatif			
TOTAL ETABLISSEMENT:			**1484**	**1493**

Pour les diplômes co-accrédités ou faisant l'objet de conventionnement avec un autre établissement, seules les capacités donnant lieu à inscriptions principales seront présentées.
Les masters MEEF sont présentés dans l'établissement porteur.
** Capacité TMM (capacité globale): nombre d'tudiants pouvant être inscrits dans une formation*

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_5.2.3.

Point 5 – Formation et vie universitaire

5.2. Année universitaire 2023-2024

5.2.3. Attendus en masters

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L612-6,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

► ***Le conseil d'administration approuve les attendus en masters pour l'année universitaire 2023-2024, dont la liste est annexée à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*21*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*1*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*21*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	03 JAN. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

ATTENDUS ET CRITERES GENERAUX D'EXAMEN DES CANDIDATURES
Première année du 2ème cycle d'enseignement supérieur

ETABLISSEMENT : USMB

Composante	Mention	Parcours	Attendus 2022-2023	Mentions de licence conseillées	Critères examen des dossiers	Modalités de recrutement
FD	Droit des affaires	Droit et contentieux de l'entreprise	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité du juriste en droit des affaires reposant sur le conseil oral et rédaction d'actes, une parfaite maîtrise du français est exigée 2 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en langue anglaise est nécessaire 3 - Avoir des compétences en droit civil, en droit des affaires, en droit fiscal, en droit européen et international. La résolution de problèmes complexes requiert une grande maîtrise des matières fondamentales, dont l'approfondissement et la mise en application nécessite des bases solides 4 - Disposer de grandes capacités de travail. Cette formation nécessite une grande implication des étudiants, lesquels doivent être en mesure de mener des travaux individuels et collectifs en autonomie, étant ainsi les principaux acteurs de leur formation 5 - Avoir la capacité à mener un raisonnement juridique complexe et transversal L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants de résoudre des problèmes complexes rencontrés dans les dossiers, nécessitant de mobiliser des connaissances et compétences dans des domaines variés du droit 6 - Avoir réfléchi à un projet professionnel en adéquation avec le programme de formation. La 2e année de cette formation étant proposée en alternance, le candidat doit disposer d'une grande capacité de travail, dans la perspective de mettre en pratique ses connaissances théoriques	Droit	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Sauf impossibilité liée à la situation sanitaire
FD	Droit des affaires	European and international business law	1 - Etre capable de communiquer/s'exprimer en anglais 2- Etre capable de fournir des conseils juridiques à l'environnement commercial transnational et européen 3 - Etre capable d'expliquer les dernières questions et tendances du droit des affaires européen et international 4 - Etre capable d'analyser et évaluer les situations juridiques liées aux affaires 5 - Etre capable de traiter rapidement et efficacement les problèmes juridiques rencontrés par les entreprises 6 - Etre capable d'effectuer des recherches et faire des suggestions au législateur sur l'amélioration de la réglementation du milieu des affaires 7 - Etre capable d'apporter une expertise juridique et économique/arbitrage 8 - Etre capable de réaliser une prestation de conseils à l'international 9 - Etre capable d'apporter une approche multiculturelle du droit 10 - Etre capable d'argumenter (à l'écrit et à l'oral), convaincre et expliquer 11 - Etre capable d'appréhender l'environnement du client ou de l'entreprise dans sa globalité et sa transversalité (fiscale, sociale, concurrence, propriété industrielle, financier, sociétaire ou contractuelle, organisationnelle et managériale) 12 - Etre capable de modéliser une situation d'entreprise au regard des règles juridiques et fiscales 13 - Etre capable d'identifier et qualifier les objectifs et les contraintes de l'entreprise et du client 14- Savoir établir et interpréter des contrats internationaux 15- Comprendre les enjeux et complexités juridiques et économiques de l'intégration européenne 16- Avoir réfléchi à un projet professionnel en adéquation avec la formation internationale offerte par le Master	Droit	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien en Anglais|Sauf impossibilité liée à la situation sanitaire
FD	Droit notarial	Droit notarial	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité du notaire reposant sur le conseil oral et rédaction d'actes, une parfaite maîtrise du français est exigée 2 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en langue anglaise est nécessaire 3 - Avoir des compétences en droit civil, en droit des affaires, en droit fiscal La résolution de problèmes complexes nécessite une grande maîtrise des matières fondamentales du droit notarial, dont l'approfondissement et la mise en application s'appuient nécessairement sur les bases solides 4 - Disposer de grandes capacités de travail Le master Droit notarial est une formation qui nécessite une grande implication des étudiants, lesquels doivent être en mesure de mener des travaux individuels et collectifs en autonomie, étant ainsi les principaux acteurs de leur formation 5 - Avoir la capacité à mener un raisonnement juridique complexe et transversal L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants de résoudre des problèmes complexes rencontrés dans les dossiers, nécessitant de mobiliser des connaissances et compétences dans des domaines variés du droit 6 - Avoir réfléchi à un projet professionnel en adéquation avec le programme de formation La 2e année étant proposée en alternance, le candidat doit disposer d'une grande capacité de travail, dans la perspective de mettre en pratique, au sein d'une étude notariale, ses connaissances théoriques	Droit	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Sauf impossibilité liée à la situation sanitaire
FD	Droit privé	Droit du dommage corporel	1 - Avoir validé les unités fondamentales dans le parcours droit privé 2 - Disposer des connaissances de base solides en droit des obligations et particulièrement en droit de la responsabilité civile 3 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires 4 - Disposer d'aptitudes à la compréhension, à l'analyse et à la synthèse d'un texte 5 - Disposer d'aptitudes à la logique et au raisonnement conceptuel 6 - Pouvoir travailler de façon autonome et organiser son travail 7 - Etre intéressé par les questions médicales, psychologiques, historiques, sociétales et politiques 8 - Avoir réfléchi à un projet professionnel en adéquation avec le programme de formation	Droit	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien Eventuellement
FD	Droit privé	Métiers du droit et de la justice	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité de l'étudiant repose essentiellement sur l'expression orale et la rédaction d'actes, une parfaite maîtrise du français est exigée 2 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en langue anglaise est nécessaire dans le cadre du master, notamment pour pouvoir présenter les différents concours et examens professionnels 3 - Compétences dans les unités fondamentales et matières à TD de la licence droit. La résolution de problèmes complexes nécessite la maîtrise des matières fondamentales, dont l'approfondissement et l'application s'appuient sur des bases solides, un esprit critique et une vision pluridisciplinaire 4 - Disposer de grandes capacités de travail. Cette formation nécessite une grande implication des étudiants, lesquels doivent être en mesure de mener des travaux individuels et collectifs en autonomie, étant ainsi les principaux acteurs de leur formation 5 - Avoir la capacité à mener un raisonnement juridique complexe et transversal. L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants de résoudre des problèmes complexes rencontrés dans les dossiers, nécessitant de mobiliser des connaissances et compétences dans des domaines variés du droit 6 - Avoir réfléchi à un projet professionnel en adéquation avec le programme de formation. La formation permettant l'accès à de nombreux examens et concours, le candidat doit s'être renseigné sur l'adéquation de la formation à son projet professionnel	Droit	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Sauf impossibilité liée à la situation sanitaire
FD	Droit public	Juriste conseil des administrations publiques	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité du juriste en droit public reposant sur le conseil oral et rédaction d'actes, une parfaite maîtrise du français est exigée 2 - Solides connaissances en droit public interne. Cet attendu marque l'importance de l'acquisition des matières fondamentales de la licence Droit et notamment dans le domaine du droit public 3 - Adéquation entre le cursus antérieur, le projet professionnel et la formation. Évaluation du parcours antérieur, résultats et motivation sont essentiels. La 2e année étant en alternance, le candidat doit disposer d'une grande capacité de travail, pour mettre en pratique ses connaissances théoriques 4 - Avoir la capacité à mener un raisonnement juridique complexe et transversal. L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants de résoudre des problèmes complexes rencontrés dans les dossiers, nécessitant de mobiliser des connaissances et compétences dans des domaines variés du droit 5 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en langue anglaise est nécessaire	Droit|Administration publique|Administration économique et sociale	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Sauf impossibilité liée à la situation sanitaire
FD	Droit public	Métiers du droit et du développement durable de la montagne	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. L'essentiel de l'activité du juriste reposant sur le conseil oral et rédaction d'actes, une parfaite maîtrise du français est exigée 2 - Solides connaissances en droit interne. Importance des fondamentaux de licence en Droit (droit public et droit privé). Le jury peut recruter des personnes venant d'autres horizons que le droit à la condition qu'elles motivent leur candidature et s'engagent à se mettre à niveau en droit 3 - Adéquation entre le cursus antérieur, le projet professionnel et la formation. Parcours antérieur (diplômes, stages...), résultats et motivation sont pris en compte. Le projet professionnel doit être en lien avec les territoires de montagne et leurs enjeux sociaux, environnementaux ou économiques 4 - Alternance : une importante capacité de travail. Le M2 étant proposé en alternance, il est recommandé d'avoir réfléchi à la question et de pouvoir mentionner un ou plusieurs organismes susceptibles d'accueil. L'alternance exige une très bonne capacité de travail pour mener de front étude et pratique 5 - Capacité d'analyser les situations et de mener un raisonnement juridique transversal. Acteur de la co-construction des politiques territoriales, l'étudiant disposera de capacité d'analyse et d'initiative, résoudra des problèmes complexes, en mobilisant diverses connaissances et compétences 6 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un bon niveau de compétence en langue anglaise est nécessaire	Droit|Administration publique|Administration économique et sociale|Science politique	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Sauf impossibilité liée à la situation sanitaire
FD	Droit international	Droit des relations transfrontalières	1 - Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale de qualité. La maîtrise du française, écrit et oral, est une nécessité dans une formation juridique de haut niveau. Un niveau C1 en français est requis pour les candidats dont le français n'était pas la langue antérieure d'enseignement 2 - Disposer d'un niveau B2 minimum en anglais. Un haut niveau de compétence en anglais dans le domaine du droit international est exigé dès lors que l'année de master 1 intervient en mobilité à l'Université de Turin où les cours sont délivrés en anglais dans le cadre du programme European Legal Studies 3 - Disposer de grandes capacités de travail. Cette formation nécessite une grande implication des étudiants, lors de l'année en mobilité ou lors de la 2e année à Annecy. Les étudiants seront amenés à fournir un important travail personnel quel que soit leur projet professionnel 4 - Compétences en droit international et en droit européen. Capacité à penser les questions juridiques dans une perspective internationale ; Avoir suivi des cours de droit international et de droit européen ; mobilité à l'international appréciée.	Droit	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Sauf impossibilité liée à la situation sanitaire
IAE	Management	Informatique et Management de l'entreprise	1 - Disposer de compétences en développement informatique. Des prérequis en développement informatique (programmation logicielle, algorithmique, développement web et/ou mobile, autres) sont indispensables pour intégrer le Master 1 IME 2 - Posséder une culture du numérique et avoir un intérêt marqué pour les technologies et le management. Les métiers visés par le Master IME sont fortement ancrés dans l'ère du numérique. L'étudiant doit donc être en mesure de situer et comprendre ses enjeux sociétaux 3 - Compétences en anglais niveau B2 minimum. Le domaine de l'informatique du management requière obligatoirement des compétences en anglais pour évoluer dans des secteurs fortement mondialisés et digitalisés (B2 minimum) 4 - Savoir mobiliser des compétences en matière d'expression écrite et pouvoir argumenter un raisonnement. Être capable de produire une argumentation écrite structurée ; avoir des capacités de synthèse et un bon niveau de langue (expression orale) 5 - Disposer de compétences méthodologiques et comportementales afin d'être capable de travailler en autonomie et de manière responsable. Etre capable d'organiser son travail, d'aller chercher les ressources à sa disposition et de mobiliser les temps de travail individuels mais aussi collectifs	Economie et gestion | Informatique| Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales| Mathématiques|Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien
IAE	Management	Achats et logistique	1 - Disposer des compétences en économie/gestion Les métiers des achats et de la supply chain sont des métiers qui nécessitent de bien comprendre les enjeux économiques des marchés. Il est aussi nécessaire de pouvoir bien apprécier l'impact de ses actions. Ce sont des métiers de chiffres et de logique 2 - Savoir mobiliser des compétences en matière d'expression écrite et de raisonnement logique Les métiers visés sont des métiers où il faut convaincre les clients internes et les fournisseurs. Il faut donc être capables de produire une argumentation structurée (rédaction de rapports) 3 - Disposer de compétences méthodologiques et comportementales En Master l'apprentissage passe beaucoup par des travaux individuels et de groupes réalisés en autonomie. Il faut donc notamment être capable d'organiser son travail et de travailler en équipe 4 - Disposer de compétences en langues anglaise et une LV2 Les métiers visés sont des métiers où l'on travaille avec des partenaires internationaux. Les échanges sont le plus souvent en anglais (niveau B2 attendu). LV2 demandée. Une expérience à l'étranger est un plus 5 - Disposer de compétences et/ou d'un attrait pour l'industrie Les métiers visés sont présents principalement dans l'industrie. Une formation initiale dans le domaine industriel sera un plus. La curiosité pour les process industriels est une qualité essentielle 6 - Disposer d'une culture générale Les métiers visés sont des métiers du commerce international et sont donc fortement liés à l'actualité économique internationale et à la politique internationale. L'étudiant doit donc être en mesure de situer et comprendre les grands enjeux internationaux	Gestion|Economie et gestion|Langues étrangères appliquées|Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales|Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien
IAE	Management	Economic and Business Analyst	1 - Montrer un intérêt pour les méthodes quantitatives appliquées à l'économie ou la gestion 2 - Etre à l'aise avec l'outil informatique, voire avoir déjà fait de la programmation 3 - Maîtriser suffisamment l'anglais pour pouvoir suivre certains cours en langue anglaise 4 - Etre capable de communiquer et de s'exprimer clairement aussi bien à l'écrit qu'à l'oral	Economie|Gestion|Economie et gestion|Sciences sociales|Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien

IAE	Management	Direction administrative et financière	1 - Parfaite maîtrise de l'expression écrite et orale en français. Bon niveau d'anglais 2 - Bon niveau de culture économique et de raisonnement logique 3 - Intérêt pour le monde de la finance et celui de l'entreprise 4 - Haut niveau d'autonomie et grande rigueur dans ses engagements (assiduité, professionnalisme) 5 - Aptitude au travail en équipe 6 - Connaissances en comptabilité, droit, contrôle de gestion, analyse financière. Compétences analytiques indispensables à l'économie et à la gestion financière. Aptitudes à la compréhension et à l'analyse des données et des informations autour de la gestion administrative et financière	Economie|Gestion|Economie et gestion|Sciences sociales|Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien
IAE	Management	European Master in Business Studies	1 - Posséder un bon niveau dans l'ensemble des matières de licence, et notamment dans les champs de l'économie et de la gestion 2 - Pouvoir fournir la preuve de la maîtrise de l'anglais au niveau minimum B2 du CECR. Les résultats des tests ne sont requis que si la première langue du candidat n'est pas l'anglais ou si la langue d'enseignement de son diplôme précédent n'est pas l'anglais. 3 - Disposer d'une bonne connaissance des logiciels informatiques les plus courants.	Economie et gestion |Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	Niveau académique|Motivation pour le programme|Cohérence de la candidature avec le projet professionnel	Dossier|Entretien
IAE	Management	Commerce international - Management de zones export	1 - Disposer de compétences en anglais et dans une LV2. L'international ne se conçoit pas sans la maîtrise d'une voire plusieurs langues étrangères. Des compétences en anglais et en LV2 sont donc essentielles. Les expériences et/ou connaissances liées à l'international sont fortement appréciées 2 - Avoir suivi durant ses premières années d'étude des modules liés au CI, ou avoir été sensibilisé aux opérations internationales. Les enseignements requièrent que les étudiants aient vu auparavant les principales notions et outils du CI que ce soit lors d'une année académique ou lors d'un stage 3 - Savoir mobiliser des compétences en expression écrite, pouvoir argumenter un raisonnement. Etre capable de produire une argumentation structurée. Les métiers du CI impliquent la rédaction d'études nécessitant une argumentation structurée, des capacités de synthèse et un bon niveau de langue 4 - Disposer de compétences méthodologiques et comportementales afin d'être capable de travailler en autonomie et de manière responsable. En Master, l'étudiant doit être capable d'organiser son travail, d'aller chercher les ressources à sa disposition et de rechercher les temps de travail collectifs 5 - Disposer d'une culture générale. Les métiers du commerce international sont fortement liés à l'actualité économique internationale et à la politique internationale. L'étudiant doit donc être en mesure de situer et comprendre les grands enjeux internationaux	Gestion|Economie et gestion|Langues étrangères appliquées	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien
IAE	Management	Amélioration de la performance industrielle	1 - Avoir les connaissances de base en Gestion Industrielle et Qualité : Connaître les méthodes de Gestion des flux : Gestion des Stocks, Planification des besoins (MRP), Juste-A-Temps (Kanban) et Ordonnancement (PERT). Connaître la fonction Logistique et les approches Qualité 2 - Avoir des connaissances sur les principes d'amélioration de la performance industrielle : Connaître les notions relatives à la Performance ; évaluation (Indicateurs et Systèmes d'Indicateurs de Performance, Tableaux de Bord) et pilotage (aide à la décision), optimisation, amélioration et management 3 - Des prérequis informatiques sont recommandés : Une connaissance des outils essentiels autour des Systèmes d'Information et Bases de Données, des fonctionnalités de base de l'outil Excel (formules, tableaux et graphiques), ainsi qu'une ouverture sur les Technologies modernes sont recommandées 4 - Des prérequis en administration des entreprises sont recommandés : Une connaissance des grands principes d'Economie-Gestion, de Management et d'Organisation de l'entreprise est recommandée, de même que des notions de base en Gestion de projet et un niveau certifié en Anglais	Economie et gestion |Informatique|Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales|Mathématiques|Electronique, énergie électrique, automatique|Mécanique|Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien
IAE	Management	Marketing - Cursus International	1 - Connaissances solides en économie et gestion. Les candidats doivent être titulaires d'une licence ou bachelor (grade de licence) incluant au moins une centaine de crédits ECTS relatifs à l'économie ou à la gestion. Bon niveau académique attendu. 2 - Appétence pour le marketing. Les candidats doivent démontrer un intérêt particulier pour les disciplines du marketing, dans leurs parcours académique et/ou professionnel. Ils/elles doivent attester d'une bonne connaissance des concepts et techniques les plus courants de cette discipline. 3 - Bon niveau d'anglais. Une partie des cours se déroulant en anglais, les candidats doivent attester d'un niveau satisfaisant dans cette langue, correspondant au minimum au niveau B2 selon le Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues. 4 - Orientation internationale. Les candidats doivent être engagés dans une démarche d'internationalisation de leurs parcours académiques et personnels. Ils/elles doivent avoir déjà étudié ou travaillé à l'étranger ; ou doivent démontrer d'une forte motivation pour le faire à l'avenir.	Gestion|Economie et gestion|Langues étrangères appliquées	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien
IAE	Management	Stratégie Digitale : marketing et communication spécialité Marketing de l'offre et de l'expérience client	1 - Disposer d'une culture générale et savoir mobiliser des compétences en matières d'expression écrite et de raisonnement logique. Bonne culture générale. Bonne culture des sciences de gestion. Capacité à l'abstraction et à la conception. Esprit critique. Curiosité. Esprit de synthèse 2 - Disposer des compétences de base en marketing et communication. Culture marketing (stratégique, opérationnel et mix). Culture de la communication (stratégique). Culture du digital (environnement digital). Culture commerciale (prospection, fidélisation). Culture numérique (texte, image, son) 3 - Avoir un projet professionnel clair et une forte motivation pour l'apprentissage en entreprise. Projet professionnel solide en lien avec la formation (alternance). Curiosité pour le monde de l'entreprise 4 - Pouvoir s'exprimer aisément en anglais. Niveau d'anglais fluide à l'écrit et à l'oral, B2 5 - Disposer de capacités d'adaptation et d'autonomie. Sens de l'organisation. Sens du collectif. Auto-discipline. Capacité à travailler en équipe	Gestion|Economie et gestion|Information-communication	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien
IAE	Management	Stratégie Digitale : marketing et communication spécialité E-Business et communication	1 - Disposer d'une culture générale et savoir mobiliser des compétences en matières d'expression écrite et de raisonnement logique. Bonne culture générale. Bonne culture des sciences de gestion. Capacité à l'abstraction et à la conception. Esprit critique. Curiosité. Esprit de synthèse 2 - Disposer des compétences de base en marketing et communication. Culture marketing (stratégique, opérationnel et mix). Culture de la communication (stratégique). Culture du digital (environnement digital). Culture commerciale (prospection, fidélisation). Culture numérique (texte, image, son) 3 - Avoir un projet professionnel clair et une forte motivation pour l'apprentissage en entreprise. Projet professionnel solide en lien avec la formation (alternance). Curiosité pour le monde de l'entreprise 4 - Pouvoir s'exprimer aisément en anglais. Niveau d'anglais fluide à l'écrit et à l'oral, B2 5 - Disposer de capacités d'adaptation et d'autonomie. Sens de l'organisation. Sens du collectif. Auto-discipline. Capacité à travailler en équipe			
IAE	Management	Banque - Conseiller Clientèle de professionnels	1 - Parfaite maîtrise de l'expression écrite et orale, indispensable pour gérer les relations commerciales 2 - Bon niveau de culture économique, permettant à l'étudiant de situer son action professionnelle dans une vision élargie de son métier et d'appraître comme un interlocuteur crédible et cultivé 3 - Intérêt pour le monde de la finance et pour celui de l'entreprise 4 - Haut niveau d'autonomie et une grande rigueur dans ses engagements (assiduité, professionnalisme) 5 - Capacité à travailler en équipe 6 - Connaissances scientifiques et professionnelles : Maîtrise des bases de la comptabilité et de l'analyse financière. Connaissance des principaux mécanismes économiques et financiers. Minimum de pratique de la relation commerciale (études, stages, expériences de terrain…)			
IAE	Tourisme	Hotel Marketing and Revenue Management	1 - Etre titulaire d'une licence 3 (ou supérieur) dans le domaine de l'économie, la gestion d'entreprise, la gestion en hôtellerie/tourisme 2 - Un bon niveau d'expression écrite / orale en général en français (niveau C2), anglais (niveau B2), LV2 obligatoire (allemand, espagnol ou italien – niveau B1). Pas de Français Langue Étrangère (FLE) 3 - Bon niveau académique général, en particulier en gestion d'entreprise (gestion, comptabilité, management) ainsi qu'une bonne culture générale, un esprit d'ouverture sur l'actualité et le monde professionnel, et une capacité à travailler en autonomie 4 - Expérience professionnelle souhaitée en lien avec le secteur d'activités visé (hôtellerie, tourisme, Revenue Management, Pricing). Forte motivation pour se développer dans ces métiers, en France ou à l'étranger	Economie|Gestion|Economie et gestion|Administration économique et sociale|Géographie et aménagement|Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales|Langues étrangères appliquées	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Examen
IAE	Tourisme	Management International de l'Hôtellerie	1 - Être titulaire d'une Licence/bachelor (ou supérieur) dans le domaine de l'économie, la gestion d'entreprise en cursus général ou licence/bachelor en hôtellerie/tourisme assorti d'une expérience et/ou connaissance du domaine de l'hôtellerie et du tourisme 2 - Un bon niveau issu de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences de gestion en relation avec l'attente des entreprises hôtelières : être apte à comprendre et pratiquer la gestion d'entreprise dans ses différents aspects (gestion financière, marketing, ressources humaines) 3 - La spécificité du secteur d'activité (hôtellerie/tourisme) invite une réelle motivation pour travailler dans ces entreprises. Une expérience pratique en entreprise hôtelière (stages …) serait un plus ainsi qu'un bon niveau en anglais et 2e langue étrangère 4 - Avoir un bon niveau d'expression écrite et orale pouvant être démontré par la rédaction d'écrits et/ou la soutenance orale de projets universitaires ou professionnels. Le/la candidat(e) devra disposer d'une capacité d'analyse et d'un recul critique vis-à-vis d'un objet d'étude particulier	Economie|Gestion|Economie et gestion|Administration économique et sociale|Géographie et aménagement|Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales|Langues étrangères appliquées	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Examen
IAE	Tourisme	Management et Design du Tourisme en transitions	1 - Avoir une base de connaissances en gestion (management de projet, analyse financière, ressources humaines, marketing…) attestée par un bon niveau académique et/ou des projets professionnels centrés sur au moins une des composantes fondamentales de la gestion 2 - Démontrer un réel intérêt pour les principes du développement durable et la problématique de la transition écologique des structures touristiques. Cet intérêt devra idéalement être éprouvé par un stage, une expérience professionnelle, une expérience bénévole ou un projet professionnel ou personnel 3 - Le/la candidat(e) devra disposer d'un bon niveau en pratique de langues étrangères et s'intéresser à l'actualité touristique internationale. Idéalement, une certification en langues pourrait attester de ces compétences internationales. Langue anglaise (niveau B2) Et une langue étrangère (B1) 4 - Avoir une bonne capacité d'analyse et d'un recul critique vis-à-vis d'un objet d'étude particulier	Economie|Gestion|Economie et gestion|Administration économique et sociale|Géographie et aménagement|Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales|Langues étrangères appliquées	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Examen
IAE	Tourisme	International business and tourism management	1 - Avoir une connaissance solide en gestion (management de projet, analyse financière, ressources humaines, marketing, négociation commerciale…) attestée par un bon niveau académique et/ou des projets professionnels centrés sur au moins une des composantes fondamentales de la gestion 2 - Démontrer un intérêt général pour le développement business, la pratique managériale, et l'art de la performance de vente. Savoir également adresser la pluralité des défis de toute forme d'organisation de l'industrie du tourisme. Cet intérêt devra être éprouvé par une expérience professionnelle 3 - Est attendu un profil international avec un excellent niveau d'expression écrite / orale (C2) en français, dans la langue anglaise (B2) et une seconde langue (espagnol, Italien et/ou allemand - B1). Présence de compétences interculturelles et aisance naturelle à naviguer sur la scène internationale 4 - Avoir une bonne capacité d'analyse et d'un recul critique vis-à-vis d'un objet d'étude particulier	Economie|Gestion|Economie et gestion|Administration économique et sociale|Géographie et aménagement|Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales|Langues étrangères appliquées	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Examen
IAE	Tourisme	Management et ingénierie des événements	1 - Le parcours académique précédent doit contenir de la gestion (par exemple : marketing, comptabilité, théorie des organisations ou économie d'entreprise, etc.), soit en matière principale, ou en complément d'un autre enseignement 2 - Un niveau en anglais de type B2 (référentiel européen) est attendu à l'entrée du Master 1. Un niveau de type B1 est attendu dans une deuxième langue (espagnol, italien, allemand). C'est surtout la capacité à s'exprimer et à communiquer efficacement dans une langue étrangère qui sera évaluée 3 - Une connaissance du secteur de l'événementiel est attendue (stages ou de bénévolats événementiels, travaux de groupe, ou engagement associatif). Le candidat doit s'être investi dans l'organisation d'événements pour valider que ce secteur correspond à son souhait et à son projet professionnel 4 - Avoir un bon niveau d'expression écrite et orale pouvant être démontré par la rédaction d'écrits et/ou la soutenance orale de projets universitaires ou professionnels. Le/la candidat(e) devra également disposer d'une capacité d'analyse et d'un recul critique vis-à-vis d'un objet d'étude particulier	Economie|Gestion|Economie et gestion|Administration économique et sociale|Géographie et aménagement|Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales|Langues étrangères appliquées	Niveau académique|Cohérences de la candidature avec le projet professionnel|Vérification des prérequis	Dossier|Entretien|Examen
LLSH	Français langue étrangère	Français langue étrangère	1 - Disposer d'un bon niveau académique général 2 - Bonne expression écrite et orale 3 - Très bons résultats en linguistique, grammaire française et didactique du FLE 4 - Avoir suivi des cours de FLE en licence (parcours FLE L3) ou avoir une expérience en lien avec le FLE	Sciences du Langage | Lettres | Langues étrangères appliquées |Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales |Sciences de l'Education	Bon niveau académique général |Très bons résultats en linguistique, grammaire française, didactique du FLE |Avoir suivi des cours de FLE en licence (parcours FLE L3) ou avoir une expérience en lien avec le FLE |Niveau DALF C1 pour les candidats étrangers (très bon résultat à l'examen)	Dossier
LLSH	Langues étrangères appliquées	Internationalisation des organisations	1 - Maîtrise de l'anglais 2 - Maîtrise d'une seconde langue étrangère (parmi l'Italien, l'espagnol, l'allemand et le français pour étrangers) 3 - Des connaissances en économie, gestion, géopolitique et relations internationales 4 - Bonne culture générale 5 - Projet professionnel réfléchi et orienté vers l'international	Langues étrangères appliquées|Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (bi-langues)	Niveau B2 minimum dans 2 langues étrangères|Connaissances en économie-gestion|Notes obtenues en Licence|Expériences professionnelles|Motivation|Projet professionnel	Dossier|Entretien éventuel après examen du dossier
LLSH	Langues étrangères appliquées	Analyse de crise et action humanitaire	1 - Maîtrise de l'anglais 2 - Maîtrise d'une seconde langue étrangère (parmi l'Italien, l'espagnol, l'allemand et le français pour étrangers) 3 - Des connaissances en économie, gestion, géopolitique et relations internationales 4 - Bonne culture générale 5 - Projet professionnel réfléchi et orienté vers la solidarité internationale (humanitaire d'urgence ou de développement) 6 - Étudiants issus de licence LEA, de la double licence droit / Lea, de licence d'économie et de gestion ou de sociologie	Langues étrangères appliquées|Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (bi-langues)	Niveau B2 minimum dans 2 langues étrangères|Connaissances en économie-gestion|Notes obtenues en Licence|Expériences professionnelles|Motivation|Projet professionnel	Dossier|Entretien éventuel après examen du dossier

LLSH	Langues étrangères appliquées	Développement et internationalisation des entreprises et des territoires	1 - Maîtrise de l'anglais, du français et de l'italien 2 - Des connaissances en économie et gestion, en géopolitique et relations internationales 3 - Bonne culture générale	Langues étrangères appliquées|Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (bi-langues, italien)	Niveau B2 minimum dans 2 langues étrangères dont l'itaLien obligatoire|Connaissances en économie-gestion|Notes obtenues en Licence|Expériences professionnelles|Motivation|Projet professionnel	Dossier|Entretien éventuel après examen du dossier
LLSH	Patrimoine et musées	Métiers du patrimoine	1 - Compétences solides en histoire générale 2 - Goût de l'archive et des capacités d'analyse historique de divers documents écrits, matériels, immatériels 3 - Curiosité pour les différents types de patrimoine, et pour les techniques d'exposition, de scénographie des événements culturels	Histoire|Histoire de l'art et archéologie	Bon niveau académique général|Niveau d'italien a minima B2 pour le double diplôme	Dossier
LLSH	Histoire	Sociétés et cultures, XVIe-XXIe siècles	1 - Disposer d'une solide culture historique. 2 - Disposer d'une aptitude à la rédaction, dans la perspective de la réalisation d'un mémoire de recherche.			
LLSH	Mondes anciens	Histoire du monde gréco-romain classique et tardif	1 - Bon niveau académique dans sa discipline de spécialité 2 - Formation en Histoire, Lettres classiques, Histoire de l'art et archéologie 3 - Formation ou expérience acquise dans le domaine des sciences de l'Antiquité 4 - Goût pour la recherche et pour l'Antiquité 5 - Bon niveau de compétences rédactionnelles, de lecture 6 - Connaissance élémentaire ou avancée d'une langue ancienne appréciée mais non indispensable			
LLSH	Mondes médiévaux	Culture historique et mondes médiévaux	1 - Bon niveau académique dans sa discipline de spécialité 2 - Goût pour la recherche en histoire médiévale 3 - Bon niveau de compétences rédactionnelles 4 - Connaissance élémentaire ou avancée d'une langue ancienne appréciée mais non indispensable 5 - Développement dans la lettre de motivation d'un projet de recherche	Histoire|Histoire de l'art et archéologie	Bon niveau académique général|Sciences auxiliaires du moyen-âge ou grec ou latin ou arabe	Dossier
LLSH	Langues, littératures et civilisa	Interculturalité et métiers de la culture	1 - Avoir un bon niveau académique dans sa discipline de spécialité 2 - Disposer de connaissances solides dans la langue et la culture étrangères choisies 3 - Avoir un bon niveau de compétences rédactionnelles 4 - Savoir travailler en équipe et de manière autonome 5 - Savoir mobiliser les connaissances culturelles pour travailler dans le secteur de la culture et du tourisme 6 - Avoir une bonne maîtrise des méthodologies du travail universitaire 7 - Avoir le goût pour la recherche autour de sujets littéraires, civilisationnels et interculturel	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (anglais, italien ou bilangue anglais-italien) | Langues étrangères appliquées (anglais, italien ou bilangue anglais-italien)	Niveau B2 minimum en français, anglais et/ou italien	Dossier
LLSH	Psychologie	Enfant et adolescent	1 - Intérêt pour la psychologie du développement 2 - Intérêt pour l'enfant et l'adolescent 3 - Qualités humaines et capacités relationnelles 4 - Aptitude à la démarche scientifique 5 - Qualités rédactionnelles	Psychologie (obligatoire pour l'obtention du titre)	Bon niveau académique général en licence|Bon niveau académique relatif à la psychologie du développement, cognitive & clinique|Projet professionnel en adéquation avec les objectifs de la formation	Dossier
LLSH	Psychologie	Neuropsychologie	1 - Intérêt pour la neuropsychologie 2 - Qualités humaines et capacités relationnelles 3 - Aptitude à la démarche scientifique 4 - Qualités rédactionnelles	Psychologie (obligatoire pour l'obtention du titre)	Bon niveau académique général en licence|Bon niveau académique relatif à la neuropsychologie, psychologie cognitive & clinique|Projet professionnel en adéquation avec les objectifs de la formation	Dossier
LLSH	Psychologie	Prévention	1 - Intérêt pour la psychologie de la prévention et de la promotion de la santé 2 - Intérêt pour la psychologie de la santé physique et mentale 3 - Intérêt pour la méthodologie de projet et la gestion de projet 4 - Intérêt pour la psychologie empirique et les données probantes 5 - Qualités humaines et capacités relationnelles 6 - Aptitude à la démarche scientifique 7 - Qualités rédactionnelles	Psychologie (obligatoire pour l'obtention du titre)	Bon niveau académique général en licence|Projet professionnel en adéquation avec les objectifs de la formation	Dossier
LLSH	Psychologie	Ergonomie socio-cognitive des systèmes intelligents	1 - Intérêt pour la psychologie et la pluridisciplinarité 2 - Intérêt pour la robotique et l'intelligence artificielle 3 - Intérêt pour la méthodologie de projet et la gestion de projet 4 - Intérêt pour l'ergonomie et les neurosciences 5 - Qualités humaines et capacités relationnelles 6 - Aptitude à la démarche scientifique et au travail en équipe 7 - Très bonnes qualités rédactionnelles	Psychologie (obligatoire pour l'obtention du titre) ou Licence de Sociologie ou Information et Communication ou Informatique.	Bon niveau académique général en licence. Projet professionnel en adéquation avec les objectifs de la formation.	Dossier
LLSH	Sociologie	Sociologie et sciences sociales appliquées aux métiers des études et de l'enquête - Classique et alternance	1 - Détenir une réelle capacité à répondre aux attendus universitaires 2 - Développer un projet d'étude ou de recherche en cohérence avec le référentiel du Master 3 - S'engager impérativement, pour les candidats en alternance ou devant faire un stage, dans une réelle dynamique de recherche de structures pouvant les accueillir en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, voire de recherche d'un stage de longue durée	Sociologie|Droit|Economie|Administration économique et sociale|Science politique|Sciences sanitaires et sociales|Humanités|Histoire|Géographie et aménagement|Psychologie|Sciences de l'éducation|Sciences sociales|Sciences de l'homme, anthropologie, ethnologie|Information-communication|Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	Alternance et apprentissage : pertinence et qualité de l'objet d'étude ou de recherche envisagé par le candidat ; indication de la structure de contrat ou de stage ; qualité du dossier de sélection et entretien|Formation initiale : dossier + lettre de motivation pour une alternance et pour la formation, indication concernant l'objet d'étude ou de recherche en lien avec le référentiel de la formation, indication de la structure et du lieu du contrat ou du stage négocié ou envisagé	Dossier|Entretien éventuel après examen du dossier
POLYTECH	Ingénierie des systèmes compl	Advanced mechatronics	1 - It is necessary to possess scientific expertise: ability to analyse & pose a problem, ability to carry out a reasoning, capacity for abstraction, logic & modelling, good command of a core of disciplinary knowledge in engineering sciences & associated experimental methods 1 - Il est nécessaire de posséder une expertise scientifique : capacité à analyser, à poser un problème, à mener un raisonnement, capacité à l'abstraction, logique, modélisation, bonne maîtrise d'un socle de connaissances disciplinaires en sciences de l'ingénieur et méthodes expérimentales associées 2 - It is necessary to possess communication and English language skills: ability to communicate in writing & orally in a rigorous & adapted manner, ability to document oneself, all in English, English language mastered at least at a B2 level 2 - Il est nécessaire de posséder des compétences en communication et en anglais : capacité à communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse et adaptée, capacité à se documenter, le tout en anglais, langue anglaise maîtrisée au moins au niveau B2 3 - It is necessary to possess methodological and behavioural skills: intellectual curiosity, ability to organise & conduct learning independently, ability to plan personal work & to stick to it over time, ability to adopt new digital tools, appetite for collaborative work in an international context 3 - Il est nécessaire de posséder des compétences méthodologiques et comportementales : capacité à organiser et conduire des apprentissages de manière autonome, capacité à planifier un travail personnel et à s'y tenir dans le temps, capacité à s'approprier de nouveaux outils numériques, curiosité intellectuelle, appétence pour le travail collaboratif dans un contexte international	Sciences pour l'ingénieur|Sciences et technologies|Mécanique|Electronique, énergie électrique, automatique|Informatique|Physique|Physique, chimie	Parcours antérieur en adéquation|Notes|Classement|Niveau d'anglais|Lettre de motivation |projet professionnel	Dossier|Entretien éventuel après examen du dossier
POLYTECH	Energie solaire	Energy for solar buildings and cities	1 - Disposer d'une bonne culture générale et savoir mobiliser des compétences en matière de raisonnement logique et d'expression : bonne culture générale, capacité à l'abstraction et à la conception, esprit critique, esprit de synthèse, curiosité, maitrise des bases de la communication écrite et orale 2 - Disposer des compétences de base en sciences physiques pour ingénieur : savoir mobiliser les concepts fondamentaux pour modéliser, analyser et résoudre un problème. ; manipuler les principaux outils mathématiques ; identifier et mener en autonomie les différentes étapes d'une démarche expérimentale 3 - Disposer des compétences de base en énergie : avoir une culture générale et connaitre les principaux concepts autour de l'énergie, en particulier de la maitrise de l'énergie et de l'énergie solaire ; avoir les bases de la thermodynamique et des transferts de chaleur 4 - Avoir une motivation pour le domaine de la transition énergétique et des énergies renouvelables : projet professionnel en lien avec la formation ; attrait pour la recherche, développement, innovation ; curiosité pour les enjeux sociétaux liés à la transition énergétique et au solaire 5 - Disposer de capacités d'adaptation et d'autonomie : sens de l'organisation, sens du collectif, auto-discipline, capacité à travailler en équipe multidisciplinaire et pluriculturelle, ouverture d'esprit, ouverture internationale 6 - Disposer d'un niveau d'anglais fluide à l'écrit et à l'oral (niveau B2)	Physique|Physique, chimie|Génie civil|Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur | Mécanique | Sciences et Technologies	Parcours antérieur en adéquation|Notes|Classement|Niveau d'anglais|Lettre de motivation |projet professionnel	Dossier|Entretien éventuel après examen du dossier
POLYTECH	Energie solaire	Solar energy, law, economics and management	1 - Disposer d'une bonne culture générale et savoir mobiliser des compétences en matière de raisonnement logique et d'expression : bonne culture générale, capacité à l'abstraction et à la conception, esprit critique, esprit de synthèse, curiosité, maitrise des bases de la communication écrite et orale 2 - Disposer des compétences générales en économie et/ou gestion et/ou droit : savoir mobiliser les principaux concepts de l'économie, de la gestion et du droit, les méthodes et les outils quantitatifs d'analyse 3 - Savoir appréhender et situer les différents leviers d'action de la politique économique et énergétique 4 - Disposer d'une culture générale, et d'une connaissance des concepts et des outils dans les champs de la stratégie du marketing, de l'économie, du droit, du traitement des données 5 - Avoir une motivation pour le domaine de la transition énergétique et des énergies renouvelables : projet professionnel en lien avec la formation ; un certain goût pour la recherche, développement, innovation ; curiosité pour les enjeux sociétaux liés à la transition énergétique et au solaire 6 - Disposer de capacités d'adaptation et d'autonomie : sens de l'organisation, sens du collectif, auto-discipline, capacité à travailler en équipe multidisciplinaire et pluriculturelle, ouverture d'esprit, ouverture internationale 7 - Disposer d'un niveau d'anglais fluide à l'écrit et à l'oral et d'une appétence pour les langues	Licence en économie et/ou gestion | AES| droit| géographie et aménagement	Parcours antérieur en adéquation|Notes|Classement|Niveau d'anglais|Lettre de motivation |projet professionnel	Dossier|Entretien éventuel après examen du dossier
SCEM	Géographie	Géographies et montagnes	1 - Intérêt pour les questions de société, les problématiques environnementales, l'aménagement et l'occupation des espaces, le tourisme et les mobilités, notamment en montagne, qui font appel à des notions relevant de la géographie, des sciences de la vie et de la terre, de la sociologie et du droit 2 - Savoir caractériser l'organisation, le fonctionnement et l'interaction des sociétés et de l'environnement à différentes échelles, développer un regard critique sur les dynamiques géographiques pour répondre aux grands enjeux sociétaux et environnementaux 3 - Savoir utiliser les outils de l'analyse géographique : cartographier et représenter l'espace, collecter de façon raisonnée des données de terrain, créer une bibliographie sur une thématique ou un projet, utiliser les outils d'analyse d'informations à références spatiales (SIG) 4 - Savoir mener une démarche de projet, réaliser des études de terrain, mettre en œuvre les éléments relatifs à la conception, la planification et la programmation d'une analyse géographique 5 - Savoir mobiliser des compétences en matière d'expression écrite et orale afin de pouvoir argumenter un raisonnement, valoriser, transmettre et produire de la connaissance géographique 6 - Etre en mesure de se projeter dans un projet professionnel et savoir en caractériser les prérequis pour le mettre en œuvre	Géographie et aménagement	Résultats et cursus|Lettre de motivation	Dossier
SCEM	Géoressources, géorisques, gé	Géosciences Appliquées à l'Ingénierie de l'Aménagement	1 - Le M1 GAIA est accessible aux diplômés des licences de Sciences de la Terre, ainsi que de Physique, Mécanique, Génie Civil. Il suppose des prérequis en géologie, hydrogéologie, mathématiques, physique, mécanique. Une remise à niveau est assurée dans ces matières en début d'année. 2 - Géologie : Principes fondamentaux : superposition, recoupement, inclusion ; lecture de carte topographique et géologique ; réalisation de coupes en domaine plissé ; éléments de pétrographie ; capacité d'observation naturaliste 3 - Hydrologie, Hydrogéologie : Réaliser un bilan de bassin versant, maîtrise des concepts d'évapotranspiration et d'infiltration, bases de chimie des eaux, charges hydrauliques, pressions, théorème de Bernoulli, carte piézométrique, coupe piézométrique, géologie structurale, géologie du quaternaire 4 - Mathématiques : pratique de la trigonométrie, des bases du calcul algébrique, intégration et dérivation, géométrie vectorielle, algèbre linéaire (vecteurs et matrices, opérations), résolution des équations différentielles à coefficients constants 5 - Physique-Mécanique : forces, moments, notion d'équilibre, principe fondamental de la dynamique, notions de champ et de potentiel. Représentations graphiques de données, résultats, fonctions	Sciences de la Terre|Physique|Mécanique|Génie civil	Résultats et cursus|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier|Entretien éventuel après examen du dossier
SCEM	Géoressources, géorisques, gé	Aléas	1 - Le M1 GAIA est accessible aux diplômés des licences de Sciences de la Terre, ainsi que de Physique, Mécanique, Génie Civil. Il suppose des prérequis en géologie, hydrogéologie, mathématiques, physique, mécanique. Une remise à niveau est assurée dans ces matières en début d'année. 2 - Géologie : Principes fondamentaux : superposition, recoupement, inclusion ; lecture de carte topographique et géologique ; réalisation de coupes en domaine plissé ; éléments de pétrographie ; capacité d'observation naturaliste 3 - Hydrologie, Hydrogéologie : Réaliser un bilan de bassin versant, maîtrise des concepts d'évapotranspiration et d'infiltration, bases de chimie des eaux, charges hydrauliques, pressions, théorème de Bernoulli, carte piézométrique, coupe piézométrique, géologie structurale, géologie du quaternaire 4 - Mathématiques : pratique de la trigonométrie, des bases du calcul algébrique, intégration et dérivation, géométrie vectorielle, algèbre linéaire (vecteurs et matrices, opérations), résolution des équations différentielles à coefficients constants 5 - Physique-Mécanique : forces, moments, notion d'équilibre, principe fondamental de la dynamique, notions de champ et de potentiel. Représentations graphiques de données, résultats, fonctions	Sciences de la Terre|Physique|Mécanique|Génie civil	Résultats et cursus|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier|Entretien éventuel après examen du dossier

SCEM	Gestion de l'environnement	Sciences de l'environnement appliquées à la montagne	1 - Disposer de solides compétences scientifiques de niveau licence en chimie ; chimie-physique ; Sciences de la vie ou Ecologie ; sciences de la nature et/ou des sociétés 2 - Disposer d'une appétence marquée pour des approches interdisciplinaires des problèmes écologiques et environnementaux (géosciences, hydrosciences, écologie, chimie de l'environnement, aménagement des territoires…) 3 - Marquer un intérêt pour les environnements de montagne 4 - Disposer de compétences en communication. Cette mention nécessite en effet une capacité à communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse, adaptée, et professionnelle 5 - Disposer des compétences en anglais permettant des échanges professionnels (écrit et oral) 6 - Disposer de compétences méthodologiques et comportementales. Cette mention requiert une curiosité intellectuelle, une capacité à s'organiser et à conduire ses apprentissages	Sciences de la vie et de la Terre |Sciences de la Terre |Sci	Résultats et cursus|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier
SCEM	Chimie	Chimie verte et éco-innovations	1 - La réussite en première année du Master Chimie Verte et Eco-Innovations nécessite la maîtrise de connaissances et compétences acquises en Licence, une bonne connaissance des débouchés de chaque filière universitaire ainsi qu'un engagement du futur étudiant dans son projet professionnel choisi 2 - Connaissances théoriques fondamentales en chimie de niveau Licence: maîtrise des savoirs disciplinaires dans les grands domaines de la chimie, en particulier en chimie organique, chimie inorganique, analytique, thermodynamique, etc. Des notions en génie des procédés sont souhaitables 3 - Compétences pour résoudre des problématiques dans les domaines scientifiques : capacité à analyser, poser une problématique et mener un raisonnement, capacité d'abstraction, de logique et de modélisation ; savoir mobiliser ses connaissances disciplinaires pour répondre à un problème 4 - Compétences expérimentales en chimie : élaborer et mettre en œuvre une démarche expérimentale dans les domaines de la chimie ; maîtriser les gestes expérimentaux en chimie ; être responsable vis-à-vis des normes de sécurité en laboratoire ; savoir utiliser les appareils de mesure les plus courants 5 - Compétences en communication : communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse et adaptée ; se documenter en français et en anglais ; écrire et parler l'anglais scientifique 6 - Compétences méthodologiques et comportementales : montrer une curiosité intellectuelle, une capacité à s'organiser et à conduire ses apprentissages ; être autonome dans l'organisation de son travail, l'analyse, la recherche et l'exploitation d'informations ; savoir rédiger un rapport 7 - Intérêt fort pour l'environnement et les enjeux de la transition écologique et du développement durable	Chimie|Physique, chimie|Sciences de la vie|Sciences de la Terre|Sciences de la vie et de la Terre	Résultats cursus suivi et adéquation au cursus demandé|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier
SCEM	Informatique		1 - Etre titulaire d'une Licence de Mention Informatique 2 - Etre capable d'analyser et poser une problématique, capacité d'abstraction, de logique et de modélisation 3 - Maîtriser l'ensemble des concepts de programmation (impérative, fonctionnelle, objet, web) et des bases de données (relationnelles, noSQL) 4 - Etre capable de travailler en équipe, maîtriser les concepts agiles de la gestion de projet, communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse et adaptée, une bonne aptitude à communiquer en anglais	Informatique	Résultats et cursus|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier
SCEM	Mathématiques et applications	Modélisation mathématique et analyse appliquée	1 - Maîtriser les outils mathématiques de base d'analyse, de modélisation aléatoire et déterministe, d'optimisation, de probabilités et statistique vus en licence de mathématiques ou mathématiques appliquées 2 - Maîtriser les outils informatiques de base de programmation vus en licence de mathématiques ou mathématiques appliquées 3 - Savoir lire, comprendre et exploiter un article mathématique en français ou en anglais de niveau adéquat à la formation initiale 4 - Savoir utiliser des ressources internet pour trouver des informations sur des notions mathématiques ou numériques 5 - Analyser, modéliser et résoudre un problème mathématique avec une vision informatique, concevoir des solutions techniques et/ou algorithmiques, les implémenter et les évaluer, les critiquer au regard de critères d'efficacité et de fiabilité 6 - Exposer des résultats mathématiques. Communiquer sur des travaux oralement ou par écrit avec clarté, concision et rigueur	Mathématiques|Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	Résultats et cursus|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier
SCEM	Physique			Physique	Résultats et cursus|Lettre de motivation	Dossier
SCEM	Master Réseaux et télécommunication	Électronique, systèmes embarqués et télécommunications	1 - Conception et implémentation d'algorithmes © 2 - Modulation et codage en communication numérique 3 - Conception et programmation de cartes à micro-contrôleur et DSP 4 - Concepts principaux de l'électronique analogique 5 - Transformée de Fourier, relation temps-fréquence 6 - Modulation et codage en communication numérique	Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur	Adéquation cursus suivi au cursus demandé | Résultats et cursus|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier
SCEM	Réseaux et télécommunication	Télécommunications et réseaux informatiques	1 - Concepts de programmation objet 2 - Conception et implémentation d'algorithmes (Python) 3 - Architecture et protocoles des réseaux de téléphonie fixe 4 - Protocoles et matériels des réseaux IP 5 - Administration systèmes et réseaux sous Linux et Windows 6 - Sécurité des réseaux 7 - Modulation et codage en communication numérique	Sciences et technologies|Sciences pour l'ingénieur	Adéquation cursus suivi au cursus demandé | Résultats et cursus|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier
SCEM	STAPS : ingénierie et ergonomie de l'activité physique	Interface homme environnement	1 - Connaissances pluridisciplinaires scientifiques sur les principes de base du corps humain et de la motricité humaine (physiologie, biomécanique, contrôle moteur, anatomie, neurosciences) 2 - Connaissances scientifiques, technologiques et pratiques des activités physiques et sportives 3 - Comprendre et mobiliser les connaissances scientifiques et technologiques fondamentales de la motricité et de l'activité humaine 4 - Caractériser les besoins et difficultés d'un pratiquant en fonction de la tache motrice à réaliser 5 - Mettre en application une démarche scientifique : identifier et justifier une problématique, mettre en place un raisonnement et/ou une démarche expérimentale pour y répondre 6 - Compétences en communication : communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse, argumentée et adaptée 7 - Compétence pour lire, comprendre et synthétiser la littérature scientifique (en français et en anglais) dans le champ de la motricité humaine 8 - Compétences méthodologiques et comportementales : montrer une curiosité intellectuelle, une capacité à s'organiser et à conduire ses apprentissages ; être autonome dans l'organisation de son travail, l'analyse, la recherche et l'exploitation d'informations	Sciences et techniques des activités physiques et sportives	Résultats et cursus|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier
SCEM	STAPS : ingénierie et ergonomi	Interface homme matériel	1 - Connaissances pluridisciplinaires scientifiques sur les principes de base du corps humain et de la motricité humaine (physiologie, biomécanique, contrôle moteur, anatomie, neurosciences) 2 - Connaissances scientifiques, technologiques et pratiques des activités physiques et sportives 3 - Comprendre et mobiliser les connaissances scientifiques et technologiques fondamentales de la motricité et de l'activité humaine 4 - Caractériser les besoins et difficultés d'un pratiquant en fonction de la tache motrice à réaliser 5 - Mettre en application une démarche scientifique : identifier et justifier une problématique, mettre en place un raisonnement et/ou une démarche expérimentale pour y répondre 6 - Compétences en communication : communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse, argumentée et adaptée 7 - Compétence pour lire, comprendre et synthétiser la littérature scientifique (en français et en anglais) dans le champ de la motricité humaine 8 - Compétences méthodologiques et comportementales : montrer une curiosité intellectuelle, une capacité à s'organiser et à conduire ses apprentissages ; être autonome dans l'organisation de son travail, l'analyse, la recherche et l'exploitation d'informations	Sciences et techniques des activités physiques et sportives	Résultats et cursus|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier
SCEM	STAPS : ingénierie et ergonomie de l'activité physique	Motricité humaine	1 - Connaissances pluridisciplinaires scientifiques sur les principes de base du corps humain et de la motricité humaine (physiologie, biomécanique, contrôle moteur, anatomie, neurosciences) 2 - Connaissances scientifiques, technologiques et pratiques des activités physiques et sportives 3 - Comprendre et mobiliser les connaissances scientifiques et technologiques fondamentales de la motricité et de l'activité humaine 4 - Caractériser les besoins et difficultés d'un pratiquant en fonction de la tache motrice à réaliser 5 - Mettre en application une démarche scientifique : identifier et justifier une problématique, mettre en place un raisonnement et/ou une démarche expérimentale pour y répondre 6 - Compétences en communication : communiquer à l'écrit et à l'oral de manière rigoureuse, argumentée et adaptée 7 - Compétence pour lire, comprendre et synthétiser la littérature scientifique (en français et en anglais) dans le champ de la motricité humaine 8 - Compétences méthodologiques et comportementales : montrer une curiosité intellectuelle, une capacité à s'organiser et à conduire ses apprentissages ; être autonome dans l'organisation de son travail, l'analyse, la recherche et l'exploitation d'informations	Sciences et techniques des activités physiques et sportives	Résultats et cursus|Lettre de motivation|Projet professionnel	Dossier
LLSH	MEEF Premier degré	Premier degré (CRPE)	1 - Disposer des compétences d'un niveau Licence 2 - Avoir acquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation prioritaire avec des disciplines enseignées à l'école ou relevant des SHS 3 - Connaître les finalités de la formation 4 - Avoir une première expérience du milieu de l'enseignement 5 - Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien avec l'éducation	Lettres|Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales|Langues étrangères appliquées|Lettres, langues|Mathématiques|Sciences de la vie|Physique|Chimie|Physique, chimie|Informatique|Sciences de l'éducation|Psychologie|Sciences et techniques des activités physiques et sportives|Arts	Résultats académiques|Mention de licence|Origine géographique du candidat|Résultats du test de compétences en maths et français	Dossier | test de compétences en maths et français
LLSH	MEEF Second degré	Anglais (CAPES)	1 - Disposer des compétences d'un niveau Licence dans la discipline et d'un niveau C1 en anglais ainsi qu'un bon niveau en français 2 - Savoir identifier le sens explicite et implicite d'un texte ou d'un document iconographique 3 - Savoir mobiliser des compétences en expression orale continue et en expression orale en interaction 4 - Savoir développer un argumentaire 5 - Savoir analyser le fonctionnement de la langue écrite et orale 6 - Savoir traduire un document en thème ou en version 7 - Connaître les finalités de la formation 8 - Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) / avoir fait un séjour long en pays anglophone comme étudiant, assistant de langue ou travailleur 9 - Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation	Lettres, littératures et civilisations étrangères et régionales|Langues étrangères appliquées|Lettres, langues	Résultats académiques|Mention de licence|Origine géographique du candidat	Dossier
LLSH	MEEF Second degré	Lettres modernes (CAPES)	1 - Disposer des compétences d'un niveau Licence dans la ou les disciplines 2 - Avoir acquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3 - Connaître les finalités de la formation 4 - Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) 5 - Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation	Lettres|Lettres, langues	Résultats académiques|Mention de licence|Origine géographique du candidat	Dossier
LLSH	MEEF Second degré	Lettres - Histoire et Géographie (CAPLP)		Lettres|Histoire|Géographie et aménagement|Lettres, langues	Résultats académiques|Mention de licence|Origine géographique du candidat	Dossier
LLSH / SCEM	MEEF Second degré	Histoire-Géographie (CAPES)	1 - Disposer des compétences d'un niveau Licence dans la ou les disciplines 2 - Avoir acquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3 - Connaître les finalités de la formation 4 - Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) 5 - Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation	Histoire|Géographie et aménagement|Droit|Sciences politiques	Résultats académiques|Mention de licence|Origine géographique du candidat	Dossier
SCEM	MEEF Second degré	Mathématiques (CAPES)	1 - Disposer des compétences d'un niveau Licence dans la ou les disciplines 2 - Avoir acquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3 - Connaître les finalités de la formation 4 - Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) 5 - Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation	Mathématiques|Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales	Résultats académiques|Mention de licence|Origine géographique du candidat	Dossier

SCEM	MEEF Second degré	Sciences physiques et chimiques (CAPES)	1 - Disposer des compétences d'un niveau Licence dans la ou les disciplines ; Disposer de compétences suffisantes dans les 2 disciplines physique et chimie 2 - Avoir acquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3 - Montrer un comportement et une attitude responsable et exemplaire 4 - Connaître les finalités de la formation 5 - Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) 6 - Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation	Physique|Chimie|Physique, chimie	Résultats académiques|Mention de licence|Origine géographique du candidat	Dossier
SCEM	MEEF Second degré	Education physique et sportive (CAPEPS)	1 - Disposer des compétences d'un niveau Licence 3 STAPS 2 - Avoir aquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3 - Avoir validé le TASA (test d'aptitude au sauvetage aquatique) ou un diplôme équivalent* 4 - Avoir validé le PSC1 ou un diplôme équivalent 5 - S'investrer dans des formats collaboratifs de travail 6 - Connaître les finalités de la formation 7 - Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) 8 - Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation	Sciences et techniques des activités physiques et sportives	Résultats académiques|Mention de licence|Origine géographique du candidat	Dossier
SCEM	Sciences du Langage	Enseignement et surdité	1 - Expérience de l'enseignement 2 - Connaissances linguistiques 3 - Motivation pour travailler auprès jeunes déficients auditifs		Etre titulaire d'un diplôme conférant le grade de licence|Etre proposé par un établissement agréé par le ministère en charge des affaires sociales et de la santé	Dossier|Entretien
LLSH / SCEM	Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF), encadrement éducatif					

Composantes	Mentions	Parcours	Critères Généraux d'Examen des Vœux 2023-2024	Attendus 2023 -2024
INSPE				
	MEEF Premier degré			
		Professorat des écoles Annecy	Diplôme de Licence ou équivalent (en particulier les moyennes des semestres S3, S4 et S5) et résultats du test de compétence organisé par l'Inspe en Maths et Français Type de Licence (en lien avec les disciplines enseignées à l'école ou SHS) et éléments de prépro (AED etc.) Projet de formation motivé Indication de contrats ou de stages dans des structures d'enseignement Indication d'emploi ou de parcitipation à des actions dans un secteur en lien avec l'éducation	1-Disposer des compétences d'un niveau Licence 2-Avoir aquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation prioritaire avec des disciplines enseignées à l'école ou relevant des SHS 3-Connaître les finalités de la formation 4-Avoir une première expérience du milieu de l'enseignement 5-Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien avec l'éducation
		Professorat des écoles Chambéry		
	MEEF Second degré			
		Anglais Chambéry	Diplôme de Licence disciplinaire en adéquation avec les disciplines du parcours ou Diplôme d'un niveau au moins Licence dans une formation en lien avec la discipline et notes obtenues dans les UE en lien avec la discipline Notes obtenues dans les UE liées aux disciplines du parcours en Licence ou indication d'acquis par l'expérience liés aux disciplines du parcours Projet de formation motivé Indication de contrats ou de stages dans des structures d'enseignement ou chez des employeurs en pays anglophones Indication d'emploi ou de participation à des actions dans un secteur en lien avec la discipline ou l'éducation	1-Disposer des compétences d'un niveau Licence dans la discipline 2-Avoir acquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3-Connaître les finalités de la formation 4-Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) / avoir fait un séjour long en pays anglophone comme étudiant, assistant de langue ou travailleur 5-Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation
		Education physique et sportive - Chambéry	Diplôme de Licence 3 Education et Motricité et notes obtenues dans les UE liées à la discipline en Licence Mention de Licence ou Notes obtenues dans les UE en lien direct avec les exigences du concours du CAPEPS externe/CAFEP Attestation de TASA ou diplôme équivalent Diplôme du PSC1 ou diplôme équivalent Projet de formation motivé Indication de contrats ou de stages dans des structures d'enseignement Indication d'emploi ou de participation à des actions dans un secteur en lien avec la discipline ou l'éducation	1-Disposer des compétences d'un niveau Licence 3 STAPS 2-Avoir aquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3-Avoir validé le TASA (test d'aptitude au sauvetage aquatique) ou un diplôme équivalent 4-Avoir validé le PSC1 ou un diplôme équivalent 5-S'insérer dans des formats collaboratifs de travail 6-Connaître les finalités de la formation 7-Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) 8-Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation
		Histoire-géographie - Chambéry	Diplôme de Licence disciplinaire (Histoire OU géographie) et notes obtenues dans les UE liées aux disciplines du parcours (Histoire ET Géographie) ou Diplôme d'un niveau au moins Licence dans une formation en lien avec les disciplines du parcours (Histoire OU géographie) et notes obtenues dans les UE en lien avec ces disciplines (Histoire ET Géographie) Mention de Licence ou diplôme validé en adéquation avec les diciplines du parcours (présence de cours d'histoire pour les étudiant(e)s de géographie/présence de cours de géographie pour les étudiant(e)s d'histoire) Projet de formation motivé Indication de contrats ou de stages dans des structures d'enseignement (de préférence en second degré) Indication d'expériences associatives et/ou professionnelles, en particulier en lien avec le domaine de l'éducation	1-Disposer des compétences d'un niveau Licence dans la ou les disciplines 2-Avoir acquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3-Connaître les finalités de la formation 4-Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) 5-Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation

	Lettres modernes - Chambéry	Diplôme de Licence disciplinaire et notes obtenues dans les UE liées à la discipline en Licence ou Diplôme d'un niveau au moins Licence dans une formation en lien avec la discipline et notes obtenues dans les UE en lien avec la discipline Mention de Licence ou diplôme validé en adéquation avec la ou les disciplines du parcours Autonomie dans le travail individuel, aptitude à travailler en équipe Projet de formation motivé Indication de contrats ou de stages dans des structures d'enseignement Indication d'emploi ou de participation à des actions dans un secteur en lien avec la discipline ou l'éducation/ intérêt pour la vie culturelle et artistique/ pratiques artistiques diverses/ engagement dans des manifestations en faveur de la lecture	1-Disposer des compétences d'un niveau Licence dans la ou les disciplines 2-Avoir acquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3-Avoir acquis des méthodes de travail 4-Connaître les finalités de la formation 5-Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) 6-Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation
	Mathématiques - Chambéry	Diplôme de Licence disciplinaire et notes obtenues dans les UE liées à la discipline en Licence ou Diplôme d'un niveau au moins Licence dans une formation en lien avec la discipline et notes obtenues dans les UE en lien avec la discipline Mention de Licence ou diplôme validé en adéquation avec la ou les disciplines du parcours Projet de formation motivé Indication de contrats ou de stages dans des structures d'enseignement Indication d'emploi ou de participation à des actions dans un secteur en lien avec la discipline ou l'éducation	1-Disposer des compétences d'un niveau Licence dans la ou les disciplines 2-Avoir acquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3-Connaître les finalités de la formation 4-Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) 5-Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation
	Sciences physiques et chimiques - Chambéry	Diplôme de Licence disciplinaire ou bidciplinaire et notes obtenues dans les UE liées aux disciplines en Licence ou Diplôme d'un niveau au moins Licence dans une formation en lien avec les disciplines et notes obtenues dans les UE en lien avec la discipline Mention de Licence ou diplôme validé en adéquation avec la ou les discipline(s) du parcours Argumentation de la lettre de motivation Lettres de recommendation Projet de formation motivé Indication de contrats ou de stages dans des structures d'enseignement Indication d'emploi ou de participation à des actions dans un secteur en lien avec la discipline ou l'éducation	1-Disposer des compétences d'un niveau Licence dans la ou les disciplines ; Disposer de compétences suffisantes dans les 2 disciplines physique et chimie 2-Avoir acquis des compétences académiques et méthodologiques en adéquation avec la ou les disciplines du parcours 3-Montrer un comportement et une attitude responsable et exemplaire 4-Connaître les finalités de la formation 5-Avoir une première connaissance du milieu de l'enseignement (établissement) 6-Bénéficier d'une expérience professionnelle ou d'une activité associative en lien ou complémentaire avec la discipline ou l'éducation

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_5.2.4.

Point 5 – Formation et vie universitaire

5.2. Année universitaire 2023-2024

5.2.4. Proposition de répartition de l'enveloppe CVEC 2023

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

► ***Le conseil d'administration approuve la répartition des crédits CVEC pour l'année 2023 :***

REPARTITION CREDITS CVEC 2023	
Libellés	**Montants**
FSDIE (30% des recettes prévisionnelles)	272 186,00 €
Projets CVEC	413 552,00 €
Dotation Médecine préventive	253 168, 00 €
Dotation Service des Sports hors projets	64 382,00 €
TOTAL	**1 003 288, 00 €**

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*22*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*1*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*21*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	03 JAN. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

PROJETS COLLABORATIFS TRANSVERSAUX FINANCES DANS LE CADRE DE LA CONTRIBUTION DE VIE ETUDIANTE ET DE CAMPUS (CVEC) EN FAVEUR DE L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES ETUDIANTS

PROPOSITION DE REPARTITION DES CREDITS – BUDGET 2023

RAPPEL DU CADRE LEGISLATIF DE REFERENCE

Loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants
Code de l'éducation : articles L. 841-5, D. 841-2 à D. 841-11
Circulaire n° 2019-029 relative à la programmation et au suivi des actions CVEC

PROPOSITION DE REPARTITION DES CREDITS CVEC POUR L'EXERCICE 2023

REPARTITION CREDITS CVEC 2023	
Libellés	**Montants**
FSDIE (30% des recettes prévisionnelles)	272 186,00 €
Projets CVEC	413 552,00 €
Dotation Médecine préventive	253 168, 00 €
Dotation Service des Sports hors projets	64 382,00 €
TOTAL	**1 003 288, 00 €**

FOCUS SUR LES BUDGETS DES PROJETS COLLABORATIFS PARTENARIAUX POUR LA REUSSITE ETUDIANTE

(Répartition approuvée par la CFVU du CAC du 16 juin 2022)

Objectifs du dispositif

L'Université Savoie Mont Blanc a établi un dispositif particulier pour mettre en œuvre les actions financées grâce à la CVEC, dans le but d'améliorer les conditions de vie des étudiants en leur offrant un contexte d'étude de qualité, favorable à leur réussite.

Ce dispositif étudié dans le cadre de la Commission Vie des Campus, fédère tous les acteurs de la vie de campus, associations, étudiants, services et partenaires de l'Université. Il repose sur le choix de financer prioritairement des projets transversaux, ce qui nécessite une coordination des acteurs et des services amenés à travailler ensemble sur la mise en place des actions. Les sujets touchants la vie étudiante et de campus sont tous pluri-compétences et ils sont ainsi abordés au regard de l'étudiant.

Le service de vie étudiante et de campus (SVEC) vient en appui au développement et à l'application de la politique de vie étudiante de l'établissement. Il met également en œuvre un dispositif de soutien et d'accompagnement aux

initiatives étudiantes. Rattaché à la Direction des Études et de la Vie Étudiante, le SVEC se positionne comme un centre de service partagé au sein de l'établissement. Il anime sur chaque campus la concertation nécessaire sur la vie étudiante et de campus entre tous ses acteurs : composantes, directions, services communs, partenaires extérieurs, association, etc.

Description du dispositif

Pour l'année 2022-2023, 6 thématiques (projets collaboratifs) ont été dégagées pour la mise en œuvre des actions des étudiants :

- **Projet collaboratif 1** : Accueil et intégration des étudiants
- **Projet collaboratif 2 :** Lieux de vie éco-responsables
- **Projet collaboratif 3 :** Santé bien-être
- **Projet collaboratif 4** : Université connectée
- **Projet collaboratif 5** : Égalité

Projet collaboratif 6 : Culture

Proposition de répartition de l'enveloppe CVEC

	BUDGET 2023			
Libellés	Fonctionnement	Investissement	Masse Salariale	**TOTAL**
Service Vie Étudiante et de campus (issu de la réserve)			89 596, 00 €	**89 596,00 €**
Projet collaboratif 1 Accueil et intégration des étudiants	40 500,00 €		25 296, 00 €	**65 796,00 €**
Projet collaboratif 2 Lieux de vie éco-responsables	35 000,00 €			**35 000,00 €**
Projet collaboratif 3 Santé, bien-être	25 000,00 €		30 744,00 €	**55 744,00 €**
Projet collaboratif 4 Université connectée	5 000,00 €		29 894,00 €	**34 894,00 €**
Projet collaboratif 5 Égalité	42 275,00 €		15 678,00 €	**57 953,00 €**
Projet collaboratif 6 Culture	55 000,00 €		19 569,00 €	**74 569,00 €**
TOTAL	**202 775,00 €**		**210 777,00 €**	**413 552,00€**

1. **Accueil et intégration des étudiants**

→ Réussir son arrivée à l'Université grâce à des événements d'accueil et d'intégration afin de visiter les campus et découvrir l'ensemble des services de l'Université.
→ Favoriser une intégration solidaire et sportive afin de prévenir des situations d'isolement et favoriser le lien social à travers une activité physique.
→ Mobilisation d'étudiants relais (Étudiants relais Vie Étudiante et Étudiants relais Internationaux) pour accueillir et orienter les étudiants primo-entrants.

2. **Lieux de vie écoresponsables**

→ Créer et animer des lieux de vie sur les trois campus : améliorer et adapter les espaces de vie étudiante inter-composantes avec une offre de services et d'animation adaptée aux attentes et besoins des étudiants afin d'en favoriser leur appropriation.
→ Organiser des actions écoresponsables sur les campus.

3. Santé Bien-être

→ Développer l'accueil et l'accompagnement par les pairs (étudiants relais santé).
→ Offre bien-être, relaxation, gestion du stress.
→ Développement des offres de soins primaires.
→ Dispositifs d'accompagnement aux associations dans les actions de prévention des conduites à risques.
→ Promotion de la santé sexuelle.
→ Faciliter l'accès aux installations sportives universitaires : développement des pratiques en autonomie.

4. Université connectée

→ Mise en place et entretien d'une banque de prêt d'ordinateurs portables à destination des étudiants identifiés en situation sociale très difficile.
→ Améliorer et coordonner la diffusion des informations à destination des étudiants.

5. Égalité

→ Marches exploratoires.
→ Mise en place d'actions de sensibilisation aux Violences sexistes et sexuelles
→ Lutte contre la précarité menstruelle
→ Information et accompagnement.

6. Culture

→ Mobilisation d'étudiants relais (étudiants relais Culture)
→ Mise en place d'une offre culturelle adaptée
→ Évènements culturels sur les campus et hors les murs
→ Concours artistiques
→

Chaque projet collaboratif est porté par un groupe de travail animé par le SVEC associant les services et les partenaires.

Les principaux services impliqués dans la mise en œuvre de ces actions sont : le SVEC, le Service de Santé Étudiant (SSE), le Service Des Sports (SDS), le Service Commun de Documentation (SCD), la Direction du patrimoine et la Direction de la communication.

Bénéficiaires des actions CVEC

Les actions proposées sont accessibles à tous les étudiants inscrits à l'USMB en formation initiale et assujettis à la CVEC, qu'ils l'aient acquittée ou qu'ils en soient exonérés.
Par convention avec l'Université Grenoble Alpes (UGA), le dispositif est ouvert depuis l'année 2019-2020 également aux étudiants en soins infirmiers inscrits dans Instituts de formations en soins infirmiers (IFSI) de Chambéry et d'Annecy, inscrits à l'UGA.
Le dispositif a été présenté au sein des IFSI et toutes les actions sont accessibles à ces étudiants (hors action sociale).

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_5.2.5.

Point 5 – Formation et vie universitaire

5.2. Année universitaire 2023-2024

5.2.5. Exonération des droits d'inscription applicables aux doctorants

Vu le code de l'éducation,
Vu l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

Il est proposé au conseil d'administration de mettre en place une exonération totale des droits d'inscription pour les doctorants qui, en raison de la pandémie de Covid-19, ont dû différer leur soutenance pour l'année universitaire 2022-2023.

L'exonération est accordée aux doctorants dont la soutenance est prévue au plus tard le 28 février 2023 inclus.

La demande d'inscription à l'USMB des doctorants concernés vaut demande d'exonération des droits d'inscription.

L'exonération s'applique sous réserve des engagements européens et internationaux de la France et dans le respect des conventions conclues, le cas échéant, par l'établissement.

► ***Le conseil d'administration approuve les conditions d'exonération des droits d'inscription applicables aux doctorants ayant dû différer leur soutenance en raison de l'épidémie de Covid 19.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*22*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*22*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le : 03 JAN. 2023 Transmise au recteur de région académique le : 03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération portant modification de la délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_6.2.1.

Point 6 - Personnels

6.2. Campagnes d'emplois 2023

6.2.1. Campagne d'emplois des personnels BIATSS

Vu le code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu l'avis du comité technique en date du 29 novembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération ;

Considérant que le document annexé à la délibération n°2022.12.13_6.2.1., est entaché d'une erreur matérielle dans la colonne intitulée « Date de la vacance de l'emploi » qu'il y a lieu de corriger ;

Il convient de substituer une nouvelle annexe comportant les dates exactes de vacance des emplois sur le tableau intitulé « BIATSS titulaires sortants ».

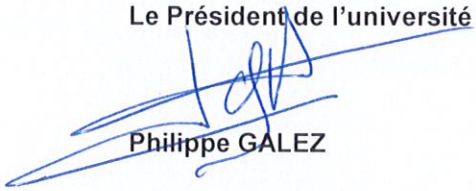
► ***Le conseil d'administration approuve la liste et les profils des 38 postes de personnels BIATSS titulaires qu'il est proposé d'ouvrir au recrutement dans le cadre de la campagne d'emplois 2023, tels qu'annexés à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*18*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*4*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 10 FEV. 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,



Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	10 FEV. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	10 FEV 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC
Direction des Ressources Humaines

POINT - Avis sur la campagne d'emplois BIATSS titulaires 2023

sous réserve de l'analyse de la soutenabilité financière

Sommaire :

1 - BIATSS en mobilité ou sortants au cours de l'année universitaire 2022-2023 et concours infructueux - **INFO**
2- Recrutements de BIATSS titulaires en 2023 - VOTE

1 - BIATSS titulaires sortants - INFO

N° Emploi	Catégorie	Corps	BAP	Direction / Composante / Service	Laboratoire	Date de la vacance de l'emploi	Motif de la vacance de l'emploi
10 624	A	AAE	-	SCEM		01/10/2022	RETRAITE
10 118	A	AGENT COMPTABLE	-	AGENCE COMPTABLE		01/09/2022	FIN DE DETACHEMENT
10 258	A	ASI	G	DIRPAT		01/11/2022	INTEGRATION FPT
10 746	A	ASI	J	DIRPAT		02/09/2022	LA IGE
10 568	A	ASI	E	DN		19/09/2022	DISPONIBILITE
10 985	A	ASI	J	IAE		31/01/2022	DEMISSION
10 997	A	ASI	E	IUT A		16/09/2022	MUTATION
10 008	A	CONS	-	SCD BU		01/10/2022	RETRAITE
10 599	A	IGE	J	AGENCE COMPTABLE		01/09/2022	DISPONIBILITE
10 962	A	IGE	F	APPRENDRE		15/10/2022	DISPONIBILITE
10 237	A	IGE	E	DN		15/06/2022	DETACHEMENT SORTANT
10 234	A	IGE	E	DN		01/02/2022	MUTATION
10 167	A	IGE	J	DRI		01/09/2022	DISPONIBILITE
10 935	A	IGE	E	IUT A		01/09/2022	INTEGRATION FPT
10 189	A	IGE	F	PTMI		17/10/2022	DETACHEMENT SORTANT
10 497	A	IGE	E	SCEM	LAPP	01/11/2022	DISPONIBILITE
10 634	A	IGE	C	SCEM		01/09/2022	DETACHEMENT SORTANT
10 753	A	IGE	C	SCEM	LIBM	03/10/2022	DISPONIBILITE
10 253	A	IGR	G	DIRPAT		01/06/2022	DETACHEMENT SORTANT
10 230	A	IGR	E	DN		01/10/2022	RETRAITE
10 018	B	BIBAS	-	SCD BU		01/10/2022	REUSSITE CONCOURS BIB
10 385	B	SAENES	-	DRH		01/09/2022	MUTATION
10 507	B	SAENES	-	IUTA		01/09/2022	MUTATION
10 626	B	SAENES	-	SCEM		01/10/2022	RETRAITE
10 938	B	TECH	B	SCEM		22/08/2022	DETACHEMENT SORTANT
10 105	C	ADJENES	-	AGENCE COMPTABLE		01/05/2023	RETRAITE
10 106	C	ADJENES	-	DDRV		01/09/2022	MUTATION
10 554	C	ADJENES	-	DDRV		01/01/2023	RETRAITE
10 114	C	ADJENES	-	DEVE		01/09/2022	MUTATION
10 375	C	ADJENES	-	DEVE		01/09/2022	REUSSITE CONCOURS TECHNICIEN
10 072	C	ADJENES	-	DRH		01/09/2022	MUTATION
10 127	C	ADJENES	-	IAE		01/09/2022	MUTATION
10 495	C	ADJENES	-	IUT A		01/09/2022	LA SAENES

N° Emploi	Catégorie	Corps	BAP	Direction / Composante / Service	Laboratoire	Date de la vacance de l'emploi	Motif de la vacance de l'emploi
10 510	C	ADJENES	-	IUT A		01/07/2023	RETRAITE
10 104	C	ADJENES	-	SCEM		01/09/2022	CONCOURS 2022 INFRUCTUEUX
10 068	C	ADJENES	-	PAC		01/09/2022	CONCOURS 2022 INFRUCTUEUX
10 029	C	ATRF	F	SCD BU		01/09/2022	CONCOURS 2022 INFRUCTUEUX
101 029	C	ATRF	F	SCD BU		01/09/2022	REUSSITE CONCOURS BIBAS
101 140	C	ATRF	J	DDRV		01/09/2022	CONCOURS 2022 INFRUCTUEUX
101031	C	ATRF	G	DIRPAT		01/09/2021	CONCOURS 2021/2022 INFRUCTUEUX
101041	C	ATRF	G	DIRPAT		01/09/2021	CONCOURS 2021/2022 INFRUCTUEUX
10 531	C	ATRF	E	DN		01/09/2022	LA TECHNICIEN
10 801	C	ATRF	J	IAE		01/04/2022	DETACHEMENT SORTANT
10 576	C	ATRF	C	PAC		01/09/2022	LA EXCEPTIONNELLE TECHNICIEN
10 577	C	ATRF	J	PAC		01/11/2022	MUTATION
10 273	C	ATRF	C	SCEM		01/06/2022	MUTATION
10 687	C	ATRF	J	SCEM	LAPTH	01/09/2022	LA EXCEPTIONNELLE TECHNICIEN
10 033	C	MAG	-	SCD BU		11/04/2022	DISPONIBILITE

Synthèse des sorties année universitaire 2022-2023

Catégorie	Corps	Concours infructueux	Mutation	Retraite	Détachement sortant	Liste d'aptitude	Disponibilité	Démission	Réussite concours	Total général
A	AAE			1						1
	AGENT COMPTABLE				1					1
	ASI		1		1	1	1	1		5
	CONS			1						1
	IGE		1		4		5			10
	IGR			1	1					2
Total A			2	3	7	1	6	1		20
B	BIBAS								1	1
	SAENES		2	1						3
	TECH				1					1
Total B			2	1	1				1	5
C	ADJENES	2	4	3		1			1	11
	ATRF	4	2		1	3			1	11
	MAG						1			1
Total C		6	6	3	1	4	1		2	23
Total général		6	10	7	9	5	7	1	3	48

N° Emploi	Catégorie	Corps	BAP	Direction / Composante / Service	Laboratoire	Date de la vacance de l'emploi	Motif de la vacance de l'emploi

2 - Recrutements de BIATSS titulaires en 2023 - VOTE

Déclaration ATRIA par corps/grade et nature : dates à venir (janvier 2023), contrôle national de cohérence des volumes de postes déclarés
Visa rectorat : dates à venir (février 2023)
6% de l'ensemble des postes ouverts (Enseignants, Enseignants-chercheurs et BIATSS) doivent être réservés aux BOE
20% de l'ensemble des postes ouverts en catégorie C - échelle 1 doivent être réservés aux PACTE
10% des emplois de la filière administrative doivent être réservés au recrutement ERD
Coloration des postes ITRF : dates à venir - février 2023 (BAP, emploi-type, implantation)
Controle budgétaire et comptable du Ministère : dates à venir (mars 2023)

N° Poste	Catégorie	Corps	BAP	Type de recrutement	Direction / Composante / Service	Laboratoire	Profil de poste / Site
10563	A	IGR	E	CONCOURS	PAC	LISTIC	Informaticien / Annecy
10230	A	IGR	E	CONCOURS	DN		Informaticien / Bourget du Lac
Création	A	IGE	J	CONCOURS	DAF		Chargé des achats et des marchés
10234	A	IGE	E	CONCOURS	DN		Informaticien / Bourget du Lac
Création	A	IGE	E	CONCOURS	DN		Informaticien / Annecy
10746	A	ASI	E	CONCOURS	IUTA		Assistant informatique
10997	A	ASI	E	CONCOURS	IUTA		Assistant informatique
10642	A	ASI	B	CONCOURS	SCEM	EDYTEM	Assistant laboratoire
10246	A	ASI	E	CONCOURS	DN		Assistant informatique / Annecy
10964	A	ASI	J	CONCOURS	DAPAC		Assistant gestion administrative
Création	B	TECH/SAENES	J	CONCOURS	SCEM		Secrétaire pédagogique
Création	B	TECH/SAENES	J	CONCOURS	DIRPAT		Technicien en gestion administrative / Jacob
Création	B	TECH/SAENES	J	CONCOURS	DRH		Technicien en gestion administrative
101144	B	TECH	J	CONCOURS	PAC	LISTIC	Technicien en gestion administrative / Annecy
Création	B	TECH	G	CONCOURS	DIRPAT		Adjoint responsable maintenance / Bourget du Lac
10263	B	TECH	C	CONCOURS	IUTA		Technicien travaux pratiques
Création	B	TECH	B	CONCOURS	IUTC		Technicien travaux pratiques
Création	B	TECH	C	CONCOURS	PAC		Technicien en expérimentation / Bourget du Lac
Création	C	MAG	/	CONCOURS	SCD		Magasinier / Jacob
101029	C	ATRF	F	CONCOURS	SCD		Information documentaire / Annecy
10627	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IUTA		Gestionnaire administratif
10390	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IUTC		Gestionnaire administratif
10114	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	LLSH		Gestionnaire administratif
10129	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	PAC		Gestionnaire administratif / Annecy
10560	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	PAC		Gestionnaire administratif / Bourget du Lac
10577	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	PAC		Gestionnaire administratif / Bourget du Lac
Création	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	PAC	LOCIE	Gestionnaire administratif / Bourget du Lac
10375	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	DEVE		Gestionnaire administratif / Bourget du Lac
Création	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	DRI		Gestionnaire administratif
101031	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	DIRPAT		Gestionnaire administratif / Bourget du Lac
10106	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	DDRV		Gestionnaire financier / Annecy
101140	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	DDRV		Gestionnaire financier / Bourget du Lac
10511	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IAE		Gestionnaire administratif / Jacob
10127	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IAE		Gestionnaire administratif / Annecy

N° Emploi	Catégorie	Corps	BAP	Direction / Composante / Service	Laboratoire	Date de la vacance de l'emploi	Motif de la vacance de l'emploi
10495	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IUTA		Gestionnaire administratif
10503	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IUTA		Gestionnaire administratif
10553	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IUTA		Gestionnaire administratif
10516	C	ADJENES/ATRF	J	CONCOURS	IUTA		Gestionnaire administratif

Synthèse des recrutements titulaires 2023

Catégorie	Corps	Total
A	ASI	5
	IGE	3
	IGR	2
Total A		10
B	TECH	5
	TECH/SAENES	3
Total B		8
C	ADJENES/ATRF	18
	ATRF	1
	MAG	1
Total C		20
Total général		38

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_6.2.2.

Point 6 - Personnels

6.2. Campagne d'emplois 2023

6.2.2. Campagne d'emplois des personnels enseignants-chercheurs

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis du comité technique en date du 29 novembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,
Vu l'avis du conseil académique plénier en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,

► ***Le conseil d'administration approuve les recrutements d'enseignants-chercheurs présentés dans le cadre de la campagne d'emplois 2023, dont la liste est annexée à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*18*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*4*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le : 03 JAN. 2023 Transmise au recteur de région académique le : 03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC
Direction des Ressources Humaines

CT du 29 novembre 2022 - 5 votants : 3 abstentions (2 CGT, 1 FO), 2 pour (SNPTES)
CAC du 8 décembre 2022 - 40 votants : 40 pour
CA du 13 décembre 2022 - 22 votants : 4 abstentions, 18 pour

Campagne d'emplois des enseignants et enseignants-chercheurs 2023
Postes et profils

sous réserve de l'analyse de la soutenabilité financière

Sommaire :

1 - Enseignants et enseignants-chercheurs en mobilité ou sortants dans l'année 2022-2023 - INFO
2 - Recrutements d'enseignants-chercheurs en 2023 - VOTE
3 - Publications de postes d'enseignants du second degré - campagnes principale et complémentaire 2023 - INFO et VOTE
4 - Transferts de postes d'enseignants du second degré rentrée 2023 - INFO

1 - Enseignants et enseignants-chercheurs en mobilité ou sortants dans l'année 2022-2023 - INFO

Synthèse :

. Nbre de mobilités ou sorties : 30 dont 15 MCF, 8 PR, 7 PRAG
. Motif de la vacance de l'emploi :
mobilités (11) : délégation (4), détachement (1), disponibilité (6)
sorties (19) : démission (3), mutation (4), recrutement PR (1), retraite (11)
. Spécialités concernées : Droit (3), Economie/Gestion (4), Anglais (3), Italien (2), Psychologie (2), Histoire (1), Informatique (4), Constituants élémentaires (2), Physique (2), Chimie des matériaux (1), Structure et évolution de la Terre (1), Mécanique (2), Génie électrique (1), Mathématiques (2)

Tri par section CNU-discipline / corps / composante

B : bloqué / P : pourvu / SV : susceptible d'être vacant / V : vacant

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Section CNU ou discipline	Libellé section CNU ou discipline	Composante	Laboratoire	Date de la vacance de l'emploi	Motif de la vacance de l'emploi
491	B	MCF	2	Droit public	FD	Centre Favre	26/08/2019 au 25/08/2023	DELEGATION
Sans n° d'emploi		MCF	2	Droit public	FD	Centre Favre	20/09/2016 au 31/08/2023	DETACHEMENT PUIS DISPONIBILITE DE DROIT
319	B	PR	2	Droit public	FD	Centre Favre	01/01/2020 au 31/12/2025	DISPONIBILITE DE DROIT
Sans n° d'emploi		MCF	5	Sciences économiques	IAE	IREGE	01/02/2013 au 31/08/2023	DISPONIBILITE DE DROIT PUIS DELEGATION
253	V	MCF	6	Sciences de gestion et du management	IAE	IREGE	01/09/2022	MUTATION
321	P	MCF	6	Sciences de gestion et du management	IAE	IREGE	01/09/2022	DEMISSION

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Section CNU ou discipline	Libellé section CNU ou discipline	Composante	Laboratoire	Date de la vacance de l'emploi	Motif de la vacance de l'emploi
660	V	MCF	6	Sciences de gestion et du management	IAE	IREGE	01/09/2022	DEMISSION
598	B	MCF	11	Études anglophones	LLSH	LLSETI	26/01/2021 au 25/01/2023	DELEGATION
251	V	PRAG	H0422	Anglais	LLSH		01/09/2022	MUTATION
386	V	PRAG	H0422	Anglais	SceM		01/09/2022	DISPONIBILITE SORTANT DEFINITIF GERE PAR LE RECTORAT
67	B	MCF	14I	Etudes romanes (italien)	LLSH	LLSETI	01/09/2018 au 31/08/2023	DISPONIBILITE DE DROIT
75	V	MCF	14I	Etudes romanes (italien)	LLSH	LLSETI	01/09/2022	RECRUTEMENT PR
Sans n° d'emploi		MCF	16	Psychologie et ergonomie	LLSH	LIP-PC2S	01/09/2003 au 31/08/2023	DISPONIBILITE DE DROIT
115	P	PR	16	Psychologie et ergonomie	LLSH	LPNC	01/09/2022	RETRAITE
363	V	PR	22	Histoire et civilisations : histoire des mondes modernes…	LLSH	LLSETI	0/10/2022	RETRAITE
519	V	MCF	27	Informatique	IAE	LISTIC	01/09/2022	MUTATION
834	B	MCF	27	Informatique	IUT C	LJK Grenoble	01/09/2021 au 31/08/2023	DELEGATION
727	P	PR	61	Génie informatique, automatique et traitement du signal	IUT A	SYMME	01/09/2022	RETRAITE
393	SV	PR	61	Génie informatique, automatique et traitement du signal	PAC	LISTIC	01/02/2023	RETRAITE
703	V	PR	29	Constituants élémentaires	IUT A	LAPP	01/09/2022	RETRAITE
638	B	PR	29	Constituants élémentaires	SceM	LAPTH	01/09/2018 au 31/08/2024	DETACHEMENT
754	V	PRAG	H1500	Physique-Chimie	IUT A		01/09/2022	RETRAITE

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Section CNU ou discipline	Libellé section CNU ou discipline	Composante	Laboratoire	Date de la vacance de l'emploi	Motif de la vacance de l'emploi
765	V	PRAG	H1510	Sciences physiques, physique appliquée	IUT A		01/09/2022	RETRAITE
812	B	MCF	33	Chimie des matériaux	IUT C	LEPMI	01/10/2021 au 30/09/2024	DISPONIBILITE
27	V	MCF	35	Structure et évolution de la Terre et des autres planètes	SceM	ISTerre	01/10/2022	RETRAITE
207	V	MCF	60	Mécanique, génie mécanique, génie civil	PAC	LOCIE	01/10/2022	RETRAITE
819	V	PRAG	H1414	Sciences industrielles de l'ingénieur option ingénierie mécanique	IUT C		01/09/2022	RETRAITE
216	V	PR	63	Génie électrique, électronique, photonique et systèmes	SceM	IMEP-LAHC	01/10/2022	RETRAITE
471	V	PRAG	H1300	Mathématiques	FD		01/09/2022	MUTATION
349	V	PRAG	H1300	Mathématiques	PAC		01/09/2022	DEMISSION

2 - Recrutements d'enseignants-chercheurs en 2023 - VOTE

Synthèse :
. Nbre de postes publiés : 21 dont 17 MCF, 4 PR
. Spécialités concernées : Droit (2), Gestion (3), Italien (1), Psychologie (1), Géographie (1), Mathématiques (1), Informatique (6), Constituants élémentaires (1), Structure et évolution de la Terre (1), Mécanique/génie civil (2), Génie électrique (1), STAPS (1)

6% de l'ensemble des postes ouverts (Enseignants, Enseignants-chercheurs et BIATSS) doivent être réservés aux BOE.

Tri par section CNU / corps / composante C : création / SV : susceptible d'être vacant / V : vacant

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Section CNU	Libellé section CNU	Type de recrutement	Composante	Laboratoire	Profil FORMATION de l'emploi	Profil RECHERCHE de l'emploi
118	V au 01/09/2023	MCF	1	Droit privé et sciences criminelles	26-I.1°	FD site Chambéry	Centre Favre	Droit privé.	Droit du dommage corporel, droit de la consommation, droit des énergies renouvelables (solaire).
640	V au 01/09/2023	MCF	2	Droit public	26-I.1°	FD site Chambéry	Centre Favre	Droit public interne.	Droit de l'environnement, politiques territoriales, études critiques du droit.
660	V au 01/09/2023	MCF	6	Sciences de gestion et du management	26-I.1°	IAE site Annecy	IREGE	Marketing, Etudes de marché quantitatives, Comportement du consommateur.	Insertion des recherches dans les axes Environnement, Consommation Durable et Tourisme (ECDT) ou Innovation et Développement des Organisations (IDO) du laboratoire IREGE.
253	V au 01/09/2023	MCF	6	Sciences de gestion et du management	26-I.1°	IAE site Chambéry	IREGE	Management ou Marketing avec applications au secteur touristique.	Insertion des recherches dans les axes Environnement, Consommation Durable et Tourisme (ECDT) ou Innovation et Développement des Organisations (IDO) du laboratoire IREGE.
718	V au 01/09/2023	MCF	6	Sciences de gestion et du management	26-I.1°	IUT A	IREGE	Management (stratégie, organisation, innovation) / Gestion des Ressources Humaines.	Insertion des recherches dans l'axe Innovation et Développement des Organisations (IDO) du laboratoire IREGE.
75	V au 01/09/2023	MCF	14I	Etudes romanes : italien	26-I.1°	LLSH site Chambéry	LLSETI	Littérature & culture italiennes LLCER. Responsabilités administratives.	Intrégration dans l'équipe du laboratoire LLSETI 1.3 : « Conflits et échanges culturels en Europe, Méditerranée, Italie ».
77	V au 01/09/2023	MCF	16	Psychologie et ergonomie	26-I.1°	LLSH site Chambéry	LIP-PC2S	Enseignements principalement en psychopathologie clinique (théorie et pratique) de la L1 au M2.	Psychopathologie, Psychologie Clinique et Processus Cognitifs, TCC, Prévention.
611	SV au 01/09/2023	MCF	23	Géographie physique, humaine, économique et régionale	26-I.1°	SceM	EDYTEM	Géographie et aménagement Licence 1 à Master 2.	Géographie humaine : transition écologique, aménagement et pratiques de l'espace. Spécialisation dans les territoires de montagne.
536	V au 01/09/2023	MCF	25	Mathématiques	26-I.1°	SceM	LAMA	Enseignement en licence de mathématiques, parcours math-info, master math appliquées.	Complexité algorithmique, calcul algébrique et formel, combinatoire, modèles de calcul, théorie de l'optimisation.

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Section CNU	Libellé section CNU	Type de recrutement	Composante	Laboratoire	Profil FORMATION de l'emploi	Profil RECHERCHE de l'emploi
519	V au 01/09/2023	MCF	27	Informatique	26-I.1°	IAE site Annecy	LISTIC	Informatique appliquée à la gestion ; Science des données, IA et Génie Logiciel ; Ingénierie des SI.	Science des données/services : traitement, fouille de données de gestion ; SI distribués.
205	SV au 01/09/2023	MCF	27	Informatique	26-I.1°	IUT A	LISTIC	Programmation, DevOps/MLops, cloud, IA, Traitement de l'Information.	Apprentissage automatique, Apprentissage Statistique, Traitement d'images, Télédétection.
711	V au 01/09/2023	MCF	27	Informatique	26-I.1°	IUT A	LISTIC	Bases de données, SI, programmation, DevOps, Virtualisation, fouille de données.	Apprentissage automatique, Fouille de données, Extraction de connaissances, Séries temporelles, Télédétection.
703	V au 01/09/2023	PR	29	Constituants élémentaires	46.1°	SceM	LAPP	Physique dans les formations de physique-chimie de l'établissement, mise en œuvre de pédagogies innovantes.	Recherches expérimentales en physique des astroparticules, spécialité astronomie gamma de haute énergie.
27	V au 01/09/2023	MCF	35	Structure et évolution de la Terre et des autres planètes	26-I.1°	SceM	ISTerre	Géophysique, mécanique, calcul numérique.	Géomécanique / géophysique des interactions fluide-structure : géothermie, sismicité et déformations, systèmes magmatiques.
284	V au 01/09/2023	PR	60	Mécanique, génie mécanique, génie civil	46.4°	SceM	ISTerre	Mécanique des milieux continus, géomécanique, géotechnique, résistance des matériaux.	Géomécanique, modélisation numérique appliquée aux failles et mouvements gravitaires.
264	SV au 01/10/2023	MCF	60/62	Mécanique, génie mécanique, génie civil / Energétique, génie des procédés	26-I.1°	PAC site Chambéry	LOCIE	Bâtiment - Génie Civil.	Caractérisation de la performance globale du bâtiment dans un contexte de dérèglement climatique.
704	SV au 01/09/2023	MCF	61	Génie informatique, automatique et traitement du signal	26-I.1°	IUT A	LISTIC	Informatique industrielle : Systèmes embarqués ou Automatismes industriels.	Traitement de l'information et Science de la mesure.
747	V au 01/09/2023	MCF	61	Génie informatique, automatique et traitement du signal	26-I.1°	IUT A	SYMME	Gestion Industrielle et Systèmes d'Informations.	Génie industriel, Optimisation des processus dans l'industrie du futur.
393	SV au 01/09/2023	PR	61	Génie informatique, automatique et traitement du signal	46.1°	PAC site Annecy	LISTIC	Traitement de l'information, science des données, systèmes numériques, objets communicants.	Apprentissage automatique, vision par ordinateur, traitement d'images, séries temporelles, fusion.
216	V au 01/09/2023	PR	63	Génie électrique, électronique, photonique et systèmes	46.1°	SceM	IMEP-LAHC	Electronique et Télécommunications.	Intégration dans les axes stratégiques de l'équipe DHREAMS : 1) caractérisation hyperfréquence avancée de systèmes complexes, 2) Électronique hyperfréquence durable.
	C au 01/09/2023	MCF	74	Sciences et techniques des activités physiques et sportives	26-I.1°	SceM	LIBM	Enseignements en sciences de la vie appliquées aux APS (licence, master).	Activité de recherche en sciences de la vie dans les problématiques liées à la santé, à la motricité et/ou à la performance.

3 - Publications de postes d'enseignants du second degré 2023

Synthèse :
. Nbre de postes publiés : 10 PRAG
. Spécialités concernées : Anglais (4), Mathématiques (1), Informatique (1), Mécanique (1), Physique (1), EPS (2)

3.1 - Campagne principale 2023 approuvée par les CT du 13/09/22, CAC du 22/09/22, CA du 27/09/22 et publiée début octobre 2022 - INFO

Tri par discpline / composante V : vacant

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Discipline	Libellé discipline	Type de recrutement	Composante	Département	Profil FORMATION de l'emploi
251	V au 01/09/2022	PRAG	H0422	Anglais	campagne principale 2023	FD site Chambéry		Enseignements d'anglais sous forme de travaux dirigés de la licence droit ou AES au Master droit. Elaboration des programmes pédagogiques (en lien avec les directeurs de département), recrutement et suivi pédagogique de vacataires.
471	V au 01/09/2022	PRAG	H0422	Anglais	campagne principale 2023	FD site Chambéry		Enseignements d'anglais sous forme de travaux dirigés de la licence droit ou AES au Master droit. Elaboration des programmes pédagogiques (en lien avec les directeurs de département), recrutement et suivi pédagogique de vacataires.
831	V au 01/09/2022	PRAG	H0422	Anglais	campagne principale 2023	IUT C	SGM	Enseignements d'anglais professionnel (écrit et oral, courriels, CV, lettre de motivation…) sur des sujets en lien avec les matériaux et la technologie en général.
386	V au 01/09/2022	PRAG	H0422	Anglais	campagne principale 2023	SceM		Enseignement de l'anglais de la L1 au M2 au sein de l'UFR Sciences et Montagne et de l'équipe LANSAD. Expérience des TICE (notamment Moodle) et de l'anglais de spécialité (scientifique) requis.
349	V au 01/09/2022	PRAG	H1300	Mathématiques	campagne principale 2023	PAC site Chambéry		Mathématiques pour l'ingénieur (cycle préparatoire et cycle ingénieur), méthodes numériques, outils informatiques.
713	V au 01/09/2022	PRAG	H1413	Sciences industrielles de l'ingénieur option informatique et numérique	campagne principale 2023	IUT A	GEII	Automatisme - Informatique Industrielle - Projets et Réalisations dans les matières de l'EEA.
819	V au 01/09/2022	PRAG	H1414	Sciences industrielles de l'ingénieur option ingénierie mécanique	campagne principale 2023	IUT C	SGM	Enseignements pour le BUT SGM dans les domaines de la Conception de pièces et mise en œuvre des composites, et des métaux, dessin Technique et CAO sur SolidWorks.
754	V au 01/09/2022	PRAG	H1500	Physique-Chimie	campagne principale 2023	IUT A	MPH	Enseignements dans le département Mesures Physiques : les besoins portent sur les enseignements en physique, EEA, instrumentation et capteurs, éventuellement physico-chimie et chimie.
411	V au 01/09/2022	PRAG	H1900	Education physique et sportive	campagne principale 2023	IUT A	IUTA/SDS	Compétences dans les activités de la forme et du bien-être. Polyvalence en sports collectifs et sports de raquettes. Suivi individualisé des étudiants en sections aménagées sport-études.

3.2 - Campagne complémentaire 2023 - VOTE

C : création

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Discipline	Libellé discipline	Type de recrutement	Composante	Département	Profil FORMATION de l'emploi
	C au 01/09/2023	PRAG	H1900	Education physique et sportive	campagne complèmentaire 2023	SceM	STAPS	Enseignements dans les formations de licences et DEUST STAPS.

4 - Transferts de postes d'enseignants du second degré rentrée 2023 approuvés par les CT du 13/09/22, CAC du 22/09/22, CA du 27/09/22 - INFO

N° Emploi	Etat de l'emploi	Corps	Discipline	Libellé discipline	Composante d'origine	Composante d'accueil
382	Transfert	PRAG	H0422	Anglais	FD	LLSH
251	Transfert	PRAG	H0422	Anglais	LLSH	FD

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_6.3.1.

Point 6 - Personnels

6.3. Critères d'avancement des enseignants et enseignants-chercheurs 2023

6.3.1. Avancement de grade et de corps des enseignants du second degré

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis du comité technique en date du 29 novembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,
Vu l'avis du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération.

► ***Le conseil d'administration approuve la note fixant les critères d'avancement de grade et de corps des enseignants du second degré pour les campagnes d'avancement 2023, annexée à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*21*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*1*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*21*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	03 JAN. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Commission d'avancement du 18 octobre 2022
CT du 29 novembre 2022 - 5 votants : 5 pour (2 CGT, 1 FO, 2 SNPTES)
CAC du 8 décembre 2022 - 40 votants : 40 pour
CA du 13 décembre 2022 - 22 votants : 1 abstention, 21 pour

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

AVANCEMENT DES ENSEIGNANTS DU SECOND DEGRE
-
NOTE RELATIVE A LA PROCEDURE D'ETABLISSEMENT DES AVIS DONNES AUX CANDIDATURES
- ANNEE 2023 -

L'avancement des enseignants du second degré comprend plusieurs voies d'accès.

Pour les professeurs agrégés :
- le tableau d'avancement au grade de professeur agrégé hors classe ;
- le tableau d'avancement au grade de professeur agrégé de classe exceptionnelle au titre du premier vivier ;
- le tableau d'avancement au grade de professeur agrégé de classe exceptionnelle au titre du second vivier.

Pour les professeurs certifiés, EPS ou PLP :
- la liste d'aptitude au corps des professeurs agrégés ;
- le tableau d'avancement au grade de professeur certifié, EPS ou PLP hors classe ;
- le tableau d'avancement au grade de professeur certifié, EPS ou PLP de classe exceptionnelle au titre du premier vivier ;
- le tableau d'avancement au grade de professeur certifié, EPS ou PLP de classe exceptionnelle au titre du second vivier ;
- le tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de classe exceptionnelle de professeur certifié, EPS ou PLP.

Suivant les cas, la décision finale appartient soit au recteur d'académie soit au ministre chargé de l'éducation nationale sur proposition du recteur. L'université est amenée à faire remonter des avis sur les candidatures de ses personnels et à les répartir suivant un ensemble de degrés imposés et contingentés pour certains.

A la demande du conseil d'administration restreint, l'université Savoie Mont Blanc s'est dotée depuis 2019 d'une commission chargée d'étudier les dossiers d'avancement des enseignants du second degré afin de proposer des classements.

Cette note a pour objectif de fixer la composition de cette commission ainsi que le mode d'évaluation des dossiers de candidature. Les critères d'évaluation explicités dans cette note sont à la disposition des candidats pour servir de guide dans la mise à jour de leur dossier i-prof.

Composition de la commission d'avancement

La commission est composée d'un ensemble de 18 personnes :
- Président, Vice-président en charge des Ressources Humaines, Vice-président Formation ;
- Directeurs et directrice d'UFR, école et instituts (7) ;
- Directeur du service des sports ;
- Directrice du service de formation continue ;
- 6 représentants des enseignants et enseignants-chercheurs élus des conseils d'administration et académique choisis de manière à tendre vers le respect des critères suivants :
  . parité femme/homme,
  . au moins 50% de représentants des enseignants du second degré,
  . une représentation par secteur (DEG, LSHS, ST) approchant celle du vivier global des enseignants du second degré en poste à l'université.

  Ces représentants sont proposés par le président et approuvés, chacun pour leur part respective par le conseil d'administration et le conseil académique réunis en formation restreinte.

Documents de travail servant à l'évaluation

Les documents suivants sont portés à la connaissance des membres de la commission et servent de base aux discussions d'interclassement :

- curriculum vitae i-prof complété et mis à jour par les candidats ;
- lettre de motivation pour les candidatures à la liste d'aptitude ;
- document complémentaire d'informations ;
- rapports des différents entretiens de carrière lorsque ceux-ci ont été réalisés ;
- avis écrit motivé du directeur de la composante d'affectation accompagné du classement des dossiers relatif à chacun. Cet avis réalisé spécifiquement pour la commission d'avancement devra être suffisamment détaillé et argumenté pour permettre sa prise en compte ;
- critères d'avancement et grille d'évaluation indicative.

Le recteur d'académie et le ministre chargé de l'éducation nationale s'appuieront sur le curriculum vitae i-prof, la lettre de motivation pour la liste d'aptitude ainsi que sur l'appréciation du chef d'établissement, pour prendre les décisions de promotion au choix.

Travail de la commission

Dans un premier temps la commission établit, indépendamment de tout critère d'ancienneté pris en compte par le recteur d'académie ou le ministre chargé de l'éducation nationale, une évaluation de la valeur professionnelle des dossiers selon quatre niveaux (A+, A, B et C), qualifiant respectivement l'investissement en matière d'activités pédagogiques et de tâches d'intérêt général. Elle veille dans son appréciation à respecter une équité entre tous les dossiers de candidature.

L'investissement dans les activités pédagogiques prend en compte :

- l'investissement dans l'enseignement devant les étudiants (formations initiale et continue) au-delà du service normal d'un enseignant (sur le plan qualitatif ou quantitatif) ;
- l'investissement en matière d'innovation pédagogique (hybridation, classe inversée, apprentissage par problème et par projet, etc.), d'amélioration continue des enseignements, de responsabilité, de gestion effective et d'accompagnement de l'étudiant (recrutement, réussite, orientation, insertion professionnelle, etc.) ;
- la participation active à la politique de relations internationales de l'établissement.

Les tâches d'intérêt général prennent en compte **sur l'ensemble de la carrière** la qualité du service rendu, sa durée, son intensité (taille et nature des structures au sein desquelles les services ont été rendus ainsi que le niveau de responsabilité qu'ils ont impliqué).

Lorsqu'il y a participation à des activités de recherche, la commission valorise l'investissement par une bonification de la valeur professionnelle établie préalablement sur la base nominale des activités pédagogiques et des tâches d'intérêt général.

Les tableaux ci-dessous proposent aux membres de la commission deux grilles d'évaluation à caractère indicatif :

► ***Activités pédagogiques***

A+ / A	B	C
Investissement pédagogique majeur, suivant l'intensité. - Direction des études d'une composante. - Suivi qualitatif de l'étudiant. - Innovation pédagogique. - Participation à l'internationalisation des formations.	Investissement dans l'enseignement et dans la formation, avec participation à l'animation pédagogique des filières. Sans responsabilité majeure.	Mission pédagogique réalisée a minima.

► ***Tâches d'intérêt général***

<table>
<tr><th>A+</th><th>A</th><th>B</th><th>C</th></tr>
<tr><td rowspan="2">- Vice-président.
- Directeur d'UFR, institut, école, département de l'université, service commun.</td><td>- Directeur-adjoint d'UFR, institut ou école.
- Autre mission d'intérêt général : direction d'un département d'enseignement ou d'une spécialité d'ingénieur, etc.</td><td>- Participation régulière aux instances de l'université (CA, CAC, CT, CHSCT) ou au conseil d'une UFR, institut ou école.</td><td rowspan="2">Absence de mission d'intérêt général.</td></tr>
<tr><td colspan="2">- Responsable d'un diplôme.
- Responsable d'année.
- Gestion effective de filière, mention ou parcours,
- Chargé de mission.</td></tr>
</table>

La diversité des engagements sur les thèmes évalués est prise en compte de manière favorable. En cas d'impossibilité de partage, le critère d'ancienneté dans le corps est pris en compte in fine.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_6.3.2.

Point 6 - Personnels

6.3. Critères d'avancement des enseignants et enseignants-chercheurs 2023

6.3.2. Avancement de grade des enseignants-chercheurs

Vu le code de l'éducation,
Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc approuvés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis du comité technique en date du 29 novembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération,
Vu l'avis du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur l'objet de la présente délibération.

► ***Le conseil d'administration approuve la note relative à la procédure de promotion des maîtres de conférences et des professeurs des universités au titre de l'établissement pour l'année 2023, annexée à la présente délibération.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*20*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*2*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*20*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le :	03 JAN. 2023
	Transmise au recteur de région académique le :	03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

Commission d'avancement du 18 octobre 2022
CT du 29 novembre 2022 - 5 votants : 5 pour (2 CGT, 1 FO, 2 SNPTES)
CAC du 8 décembre 2022 - 40 votants : 40 pour
CA du 13 décembre 2022 - 22 votants : 2 abstentions, 20 pour

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

AVANCEMENT DE GRADE DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS
-
NOTE RELATIVE A LA PROCEDURE DE PROMOTION DES MAITRES DE CONFERENCES ET DES PROFESSEURS DES UNIVERSITES AU TITRE DE L'ETABLISSEMENT
- ANNEE 2023 -

Objet

Les promotions des enseignants-chercheurs se déroulent soit par la voie nationale (CNU) soit par la voie locale (établissement), cette dernière prenant en compte davantage l'investissement dans l'établissement. Le nombre maximal des promotions possibles fait l'objet d'un contingentement annuel.
Le présent document, qui concerne la seule voie locale, a pour objet d'accompagner le candidat en portant à sa connaissance les éléments essentiels à faire apparaître dans son dossier, et d'aider l'évaluateur à apprécier au mieux le niveau d'implication de celui-ci ; il participe à la volonté d'aller vers davantage d'équité.

Déroulement

- Dans un premier temps, la commission d'avancement* adresse un avis sur les activités pédagogiques et les tâches d'intérêt général au conseil académique restreint aux enseignants-chercheurs**, lequel se prononce définitivement sur ces avis. L'établissement transmet la position du conseil académique au CNU (mars).
- Le CNU évalue, en plus, les aspects recherche et propose des promotions à l'établissement. L'établissement obtient un retour des avis globaux du CNU et de ses propositions d'avancement (début juin).
- Dans un troisième temps (juin), sauf en cas d'interruption de procédure demandée par le candidat, les dossiers non promus au titre du CNU sont à nouveau examinés par la commission d'avancement qui prend en compte l'ensemble des activités. Par ses avis qu'elle lui transmet, elle éclaire le conseil académique restreint, qui se prononce alors sur les promotions au titre de l'établissement.
- En retour, le conseil académique restreint fait connaître à la commission d'avancement la liste des promu-e-s par grade.
- Les possibilités de promotion ouvertes par la tutelle sont communiquées aux instances : les propositions d'attribution se fondent sur la seule qualité de l'investissement.

** composée de membres du CAC restreint, des directeurs d'UFR, instituts, école et de l'équipe présidentielle.*
*** composé des MCF et PR pour les MCF, et des PR seuls pour les PR.*

Niveaux d'appréciation

L'avancement par la voie locale, qui permet de reconnaître l'investissement des candidats et leur expérience**,** au service de leur établissement, prend en compte les trois domaines fondamentaux de l'activité des enseignants-chercheurs (*cf.* ci-après). Chacun d'eux est apprécié par une lettre : C, B, A ou A+. Une modulation à la hausse ou à la baisse, C, C+ — B-, B, B+ — A-, A — A+, conduit à une appréciation sur huit niveaux de chacun de ces domaines.

Le « B » doit être lu comme le niveau nominal et le « A+ » comme le signe d'un engagement exceptionnel.
Un « C » dans l'un des trois volets doit être compensé par un investissement de qualité (A ou A+) dans les deux autres.
Les tableaux ci-dessous proposent, **à titre indicatif**, une grille d'évaluation ; il convient de tenir compte des durées, complexité et profondeur de l'engagement.
Les critères sont considérés sur une durée significative, particulièrement depuis la précédente promotion, et intègrent les résultats des travaux de la commission d'avancement et des CAC restreints antérieurs (« effet mémoire »).

Les avis transmis au CNU seront, éventuellement, accompagnés de commentaires.
L'existence d'une ou plusieurs promotions au plan national sur l'ensemble de la carrière constitue un point fort.

Critères

Le candidat est invité à consulter l'article L123-3 du Code de l'éducation modifié par la Loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 - art. 7, qui définit les missions des universités, base des critères retenus, ainsi que les lois de 1984, 2007 et 2009 qui font aussi référence sur l'ensemble de la carrière.

► ***Activités pédagogiques***. Elles prennent en compte, intégrés sur l'ensemble de la carrière :

- l'investissement dans l'enseignement (formations initiale et continue) au-delà du service normal d'un enseignant-chercheur (sur le plan qualitatif ou quantitatif) ;
- l'investissement dans la formation : innovation pédagogique (hybridation, classe inversée, apprentissage par problème et projet, etc.) ; création et/ou développement d'un diplôme (filière, mention, parcours, spécialité), responsabilité, gestion effective ; accompagnement de l'étudiant (recrutement, réussite, orientation, insertion professionnelle, etc.) ; suivi qualitatif de l'étudiant ;
- l'investissement dans l'internationalisation des formations.

	A+ / A	**B**	**C**
Activités pédagogiques	Investissement pédagogique majeur, suivant l'intensité. - Direction des études d'une composante. - Responsabilité d'un diplôme. - Gestion effective de filière, mention ou parcours.	Investissement dans l'enseignement et dans la formation, avec participation à l'animation pédagogique des filières. Sans responsabilité majeure.	Mission pédagogique assurée sans participation à l'animation des filières.

► ***Recherche***. Une activité nominale, intégrée sur l'ensemble de la carrière, est nécessaire et elle concerne :

- la production scientifique (articles, ouvrages, brevets, etc.) ;
- les activités d'animation de la recherche (direction de programme ou de fédération, encadrement doctoral, responsabilité scientifique nationale, évaluation de la recherche, gestion de contrats, etc.) ;
- les activités de valorisation de la recherche contractuelle ;
- l'implication dans la diffusion et la vulgarisation scientifique ;
- la participation à l'internationalisation de la recherche.

	A+	**A**	**B**	**C**
Recherche	- Activité scientifique exceptionnelle. - Rayonnement reconnu. - Direction de programme scientifique suivant la complexité.	- Très bonne activité scientifique. - Direction de programme scientifique suivant la complexité.	Mission de recherche globalement réalisée, quantitativement et qualitativement.	Mission de recherche non réalisée.

► ***Tâches d'intérêt général (pour l'établissement)***. Il s'agit de prendre en compte sur l'ensemble de la carrière :

- la qualité du service rendu (ex : présence régulière et participation active aux instances) ;
- sa durée ;
- son intensité, et donc la taille de la structure au sein de laquelle il a été rendu ainsi que le niveau de responsabilité qu'il a impliqué.

	A+	**A**	**B**	**C**
Tâches d'intérêt général	- Président. - Vice-président institutionnel. - Directeur d'UFR, institut ou école dans la durée (double mandat).	- Vice-président non institutionnel. - Directeur d'UFR, institut, école, unité de recherche, département de l'université, service commun. - Directeur d'ED, de collège doctoral. - Chargé de mission de 64h ou plus.	- Participation régulière aux instances de l'université (CA, CAC, CT, CHSCT) ou au conseil d'une UFR, institut ou école ou unité de recherche. - Chargé de mission <64h. - Directeur-adjoint d'UFR, institut ou école ou unité de recherche. - Autre mission d'intérêt général : direction d'un département d'enseignement ou d'une spécialité d'ingénieur, etc.	Absence de mission d'intérêt général.

Il appartient au candidat de mentionner dans son dossier les éléments utiles au rapporteur et à la commission ; pour ce faire, la trame factuelle utilisée par le rapporteur est portée à sa connaissance.

Indications graduelles

Avancement MC CN → MC HC

Au-delà des critères généraux énoncés précédemment, sont prioritairement concernés par le passage MC HC, les dossiers des MC CN qui font état d'une évolution de carrière ou d'une situation disciplinaire singulières (par exemple, l'importance pour certaines disciplines de l'expérience de l'enseignement secondaire qui retarde les carrières dans le supérieur), ou font apparaître un engagement particulièrement remarqué dans un domaine spécifique.

Avancement MC HC → MC HC échelon exceptionnel

L'investissement des candidats dans leur mission d'enseignement (cf. tableau « Activités pédagogiques ») doit être particulièrement pris en compte, sur la longue durée et en qualité, sans pour autant exclure l'investissement en matière de recherche et de tâches d'intérêt général.

Avancement PR2 → PR1

Sont prioritairement concernés les dossiers respectant les critères généraux et montrant un investissement dans les activités de formation ou une prise de responsabilités collectives de bon niveau ainsi qu'une activité de recherche soutenue, notamment depuis la nomination dans le corps des professeurs des universités. Les trois volets du dossier doivent être équilibrés.

Avancement PR1 → PREX 1

Sont prioritairement concernés les dossiers respectant les critères généraux et montrant un fort investissement dans des activités de formation ou des responsabilités collectives ainsi qu'une activité de recherche reconnue. Les trois volets du dossier doivent être équilibrés sur l'ensemble de la carrière.

Avancement PREX 1 → PREX 2

Le caractère exceptionnel de cet avancement se traduit par des exigences renforcées. Un investissement particulièrement remarquable au sein de l'établissement, une activité de recherche de grande qualité et le caractère équilibré du dossier doivent fonder le choix réalisé.

Evolutions apportées à la note 2022

AVANCEMENT DE GRADE DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS
AU TITRE DE L'ETABLISSEMENT
- ANNEE 2023 -

ANNEXES

ANNEXE 1

TEXTES REGLEMENTAIRES SUR LES MISSIONS DES UNIVERSITES

Les critères retenus tiennent compte des missions des universités définies dans l'article L123-3 du Code de l'éducation modifié par la Loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 - art. 7 qui stipule que les missions du service public de l'enseignement supérieur sont :

*1° La **formation initiale et continue tout au long de la vie** ;*

*2° La **recherche scientifique et technologique**, la **diffusion et la valorisation de ses résultats** au service de la société. Cette dernière repose sur le développement de l'innovation, du transfert de technologie lorsque celui-ci est possible, de la capacité d'expertise et d'appui aux associations et fondations, reconnues d'utilité publique, et aux politiques publiques menées pour répondre aux défis sociétaux, aux besoins sociaux, économiques et de développement durable ;*

*3° **L'orientation, la promotion sociale et l'insertion professionnelle** ;*

4° La diffusion de la culture humaniste, en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle ;

5° La participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

6° La coopération internationale.

Afin de prendre en compte l'évolution des attendus dans l'évaluation des collègues « sur l'ensemble de la carrière », les missions définies dans les lois de 1984, 2007 et 2009 sont rappelées ci-dessous :

Loi 1984

Selon l'article 3 du décret 84-431, qui découle de l'article 55 de la loi 84-5210, les enseignants-chercheurs concourent à l'accomplissement des missions de service public de l'enseignement supérieur définies à l'article 4 de la loi 84-5211 :

- *la **formation initiale et continue** ;*
  Ils participent à l'élaboration, par leur recherche, et assurent la transmission des savoirs, par leur enseignement, au titre de la formation initiale et continue. Ils assurent la direction, le conseil, le tutorat et l'orientation des étudiants et contribuent à leur insertion professionnelle. Ils organisent leurs enseignements au sein d'équipes pédagogiques dans tous les cursus universitaires et en liaison avec les milieux professionnels. Ils établissent à cet effet une coopération avec les entreprises publiques ou privées. Ils concourent à la formation des maîtres et à la formation tout au long de la vie. Ils participent aux jurys d'examen et de concours.

- *la **recherche scientifique et technologique** ainsi que la **valorisation** de ses résultats ;*
  Ils ont également pour mission le développement, l'expertise et la coordination de la recherche fondamentale, appliquée, pédagogique ou technologique ainsi que la valorisation de ses résultats. Ils participent au développement scientifique et technologique en liaison avec les grands organismes de recherche et avec les secteurs sociaux et économiques concernés. Ils contribuent à la coopération entre la recherche universitaire, la recherche industrielle et l'ensemble des secteurs de production.

- *la **diffusion de la culture et l'information scientifique et technique** ;*
  Ils contribuent au dialogue entre sciences et sociétés, notamment par la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique. Ils peuvent concourir à la conservation et l'enrichissement des collections et archives confiées aux établissements et peuvent être chargés d'activités documentaires.

- *la **coopération internationale** ;*
  Ils contribuent au sein de la communauté scientifique et culturelle internationale à la transmission des connaissances et à la formation à la recherche et par la recherche. Ils contribuent également au progrès de la recherche internationale. Ils peuvent se voir confier des missions de coopération internationale.

- *la **participation à la gouvernance des institutions universitaires**.*
  Ils concourent à la vie collective des établissements et participent aux conseils et instances prévus par le code de l'éducation et le code de la recherche ou par les statuts des établissements.

La **loi 2007-1199** a ajouté deux missions à celles de l'enseignement supérieur :

- *L'**orientation** et **l'insertion professionnelle** ;*
- *La **participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche.***

Dans ce cadre, le décret du 23 avril 2009 a étendu le rôle des enseignants-chercheurs à compter du 1er septembre 2009.

Loi 2009

L'article 3 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

*« Art. 3.- Les enseignants-chercheurs participent à l'**élaboration**, par leur recherche, **et** assurent la **transmission**, par leur enseignement, **des connaissances au titre de la formation initiale et continue** incluant, le cas échéant, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Ils assurent la **direction**, le **conseil**, le **tutorat** et **l'orientation des étudiants** et contribuent à **leur insertion professionnelle**. Ils organisent leurs enseignements au sein d'équipes pédagogiques dans tous les cursus universitaires et en liaison avec les milieux professionnels. Ils établissent à cet effet une **coopération avec les entreprises publiques ou privées**.*

*« Ils concourent à la **formation des maîtres et** à la formation **tout au long de la vie**.*

*« Ils ont également pour mission le **développement**, l'**expertise** et la **coordination de la recherche fondamentale, appliquée, pédagogique ou technologique** ainsi que la **valorisation de ses résultats**. Ils participent au développement scientifique et technologique en liaison avec les grands organismes de recherche et avec les secteurs sociaux et économiques concernés. Ils contribuent à la **coopération entre la recherche universitaire, la recherche industrielle et l'ensemble des secteurs de production**.*

« Ils participent aux jurys d'examen et de concours.

*« Ils contribuent au dialogue entre sciences et sociétés, notamment par la **diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique**. Ils peuvent concourir à la conservation et l'enrichissement des collections et archives confiées aux établissements et peuvent être **chargés d'activités documentaires**.*

*« Ils contribuent **au sein de la communauté scientifique et culturelle internationale** à la transmission des connaissances et à la formation à la recherche et par la recherche. Ils contribuent également au **progrès de la recherche internationale**. Ils peuvent se voir confier des **missions de coopération internationale**.*

*« Ils concourent à la **vie collective des établissements** et participent aux **conseils et instances** prévus par le code de l'éducation et le code de la recherche ou par les statuts des établissements.*

« Les professeurs des universités ont vocation prioritaire à assurer leur service d'enseignement sous forme de cours ainsi que la direction des unités de recherche. »

ANNEXE 2

INDICATEURS FACTUELS UTILES A L'EVALUATION DES ACTIVITES PEDAGOGIQUES

- **INVESTISSEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT** - Enseignement réellement assuré.
  - **En formation initiale**
    1- **Heures complémentaires effectuées**
       - Nombre moyen annuel *calculé sur n années* [1]
       - Nombre d'années

    2- Enseignements devant des **effectifs importants** (> 100 étudiants)
       - Ordre de grandeur du volume de ces effectifs
       - Nombre de promotions concernées
       - Nombre d'années

    3- Bénéficiaire d'une **décharge de service**
       - Motif
       - Nombre d'heures par an
       - Nombre d'années

    4- Bénéficiaire d'une **délégation** dans un organisme de recherche ou autre
       - Nombre d'années
  - **En formation continue**

    5- Impliqué(e) dans des actions de formation continue
       - d'enseignants
       - d'une autre profession
       - Nombre d'heures
       - Nombre d'années

- **INVESTISSEMENT DANS LA FORMATION**

  6- **Innovation** pédagogique

  7- **Création** d'un(e)
     - mention / filière
     - parcours / spécialité
     - En quelle année

  8- **Développement** de cette formation

  9- **Responsabilité** de cette formation
     - Nombre d'années

  10- **Gestion effective** de cette formation
     - Nombre d'années

  11- **Direction des études**
     - Nombre d'années

  12- **Suivi** personnalisé des étudiants (alternance, stages, etc.)

  13- **Accompagnement** de l'étudiant (recrutement, réussite, orientation, insertion professionnelle, etc.)

  14- Responsabilité de l'**alternance**
     - Nombre d'années

---

1 *Le décompte est établi à partir des fiches annuelles de validation des services, en ne retenant que les* ***heures réelles d'enseignement*** *et en excluant les heures de décharge, les heures liées à la responsabilité d'un diplôme et à diverses primes.*

ANNEXE 3

INDICATEURS FACTUELS UTILES A L'EVALUATION DES TACHES D'INTERET GENERAL

- **REPRÉSENTATION**
  - **Membre d'un conseil ou comité**

    1- d'**université** (CA, CAC, CT, CHSCT)
    - Nom du/des conseils
    - Période Nb d'années

    2- d'**UFR, institut ou école**
    - Période Nb d'années
  - Indicateur de **présence effective aux conseils**

- **MISSIONS AU SERVICE DE L'ETABLISSEMENT** (*autre qu'une direction*)

  3- Au niveau de l'**université** (Chargé de mission, etc.)
  - Nature de la mission
  - Période Nb d'années

  4- Au niveau d'une **UFR, institut ou école** (Relations internationales, relations avec les entreprises, etc.)
  - Nature de la mission
  - Période Nb d'années

- **DIRECTION**

  5- Au niveau de l'**université**
  - *Président* Période Nb d'années
  - *Vice-président Administration, Formation, Recherche*
    Nature Période Nb d'années
  - *Autre vice-président*
    Nature Période Nb d'années
  - *Directeur (collège doctoral, école doctorale, département de l'université, service commun)*
    Nature Période Nb d'années

  6- Au niveau d'une **UFR, institut ou école**
  - *Directeur de composante*
    Période Nb d'années
  - *Directeur-adjoint de composante*
    Période Nb d'années

  7- Au niveau d'une **unité de recherche**
  - *Directeur d'unité de recherche*
    Période Nb d'années
  - *Directeur-adjoint d'unité de recherche*
    Période Nb d'années

  8- Autre mission d'intérêt général : direction d'un département d'enseignement ou d'une spécialité d'ingénieur, etc :

  Nature Période Nb d'années

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Fiche d'évaluation 2023

Avancement au choix

MCF CN ➔ **MCF HC**
MCF HC ➔ **MCF HCEX**
PR2 ➔ **PR1**
PR1 ➔ **PR EX1**
PR EX1 ➔ **PR EX2**

Nom :	**Prénom :**
Composante :	Laboratoire :
Âge : ans	Section CNU :
Grade et échelon :	Ancienneté dans le grade : l'échelon :

PARCOURS ANTERIEUR à la nomination en qualité de MCF / PR à l'USMB

Inscrire dans les cases ci-dessous l'appréciation de votre choix[1] ***A*⁺, *A*, *A*⁻, *B*⁺, *B*, *B*⁻, *C*⁺, *C***

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

- actuelles :

- passées :

RECHERCHE[2]

- actuelles :

- passées :

TACHES D'INTERET GENERAL

- actuelles :

- passées :

APPRECIATION GENERALE

[1] *Appréciation modulée sur la base des grilles d'évaluation indicatives présentées dans la note relative à la procédure de promotion 2023.*

[2] *L'appréciation « Recherche » ne sera pas transmise au CNU ; elle ne sera prise en compte que lors de la phase locale (juin).*

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_6.4.

6. Personnels

6.4. Congés pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) : contingent établissement pour l'année universitaire 2023-2024

Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, modifié,
Vu l'arrêté du 27 septembre 2019 relatif aux conditions d'attribution et d'exercice du congé pour recherches ou conversions thématiques prévu à l'article 19 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences,
Vu l'avis du comité technique en date du 29 novembre 2022, portant sur l'objet de la présente délibération,

Les enseignants-chercheurs titulaires en position d'activité régis par le décret n° 84-431 du 6 juin 1984, peuvent bénéficier d'un congé pour recherches ou conversions thématiques, d'une durée de six mois par période de trois ans passée en position d'activité ou de détachement, ou douze mois par période de six ans passée en position d'activité ou de détachement. Toutefois, les enseignants-chercheurs nommés depuis au moins trois ans peuvent bénéficier d'un premier congé de douze mois.

Un congé pour recherches ou conversions thématiques d'une durée de six mois, peut être accordé, à la demande de l'enseignant-chercheur, après un congé maternité, parental ou d'adoption.

Une fraction des congés pour recherches ou conversions thématiques peut être attribuée en priorité aux enseignants-chercheurs qui ont effectué pendant au moins quatre ans des tâches d'intérêt général ou qui ont conçu ou développé des enseignements nouveaux ou des pratiques pédagogiques innovantes. De telles attributions prioritaires sont réservées aux situations où l'investissement a été particulièrement remarquable.

Au sein de l'USMB et dans le cadre du contingent établissement, un congé pour recherches ou conversions thématiques d'une durée de six mois, peut également être accordé, à la demande de l'enseignant-chercheur, après un congé longue maladie ou une situation particulière de handicap.

La périodicité entre chaque congé intervient par intervalles de trois années à l'échéance d'un congé de six mois et par intervalles de six années à l'échéance d'un congé de douze mois. Les bénéficiaires de ce congé demeurent en position d'activité. Ils conservent la rémunération correspondant à leur grade. Ils continuent à bénéficier de l'indemnité liée au grade et le cas échéant de la prime individuelle du RIPEC. Par dérogation aux dispositions du décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, ils ne peuvent cumuler cette rémunération avec une rémunération publique ou privée.

Des congés pour recherches ou conversions thématiques sont accordés :

- d'une part, par le président de l'université, sur proposition des sections compétentes du Conseil national des universités dont relève l'enseignant-chercheur, dans le cadre d'un contingent national annuel fixé par arrêté. Ce contingent représente 40% du nombre de congés accordés par les établissements l'année précédente.
- d'autre part, par le président de l'université, après avis du conseil académique en formation restreinte de l'établissement, dans le cadre d'un contingent annuel fixé par le conseil d'administration.

► ***Le conseil d'administration approuve la proposition d'accorder pour l'année universitaire 2023-2024 un nombre maximum de 4 semestres dans le cadre du contingent annuel établissement, auquel pourront être ajoutés des semestres accordés après un congé maternité, un congé parental, un congé longue maladie ou une situation particulière de handicap.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*22*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*22*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le : Transmise au recteur de région académique le :	0 3 JAN. 2023 0 3 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*

En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

CT du 29 novembre 2022 - 5 votants : 5 pour (2 CGT, 1 FO, 2 SNPTES)
CA du 13 décembre 2022 - 22 votants : 22 pour

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

CONGES POUR RECHERCHES OU CONVERSIONS THEMATIQUES (CRCT)
CONTINGENT ETABLISSEMENT
POUR L'ANNEE UNIVERSITAIRE 2023-2024

Les enseignants-chercheurs titulaires en position d'activité régis par le décret n° 84-431 du 6 juin 1984, peuvent bénéficier d'un congé pour recherches ou conversions thématiques, d'une durée de six mois par période de trois ans passée en position d'activité ou de détachement, ou douze mois par période de six ans passée en position d'activité ou de détachement. Toutefois, les enseignants-chercheurs nommés depuis au moins trois ans peuvent bénéficier d'un premier congé de douze mois.

Un congé pour recherches ou conversions thématiques d'une durée de six mois, peut être accordé, à la demande de l'enseignant-chercheur, après un congé maternité, parental ou d'adoption.

Une fraction des congés pour recherches ou conversions thématiques peut être attribuée en priorité aux enseignants-chercheurs qui ont effectué pendant au moins quatre ans des tâches d'intérêt général ou qui ont conçu ou développé des enseignements nouveaux ou des pratiques pédagogiques innovantes. De telles attributions prioritaires sont réservées aux situations où l'investissement a été particulièrement remarquable.

Au sein de l'USMB et dans le cadre du contingent établissement, un congé pour recherches ou conversions thématiques d'une durée de six mois, peut également être accordé, à la demande de l'enseignant-chercheur, après un congé longue maladie ou une situation particulière de handicap.

La périodicité entre chaque congé intervient par intervalles de trois années à l'échéance d'un congé de six mois et par intervalles de six années à l'échéance d'un congé de douze mois.

Les bénéficiaires de ce congé demeurent en position d'activité. Ils conservent la rémunération correspondant à leur grade. Ils continuent à bénéficier de l'indemnité liée au grade et le cas échéant de la prime individuelle du RIPEC. Par dérogation aux dispositions du décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, ils ne peuvent cumuler cette rémunération avec une rémunération publique ou privée.

Des congés pour recherches ou conversions thématiques sont accordés :

- d'une part, par le président de l'université, sur proposition des sections compétentes du Conseil national des universités dont relève l'enseignant-chercheur, dans le cadre d'un contingent national annuel fixé par arrêté. Ce contingent représente 40% du nombre de congés accordés par les établissements l'année précédente.
- d'autre part, par le président de l'université, après avis du conseil académique en formation restreinte de l'établissement, dans le cadre d'un contingent annuel fixé par le conseil d'administration.

Pour l'année universitaire 2023-2024, il est proposé dans le cadre du contingent annuel établissement, **un nombre maximum de 4 semestres** auquel pourront être ajoutés des semestres accordés après un congé maternité, parental ou d'adoption, un congé longue maladie ou une situation particulière de handicap. Ce contingent n'inclut pas les éventuels semestres additionnels (spécifiques SHS ou autres) dont l'établissement serait bénéficiaire dans le cadre de la loi de programmation de la recherche.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 13 décembre 2022
N° 2022.12.13_7.1.

Point 7.1. – Charte du doctorat

Vu le code de l'éducation, notamment son article L612-7,
Vu l'arrêté du 25 mai 2016, modifié, fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat, notamment ses articles 12 et 13,
Vu l'arrêté modificatif du 11 juillet 2019 accréditant l'Université de Chambéry en vue de la délivrance de diplômes nationaux,
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,
Vu l'avis du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur la présente charte,
Vu la Charte européenne du chercheur de la Commission européenne de 2005,

► ***Le conseil d'administration approuve la charte du doctorat de l'université Savoie Mont Blanc.***

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*18*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*4*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*18*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,



Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le : Transmise au recteur de région académique le :	16 DEC. 2022 16 DEC. 2022

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Charte du doctorat de l'université Savoie Mont Blanc

Vu le code de l'éducation, notamment son article L612-7,

Vu l'arrêté du 25 mai 2016, modifié, fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat, notamment ses articles 12 et 13,

Vu l'arrêté modificatif du 11 juillet 2019 accréditant l'Université de Chambéry en vue de la délivrance de diplômes nationaux,

Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration en sa séance du 8 juillet 2014, modifiés,

Vu l'avis du conseil académique en date du 8 décembre 2022 portant sur la présente charte,

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 13 décembre 2022 portant sur la présente charte,

Considérant la Charte européenne du chercheur publiée par la Commission européenne en mars 2005,

Préambule

Conformément à l'article 1er de l'arrêté du 25 mai 2016, « *La formation doctorale est une formation à et par la recherche et une expérience professionnelle de recherche. Elle conduit à la production de connaissances nouvelles.* […] *Elle porte sur des travaux d'intérêt scientifique, économique, social, technologique ou culturel.* »

La thèse est un travail de recherche personnel réalisé par le doctorant ou la doctorante. Elle doit donc présenter des aspects nouveaux et originaux. Elle donne lieu, après la soutenance de la thèse et sous réserve de la décision favorable des membres délibérants du jury, à la délivrance du grade et du titre de docteur.

La présente charte définit les principes fixés par l'université Savoie Mont Blanc pour la préparation d'un doctorat afin de favoriser la haute qualité scientifique des travaux conduits.

Elle s'appuie :

- sur les textes cités en référence,
- sur les procédures relatives à l'inscription administrative et à la soutenance de thèse validées par le conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc et sur les missions des écoles doctorales (ED) et du collège doctoral, dans le respect des différentes disciplines et de leur diversité.

L'université Savoie Mont Blanc s'engage à agir pour que les principes fixés par la présente charte soient respectés lors de la préparation du doctorat.

Article 1 : Le doctorat

1.1 Le doctorat, une étape d'un projet personnel et professionnel

La préparation d'un doctorat doit s'inscrire dans le cadre d'un projet personnel et professionnel clairement défini dans ses buts comme dans ses exigences. Elle implique la clarté des objectifs poursuivis et des moyens mis en œuvre pour les atteindre.

L'insertion professionnelle souhaitée par le doctorant ou la doctorante doit être discutée dès la candidature. Il est de la responsabilité du doctorant ou de la doctorante et de son directeur

ou sa directrice de thèse de s'en préoccuper en s'appuyant sur l'ED, le comité de suivi individuel (CSI – dont l'organisation et les compétences sont définies à l'article 3.2), le collège doctoral, et en prenant contact avec de futurs employeurs potentiels : laboratoires, universités, entreprises, en France ou à l'étranger.

Le candidat doit recevoir une information sur les débouchés universitaires et extra-universitaires dans son domaine. Les statistiques nationales sur le devenir des jeunes docteurs et les informations sur le devenir professionnel des docteurs formés dans son unité de recherche lui sont communiquées par l'ED et par son directeur ou sa directrice de thèse.

À l'issue du doctorat, le doctorant ou la doctorante s'engage à répondre à toute enquête émanant de l'université Savoie Mont Blanc, relative à son insertion et à son parcours professionnel.

1.2 Éthique de la recherche et intégrité scientifique

Les parties prenantes du doctorat doivent adhérer aux principes éthiques fondamentaux régis par les différents codes d'éthique nationaux, sectoriels et institutionnels.

L'université Savoie Mont Blanc promeut la réalisation des travaux de recherche des doctorantes et doctorants dans le respect des exigences de l'intégrité scientifique et de l'éthique de la recherche. Les doctorantes et doctorants ont accès à une formation aux principes et exigences de l'éthique de la recherche et de l'intégrité scientifique. Elles et ils s'engagent à les respecter pendant toute la durée de leur doctorat. L'université Savoie Mont Blanc, les directeurs ou directrices d'écoles doctorales, les directeurs ou directrices de thèse, les directeurs ou directrices d'unité de recherche et toutes les personnes participant au travail d'un doctorant ou d'une doctorante s'engagent à favoriser et à accompagner cet engagement.

À l'issue de la soutenance et en cas d'admission, le docteur prête serment, individuellement en s'engageant à respecter les principes et exigences de l'intégrité scientifique dans la suite de sa carrière professionnelle, quel qu'en soit le secteur ou le domaine d'activité.

Le serment des docteurs relatif à l'intégrité scientifique est le suivant :

« *En présence de mes pairs.*

Parvenu(e) à l'issue de mon doctorat en [spécialité], et ayant ainsi pratiqué, dans ma quête du savoir, l'exercice d'une recherche scientifique exigeante, en cultivant la rigueur intellectuelle, la réflexivité éthique et dans le respect des principes de l'intégrité scientifique, je m'engage, pour ce qui dépendra de moi, dans la suite de ma carrière professionnelle quel qu'en soit le secteur ou le domaine d'activité, à maintenir une conduite intègre dans mon rapport au savoir, mes méthodes et mes résultats. »

Article 2 : Sujet, faisabilité et déroulement de la thèse

La détermination du sujet de thèse repose sur un accord entre le doctorant ou la doctorante et le directeur ou la directrice de thèse. Ce sujet doit être défini de manière à permettre l'accomplissement du travail dans le délai prévu. Formalisé au moment de l'inscription, il s'inscrit dans l'une des thématiques scientifiques de l'ED de rattachement.

Le futur doctorant ou la future doctorante doit être informé du nombre de thèses en cours dirigées par le directeur ou la directrice de thèse qu'il pressent ; ce dernier ne pouvant en encadrer qu'un nombre limité, conformément aux normes fixées au sein de chaque ED.

En application de la présente charte, une convention de formation, signée par le directeur ou la directrice de thèse et le doctorant ou la doctorante précise les conditions de réalisation du doctorat. L'article 12 de l'arrêté du 25 mai 2016 liste les éléments devant être obligatoirement

mentionnés dans la convention de formation.

Cette convention peut être modifiée en tant que de besoin, lors des réinscriptions par accord signé entre toutes les parties. L'université Savoie Mont Blanc est le garant de sa mise en œuvre.

Article 3 : Encadrement et suivi de la thèse

3.1 Acteurs et actrices du doctorat

Le travail de recherche confié au doctorant ou à la doctorante est réalisé dans une unité de recherche rattachée à l'ED dans laquelle il ou elle est inscrit. Dans le cas de la réalisation des travaux, pour tout ou partie, hors de l'unité de recherche rattachée à l'ED, les conditions de réalisation des travaux sont prévues par la convention de formation.

Le doctorant ou la doctorante s'engage, en s'inscrivant en doctorat à l'université Savoie Mont Blanc à :

- mener à bien le projet de recherche préalablement défini,
- suivre les formations disciplinaires, transversales et d'insertion professionnelle proposées par son ED et par le collège doctoral,
- participer à la vie de l'unité de recherche,
- soutenir sa thèse dans les délais prévus,
- se conformer au règlement de l'unité de recherche dans lequel elle ou il est intégré,
- se conformer au règlement en vigueur dans l'ED de rattachement,
- respecter les règles de propriété intellectuelle et citer systématiquement ses sources. Le non-respect de cette clause est passible de poursuites disciplinaires ou judiciaires,
- laisser à l'unité de recherche ses documents et résultats sous une forme exploitable. Le doctorant ou la doctorante en conserve toutefois la propriété intellectuelle.

Le directeur ou la directrice de thèse :

- fait partie d'une unité de recherche rattachée à l'ED et est responsable de la définition du sujet de recherche, de sa réalisation et de son suivi et dispose d'une responsabilité de premier plan dans l'accompagnement scientifique du doctorant ou de la doctorante,
- aide le doctorant ou la doctorante à s'intégrer au milieu universitaire et scientifique dans son champ de recherche,
- s'assure que le doctorant ou la doctorante suit le plan de formations proposé,
- s'assure qu'il ait les moyens matériels et financiers nécessaires à la réalisation de son projet,
- mène des entretiens réguliers avec le doctorant ou la doctorante en veillant à la bonne progression de ses recherches et de la rédaction du manuscrit,
- établit avec le doctorant ou la doctorante un calendrier du travail de recherche,
- propose au doctorant ou à la doctorante d'apporter un concours actif à la structuration d'articles dans des revues à comité de lecture où figurera le nom du doctorant ou de la doctorante,

- incite le doctorant ou la doctorante à des activités de valorisation et de diffusion du travail de recherche.
- dans le cas d'une codirection, les responsabilités administrative et scientifique sont partagées.

Le directeur ou la directrice de l'unité de recherche :

- est responsable de la bonne intégration du de doctorant ou de la doctorante dans son unité de recherche,
- contribue à son accompagnement pendant la formation,
- s'assure que le doctorant ou la doctorante dispose des conditions matérielles et financières nécessaires au bon déroulement du doctorat,
- Les conditions de ressources scientifiques, matérielles et financières du doctorant ou de la doctorante pendant la durée de préparation de la thèse doivent être notifiées par le candidat ou la candidate et ses directeurs ou directrices de thèse au directeur ou à la directrice de l'ED, sous contrôle du directeur ou de la directrice de l'unité de recherche.

Le directeur ou la directrice de l'ED, assisté du conseil de l'ED :

- vérifie, lors de l'inscription annuelle en doctorat, que les conditions scientifiques, matérielles et financières sont assurées pour garantir le bon déroulement des travaux de recherche du doctorant ou de la doctorante,
- favorise les échanges scientifiques entre doctorantes et doctorants et avec la communauté scientifique,
- propose aux doctorantes et doctorants des activités de formation disciplinaires et interdisciplinaires favorisant l'acquisition d'une culture scientifique élargie,
- veille à ce que chaque doctorant et doctorante reçoive une formation à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique,
- sensibilise les doctorantes et doctorants aux enjeux de la science ouverte et de la diffusion des travaux de recherche dans la société,
- définit les conditions de mise en place du comité de suivi individuel du doctorant ou de la doctorante (selon les modalités définies à l'article 3.2),
- contribue à une ouverture européenne et internationale,
- veille, dans le cas où la recherche se fait dans le cadre d'un partenariat avec une entreprise ou une administration, à ce que le doctorant ou la doctorante ne se voit pas imposer un surplus de travail étranger à ses travaux.

3.2 Comité de suivi individuel

Un comité de suivi individuel du doctorat est constitué en début de thèse. Il veille au bon déroulement du cursus en s'appuyant sur la charte du doctorat et la convention de formation.

Les modalités de composition, d'organisation, de fonctionnement de ce comité sont fixées par le conseil de l'ED. Les membres de ce comité ne doivent pas participer à la direction du travail du doctorant ou de la doctorante. L'ED veille à ce que le doctorant ou la doctorante soit consulté sur la composition de son comité de suivi individuel, avant sa réunion.

Le comité de suivi individuel du doctorant ou de la doctorante assure un accompagnement de

ce dernier pendant toute la durée du doctorat. Il se réunit obligatoirement avant l'inscription en deuxième année et ensuite avant chaque nouvelle inscription jusqu'à la fin du doctorat. Les entretiens sont organisés sous la forme de trois étapes distinctes : présentation de l'avancement des travaux et discussions, entretien avec le doctorant ou la doctorante sans la direction de thèse, entretien avec la direction de thèse sans le doctorant ou la doctorante.

Au cours de l'entretien avec le doctorant ou la doctorante, le comité évalue les conditions de sa formation et les avancées de sa recherche.

Lors de ce même entretien, il est particulièrement vigilant à repérer toute forme de conflit, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissement sexiste. Il formule des recommandations et transmet un rapport de l'entretien au directeur ou à la directrice de l'école doctorale, au doctorant ou à la doctorante et au directeur ou à la directrice de thèse.

En cas de difficulté, le comité de suivi individuel du doctorant ou de la doctorante alerte l'ED, qui prend toute mesure nécessaire relative à la situation du doctorant ou de la doctorante et au déroulement de son doctorat.

Dès que l'ED prend connaissance d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissement sexiste, elle procède à un signalement via le dispositif dédié de d'établissement.

Article 4 : Formations suivies durant la thèse

Le doctorant ou la doctorante doit au cours de son cursus de doctorat, valider le nombre d'heures de formations exigées par l'université Savoie Mont Blanc, en suivant les modules proposés par son ED et le collège doctoral, ou des modules acceptés comme équivalents par son ED.

Chaque doctorant ou doctorante s'engage à suivre lors de son cursus, une formation à la déontologie et à l'éthique. Le collège doctoral s'engage à ce qu'une telle formation soit mise à sa disposition.

Le doctorant ou la doctorante peut bénéficier d'une formation à la pédagogie si celle-ci concourt à sa mission d'enseignement.

Un portfolio comprenant la liste individualisée de toutes les activités du doctorant ou de la doctorante durant sa formation, incluant enseignement, diffusion de la culture scientifique ou transfert de technologie et valorisant les compétences qu'il a développées durant la préparation du doctorat, est réalisé. Il est mis à jour régulièrement par le doctorant ou la doctorante.

Article 5 : Durée de la thèse

La durée de référence, pour la préparation d'une thèse, est de trois ans en équivalent temps plein consacré à la recherche et de six ans au plus dans les autres cas.

Prolongation. Des prolongations annuelles peuvent être accordées à titre dérogatoire par le président de l'université Savoie Mont Blanc, sur proposition du directeur ou de la directrice de thèse et après avis du comité de suivi individuel et du directeur ou directrice de l'ED, sur demande motivée du doctorant ou de la doctorante. Toute prolongation doit conserver un caractère exceptionnel.

Césure. À titre exceptionnel, sur demande motivée du doctorant ou de la doctorante, une césure insécable d'une durée maximale d'une année peut intervenir une seule fois par décision du président de l'université Savoie Mont Blanc, après accord de l'employeur le cas

échéant et avis du directeur ou de la directrice de thèse et du directeur ou de la directrice de l'ED. Durant cette période, le doctorant ou la doctorante suspend temporairement sa formation et son travail de recherche, mais peut demeurer inscrit s'il le souhaite au sein de l'université Savoie Mont Blanc. Cette période n'est pas comptabilisée dans la durée du doctorat. L'université Savoie Mont Blanc garantit au doctorant ou à la doctorante qui suspend sa scolarité son inscription au sein de la formation doctorale à la fin de la période de césure.

Réinscription. Dans tous les cas, la préparation du doctorat implique un renouvellement annuel de l'inscription chaque année, faute de quoi le doctorant ou la doctorante sera placé automatiquement en situation d'abandon de thèse. Aucune suspension d'inscription n'est autorisée hors césure et cas prévus à l'article 14 de l'arrêté de mai 2016. L'inscription est renouvelée au début de chaque année universitaire par le chef d'établissement, sur proposition du directeur ou de la directrice de l'école doctorale, après avis du directeur ou de la directrice de thèse et du comité de suivi individuel du doctorant ou de la doctorante, par exemple via le rapport d'entretien du comité de suivi individuel.

Arrêt de la thèse. Il peut notamment résulter d'un abandon exprès, d'une non-ré-inscription ou d'un refus de réinscription. En cas d'abandon de son fait, le doctorant ou la doctorante est tenu d'informer l'ED de sa décision par écrit. En cas de refus de renouvellement de l'inscription, après avis du directeur ou de la directrice de thèse et du comité de suivi individuel l'avis motivé est notifié au doctorant ou à la doctorante par le directeur ou la directrice de l'ED. Le doctorant ou la doctorante dispose d'un délai de deux mois pour demander un deuxième avis auprès de la commission recherche du conseil académique de l'université Savoie Mont Blanc. La décision de non-renouvellement est prise par le président de l'université Savoie Mont Blanc, qui notifie celle-ci au doctorant ou à la doctorante.

Article 6 : Rédaction de la thèse et soutenance

Déontologie. Le doctorant ou la doctorante est alerté sur le fait que s'approprier et reproduire le travail d'autrui en omettant de citer ses sources constitue un plagiat et est donc passible de poursuites disciplinaires ou judiciaires.

Soutenance. Le directeur ou la directrice de thèse propose par l'intermédiaire du directeur ou de la directrice de l'ED, les noms des rapporteurs et la composition du jury dans le respect des textes réglementaires, ainsi que la date et le lieu de soutenance. Il en informe le doctorant ou la doctorante.

La soutenance est publique, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le président de l'université Savoie Mont Blanc si le sujet de la thèse présente un caractère de confidentialité avéré.

À l'issue de la soutenance et en cas d'admission, le docteur prête serment (*cf.* article 1.2).

Article 7 : Publication et valorisation de la thèse

La qualité et l'impact du doctorat peuvent se mesurer à travers les publications ou les brevets et rapports industriels qui seront tirés du travail, qu'il s'agisse de la thèse elle-même ou d'articles réalisés pendant ou après la période du doctorat.

Signature. Pour toutes ses productions, le doctorant ou la doctorante signe ses travaux conformément aux règles en vigueur dans l'établissement.

Archivage et diffusion. L'université Savoie Mont Blanc dispose d'un programme d'archivage et de diffusion électronique des thèses. La diffusion de la thèse sur Internet doit faire l'objet

d'un accord préalable de son auteur. Le doctorant ou la doctorante signe un document définissant les conditions de diffusion de la thèse et attestant de l'absence de tout plagiat.

La délivrance du diplôme de doctorat est conditionnée au dépôt de la thèse corrigée.

Article 8 : Procédure de médiation

En cas de difficultés ou de conflits, les parties en présence s'efforcent d'abord de rechercher une solution en interne. Le dispositif de résolution des conflits s'appuie sur le directeur ou la directrice de l'ED qui est le premier interlocuteur.

Un comité de médiation est mis en place, composé de manière à être attentif aux points de vue de chacune des parties en présence.

Accompagnement du doctorant ou de la doctorante. Dans toutes ses démarches, le doctorant ou la doctorante a le droit d'être assisté, notamment par un doctorant ou une doctorante élu dans l'un des organes de son unité de recherche, de l'ED ou du collège doctoral de l'université Savoie Mont Blanc.

Signataires

Le doctorant ou la doctorante Fait à : Date : Signature	Le directeur ou la directrice de thèse Fait à : Date : Signature
Le directeur ou la directrice de l'unité de recherche Fait à : Date : Signature	Le président de l'université Savoie Mont Blanc Fait à : Date : Signature
Le cas échéant, le responsable de la structure d'accueil Fait à : Date : Signature	

UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 22 novembre 2022
N° 2022.11.22_7.2.

7. Affaires juridiques

7.2. Conventions diverses pour approbation

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L712-3 du code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifiés ;
Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifié ;

► ***Le conseil d'administration approuve les conventions suivantes*** :

N° Convention USMB	Composante/ Direction/ Service/ Laboratoires n°1	Partenaire(s)	Pv : Privé P : Public	Type de contrat	Objet de la convention	Date effet	Date fin	Durée en année et en jours	Dépense/ Recette/ Sans incidences financières	Aspects financiers de la convention (montant HT/TTC, etc.)
2022-604	DGS	État, Ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées	P	Convention d'objectifs	Convention d'objectifs visant à déterminer les actions à mettre en place par l'USMB dans le cadre de la cessation progressive du fonctionnement du centre nationale de formation des enseignants intervenant auprès des jeunes déficients sensoriels (CNFEDS)	01/01/2022	31/12/2024	3 ans, soit 1095 jours	R	Subvention de l'État pour 2022 : 194 000 €
2022-605	SFC	ITII des 2 Savoies CFAI FORMAVENIR	Pv	Convention de formation	Avenant à la convention de partenariat pédagogique pour la formation d'ingénieur "mécanique" et "bâtiment" en alternance par la voie de l'apprentissage et de la formation continue, n°2021-485	13/12/2022 *(date d'effet de l'avenant)*	31/08/2025	2 ans et 262 jours, soit 992 jours	R	Estimation de la facturation 2022-2023 : à l'ITII : 135 961,89 € au CFAI : 833 227,31 €

Résultat du vote :

Membres en exercice :	*34*	*Nombre de suffrages exprimés :*	*22*
Quorum :	*17*	*Contre :*	*0*
Membres présents :	*17*	*Abstention :*	*0*
Membres représentés :	*5*	*Pour :*	*22*
Nombre de votants :	*22*		

Fait à Chambéry, le 16 DEC. 2022

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,

Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles	Délibération publiée sur le site internet de l'université le : 03 JAN. 2023 Transmise au recteur de région académique le : 03 JAN. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : *La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.*
En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.